

البرنامج التشاوري متعدد الأطراف
Programme Concerté Pluri-Acteurs

Phase 2013-2015



LA REVUE DE PRESSE DU PCPA JOUSSOUR

L'actualité de nos membres dans la presse



PRÉAMBULE

Le Programme Concerté Pluri Acteurs ALGERIE - Jousour est un instrument mis à la disposition des organisations de la société civile algérienne qui œuvrent pour l'enfance et la jeunesse. Il vise à améliorer le service aux populations, à renforcer l'action associative et à consolider le dialogue association - Pouvoir public.

Créé en 2007, Jousour a parmi ses principaux objectifs la reconnaissance des capacités et du rôle des associations en tant qu'acteur du développement. La présente revue de presse est un des outils du Programme qui s'inscrit dans cet objectif en diffusant ce que les médias transcrivent des activités des associations membres. Elle représente également un moyen de rendre compte de leurs actions à partir de sources externes, Presse écrite généraliste ou spécialisée d'Algérie et de France.

La revue de presse du Programme est publiée chaque trimestre sur le site et les réseaux sociaux, elle est la compilation des articles concernant les membres de Jousour mais aussi ceux en lien avec la question de l'enfance, la jeunesse et la société civile qui intéresseraient les membres.

Cette publication regroupe les articles parus, que la cellule a pu recueillir, depuis juillet 2013 à septembre 2014.

SOMMAIRE

> AAEFAB / Association Algérienne Enfance et Familles d'Accueil Bénévoles	2
> ABH / Association Bel Horizon	4
> ACAQB / Association des Centres d'Animation de Quartier de Bordeaux	6
> ACO / Association Cirta Oxygène	7
> ADEM / Associatiocontre les Myopathies	8
> AECA / Association Etoile Culturelle d'Akbou	15
> AHLA / Association des Handicapés et Leurs Amis	21
> AJC / Association pour la Jeunesse et la Citoyenneté	26
> ALCM / Association de Lutte Contre les Myopathies	27
> ANEJ / Association Nationale d'Echanges entre Jeunes	28
> AnisS / Association de lutte Contre les IST/SIDA et de Promotion de la Santé	29
> AOTM / Association Office de Tourisme de Misserghin	38
> APCS / Association de Protection Contre le Sida en Algérie	39
> APIMC / Association des Parents d'enfants Infirmes Moteurs d'origine Cérébrale	46
> ASMNM / Association Shifa des Maladies Neuro-Musculaires	47
> CCJ d'Akbou / Conseil Communal de Jeunes d'Akbou	48
> CIDDEF / Centre d'Information sur les Droits de l'Enfant et de la Femme	50
> Cinéma et Mémoire	52
> CSAHM / Club Sportif Amateur Haizer Mimouna	57
> CUF / Cités Unies France	58
> El Ghaith / Association de Solidarité et de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion	62
> EL IKRAM / Association pour l'Orientation et l'Animation des jeunes	66
> FAPH / Fédération Algérienne des Personnes Handicapés	67
> FARD / Femmes Algériennes Revendiquant leurs Droits	78
> FASDE / Fondation Algérienne de la Sauvegarde des Droits de l'Enfant d'Ain-Témouchent	81
> IDLES / Association des Activités de Jeunes	82
> IKHOULAF / Association des enfants victimes de séparation conjuguale d'Akbou	83
> INFO-COM / Association Info-Com Jeunes de Guelma	88
> LE PETIT LECTEUR / Association pour la Promotion de la Lecture Enfantine	90
> LE PLATEAU MISTRAL - EAUX CLAIRES	91
> LES FRANCAS / CEMEA	94
> LES NOMADES ALGÉRIENS	95
> MED-ACTION / Association pour la Jeunesse et la Citoyenneté	98
> MJC Elbeuf / Maison des Jeunes et de la Culture d'Elbeuf	100
> NADA / Réseau Algérien pour la défense des Droits des Enfants	101
> SANTÉ SUD	116
> SDH / Association Santé Sidi El Houari	118
> SOS Culture Bab El Oued	144
> TUDERT / Association Tudert Fethoune	146
> WAFa / Association des parents d'enfants en difficultés mentales	148
> AUTRES ARTICLES	149

EL MOUDJAHID
AL-JUMHOURIYA AL-ARABIA AL-DJAZA'IRIYA

PUBLIÉ LE : 09-06-2014

Une kermesse au profit des enfants sans famille : Pour que tous les enfants soient heureux



Profitant de la Semaine de l'enfance, l'association Femmes en Communication, avec son projet Res'Art (Réseau d'artistes algériennes), et l'Association algérienne enfance et familles d'accueil bénévole (AAEFAB) ont organisé, au niveau de la station balnéaire Palm Beach, une jolie kermesse au profit des enfants sans famille, sous le slogan «Pour que tous nos enfants soient heureux !»

Pour que chaque enfant ait droit à une famille, les organisateurs se sont «déménés» pour la réussite de l'événement. Des stands de vente, des vide-greniers, des expositions artisanales, des spectacles pour enfants avec maquillages et un clown, de la musique à faire danser les plus récalcitrants. Tout était là pour faire de cette kermesse, une véritable fête de joie et de bonne humeur. Les enfants se déplaçaient avec bonheur d'un stand à l'autre, et les adultes se faisaient plaisir en acquérant des articles à de très bons prix, mais aussi en contribuant à renflouer les caisses de l'association pour le bien des enfants sans famille puisque l'argent de tout ce qui est acheté est versé pour les enfants. Des jouets, des articles pour bébé, des produits artisanaux confectionnés par des passionnés de l'art sous toutes ses coutures et même un stand traditionnel de m'hadjeb, baghrir, m'teqba et d'autres gâteaux alléchants, tout était là pour attirer le regard, régaler le palais et...vider les poches, où les présents le faisaient avec un bonheur évident, bonne cause oblige.

L'Association algérienne enfance et familles d'accueil bénévole (AAEFAB) existe depuis 1985. Ses membres se sont mobilisés pour développer les moyens d'accueillir, dans deux pouponnières, des nourrissons abandonnés, et de leur trouver des familles d'accueil. Pour cela, l'AAEFAB milite pour l'évolution de la loi en matière d'abandon de l'enfant et de la loi sur la kafala. L'AAEFAB travaille, depuis 1985, pour apporter le meilleur accueil possible aux enfants abandonnés. Pour ce faire, deux pouponnières ont été ouvertes et aménagées selon les méthodes de la prise en charge développée par l'association. L'une de ces pouponnières est située à Hadjout, dans la wilaya de Tipasa, et l'autre à Palm Beach, dans la wilaya d'Alger.

Ces deux structures reçoivent des nourrissons abandonnés par leur maman. Chaque année, plus d'une centaine de bébés sont ainsi admis dans ces pouponnières. Le principe de l'association est de garder les bébés trois mois en pouponnière, délai légal au cours duquel la maman peut reprendre son enfant. Celle-ci est encouragée à venir, le plus

possible, visiter son enfant lorsque ses conditions le lui permettent. Au-delà du délai de trois mois, parfois jusqu'à un an, ils sont placés dans une famille qui est en demande de kafala. Les bébés sont parfois gardés, un an, au cas où la maman le demande. Les membres de l'AAEFAB privilégient cette démarche, mais qui n'est malheureusement pas très répandue vu la situation désastreuse des mères qui abandonnent leurs enfants.

Projet de création d'un Institut méditerranéen à Alger

Elles sont pour la plupart jeunes, célibataires et issues de familles conservatrices qui refusent, pour leur fille, le statut de mère célibataire. Ce tabou pèse encore lourdement sur la société. Mais les chiffres sont encourageants : 25% des nourrissons sont repris par leur mère, 75% trouvent des familles d'accueil.

En matière de prise en charge du nouveau-né abandonné, les deux établissements de l'AAEFAB ont développé une approche particulière qu'ils tentent, à travers leur centre de formation, de diffuser. Il s'agit de la méthode Loczy, développée à Budapest. Les membres de cette association, séduits par cette méthode, ont formé tout leur personnel et ont entamé peu à peu le travail d'adaptation de cette méthode ; ce qui a pris plusieurs années. La base de cette méthode est la mise en place d'un accueil qui prévienne les carences affectives des nourrissons. Cette approche casse les idées reçues selon lesquelles on ne peut pas apporter un entourage affectif au bébé vivant en institution. La formation des «berceuses» est le maillon essentiel de la mise en place de cette nouvelle méthode. Le métier de berceuse, il faut le dire, a été inventé par l'AAEFAB. Ces jeunes filles sont sélectionnées sur la base du niveau d'étude et de la motivation. Elles sont formées pendant 3 mois avant d'être recrutées. Dès qu'elles sont en poste, chacune d'elles s'occupe de 6 nourrissons. La relation berceuse-nourrisson est privilégiée. L'autonomie du bébé est travaillée en même temps qu'une attention particulière est donnée à chaque enfant : lors de chaque temps de soin (il y en a quatre dans la journée), la berceuse consacre 30 minutes à chaque bébé.

C'est un moment important où le bébé reçoit toute l'affection et l'attention possibles. En plus, le rythme de l'enfant est respecté. Il y a ceux qui reçoivent la visite régulière de leur maman, d'autres pas... tous ces éléments doivent être pris en compte. L'équipe d'encadrement est constituée de huit formateurs de différentes spécialités : pédiatres, puéricultrices, psychologues et assistantes sociales. Un projet important a été mis en place, il s'agit du centre de ressources qui est situé dans le Parc des Loisirs de Ben-Aknoun à Alger. Ce projet est le fruit d'un partenariat avec des ONG françaises dans le cadre de la création d'un Institut méditerranéen de la petite enfance à Alger. Il comporte un fonds documentaire spécialisé sur la petite enfance, un pôle multimédia qui est ouvert aux étudiants, aux chercheurs et aux acteurs qui travaillent sur la petite enfance.

Il a également pour vocation d'animer un réseau de professionnels de la petite enfance. Dès qu'un bébé trouve une famille d'accueil, après les trois mois réglementaires, la berceuse assure la transition du bébé de la pouponnière vers sa nouvelle famille. Elle veille à la transmission de l'histoire de l'enfant depuis son arrivée à la pouponnière. Chaque détail est important pour que les futurs parents fassent connaissance avec leur futur enfant. Cette méthode a donné de très bons résultats. L'AAEFAB poursuit l'accompagnement des parents après la procédure d'adoption. Certains parents souhaitent, en effet, revenir à l'association pour échanger. Pour cela, des rencontres thématiques sont organisées pour permettre le partage d'expérience. Certains parents sont demandeurs de discussions sur le moment opportun pour annoncer à leur enfant qu'il a été adopté. L'AAEFAB pense qu'il est très important d'apporter un soutien à ces familles qui souhaitent que l'adoption se passe le mieux possible. Cela permet également à de futurs parents kafils de prendre connaissance des procédures de kafala et d'en parler avec d'autres parents qui en ont déjà fait la démarche et qui peuvent partager leur vécu.

Farida Larbi

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Randonnée du 1er mai

Ambiance festive

16 MARS 13



Cette année encore, la randonnée du 1er Mai a drainé énormément de monde. Dès 9 h30, sous un soleil tapant, la place du 1er Novembre commençait à se remplir peu à peu, avant de «grouiller» de randonneurs.

On y trouvait de tout : des jeunes et des moins jeunes, des familles entières, des bandes de copains, et même quelques solitaires, curieux par la vision d'un spectacle aussi grandiose. Le point salubre de cette manifestation annuelle (à l'initiative de l'association Bel Horizon, en collaboration avec l'Institut Français), est bien sûr la mixité qui y était de mise. «Autant de mixité occupant l'espace public, dans une ambiance bon enfant, contribue grandement à changer les mentalités.

J'y ai même décelé quelques «barbus» enthousiasmés par cet événement», nous expliquera un randonneur. Il faut admettre que ce rendez-vous «pédestre» de la ville d'Oran, au fil des années, a su s'imposer au point d'attirer des foules venues de différents wilayas. Si, par le passé, la randonnée se dirigeait vers le fort de Santa Cruz, depuis 2013, faute d'engouement, elle s'est transformée en balade urbaine, de facto «plus facile à gérer». Jeudi dernier, en attendant 10 h, heure du coup d'envoi de la marche, les organisateurs «chauffaient» le public par un joli métissage : des fanfares autrichiennes jouant des musiques typiquement algériennes.

Puis, ce fut l'heure de battre le pavé : les randonneurs ont alors quitté la place du 1er Novembre pour emprunter les ruelles étroites de Sidi El Houari, avant d'atteindre la promenade de Létaag où une première halte a été observée. Sur la place principale de cet emblématique jardin, une scène a été aménagée où artistes, de différentes nationalités, ont pu s'y produire. En reprenant de plus belle, la marche s'est dirigée vers le square Port Salé, en passant par le Front de mer. En cours de route, des hommes géants (montés en fait sur des échasses) ont fait le bonheur des petits en animant des spectacles improvisés. Enfin, on pourra dire que cette balade urbaine a été un franc succès, toutefois, il faut reconnaître que beaucoup de randonneurs sont nostalgiques de l'époque où la manifestation se dirigeait vers le fort de Santa Cruz.

Akram El Kebir

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Culture : «Faites de la musique !»

le 22.08.14 à 10h00 Réagissez



La fête de la musique célébrée

Cette année, les oranais ont décidé de célébrer comme il se doit la fête de la musique. Dès 18h, le square «port Saïd», au front de Mer, a été investi par un public nombreux, venu danser et chanter, dans une ambiance festive. Des oranais de tous les âges ont répondu présents à l'appel de Bel

Horizon, pour célébrer la musique, et se «défouler», autant que faire se peut.

Ce qui comptait, ce n'était non pas tant le choix des musiques proposées, mais bel et bien le principe de se réapproprié un espace public par les citoyens. Dans cette optique, on pouvait assister à des scènes pour le moins baroques, sinon étranges : une femme âgée, toute de djellaba vêtue, en train d'écouter, sans trop comprendre, la musique dite «techno». Un «clodo», notoirement connu dans les rues du centre-ville, a été, pendant un temps, la vedette de la soirée, en se lançant dans des dandinements à la Michael Jackson, sous les vivats de la foule.

Si le point négatif de cette manifestation était «l'affreuse sono», qui laissait à désirer ; le point positif est bien sûr le fait que cette manifestation ait permis à bon nombre d'artistes en herbe de monter sur scène, et de faire connaître leurs œuvres. On peut compter, à titre d'exemple un certain Psychopathe (c'est son nom de scène), qui a séduit l'assistance par ses «slams» poétiques avant de s'adonner à la musique rap. Il y avait aussi, parmi ceux qui ont animé la soirée le DJ Marco, les groupe Parlaman, Wahm Choc, NBR Crew, et enfin les chanteurs de rai : cheb Mehdi, cheb Mounir et Mohamed Benchenet. En bref, il y en avait pour toutes les sauces.

D'autres groupes, prévus au programme, s'étaient quant à eux désistés au dernier moment. Enfin, événements footballistiques obligent, beaucoup de chansons à la gloire des Verts ont aussi été scandés en chœur par le public. Si c'est l'association Bel Horizon qui a été l'initiatrice de cet événement, cela s'est fait avec le concours de l'APC d'Oran et de l'Institut Français. En guise de rappel, il faut noter aussi que la fête de la musique à Oran a été célébrée, pour la toute première fois en 2011. Il ne reste donc plus qu'à espérer qu'il ne faille pas attendre encore 3 années avant de célébrer à nouveau cette fête.

Akram El Khatir

SUD OUEST

Les centres d'animation soufflent leurs 50 bougies



Le premier avait été créé en 1963 à Barbey. Ils sont dix aujourd'hui. L'association qui les gère rend hommage, pendant dix jours, aux bénévoles impliqués depuis un demi-siècle.

L'hiver dernier, des adhérents de tous les quartiers s'étaient réunis pour une grande photo de famille, qu'on retrouve sur l'affiche du cinquantième. (PHOTO ARCHIVES GUILLAUME BONNAUD)

Trois cents salariés permanents, 500 bénévoles, 370 partenaires, 6 500 adhérents et quelque 15 000 Bordelais les fréquentent régulièrement. Une grosse machine l'association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux ? « Nous sommes l'une des plus importantes de la ville, avec un budget de plus de 10,5 millions d'euros », reconnaît le président Marc Lajugie. Cette année, les dix centres d'animation - bientôt 11 avec l'ouverture de celui du quartier Ginko à la fin de l'année - ont cinquante ans. Le premier a vu le jour le 1er juillet 1963, sous le nom de « Foyer des jeunes », sur le cours Barbey près de la gare. Il comprenait aussi à l'époque un théâtre et une auberge de jeunesse. L'association d'occupe toujours de l'auberge et un mur d'escalade dans le quartier, le théâtre est devenu la Rock School.

Bientôt onze

« Le maire Jacques Chaban-Delmas, dès son premier mandat avait eu l'idée de créer une Maison de la culture et de la jeunesse, raconte le président.

Occuper les jeunes des nouveaux quartiers sortant de terre était une de ses préoccupations. Cette initiative était assez innovante à l'époque. »

Ouvrent ensuite entre 1963 et 1970 les foyers de la Benauge et Grand-Parc. Le personnel municipal est remplacé par des professionnels. Le territoire est petit à petit maillé avec l'ouverture des centres de Bordeaux-Lac, Saint-Michel, Saint-Pierre, Bacalan, Carle-Vernet, Monséjour (Caudéran), Argonne - Nansouty - Saint-Genès, Queyries.

« Jacques Chaban-Delmas avait exigé que l'association gérant les foyers, devenus les centres d'animation, soit à l'abri de tout prosélytisme », insiste le président. « C'est toujours le cas. Nos valeurs sont le respect, la laïcité et la citoyenneté », indique le directeur général Jean-Luc Benguigui.

Être adhérent d'un centre d'animation ne consiste pas seulement à profiter des animations proposées. « Notre première porte d'entrée, c'est l'engagement et la proposition d'activités », explique le directeur. Intergénérationnels, les centres d'animation ont suivi l'évolution de la société. Enfants, adolescents, personnes du troisième âge les fréquentent. Lutte contre l'entre-soi « Dire qu'ils sont lieux de mixité sociale n'est pas tout à fait vrai. Dans certains quartiers, ce n'est pas possible », estime Marc Lajugie. Pour éviter l'entre-soi, des pôles d'excellence ont été créés dans tous les centres.

« Les activités proposées dans les différents domaines permettent de faire circuler les gens d'un quartier à l'autre », indique Jean-Luc Benguigui. Ce cinquantième anniversaire est surtout un hommage aux bénévoles qui ont donné ou donnent toujours de leur temps aux différentes structures. L'équipe dirigeante a épluché pendant deux ans ses archives pour préparer l'événement. Du 1er au 11 octobre, une exposition et deux films retraceront l'histoire des foyers puis des centres à l'espace Saint-Rémi dans le quartier Saint-Pierre. Lieu où battle de hip-hop, activités pour les familles, rencontres et débats seront également organisées pendant dix jours.



ASSOCIATION « CIRTA OXYGÈNE »

Atelier de lecture : « je lis, je me cultive »

Jeudi, 14 août 2014

Dans le cadre du projet FAIJ (Fonds d'aide aux initiatives jeunes », financé par le programme JOUSSOUR, l'association Cirta oxygène « ACO » et le groupe des jeunes étudiants qu'elle parraine, organisent un atelier de lecture « je lis, je me cultive ! » au profit de 30 enfants des foyers pour enfants assistés, filles et garçons, dont l'âge se situe de 6 à 17 ans, le 13 août 2014 au Chalet des pins et le 14 août 2014 à Hamma Bouziane.

Le thème retenu est : atelier ludique consacrant le droit à la culture avec pour objectif : - Nourrir chez l'enfant le sentiment de facilité, spontanéité et liberté « de lire » : - Amener les enfants non-lecteurs à aimer le livre par un accompagnement bienveillant et des discours incitateurs : - Aider l'enfant à développer un goût à la lecture et à activer son esprit narratif. Pour les activités, les enfants sont initiés au monde du livre, sa culture, sa nature et ses différents types. Ensuite, ils seront exposés à l'écoute de divers petits contes et seront graduellement interrogés au cours de la narration, afin d'activer leur imagination à visualiser les différents caractères et à improviser les événements et les destins de l'histoire, aussi d'orienter leur attention pour une bonne compréhension.

En fin de rencontre, chaque enfant, selon son âge et son goût, aura à choisir un livre (petite histoire ou petit conte) à lire et à en tirer la morale. Chaque enfant est invité à exprimer devant ses amis son impression sur le livre lu ainsi que la morale retenue, à présenter son personnage préféré et à démontrer les difficultés rencontrées lors de la lecture. Ensuite, chaque enfant, selon son inclination et les présentations fournies par ses camarades, est libre d'échanger son livre pour celui d'un ami. Un lot de 67 livres et contes sera distribué aux enfants pour renforcer la bibliothèque des FEA, 40 pour le FEAF et 27 pour le FEA garçons.

Rappelons que c'est le 3ème atelier ludique. L'atelier « le petit jardinier ». Le thème de cet atelier est consacré au droit à un environnement sain où les mêmes enfants ont été initiés au monde des plantes, et ont bénéficié d'une sortie vers la pépinière Hamma Bouziane et ont appris à mettre en terre des plantes. L'atelier « intaliq » consacrant le droit aux loisirs, où les jeunes étudiants ont passé des soirées ramadaneseque avec des enfants en jouant à différents jeux de société (échec, scrabble, puzzle, Monopoly, pâte à modeler, séance de jeu de guitare) et on bénéficié d'une sortie vers le parc d'attraction Batna.

M.A.

El Watan

RÉGIONS EST
Accessibilité des
handicapés

Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme

le 10.11.13 | 10h00



© Photo : archives/el watan

Il faut instaurer le respect des normes internationales relatives à l'accessibilité en milieu urbain pour les personnes handicapées, les personnes âgées, les enfants et les femmes enceintes.

Pour une meilleure accessibilité du handicapé, une série de rencontres de sensibilisation seront organisées périodiquement dans les 12 communes de Constantine, apprend-on du président de l'association Défi et

espoir contre les myopathies (ADEM), Ahmed Bouchelloukh, que nous avons rencontré hier au centre culturel Mohamed Yazid, d'El Khroub. Il nous a déclaré ceci : «Ces rencontres s'intègrent dans un cadre national ; nous allons travailler en collaboration avec l'Union européenne représentée par Handicap international, pour rendre la mobilité possible pour toute personne quel que soit son état de santé, car il n'y a pas que la personne handicapée qui souffre, il y a aussi la femme enceinte, les enfants et les personnes âgées.»

Et d'ajouter : « L'évènement Constantine, capitale de la culture arabe 2015, verra, sans doute, la construction de nouvelles infrastructures, et par ces journées, nous attirons l'attention, lors de la réhabilitation des chaussées, des escaliers, des routes de Constantine, sur le respect des normes internationales relatives à l'accessibilité : il existe dans notre législation un arsenal de textes de loi, il suffit juste de les appliquer.» Youcef Saighi, professeur d'architecture à l'université Constantine 1, et membre du laboratoire Ville et santé, qui a animé une conférence à ce propos, a plaidé pour l'implication de l'ensemble

de la société. «La notion d'accessibilité est une culture totalement absente chez nos responsables locaux, à commencer par les élus ; ces derniers qui sont les premiers décideurs en ce qui concerne l'aménagement urbain, sont invités à faciliter la mobilité trop pénible du handicapé», a-t-il signifié. Selon lui, l'exclusion du handicapé de la société est un problème sérieux qu'il faut traiter à tous les niveaux.

«La situation est alarmante, nous célébrons chaque année les journées commémoratives du handicapé, avec des festivités, mais nous oublions l'essentiel. Pour preuve, nous luttons depuis des années pour l'amélioration des conditions de l'accessibilité, mais rien n'a été réalisé au profit de nos malades, les APC ne font rien pour leur bien», a-t-il regretté. Il a noté que la wilaya de Constantine excelle dans la transgression des lois régissant l'aménagement des lieux devant tenir compte de la mobilité des personnes handicapées. «Un simple carrefour contient au moins 4 infractions, et entre l'avenue Abane Ramdane et la grande poste, il existe 250 dépassements, il y a de quoi s'inquiéter», s'est-il offusqué.

O.S. Merrou

وقت الجزائر

يسبب في 80 المائة من الأمراض الوراثية للترة
زواج الأقارب قبلة تهدد الجزائريين

بفاس، 10 يوليوز

حذر أطباء ومكاتب مختصون في دراسة وعلاج الأمراض الجينية النادرة التي تصيب فئة معينة من المراد المجتمع، من خطورة تقليد زواج الأقارب أو ما يعرف علميا باختلاط الجينات الموحدة، الأمر الذي ينجر عنه خطر ضمني على الصحة العامة، يتجلى من خلال الأمراض الوراثية الجينية التي تنجر عن مثل هكذا تقليد، مؤكداين بأن هذا الأخير يعد أصل ما يعادل 80 بالمائة من هذه الأمراض.

وأوضح المشاركون في اليوم الدراسي حول الأمراض النادرة، الذي نظمته جمعية التحدي والأمل لمرضى الشلل العضلي بقسنطينة ام بمشاركة باحثين من 18 ولاية وخبراء أجانب، بأن زواج الأقارب يشكل أحد أهم الأسباب وراء ظهور أنواع جديدة من الأمراض الجينية وكذا الوراثية، وهي أمراض تعد نادرة كونها منحصرة الانتشار إذ تصيب شخصا واحدا على 2000 حيث يعد الأطفال والذكور تحدينا الغة الأكثر عرضة، هذا كما أن إحصاء هذه الأمراض لا يتعدى عادة الـ7 آلاف إصابة في كل دولة كالفصي تقدير، حيث يصل عدد المصابين في العالم حاليا إلى 37 مليون مريض، تختلف أمراضهم حسب كل حالة، باختلاف أعراض كل إصابة، وهي أعراض عادة ما تكون متدرجة ومزمنة تنتهي عادة إلى الإصابة بالإعاقلة.

من جهته، أضاف رئيس جمعية ام لمرضى الشلل العضلي احمد بوشلوخ، بأن نقص الوعي بمخاطر اختلاط الأجنة أو زواج الأقارب في مجتمعنا، يعد من أبرز أسباب تنامي نسب الإصابة بالأمراض الوراثية النادرة التي تتطور باستمرار إذ يتم تسجيل 5 أنواع جديدة كل سنة، حيث كشف بأن الجزائر تحصى عندها معتبرا من المرضى على اختلاف حالاتهم إعاقلة، تشوهات وما إلى ذلك، وهو ما نفع بالدولة إلى بدء التحرك في طريق وضع إستراتيجية عامة للتكفل بالمصابين، خصوصا وأن مثل هذه الأمراض تعد مزمنة وعلاجها مكلف يستمر طيلة حياة المريض، الأمر الذي يحتم ضرورة رفع الوعي بأهمية تطبيق مثل هكذا تقاليد وعادات باتت تشكل خطرا حقيقيا على السلامة والصحة العامة للمجتمع.



الحوار

التحسين و المرافقة من أجل مكافحة أفضل

على يد فريق التحرير 27 فبراير 2014

14:17

صرح رئيس جمعية التحدي و الأمل ضد الشلل العضلي يوم الثلاثاء باستقبلية بأن مرافقة المرضى و التحسين بالأمراض النادرة و تأثيرها على حياة الأفراد تشكل "الوسائل الملائمة" لمكافحة هذه الأمراض و في كلمته أيدى تنظيم لندوة وطلبية حول هذا الموضوع يوم الجمعة المقبل في إطار إحياء اليوم العالمي للأمراض النادرة سطر أحمد بوشلوح الضوء على ضرورة مرافقة المرضى و نشر المعلومات و تعاون معثلي السلك الطبي لمكافحة هذه الأمراض. كما دعا إلى ضرورة تشجيع الجميع من أجل مرافقة أفضل للأشخاص المصابين بهذه الأمراض التي يطلق عليها أربنا "الأمراض اليتيمة" و التي بعد 80 وثمانية منها ورثي و ذلك من أجل مساعدتهم بشكل أفضل لتجاوز عجزهم و جعل حياتهم "أخفيا عذبة" و استنادا للتعريف الطبي فإنه يمكن تصنيف أي مرض على أنه نادر عندما يصيب شخصا واحدا من بين 2000 و هو ما يعادل نسبة 0,2 بالمائة من السكان حسب ما أوضحه رئيس جمعية "التحدي و الأمل ضد الشلل العضلي" مشيرا إلى أنه في سنة 2013 تم تحديد أكثر من 7 آلاف مرض نادر غير المعتم و هو "رقم قابل للإرتفاع لأن العلماء يتكشرون 5 أمراض يتيمة جديدة في كل أسبوع حسب ما كلفنا إليه السيد بوشلوح

El Watan.com
Dimanche 9 mars 2014

RÉGIONS EST CONSTANTINE

Constantine : Plaidoyer pour une prise en charge des maladies rares

le 22.02.14 | 10h00

Pour célébrer la journée mondiale des maladies rares, coïncidant avec le 28 février de chaque année, l'association défi et espoir contre les myopathies ADEM de Constantine, organise le 28 février prochain à l'hôtel Hocine, en collaboration avec le réseau Algérien de lutte contre les myopathies et l'association Handicap international, une journée de sensibilisation et de vulgarisation sur ces maladies dites orphelines souvent «oubliées».

«D'après la définition médicale, une maladie est considérée comme rare lorsqu'elle touche moins d'une

personne sur 2000, soit 0.2 % de la population. Je cite à titre d'exemple, la maladie de pompe, la sclérose latérale amyotrophique (SLA) et la myasthénie», nous a expliqué le président d'ADEM, Ahmed Bouchelloukh. Selon lui, les personnes atteintes par ce genre de pathologies ne sont pas prises en charge par l'Etat. «Jusque-là, le secteur de la santé chez nous ne s'est pas intéressé à ces cas ; il est vrai qu'on parle de maladies peu fréquentes mais, en contrepartie il y a beaucoup de malades qui en souffrent en silence. A Constantine on compte environ 600 cas», notera notre interlocuteur. Ce rendez-vous, qui verra la participation d'autres mouvements associatifs et spécialistes de la santé venus de 14 wilayas du pays, est une occasion pour plaider la cause de ces nombreux malades dans l'attente d'une prise en charge adéquate.

O. -S. Merrouche

APS DU 01/03/2014.

La consanguinité, un facteur à haut risque de maladies rares (spécialiste)

Vendredi, 28 Février 2014 14:52

Publié dans: SANTE - SCIENCE & TECHNOLOGIE

Lu: 146 fois

CONSTANTINE- La consanguinité constitue un facteur à haut risque favorisant l'apparition de cas de maladies rares en Algérie, a indiqué vendredi, un spécialiste du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine.

Intervenant lors d'une rencontre organisée à Ali Mendjeli, à l'occasion de la journée internationale des maladies rares (Rare Disease Day), le Pr. Abdelmadjid Hamri, neurologue du CHU, a affirmé que 39% de ces maladies, dites aussi orphelines, sont le fruit de mariages consanguins.

Il s'agit de pathologies qui n'ont pas de traitement curatif, difficiles à diagnostiquer et qui touchent plusieurs organes à la fois, ce qui complique l'orientation du malade vers un service ou un médecin donné pour sa prise en charge, a-t-il précisé.

Selon le Pr. Hamri, dont le service qu'il dirige depuis six ans au CHU de Constantine prend en charge certains cas de ces maladies, la prévalence de ces pathologies se situe entre 1 cas sur 2.000 personnes (1/2000) et 1/5.000, en fonction de la région et du type de la maladie.

Dans une présentation des maladies rares, le Pr. Abdelhamid Aberkane, médecin spécialiste et président de l'Assemblée populaire communale d'El Khroub, co-organisatrice de cette journée d'information en partenariat avec l'Association Défi et Espoir contre les myopathies (ADEM) de Constantine, a souligné "l'importance des échanges d'informations se rapportant à ces pathologies" et de "l'accompagnement des patients".

Selon la définition médicale, "une maladie est considérée comme rare lorsqu'elle touche moins d'une personne sur 2.000, soit 0,2% de la population", a rappelé le praticien, précisant qu'en 2013, plus de 7.000 maladies rares ont été identifiées de par le monde.

Le diagnostic précoce de ces maladies et la prise de conscience de leur gravité constituent des moyens appropriés pour lutter contre ce mal et aider des malades "souvent livrés à eux-mêmes et en quête d'orientations, de conseils et d'une aide pour se procurer les médicaments de substitution, disponibles mais très onéreux, dans l'espoir d'atténuer leur souffrance et éventuellement, contribuer à prolonger leur espérance de vie", a encore souligné le Pr. Aberkane.

S'exprimant devant de nombreux malades et leurs familles, venus de 18 wilayas du pays, M. Ahmed Bouchelloukh, président de l'association ADEM, a mis l'accent sur "l'accompagnement des malades, la diffusion de l'information et la sensibilisation aux maladies rares et à leurs répercussions sur la vie des patients"



النصر

تشكل (80)بالمائة من العوامل الوراثية المسببة للأمراض النادرة

العدد 224، 14 مارس 2014، الجزائر 2456722

العدد 224، 14 مارس 2014

عدد القراءات: 224

Page de l'annuaire

العدد 224

أغلب حالات زواج الأقارب مسجلة بشرق البلاد و القبائل و ميزاب

كشف امس البروفيسور عبد المجيد حمري رئيس مصلحة طب الأعصاب بـالمستشفى الجامعي بقسنطينة بأن نسبة زواج الأقارب بالجزائر تقدر بـ 39بالمائة، أغلبها مسجلة في شرق الوطن و منطقة الميزاب، مؤكدا بأن هذا النوع من الارتباط يأتي في مقدمة الأسباب المساهمة في انتشار الأمراض النادرة البروفيسور عبد المجيد حمري أوضح في محاضرة قدمها بمناسبة اليوم العالمي للأمراض النادرة الذي نظمته جمعية تحد و أمل ضد الشلل العضلي "آدم" بقسنطينة، بأنه لو تم إحصاء العدد الكلي للمرضى للمصابين بالأمراض النادرة لتبين بأن عددهم يفوق عدد المصابين بالأمراض الشائعة، إشارة إلى سوء و تأخر تشخيص ما يعرف بالأمراض اليتيمة حسبته و في استعراضه لأهم أسباب الأمراض النادرة، قال الدكتور المحاضر بأن الجانب الوراثي يأتي في المقدمة بسبب استمرار زواج الأقارب بشكل متكرر لتفوق و بسبب قدرته بـ 19بالمائة بمناطق شرق البلاد و بشكل خاص بالقبائل و الميزاب ستلما قال.

البروفيسور حمري تحدث عن بعض أهم الأمراض النادرة المسجلة بالجزائر كمرض البومبي، الذي أكد بأن تكاليف التكفل بـالمصاب الواحد بهذا الداء تفوق الـ 15مليون سنتيم، بالإضافة إلى مرض فابري الناجم عن نقص وراثي في أنزيم الغالاكتوسيداز، فضلا عن متعددة السكريد و غيرها من الأمراض التي قال بأنهم لا يتوفرون على ارتفاع دقيقة بخصوص نسبة انتشارها و عدد المصابين بها، سردفا بأن الإنشاء يستفيدون حاليا من تكوين خاص حول الأمراض النادرة فرضة توسيع عمليات تشخيص ما يطلق عليه علميا لمرض اليتيم و الذي يبقى العامل الوراثي بشكل أهم سبب في انتشاره و ذلك بنسبة 80 بالمائة.

و عن مرض البومبي أو الوهن العضلي ذكر البروفيسور للنصر، على هامش اليوم التحسيسى بأنه تم تشخيص أربع حالات بشرق البلاد بكل من ولاية قسنطينة و خنشلة و بائنة.

و كانت جمعية "آدم" لمرضى الشلل العضلي قد قدمت فيلما قصيرا يحمل عنوان "حياتنا العادية" سلقت من خلاله الضوء على معاناة عائلة جزائرية في التكفل بمرض بـداء نادر و الصعوبات التي يواجهها المريض و عائلته على حد سواء في تحدي الظروف الصعبة و تجدر الإشارة بأن الإحفاء باليوم العالمي للأمراض النادرة، يعد الأول بقسنطينة بحسب للمختصين، الذين خرجوا بتوصيات أهمها تنفيذ برامج شاملة للأمراض النادرة، تطوير السياسات الثلاثة للصحة العامة، تشجيع التعاون الدولي في مجال البحث العلمي، اكتساب و تأسس للعارف العلمية الخاصة بالأمراض النادرة و ليس الأكثر انتشارا فضلا عن دعم المرضى الأكثر عزلة.



جريدة النهار

الزواج بين الأقارب عامل خطير مسبب للأمراض النادرة

أكد مختص من المركز الاستشفائي الجامعي لقسنطينة اليوم الجمعة بأن الزواج بين الأقارب يعد من بين العوامل الأكثر خطورة المؤدية إلى ظهور الأمراض النادرة في الجزائر. وخلال لقاء نظم بالمدينة الجديدة على منجلي بمناسبة إحياء اليوم الدولي للأمراض النادرة أوضح البروفسور عبد المجيد حمري مختص في طب الأعصاب بالمركز الاستشفائي الجامعي لقسنطينة بأن 39 بالمائة من هذه الأمراض التي تسمى بالأمراض اليتيمة هي نتاج الزواج ما بين الأقارب. ويتعلق الأمر بأمراض نادرة نادرة علاج ومن الصعب تشخيصها وتسبب عديد الأعضاء في وقت واحد ما يعقد توجيه المريض نحو مصلحة ما إلى طبيب معين للتكفل به حسب ما أشار إليه هذا الاختصاصي. واستنادا للبروفسور حمري الذي تتكفل المصلحة التي يشرف عليها منذ عشر سنوات بالمركز الاستشفائي الجامعي لقسنطينة ببعض الحالات من هذه الأمراض بأن هذه الأخيرة تزواج ما بين حقة واحدة من مجموع 2000 شخص (1/2000) و (1/5000) وذلك حسب المناطق ونوع المرض. من جهة و في عرض قدمه حول الأمراض النادرة أكد البروفسور عبد الحميد أيركان طبيب مختص ورئيس المجلس الشعبي لبلدية الخروب التي اشتركت في تنظيم هذا اللقاء الإعلامي مع "جمعية تحدي و أمل ضد أمراض ضمور العضلات و فشلها لقسنطينة" على "أهمية تبادل المعلومات ذات الصلة بهذه الأمراض" و "مرافقة المرضى المسجلين بها" و حسب التعريف الطبي فإن "هذه الأمراض تعتبر نادرة عندما تصيب لأقل من شخص من مجموع 2000 أي ما يعادل 0,2 بالمائة من السكان" حسب ما ذكره نفس المعارف موضحا بأنه تم خلال سنة 2013 تسجيل أزيد من 7 آلاف مريضا نادرا عبر العالم. وأكد البروفسور أيركان على أن التشخيص المبكر لهذه الأمراض والوعي بخطورتها تشكل الوسائل الملائمة لمكافحتها ومساعدة المسجلين بها "الذين عادة ما يجدون أنفسهم ضالعين في البحث عن بوجههم و يرشدتهم و ينصحهم و عن مساعدة للحصول على الأنوية المتوفرة لكنها باهظة الثمن على أمل التخفيف من معاناتهم و المساهمة قدر الإمكان في تمديد الأمل في الحياة لديهم". ومن جانب و في مداخلة قدمها أمام العديد من المرضى وأولياتهم قدموا من 18 ولاية من البلاد ركز أحمد بوشلوخ رئيس جمعية "جمعية تحدي و أمل ضد أمراض ضمور العضلات و فشلها لقسنطينة" على أهمية "مرافقة هذه الفئة من المرضى ونشر المعلومة و التوعية بخطور الأمراض النادرة وانعكاساتها على حياة العصابين بها".



Constantine : Célébration de la journée mondiale des maladies rares

Assurément, vendredi dernier n'aura pas été une journée comme toutes les autres pour les dizaines de personnes atteintes de maladies rares et leurs familles, venues, à l'initiative de l'association Défi et Espoir contre les myopathies (ADEM et de Genzyme, filiale du groupe Sanofi spécialisée dans les protéines destinées au traitement de maladies génétiques, célébrer la journée mondiale des Maladies rares, une première nationale

PUBLIE LE : 02-03-2014 | 0:00

Assurément, vendredi dernier n'aura pas été une journée comme toutes les autres pour les dizaines de personnes atteintes de maladies rares et leurs familles, venues, à l'initiative de l'association Défi et Espoir contre les myopathies (ADEM et de Genzyme, filiale du groupe Sanofi spécialisée dans les protéines destinées au traitement de maladies génétiques, célébrer la journée mondiale des Maladies rares, une première nationale. D'emblée, Ahmed Boucheloukh, président de l'ADEM et lui-même père d'une enfant myopathe, précisera qu'il ne s'agissait point ici de tenir une journée scientifique, mais plutôt de réunir le maximum de personnes concernées (familles de malades, associations, praticiens de la santé...) afin d'attirer l'attention sur ces maladies assez peu connues (une prévalence de 1/1000 à 1/500.000) et majoritairement «orphelines», mais touchant paradoxalement beaucoup plus d'individus qu'il n'est généralement admis. À ce titre, le Pr Abdelmadjid Hamri, médecin chef du service de neurologie au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, avancera, au cours son intervention, que «le nombre de patients atteints de maladies rares serait plus important que celui de ceux cancéreux» Le conférencier insistera également sur l'importance du dépistage et de la prise en charge précoces, notamment en ce qui concerne la maladie de Pompe : «Nous avons commencé à former des médecins spécialisés dans le dépistage des maladies rares, et nous en sommes déjà à quatre cas diagnostiqués dans les wilayas de Constantine, Khenchela et Batna.

Un dépistage précoce, outre le fait qu'il permette une prise en charge efficace et améliore grandement la qualité de vie du patient, contribue à réduire les dépenses de l'État liés à ces maladies, à titre d'exemple, un patient atteint de la maladie de Pompe coûte à l'état 15 milliards de centimes !» En amont, le Pr Hamri prônera la sensibilisation, et ce afin de limiter le nombre des mariages consanguins, responsables de 80% des maladies génétiques : «Nous avons en Algérie, un taux de 39% de mariages consanguins, notamment à l'est du pays et dans le Mzab, ce qui augmente grandement le risque de survenue de maladies génétiques. En sensibilisant les gens sur les dangers que peut présenter ce genre d'unions, nous pouvons, à l'image de l'Italie d'il y a quelques décennies, faire reculer de manière significative ces pathologies.»

Le Dr Nadia Boulahlib, directrice médicale de Genzyme, abondera dans le même sens. «Ces maladies souffrent d'errance diagnostique, ce qui retarde de 5 à 20 ans le début du traitement, cela si le patient n'est pas déjà décédé. Ce genre d'initiatives permet de sensibiliser aussi bien la population que les praticiens de la santé concernant certaines maladies rares comme celle de Pompe pour laquelle il existe un traitement et qui peut être convenablement traitée si elle détectée à temps: quand le diagnostic est établi au stade de la faiblesse musculaire, le patient n'arrivera jamais à celui du fauteuil», a-t-elle, notamment déclaré, tout en louant la politique de l'État concernant la prise en charge de ces maladies : «Nous sommes parmi les rares pays à mettre gratuitement à la disposition des malades, ces molécules. Cela mérite grandement d'être signalé.» Rappelons que sur les quelque 8.000 maladies rares recensées, seulement 63 ont été répertoriés par le ministère de la Santé.

Issam Bouksibat



L'événement a été dédié au défunt ABDELMADJID BENAOUZIA

Akbou célèbre sa première fête de la citoyenneté

Par : Ouhnia Kamel

La dynamique association Étoile Culturelle d'Akbou (ECA) a eu l'honneur d'organiser la première édition de la fête de la citoyenneté de la ville d'Akbou, unique du genre au niveau national, dédiée à la mémoire du défunt Madjid Benaoudia, retraité de l'Éducation nationale et ancien animateur du mouvement associatif local, décédé le 4 avril 2012 à l'âge de 62 ans.

La manifestation, organisée en collaboration avec le mouvement associatif et le monde institutionnel local, avait un double objectif : marquer la célébration du 25e anniversaire des douloureux événements du 5 Octobre 1988 qui constituent un tournant décisif dans l'histoire de l'Algérie indépendante, d'une part, et rendre un hommage au défunt cheikh Madjid Benaoudia, à l'occasion de cette Journée mondiale de l'enseignant, d'autre part. Le président de l'association Étoile culturelle, Mouloud Salhi, a tenu à nous préciser que son organisation "s'est fait un devoir de concrétiser cet événement qui tenait à cœur notre collègue et ami disparu, cheikh El-Madjid. Une manière d'exaucer son vœu. Cette première édition de la fête de la citoyenneté a, d'ailleurs, été dédiée à sa mémoire". Notre interlocuteur, visiblement serein et confiant, ne manquera pas de nous exprimer sa satisfaction et se féliciter du vif succès qu'a connu cette action

originale.

La preuve, elle a suscité un engouement particulier au sein du public akbouzien. En effet, l'école primaire Mouloud- Feraoun, jouxtant le siège de la mairie d'Akbou et ayant accueilli les activités de cette journée festive, s'est transformée, l'espace de quelques heures, en un véritable champ de foire, où des visiteurs déboulaient par grappes. Les différents stands qu'occupent les associations et autres organismes participants, grouillaient de monde durant toute la matinée. Dans l'après-midi de cette journée commémorative, la salle des délibérations de l'APC d'Akbou a abrité la deuxième partie des activités programmées pour la circonstance. L'assistance a eu à revisiter le parcours valeureux de Dda El-Madjid, comme aimaient l'appeler ses amis, à travers la projection d'un documentaire réalisé par les animateurs de l'association organisatrice. Lors des débats qui s'en sont suivis, d'anciens camarades de classe, des collègues enseignants, des amis du mouvement associatif et des membres de la famille du défunt se sont relayés au micro pour apporter leurs témoignages sur les valeurs morales et les qualités intrinsèques de cet homme qui a consacré 42 ans de sa vie à l'éducation des enfants. Très affable, Abdelmadjid Benaoudia fut un infatigable militant des causes justes. Humaniste et altruiste, il contribua à la création dans la région, en 1990, de la première association à caractère humanitaire "Dialogue et actions". Pour sa part, le Pr Djamil Aïssani, président de la société savante Gehimab de l'université de Béjaïa, a donné une conférence sur le thème "Impact de l'action associative dans le développement local".

K. O



Mardi, 25 Février 2014
09:50

Commémoration de la disparition de l'écrivain

Conférence-débat autour de l'œuvre de Mouloud Mammeri

Par : Rubrique Radar



Une conférence-débat traitant de l'œuvre de l'écrivain algérien Mouloud Mammeri sera organisée jeudi

prochain à 10h à la Maison de la culture éponyme de Tizi Ouzou. La conférence, programmée à l'occasion de la commémoration de la disparition de Dda Lmouloud sera animée par Abdeslam Abdenour, au petit théâtre de la Maison de la culture, sous le thème "Le réveil d'Arezki dans le roman de Mouloud Mammeri : le Sommeil du juste". Le même conférencier fera le même exposé le lendemain vendredi à Akbou, à 14h, au centre culturel, suite à l'invitation de l'association l'Étoile culturelle d'Akbou.



Par [Menad Chalal](#) | 23 Février 2014 | 379 lecture(s)

AKBOU : À L'OCCASION DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LANGUE MATERNELLE Tamazight à l'honneur

L'association Etoile Culturelle d'Akbou, en collaboration avec Tanekra, une association qui active au niveau du village M'liha, dans la commune de Chellata, ont fêté, avant-hier, la journée internationale de la langue maternelle, qui coïncide avec le 21 février de chaque année, au niveau du centre culturel Abderrahmane Farès de la ville. La langue mère, Tamazight, a été honorée. Un film documentaire, intitulé "Les Rois berbères", a été projeté à 13h00 et une conférence-débat, sous le thème "La transmission de la langue maternelle", a été animée par M. Amaoui Mahmoud, professeur de Tamazight à l'université de Béjaïa. Il est à noter que la journée internationale de la langue maternelle est célébrée, chaque année, depuis février 2000, dans le but de promouvoir les diversités linguistique et culturelle. Elle a été proclamée par l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en novembre 1999. La date du 21 février a été choisie en hommage aux étudiants tués par la police à Dhaka (la capitale actuelle du Bangladesh) alors qu'ils manifestaient pour que leur langue maternelle, le bengali, soit déclarée deuxième langue nationale du Pakistan de l'époque.

Menad Chalal



BÉJAÏA Une journée particulière pour les femmes

Par Arezki SLIMANI - Samedi 08 Mars 2014 -

A l'instar du monde entier, la Journée internationale de la femme, coïncidant avec le 8 mars de chaque année sera célébrée à Béjaïa sous diverses formes. De nombreuses activités sont au programme de cette célébration qui intervient cette année dans une conjoncture préélectorale. Plusieurs organismes ont concocté des programmes à l'honneur de la femme et de son combat. La Laddh, Bureau de Béjaïa, en partenariat avec les associations, Etoile culturelle d'Akbou et l'association AAI de l'université de Béjaïa, organisent un programme de célébration placé sous le thème de «L'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous». Ce programme qui entre dans le cadre du projet DEM-AR soutenu par le Cisp et la Commission européenne, s'ouvrira aujourd'hui par une conférence au Cddh sur le thème, «Egalité pour les femmes, quelle situation en Algérie» avec la participation de 40 militantes, adhérentes et membres associatives et de la société civile, journalistes dont notamment Mme Soumia Salhi militante et membre du comité femme de l'Ugta, Mme Nadja Zeghouda, membre

du bureau national de la Laddh chargée de la condition féminine et Melle Atika Belahcen, militante associative et responsable du projet «Le monde selon les femmes». Les activités se poursuivront demain à Akbou au siège de l'association Etoile culturelle puis une rencontre au Cfpa de l'Akfadou. Les organisateurs rejoindront en début de la nuit la résidence universitaire Targa Ouzemmour pour une ultime activité avec les femmes, étudiantes, militantes de la société civile, journalistes, adhérentes du Cddh de Béjaïa, de l'AEC Akbou, du collectif AAI université de Béjaïa, du groupe Amnesty International université de Béjaïa. Le Rassemblement action jeunesse (RAJ) s'est mobilisé de son côté pour organiser la 2e édition des Journées nationales du théâtre universitaire féminin en hommage à Djahnine Nabila. Le comité de fête de la ville de Béjaïa, la commune de Tinebdar et la Maison de la culture seront d'autres acteurs qui ont décidé de s'investir dans cette célébration.



N° 3228 - Dimanche 6 avril 2014

Les problématiques de l'environnement abordées à Akbou La gestion des déchets urbains en question

L'association Etoile culturelle d'Akbou a clôturé sa semaine «Nature» par une conférence sur l'amélioration de la gestion des déchets urbains dans la commune d'Akbou et ses environs.

Cette rencontre a été animée par le Pr Khoudir Madani, directeur du laboratoire de recherche en la matière à l'université de Béjaïa. Ce dernier a fait savoir que «l'un des problèmes majeurs rencontrés en ce début du troisième millénaire reste incontestablement le problème de la gestion des déchets et la démographie galopante, le caractère industriel de notre région, le manque d'assiette foncière devant accueillir des décharges contrôlées comme des CET, etc.». «Cela a fait que notre environnement est devenu un dépotoir à ciel ouvert», a souligné le conférencier. Il a avancé des chiffres sur le plan national et local. Les problèmes des déchets ménagers ont été abordés sous plusieurs angles, apportant même des solutions au passage.

On peut retenir comme proposition «la valorisation et le recyclage des déchets». La question relative aux CET a été discutée également, énumérant les avantages et les inconvénients de cette technique. En dernier lieu, le Pr Madani a parlé des différents traitements existants à travers le monde (traitement thermique traitement biologique) qu'«on pourrait expérimenter chez nous», dira-t-il. Il a insisté sur la nécessité d'aller vers l'utilisation des fosses communes, d'autant plus que l'état participe à concurrence de 80% à leur réalisation.

«La stabilisation des déchets est un élément important dans la protection de l'environnement», dira encore l'orateur qui a cité comme exemple le bassin de la Soummam qui compte 8 millions d'habitants et qui est l'un des pôles les plus importants sur le plan économique (agroalimentaire – électronique – pétrochimique), agricole et touristique.

Plusieurs questions relatives à l'opposition des habitants à la réalisation des CET, aux massacres causés par les sablières qui sont à l'origine de la stagnation des eaux facilitant ainsi l'infiltration et la contamination, le manque de suivi des entreprises, l'indisponibilité d'entreprises spécialisées dans le recyclage, etc. ont été développées au cours du débat. Un élu a dénoncé «la centralisation des décisions au niveau de l'administration». Il dira : «Le travail de l'APC se résume au ramassage des ordures ménagères». Il a également déploré «le manque de civisme de certaines personnes qui jettent leurs ordures et emballages tout le long des routes, malgré l'emplacement des bacs à ordures, et cela sans se soucier des dangers qui en découlent». D'autres points ont été soulevés tels que l'efficacité des CET, l'absence de stations d'épuration, le manque de sensibilisation sur tout ce qui a trait à l'environnement.

L'intervention la plus remarquée a été celle d'un responsable de la voirie de la commune d'Akbou. En tant qu'homme de terrain, les difficultés qu'il rencontre sont multiples et complexes. «Le manque d'entraide intercommunale, l'exiguïté de la décharge, l'interdiction de l'incinération, le nombre de camions importants qui déversent leurs ordures font que la décharge risque de fermer d'un jour à l'autre», dira-t-il. «Nous avons besoin de solutions immédiates», a-t-il lancé. M. Madani en scientifique qu'il est, apporte

ra des éclairages sur certaines questions. Il a abordé celle relative à l'utilisation du gaz de schiste, citant les avantages et les dangers d'un tel procédé.

Mouloud Salhi a, pour sa part, exhorté les participants à «redoubler d'efforts, à se concerter, à constituer un réseau pour pouvoir faire face tous ensemble à un fléau qui met en péril notre vie». Il a insisté sur «l'éducation environnementale à inculquer aux enfants», citant l'exemple des clubs CinéDocs installés par l'association au niveau des différents établissements de la ville d'Akbou. «Cette rencontre n'est qu'une première d'une série de conférences que compte organiser l'association», a conclu Mouloud Salhi.

Hocine Cherfa



le 06.05.14

Akbou : La scolarité des enfants en débat

L'Association des parents d'élèves de l'école Iffis Larbi d'Akbou a organisé jeudi dernier, en collaboration avec l'étoile culturelle, une conférence-débat à la maison de jeunes A/Rahmane Farès sous le thème «école et famille ou comment accompagner les enfants dans la réussite scolaire».

La scolarité des enfants a été abordée dans ses aspects didactique et psychologique par Messieurs Ibalaiden Mohamed, Inspecteur d'éducation nationale et Tagourbezt Malek, normalien et diplômé en psychologie appliquée. Quel est le rôle des parents dans la réussite scolaire de leurs enfants ? «Un enfant commence à développer une autonomie et une personnalité à partir, respectivement, de 18 et 24 mois. Pour qu'il puisse mieux les développer, il appartient aux parents de le guider et le mettre en confiance», indiquera M. Tagourbezt avant d'ajouter que «les parents doivent aussi éviter de mettre la pression sur leurs enfants pour obtenir de meilleurs résultats à l'école».

Il ne s'agit pas, selon l'orateur, de doter son enfant de guides d'enseignement ou de lui faire suivre des cours de soutien pour se donner bonne conscience mais de l'accompagner au jour le jour pour assouvir sa curiosité et le valoriser autant que faire se peut. M. Ibalaiden a, pour sa part, mis l'index sur les tares du système éducatif. «La démocratisation de l'enseignement a aussi son revers de médaille car un bon nombre de points nécessitent une amélioration dans l'espace pédagogique. L'approche par objectifs a été remplacée par l'approche par compétences à partir de l'an 2000 en vue de réussir un apprentissage plus concret. Elle consiste à définir les compétences dont chaque élève a besoin pour une meilleure orientation scolaire à même de lui permettre d'accéder à une qualification professionnelle», dira le conférencier qui fera remarquer que 80% des reçus au Bac sont des filles.

H. Aït El Djoudi

© El Watan



Par [Menad Chahal](#) | 6 Mai 2014

AKBOU : CONFERENCE AUTOUR DE LA RELATION ENTRE PARENTS, ENSEIGNANTS ET ELEVES

Comment accompagner les enfants vers la réussite scolaire ?

L'Association des parents d'élèves de l'école « Iffis Larbi », en collaboration avec l'Association Etoile Culturelle d'Akbou, a organisé, jeudi dernier, au niveau de la maison

de jeunes Abderrahmane Farés, une conférence-débat sous le thème : «Ecole et famille, ou comment accompagner les enfants dans la réussite scolaire? » Il s'agit, selon les organisateurs, d'un espace d'échange d'idées destiné aux parents d'élèves et notamment aux enseignants, dans le but de mettre en exergue les différents mécanismes qui peuvent accompagner les enfants dans leur réussite scolaire.

La conférence a été conjointement animée par M. Ibalaiden Mohamed, professeur agrégé en philosophie et inspecteur d'éducation nationale, et M. Tagourbezt Malek, normalien et diplômé en psychologie appliquée. Ainsi, M. Ibalaiden, lors de son intervention, a mis volontairement l'accent sur l'aspect négatif du cursus scolaire entamé depuis 1966, tout en évoquant les différentes réformes enregistrées depuis cette date. « L'ordonnance de 1966 a été refaite en 1976. Elle a mené la politique de la démocratisation de l'enseignement comme étant un objectif majeur », a-t-il relaté devant une assistance composée essentiellement de parents d'élèves, d'acteurs associatifs, des élus locaux et aussi de petits enfants. Néanmoins, l'orateur a évoqué l'intention excessive des pouvoirs publics sur la quantité des scolarisés, tout en ignorant la qualité de scolarisation. « Depuis 1971, on parlait souvent du nombre des scolarisés mais jamais un mot sur la qualité de scolarisation », dira-t-il.

L'inspecteur est revenu longuement sur la situation dans plusieurs établissements scolaires, notamment locaux, qui ont été construits, selon lui, d'une façon anarchique. « Les lycées, Hamadia, Hafsa, Dhebih Chérif, El Mokrani... sont des édifices qui ne peuvent être des lieux d'enseignement. Non seulement, ils ont été bâtis en parpaings mais sans les moindres normes internationales », a-t-il regretté. Pour étayer son constat, le conférencier évoque le cas du lycée Dhebih Chérif à Akbou, inauguré dans les années 70, où 12 classes ont été récemment détruites.

L'occasion était également pour parler des nouvelles réformes effectuées depuis l'an 2000. D'où, d'ailleurs, soulignera-t-il, l'apparition de deux concepts nouveaux pour l'enseignement, à savoir « la situation d'intégration et l'approche par compétence ». Et enfin, la réussite, telle qu'elle est décrite par le professeur Ibalaiden, se résume en deux parties essentielles : Associative qui comporte les associations des parents d'élève et du syndicat et surtout collective. Par ailleurs, M. Tagourbezt Malek a fait du langage entretenu entre parent et enfant, ou surtout entre enseignant et élève son cheval de bataille. « Il faut surtout faire attention au langage », insistera-t-il. En s'illustrant par le nom d'humiliation répandu dans notre région « Aghioul », (un âne), le normalien avertit sur les répercussions qui sont plus ou moins très influentes sur le présent et l'avenir de l'élève. « Lorsqu'on humilie un enfant par des mots aussi vulgaires, on le condamne à vivre avec », a-t-il expliqué.

A noter au final que lors de l'ouverture du débat au public présent dans la salle, plusieurs parents se sont succédés devant les conférenciers pour enrichir le débat. Des élus de la commune ainsi que le sénateur Brahim Meziani ont tous salué l'initiative demeurant l'un des points de rencontre qui contribuent, estiment-ils, à la prospérité de l'école et surtout l'amélioration du climat de l'enseignement entre tous ses acteurs influents.

Menad Chala

RÉGIONS KABYLIE

Commune de Bouzeguène : séminaire sur l'enfant en situation d'handicap

le 05.11.13 | 10h00



El Watan

Le séminaire a regroupé de nombreux centres qui accueillent les handicapés au niveau des wilayas de Sétif, de Béjaïa et de Tizi Ouzou.

La salle des fêtes «Tajeggigt Eggires», dans la commune de Bouzeguène (60 km à l'est de Tizi Ouzou), a été le théâtre d'un séminaire sur la concrétisation du droit à l'éducation des enfants en situation de handicap. Organisé par l'association des handicapés et leurs amis (AHLA) et en partenariat avec Handicap International et l'ambassade de France, le séminaire a regroupé de nombreux autres centres qui accueillent les handicapés au niveau des wilayas de Sétif, de Bejaïa, de Tizi Ouzou ainsi que des parents des enfants.

La présence de Jean Toussaint, chargé de mission à l'ambassade

de France à Alger, d'Alexandre Pinon et Thierry Martinez responsables à Handicap International a été très saluée par les nombreux responsables des structures chargées des enfants en situation d'handicap. On a noté également la présence de nombreux responsables d'associations et des centres médicopédagogiques à l'instar de l'association des IMC (Infirmité motrice cérébrale) de Sétif, de l'association Atelier de rééducation fonctionnelle à la polyclinique de Mékla, du CMP d'Akbou, le CMP de Boukhalfa, le CMP d'Ath Aïlem (Aïn El Hammam).

De nombreux thèmes ont été abordés comme le projet associatif et son utilité sociale, le contexte et cadre du projet éducation inclusive, projet d'établissement, services et perspectives, gestion de centre associatif et parcours d'expérience associatif, appui à la scolarisation des enfants en situation de handicap...etc. Ce séminaire se voulait un espace privilégié de rencontres et d'échanges entre les professionnels, les responsables du mouvement associatif, les personnes en situation de handicap, les institutions et les praticiens des services sociaux et médico-sociaux. La scolarisation des enfants en situation d'handicap dans une école normale vise l'égalité des droits et des chances de ces personnes

et le droit pour chacun à une scolarisation en milieu ordinaire et à un parcours scolaire continu et adapté. Les parents qui sont des partenaires à part entière du projet d'éducation, sont étroitement associés à la décision d'orientation de leur enfant et à la définition de son projet personnalisé de scolarisation. Cependant, de nombreux responsables des centres médicopédagogiques et des présidents d'associations pour enfants inadaptés ont noté le manque ou l'insuffisance de soutien réel des pouvoirs publics à l'endroit de cette frange fragile. Le président de l'association des handicapés de Mekla, 40 ans sur un chariot, note une carence impardonnable des services de l'Etat à l'endroit des handicapés. Cela alors que le responsable du centre d'Aït Aïlem à Aïn El Hammam a fait part de son «pessimisme» quant à la réussite de tout projet. Les personnels de l'encadrement sont des bénévoles depuis plusieurs années ou rémunérés dans le cadre des dispositifs d'insertion de diplômés ou carrément rétribués grâce aux dons des bienfaiteurs. Une éducatrice nous a affirmé qu'elle exerce chaque jour dans des conditions très difficiles avec cinq handicapés à charge pour un salaire de 7000 DA depuis plusieurs années.



mercredi 16 octobre 2013 15:49

Algérie- La lutte de l'association AHLA Bouzguène pour la reconnaissance des droits des handicapés



Aujourd'hui, 24 personnes travaillent de manière permanente à l'association. (Ph./ Sunniva Rose)

Active depuis plus de 10 ans, l'Association des handicapés et leurs amis (AHLA) de Bouzguene se bat pour la reconnaissance des droits des handicapés et pour leur meilleure intégration scolaire et professionnelle.

Briser le tabou du handicap : la tâche semble ardue. « Jusqu'à ce jour, la majorité des handicapés ne connaissent pas leurs droits », explique Baya Hammoum, secrétaire générale de l'Association des handicapés et leurs amis (AHLA) de Bouzguene et médecin généraliste. Pourtant, l'Algérie a signé la Convention Internationale relative aux droits des personnes handicapées en 2009. En outre, elle a promulgué une loi garantissant leur droit à l'éducation en 2008, mais son application reste limitée. Ainsi, les préjugés sociaux perdurent.

« Certains parents cachent leurs enfants handicapés, et même les médecins ne sont pas obligés de les déclarer », continue Baya Hammoum. Ce qui entraîne des problèmes dans le traitement du handicap. Saadi Shabi, qui assure la gestion administrative de l'association, a récemment dû se rendre trois fois dans la même semaine chez un directeur d'école à la retraite qui refusait que son fils trisomique de sept ans rejoigne le centre psychopédagogique de l'association. Au bout de 15 jours, le père a cédé. « Je ne comprends pas ce qui motivait ce refus. La honte, peut-être ? », s'interroge Saadi Shabi.

Tout a commencé en 2000, lorsque le père de Baya Hammoum, Saïd, s'est vu refuser l'accès aux célébrations de la journée internationale du handicap, sous prétexte que la salle était pleine. Lui-même mal voyant, il a décidé de fonder sa propre association qui inclurait les handicapés, ainsi que toute personne qui voudrait les soutenir. « D'où le nom : « Association des Handicapés et leurs amis ». Parce que les handicapés ont besoin de leurs amis pour fonder une association ! » sourit Baya Hammoum.

Succès du centre psychopédagogique

Aujourd'hui, 24 personnes travaillent de manière permanente à l'association. Elle dispose d'une équipe mobile d'appui à la scolarisation des enfants handicapés, qui sillonne 16 écoles et touche 118 enfants. Son centre psychopédagogique, ouvert en 2008, accueille 65 personnes handicapées et compte des éducatrices, un psychologue et un orthophoniste. Mais un an après son ouverture, le centre était victime de son succès.

Selon Baya Hammoum, « les directeurs d'école voulaient orienter en masse les enfants vers le centre, même ceux qui n'étaient pas handicapés mais peut-être atteints de troubles de l'apprentissage, ou de dyslexie ». Avec l'aide d'Handicap International et d'un éducateur français, AHLA Bouzguène a réagi en menant un travail de recherche, afin de mieux connaître la population handicapée locale et l'accompagner dans la reconnaissance de ses droits : assurance, formation professionnelle, etc. L'association a recensé 1.025 handicapés sur 80.000 habitants, bien qu'elle estime que leur nombre réel est plus important.

La prochaine étape sera de fonder un Centre d'Aide par le travail (CAT) pour les handicapés adultes, qui fonctionnera comme une entreprise adaptée. Elle dispensera une formation continue et se spécialisera dans la production artisanale, telle que la broderie, la cordonnerie, ou la couture. Le 28 octobre prochain, l'association organisera aussi un séminaire sur l'application du cadre du droit relatif à l'éducation inclusive des handicapés, avec le soutien de l'Ambassade de France.

Sunniva Rose



2013 - 76 - Lundi 20 Mars 2014

AZAZGA

Séminaire sur la prise en charge de l'enfant en situation de handicap

Dr Hammoum Baya de l'Association des handicapés de Bouzeguène se penchera sur la question importante de l'indispensable collaboration intersectorielle pour une réelle prise en charge des droits de l'enfant en situation de handicap, et cela afin d'assurer sa pleine participation au sein de la société.



Le séminaire sur les droits de l'enfant en situation de handicap organisé par l'Association des handicapés de Bouzeguène.

Le CEM (Centre de Médical et de Réhabilitation) de Bouzeguène a organisé le 15 mars 2014 un séminaire sur la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Le séminaire a été présidé par le Dr Hammoum Baya, président de l'Association des handicapés de Bouzeguène. Le séminaire a été ouvert par le Dr Hammoum Baya, président de l'Association des handicapés de Bouzeguène. Le séminaire a été ouvert par le Dr Hammoum Baya, président de l'Association des handicapés de Bouzeguène. Le séminaire a été ouvert par le Dr Hammoum Baya, président de l'Association des handicapés de Bouzeguène.

Le Dr Hammoum Baya, président de l'Association des handicapés de Bouzeguène, a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap.

Le Dr Hammoum Baya a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap.

Le Dr Hammoum Baya a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap. Il a souligné l'importance de la collaboration intersectorielle pour la prise en charge de l'enfant en situation de handicap.



Régions : Bouzeguène

L'association des handicapés invitée aux assises nationales de la santé

Excellente nouvelle pour l'association des handicapés de Bouzeguène : elle vient d'être officiellement invitée pour prendre part aux assises nationales de la santé prévues les 16, 17 et 18 juin au Palais des nations.

Une juste récompense pour cette association qui abat un travail titanesque sur le terrain depuis sa création en 2001 en faveur des enfants en situation de handicap, notamment avec la création du centre médico et psychopédagogique qui fonctionne avec une équipe de psychologues et d'orthophonistes avec des méthodes pédagogiques au diapason de ce qui se fait en Europe, son projet sur inclusion scolaire et les opportunités d'emploi, accompagné à sa naissance par des experts nationaux et étrangers et bien d'autres activités d'envergure nationale ayant suscité sympathie et admiration. Des efforts soutenus ayant abouti à un savoir-faire appréciable portés par une feuille de route et des objectifs qui ont porté leurs fruits. Le tout dernier-né de cette association, c'est le projet innovant de Maison de santé handicap, le premier en Algérie, qui a tapé dans l'œil de la commission ministérielle de la santé en visite dernièrement dans la région dernièrement et qui se propose de mettre en place un guichet unique handicap où la personne en situation de handicap pourra accéder dans le même espace au diagnostic et aux compensations médicosociales à travers l'unité d'appui social...

En sa qualité d'acteur et de partenaire, l'association sera représentée par deux délégués lors de ces assises qui porteront essentiellement sur l'actualisation de la loi sanitaire.

S. H.

Culture : des «débats show» pour les soirées ramadanesques

le 29.07.13 | 10h00



© Akram K. Confrontation entre deux équipes de débatteurs.

Les «débats show» sont de retour à Oran. Des groupes de débatteurs s'affrontent ainsi sur des thèmes d'actualité, avec pour seule arme : leurs pouvoir de persuasion.

Après l'expérience de 2011, Oran renoue avec ses fameux «débats show»...sauf que pour cette année, cela a une autre appellation : «The Ramadan Debate». Initié par AJC (Association pour la Jeunesse et la Citoyenneté), et cela en partenariat avec the British Council, cette série de manifestations, qui se déroulera tout au long du mois sacré, voit la compétition d'une demi-douzaine de clubs et d'associations, qui, autour d'un thème d'actualité, devra débattre et convaincre le public sur la pertinence de son opinion.

Ces équipes de débatteurs devront user de leur pouvoir de persuasion, et cela sous l'œil avisé d'un jury qui, stylo en main, prend t notes des moindres faits et gestes des différents intervenants. Ce jury ne

prétend pas «élire» l'équipe gagnante pour la pertinence de son opinion, mais seulement pour son pouvoir de persuasion : les débatteurs qui sauront au

mieux manier la langue, française ou arabe, qui éviteront de bégayer en parlant, qui ne céderont pas aux provocations de leurs antagonistes seront ainsi les mieux notés. Deux soirées de débats show ont déjà eu lieu, la première, la semaine dernière, à l'association Le Petit Lecteur, et la seconde, avant-hier, à Sid El Houari, chez l'association S.D.H.

Autant dire que ces deux manifestations ont connu un véritable engouement chez le public, qui est venu en très grand nombre. Ce qui a le plus séduit ce dernier, c'est précisément cette volonté, de la part des organisateurs, de ne se soumettre à aucune forme de censure quant au choix des thèmes débattus.

Belle initiative citoyenne

En voici, pour preuve, les motions de sujets qui ont jusqu'à lors été décortiqués par les débatteurs : «la laïcité est-elle la meilleure solution pour limiter l'extrémisme religieux ?», «l'intervention militaire en Egypte est-elle un coup d'Etat contre la légitimité constitutionnelle ?», «faut-il pénaliser, ou non, les non-jeûneurs en public pendant le mois de ramadhan», «la règle des 51/49% sur les investissements étrangers est-elle propice à l'Algérie ?».

Autant dire qu'il s'agit-là de sujets ayant un trait direct avec l'actualité, à la fois, nationale et internationale...de quoi réjouir le public, qui a, à maintes reprises, pris part au débat, rendant celui-ci des plus attrayants. Les arguments «coups de poings» des uns, les répliques «taquines» des autres ont dénoté de la bonne santé du concept de débat dans la société algérienne, sauf qu'hélas, celle-ci n'est que rarement mise en exergue, ou alors elle l'est qu'au grès de quelques initiatives citoyennes. Avis aux amateurs : le prochain «débats shows» aura lieu ce soir, au siège de l'association SDH, à partir de 22h.

Akram El Kébir

SETIF.INFO

Célébration de la journée internationale des personnes handicapées

3 décembre 2013 | **Djamel Krache**



Dans le cadre de la "journée internationale des personnes handicapées" fixée par l'ONU tous les 3 décembre, de nombreuses activités culturelles et sportives ont été organisées à Sétif.

L'association de lutte contre la myopathie de Sétif a organisé ce mardi une exposition sur les maladies

neuromusculaires à la salle des fêtes de Sétif (voir photos ci-dessous).

Une autre journée d'étude a été organisée ce même jour par l'association Ibtissama des handicapés à l'Institut de technologie moyen agricole (ITMA) de Sétif autour de l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Les meilleurs sportifs handicapés ont été honorés à l'occasion de cette journée par la ligue sétifienne handisport à la salle des expositions du parc d'attraction. Cette cérémonie a été marquée par la présence des athlètes Bekka Abdelatif et Djedar Nouredine.



Nation

Accompagnement des jeunes pour la création de micro-entreprises

Orienter les porteurs d'idées

Publié le 18 juin 2014



Une journée d'information sur le projet « Bab El Amel » s'est tenue, hier, à l'hôtel Safir. Un espace d'échanges qui a permis aux jeunes ayant bénéficié d'un financement pour la création de micro-entreprises de témoigner sur leur expérience notamment leur réussite. Selon Ali Sahel, président de l'Association nationale des échanges entre jeunes (Anej), ce projet est « en premier lieu un espace d'écoute et d'expression pour les concepteurs de projet et les jeunes chômeurs ».

Il offre en plus l'opportunité de monter un projet par la facilitation des procédures », dira-t-il. Et de poursuivre : « Ce n'est pas chose facile mais un défi à relever. Les résultats enregistrés depuis son lancement en 2012 sont plus que satisfaisants », tout en soulignant que le projet « Bab El Amel » est soutenu par la Fondation France. Selon la représentante de l'ambassade de ce pays à Alger ayant pris part à cette manifestation, « son pays soutient toute initiative en faveur des jeunes porteurs d'espoir ». « C'est un projet d'envergure qui renforce le tissu associatif algérien à travers les différents dispositifs », estime-t-elle. « Nous sommes mobilisés pour le suivi des jeunes à travers une coopération pour leur intégration dans le monde du travail en leur apportant une aide administrative et logistique dans le cadre de la lutte contre le chômage », ajoute-t-elle. Tout en se félicitant de cette démarche, elle précise que 2.500 jeunes ont été informés sur le projet depuis sa création il y a deux ans. 390 d'entre eux, dont 67 femmes, avaient bénéficié de démarches d'accompagnement alors que 30 jeunes ont eu des financements modestes. « La Fondation France a octroyé une enveloppe de 80.000 euros pour le soutien du projet et de son programme », relève-t-elle. Pour sa part, Fayçal Hattab, chef du projet, souligne que cette initiative œuvre pour le développement des activités des jeunes, la promotion de la culture de la paix, de la citoyenneté, le travail et le volontariat. « Le projet en question est un dispositif d'accueil et d'accompagnement non financier qui contribue aux côtés des agences nationales à diffuser la culture du partenariat auprès des jeunes », explique-t-il. « Sa mission consiste à identifier, à informer et à accompagner techniquement et administrativement les jeunes qui souhaitent se lancer dans la création d'entreprises », insiste-t-elle.

Renforcer le partenariat local

Fayçal Hattab a présenté le bilan des activités. Il fait état de 60 accueils collectifs par l'Association nationale des échanges entre jeunes à travers lesquels 480 personnes ont été identifiées. 120 sont des porteurs de projets et 30 autres ont bénéficié de financement de projet (23% d'hommes et 10% des femmes) durant l'exercice 2012/2013. Pour l'exercice 2013/2014, il a été relevé 92 porteurs de projets. Selon le même responsable, 42% ont choisi l'artisanat, 16% les services, 7% l'agriculture, 6% la restauration et 23% le bâtiment. « Pour renforcer les partenariats locaux, il sera mis prochainement en place des antennes à Bechar, à Mila, à Khenchela et à Sidi Bel-Abbès », annonce-t-il.

Rym Harhoura

Campagne de prévention des IST/SIDA sur les plages de Annaba et d'El tarf

3 400 jeunes ciblés

le 20.08.13 | 10h00



Les chiffres officiels du laboratoire national de référence sont loin de refléter la réalité en l'absence de dépistage intense de la maladie.

Poursuivant leur désormais traditionnelle campagne estivale de prévention, les animateurs de l'Association AnisS de lutte contre les IST/Sida et de promotion de la santé, ont repris à partir d'hier et jusqu'à la fin du mois en cours, leur action de sensibilisation auprès des jeunes. Entamée à la mi-juin dernier et interrompue durant le mois de Ramadan, la campagne qui implique le partenariat de l'office communal de la culture et du tourisme de Annaba, de l'Odej et du centre de référence de prise en charge des IST/Sida a ciblé jusqu'à présent 3400 jeunes estivants des plages de Annaba et d'El Tarf. L'association ambitionne d'élever ce nombre à 5 000 d'ici la fin du mois d'août.

Au-delà du travail de sensibilisation sur les modes de transmission et de prévention des IST/Sida, les agents de terrain d'AnisS se donnent pour objectif de promouvoir le dépistage volontaire, anonyme et gratuit auprès des jeunes. «Les chiffres officiels du laboratoire national de référence parlent de seulement 62 nouvelles personnes séropositives et de 10 nouveaux cas de sida depuis le début de l'année en Algérie, mais ces chiffres sont loin de refléter la réalité et seule une intensification des activités de dépistage permettrait au éventuels porteurs de connaître leur statut sérologique et accéder le cas échéant, au soutien et aux soins», révèle Adel Birem, coordinateur d'AnisS.

En parallèle, dans le cadre de la même campagne et pour célébrer également le dixième anniversaire d'AnisS, des animations musicales en plein air entrecoupées de spots préventifs sont proposées durant la même période. Notre interlocuteur précise à ce propos : «L'animation par la musique et le théâtre est connue pour être un des moyens les plus efficaces de véhiculer des messages éducatifs auprès des jeunes.» AnisS est une des associations thématiques de lutte contre le Sida en Algérie. Créée en 2003, elle célèbre cette année son dixième anniversaire avec une série d'actions prévues jusqu'à la fin de l'année. Elle coordonne actuellement le Réseau algérien contre le Sida (ANAA).

Leïla Azzouz



Les membres du réseau ANNA invités hier du forum de dk news-Le dernier tabou ?

MERCREDI 21 AOÛT 2013 19:01



Le Réseau algérien de lutte contre le sida, cela existe bien quoiqu'il ne soit pas encore arrivé à fonctionner à plein régime. Si cela n'est pas encore le cas, les conditions sont progressivement réunies et cela sera le cas dans peu de temps.

C'est que le sujet est assez important, ou plutôt très important, comme l'affirme le Réseau algérien de lutte contre le sida, à savoir l'ANAA. Heureusement qu'une association de la société civile, la coordination des associations de lutte contre le virus du sida, à savoir l'ANAA a décidé de s'occuper de cette lutte, et ceci est d'autant important que la classe politique, par le biais des partis politiques, feint d'ignorer ce fléau. Pour faire avancer leur projet de lutte contre le sida, et aussi pour annoncer que la date du 23 août est retenue pour commémorer la Journée nationale de lutte contre le sida, les membres du réseau ont été les invités du forum de DK News où l'opportunité fut donnée à nos confrères de la presse nationale de poser librement leurs questions aux conférenciers qui ont répondu à toutes les questions.

L'idée de créer une telle association est née en décembre 2003. Après un passage à vide, ce qui est somme toute naturel, les promoteurs du réseau de lutte contre le sida s'étaient réunis en août 2010, le 23 exactement, à Annaba pour donner un contenu concret à leur projet. Rappelons quand même que l'éminent professeur Kamel Senhadji, connu mondialement pour ses résultats dans la recherche sur le sida, avait été l'invité du forum de DK News et

avait expliqué l'importance d'un mouvement issu de la société civile dans la participation à la lutte contre le sida. En Algérie, des idées sur la nécessaire création d'un tel mouvement avaient commencé à germer au moins depuis une dizaine d'années. Des associations étaient nées dans le cadre d'une prise en charge d'une telle préoccupation un peu partout sur le territoire national.

L'apothéose fut la création d'une coordination nationale. Au mois d'août 2012, une rencontre de ces associations pour la création de cette coordination a eu lieu à Annaba où fut élaboré un plan national stratégique de lutte contre le sida. 10 principes fondent les missions du réseau de lutte contre le sida inspirés des résolutions des Nations unies.

Saïd Abjaoui

La dignité des malades Evidemment, outre le programme de lutte, il faudrait plus particulièrement s'occuper à sensibiliser les différents partenaires au respect de la dignité des malades, on a souligné que même dans les structures de santé, il y en a qui refusent de soigner les malades séropositifs, alors qu'il est fort connu dans ces milieux que le Sida n'est pas contagieux mais qu'il se transmet uniquement par le sang et les rapports sexuels. Un grand travail reste à faire dans ce domaine et qui concerne le regard porté sur l'autre. Des démarches de sensibilisation sont faites en direction des milieux de travail et des familles des malades, mais le plus important reste à faire pour contribuer à la réinsertion sociale des porteurs de virus. Difficile d'infléchir les tendances mais de plus en plus, les écoutes sont attentionnées.

Du côté des pouvoirs publics, les réactions sont positives et nous pouvons soutenir que parmi bien des Etats, l'Etat algérien est celui qui a répondu le plus rapidement aux sollicitations. Une cinquantaine de centres de dépistage ont été ouverts au plan national et certainement d'autres suivront. L'Etat algérien en ce domaine précis a répondu immédiatement aux atteintes des malades et de leurs familles.

Cependant, nous n'avons pas de chiffres précis sur le nombre de malades et le taux de prévalence. Le dépistage n'est pas obligatoire et nombre de malades s'ignorent alors que d'autres refusent le dépistage car probablement ils craignent leur mort sociale. Y a-t-il des statistiques en ce qui concerne les enfants atteints du sida ? Nous avons recensé environ 600 enfants que nous suivons car ils sont pris en charge par les pouvoirs publics. Là encore, il n'y a pas de chiffres exacts.

Il est à signaler que des partenariats sont effectifs dans l'effort commun, et citons les cellules de proximité qui font du bon travail. Le réseau algérien implique l'ADS.

Sida- Encourager le dépistage précoce: VIH/sida : 62 nouveaux séropositifs enregistrés entre janvier et juillet 2013

ACTUALITÉ : MERCREDI 21 AOÛT 2013 18:00 AFFICHAGES : 156

DK NEWS



L'Algérie a enregistré 62 nouveaux cas de séropositifs durant les sept premiers mois de l'année 2013, a indiqué hier à Alger le coordinateur du réseau national de lutte contre le sida (ANAA), le Dr Scander Abdelkader Soufi. «Nous avons enregistré 62 nouveaux cas de séropositifs et 10 personnes malades du sida entre janvier et juillet (de l'année 2013)», a relevé le Dr Soufi, lors d'une conférence débat organisée par le forum de DK News à laquelle ont pris part des représentants du mouvement associatif.

Ces chiffres, a-t-il précisé, restent «en deçà de la réalité étant donné que la maladie du sida est encore un tabou dans la société algérienne». Les nouveaux cas enregistrés portent le nombre total des séropositifs en Algérie à 6472 cas et 1422 malades du VIH/sida (virus d'immunodéficience). Il a, à cette occasion, appelé à encourager le dépistage précoce à travers une augmentation du nombre des centres spécialisés, une simplification des procédures et, surtout, un anonymat garanti.

Le Dr Soufi a déploré le fait que les malades atteints du VIH/sida rencontrent «beaucoup de difficultés dans leur vie comme la discrimination, la stigmatisation et le rejet de la part de la société». Le VIH/sida est une maladie transmissible et non contagieuse. Elle se transmet notamment par les rapports sexuels non protégés avec une personne atteinte.

A ce propos, le Dr Soufi a insisté sur l'importance de fournir une éducation sexuelle aux enfants et aux jeunes afin de réduire la propagation de cette maladie qui n'est qu'à ses «balbutiements» en Algérie. Pour sa part, le Dr Mohamed Guemama de l'Association «Green Tea» a relevé «plusieurs cas de refus de prodiguer des soins aux personnes atteintes du sida et qui devraient faire l'objet de poursuites judiciaires». Il a rappelé, dans ce sens, que le personnel soignant ne risque aucune contamination si les mesures sécuritaires sont respectées.

Le réseau ANAA est composé d'une quinzaine d'associations à l'instar de «Solidarité AIDS», «Green Tea» et «Etoile culturelle d'Akbou» qui regroupent des médecins, sociologues, juristes et psychologues qui accompagnent les malades dans leur insertion sociale et luttent contre toutes formes de discrimination à leur égard. Plusieurs activités de sensibilisation sur le VIH/sida sont prévues du 20 au 23 août, comme le lancement de campagnes de prévention sur la maladie notamment sur les plages, et l'organisation de sorties au profit d'enfants malades, et la tenue de conférences et de rencontres animées par des médecins, des psychologues

des membres de la société civile et des journalistes. Ces journées de sensibilisation visent à réduire les «ignorances et les tabous» qui caractérisent cette pathologie pour plus de tolérance et de compréhension.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 2013 - Jeudi 22 août 2013 - Prix : 10 DA

Sida

62 nouveaux séropositifs enregistrés

L'Algérie a enregistré 62 nouveaux cas de séropositifs durant les sept premiers mois de l'année 2013, a indiqué mercredi à Alger le Coordinateur du réseau national de lutte contre le sida (ANAA), le D' Scandar Abdolkader Souf. «Nous avons enregistré 62 nouveaux cas de séropositifs et 10 personnes malades du Sida entre janvier et juillet (de l'année 2013)», a relevé le D' Souf, lors d'une conférence-débat à laquelle ont pris part des représentants du mouvement associatif. Ces chiffres, a-t-il précisé, restent «en deçà de la réalité étant donné que la maladie du Sida est encore un tabou dans la société algérienne». Les nouveaux cas enregistrés portent le nombre total des séroposi-

tifs en Algérie à 6 472 cas et 1 422 malades du VIH/Sida (Virus d'immunodéficience). Il a, à cette occasion, appelé à encourager le dépistage précoce à travers une augmentation du nombre des centres spécialisés, une simplification des procédures et, surtout, un anonymat garanti. Le D' Souf a déploré le fait que les malades atteints du VIH/SIDA rencontrent «beaucoup de difficultés dans leur vie comme la discrimination, la stigmatisation et le rejet de la part de la société». Le VIH/Sida est une maladie transmissible et non contagieuse. Elle se transmet notamment par les rapports sexuels non protégés avec une personne atteinte. A ce propos, le D' Souf a insisté sur l'importance

de fournir une éducation sexuelle aux enfants et aux jeunes afin de réduire la prolifération de cette maladie qui n'est qu'à ses «balbutiements» en Algérie. Pour sa part, le D' Mohamed Guemata de l'Association «Green Tea» a relevé «plusieurs cas de refus de prodiguer des soins aux personnes atteintes car Sida n'est qu'un déviant fait l'objet de poursuites judiciaires». Il a rappelé dans ce sens, que le personnel soignant ne risque aucune contamination si les mesures sécuritaires sont respectées. Le réseau ANAA est composé d'une quinzaine d'associations à l'instar de «Solidarité AIDS», «Green Tea» et «Espace culturel d'Albou» qui regroupent des médecins, sociologues, juristes et

psychologues qui accompagnent les malades dans leur insertion sociale et luttent contre toutes formes de discrimination à leur égard. Plusieurs activités de sensibilisation sur le VIH/Sida sont prévues du 20 au 23 août, comme le lancement de campagnes de prévention sur la maladie notamment sur les pléges, et l'organisation de sorties au profit d'enfants malades, et la tenue de conférences et de rencontres animées par des médecins, des psychologues, des membres de la société civile et des journalistes. Ces journées de sensibilisation visent à réduire les «ignorances et les tabous» qui caractérisent cette pathologie pour plus de transparence et de compréhension. **APS**



Actualité

Vendredi, 29 Novembre 2013 19:01
Journée mondiale du sida

L'association AnisS active contre la stigmatisation des séropositifs

Par : Rédaction WEB/ LIBERTÉ



L'Association AnisS de Lutte Contre les IST/Sida et de Promotion de la Santé a organisé jeudi 28 novembre, en partenariat avec l'Association Algérienne de Planification Familiale (AAPF), un atelier sur l'élimination de la transmission du VIH/Sida de la mère à l'enfant (ETME) destiné à des sages-femmes du secteur sanitaire d'Annaba. L'atelier, assuré par des spécialistes, rentre dans le cadre du plan d'action de la stratégie nationale sur la prévention de la transmission du Sida de la mère à l'enfant. En plus de son caractère informatif, il permet de former les sages-femmes à prendre en charge la grossesse de celle vivant avec le VIH/Sida.

Parallèlement des activités ont été organisées le vendredi 29 novembre au Centre des Loisirs

Scientifiques destinées aux étudiants des différentes facultés de l'université d'Annaba, un concours de culture générale sur le VIH/Sida intitulé « Quiz Sida » et la formation d'une chaîne humaine de la solidarité le samedi 30 novembre.

Au programme aussi, deux campagnes de prévention d'envergure seront lancées le 1er décembre et qui s'étaleront sur tout le mois. Est prévu également une autre campagne, le partenariat des comités de wilaya du Croissant Rouge Algérien (CRA), ciblant les populations des principales places publiques de villes de l'Est Algérien (Constantine, Annaba, Guelma, Souk Ahras, El Tarf).

L'association AnisS active également sur les réseaux sociaux par l'organisation de la troisième édition du « Sida Blogging Day », pour mobiliser les internautes algériens à lutter contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes Vivant avec le VIH/Sida ainsi que celles issues des groupes les plus exposés et ce à travers des statuts facebook, des articles dans la blogosphère ou bien des tweets.

Pour AnisS et ses partenaires « la réponse au VIH/Sida nécessite un travail continu et soutenu tout le long de l'année mais il demeure important de marquer la journée internationale à travers des activités de célébration et d'évaluation des avancées et des défis renouvelés », comme indiqué dans le communiqué de presse d'AnisS.

Rédaction Web/LIBERTÉ



A LA UNE ACTUALITÉ

Ambassadeur pour le droit à la santé

Une distinction pour le docteur Scander Soufi

le 03.12.13 | 10h00



L'épidémie de sida a suscité une mobilisation associative sans précédent. Un maillon important dans cette lutte qui nécessite l'engagement de tous.

Le coordinateur du réseau algérien contre le sida (ANAA) et président de l'Association algérienne de lutte contre les IST/sida et de promotion de la santé « AnisS », le docteur Scander Soufi a été désigné parmi les sept acteurs emblématiques des droits humains pour 2013, en ouverture de la Semaine de

la solidarité internationale, samedi dernier, à la mairie de Paris. Il s'agit d'acteurs qui, de par leur parcours ainsi que leur engagement auprès des populations, sont les ambassadeurs des droits humains, chacun dans son domaine. En effet, chaque année les acteurs de la solidarité internationale désignent les représentants de sept droits humains universels, venus du monde entier.

Dans ce cadre, Scander Soufi a été désigné représentant du «Droit à des services de santé de qualité pour tous», en référence à son engagement en Algérie auprès des personnes vivant avec le VIH et auprès d'autres groupes qui y sont vulnérables : usagers de drogue, détenus, femmes en précarité et migrants notamment. Six autres personnalités engagées, venues du monde entier, ont été désignées pour représenter les droits des migrants, du travail décent, à l'alimentation, à l'éducation, à l'accès à l'eau potable et enfin aux droits civiques et politiques.

Scander Soufi participera à un nombre d'interviews et de conférences destinées à des étudiants en vue de vulgariser et d'expliquer les différentes formes d'engagement pour un meilleur accès à la santé.

K. B.

El Watan.com

RÉGIONS EST ANNABA

Annaba

20 nouveaux cas de sida en 2013

le 04.12.13 | 10h00

Vingt (20) nouveaux cas de contamination au VIH/sida ont été enregistrés à Annaba en 2013, dont une dizaine de femmes.

Ce chiffre représente les personnes dépistées au niveau des structures de santé alors que, selon des estimations, 1500 à 2000 personnes seraient porteuses du virus sans le savoir. Cette information a été révélée avant-hier par les participants à la célébration de la journée internationale sur le sida. La direction générale de la Sûreté nationale a organisé avec le partenariat de l'association AnisS de lutte contre les IST/sida, une conférence destinée à sensibiliser les cadres et les stagiaires de la sûreté de wilaya aux enjeux que représente le sida et aux modes de transmission et de prévention.

Abritée par le palais de la culture Mohamed Boudiaf, cette rencontre qui a été inaugurée par le représentant du chef de sûreté de la wilaya, ainsi que le président de l'association AnisS a regroupé 400 officiers et stagiaires. C'est le Dr. Zahéra Boudiaf, maître-assistante au service des maladies infectieuses du CHU de Annaba qui a

abordé l'historique de la maladie, les statistiques, l'histoire naturelle de l'infection à VIH, les modes de transmission et de prévention et enfin le dépistage. Une conférence suivie d'un débat riche. En parallèle, des brochures éducatives, des rubans rouges et une exposition sur le VIH/sida ont été animés par les intervenants d'AnisS.

Cette action entre dans le cadre du plan d'action d'AnisS comportant une campagne ciblant plusieurs régions de l'Est du pays avec le partenariat du centre de référence sur le VIH, de la DSP, du CRA, des cellules de proximité de l'agence de développement social et l'association algérienne de planification familiale.

Leïla Azzouz



Jeudi 12 juin 2014

L'association Aniss intégrée au comité national de prévention

L'association de lutte contre les IST/Sida et de promotion de la santé AnisS, a été désignée par le ministère de la Santé au comité national de prévention et de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le sida.

Le mandat de membre à part entière d'AnisS à ce comité, créé récemment par le ministère, est de cinq ans d'intégration d'AnisS. L'association fera partie au même titre que différents ministères impliqués dans la réponse nationale au VIH/Sida ainsi que d'autres organisations nationales de la société civile impliquées dans la lutte contre cette pathologie. Pour le Dr Reda Hocine Kettache, vice-président d'AnisS : «La création effective du comité national augure de nouvelles perspectives pour la riposte nationale à l'épidémie et la désignation d'AnisS en son sein est une reconnaissance des efforts déployés par l'association ces dix dernières années».

Par ailleurs, et comme à chaque saison estivale, AnisS lance à partir du 15 juin courant, un plan d'action spécial de sensibilisation et de prévention sur une dizaine de plages. Ainsi, une importante campagne itinérante ciblera à partir de cette date les plages de la wilaya de Annaba. A cette occasion, des jeunes intervenants bénévoles auront à animer des activités de proximité avec les estivants visant l'information et la sensibilisation sur les modes de transmission et de prévention des IST et du VIH/Sida et procéderont à une distribution de brochures éducatives et dépliants. D'autre part, l'association AnisS vient de finaliser et de compiler dans le cadre de son nouveau plan stratégique 2015-2018, ses priorités et sa stratégie d'action pour les quatre prochaines années.

Ce nouveau plan a nécessité un processus d'évaluation des programmes précédents (2004-2007 et 2010-2013), et l'organisation d'un cycle d'ateliers tout le long du premier semestre de l'année 2014 avec la participation de spécialistes (médecins, juristes, journalistes), des membres de l'association ainsi que de personnes issues des populations ciblées. «Le nouveau plan stratégique prend en compte l'évolution de l'épidémie du sida ainsi que les priorités de l'agenda post 2015 de l'ONU en la matière. Avec le partenariat des institutions nationales, nous mettrons l'accent ces prochaines années sur l'autonomisation économique des malades qui vivent généralement dans la précarité. Nous renforcerons également les programmes devant faciliter leur accès à leur droit», tient à souligner le Dr Réda Hocine Kettache.

A. Bouacha

L'EST RÉPUBLICAIN

SENSIBILISATION CONTRE LE SIDA

AnisS cible les estivants

Lundi 23 juin 2014



AnisS, association de lutte contre les IST Sida et de promotion de la Santé, a lancé un plan d'action spécial de sensibilisation et de prévention des populations en prévision de la saison estivale, très propice à ce genre d'activité qui a lieu chaque année à travers les différentes communes de la wilaya. Cette information nous a été fournie par un communiqué publié dans divers titres de presse faisant état d'une importante campagne itinérante devant cibler les plages, et qui sera lancée à partir du 15 juin. A cette occasion, de jeunes intervenants bénévoles animeront des activités de proximité avec les estivants, visant l'information et la sensibilisation sur les modes de transmission des IST et du VIH / Sida. Une distribution de brochures éducatives et de dépliants est également prévue au cours de ces animations. D'autre part, une dizaine de plages figure dans cette tournée étalée sur la deuxième quinzaine du mois de juin et durant laquelle l'Association cible un chiffre à atteindre de

plus de 5 000 estivants, selon les estimations basées sur les actions précédentes. Ajoutons que parallèlement à cette campagne, un atelier de formation des jeunes intervenants choisis dans le milieu des étudiants et des jeunes, prenant en compte le calendrier universitaire, sera organisé le 26 juin au siège de l'Association et se prolongera jusqu'à la veille du mois de Ramadhan. Destiné à une quinzaine d'apprenants parmi les leaders des clubs étudiants de l'université Badji Mokhtar, le séminaire ainsi organisé avec le partenariat du centre de référence de prise en charge des IST/SIDA, sera animé par des membres du pool des formateurs d'Aniss et abordera les différentes facettes de la lutte contre ce fléau, communément appelé le « tueur silencieux », et les membres de l'Association estiment qu'ils n'insisteront jamais assez sur l'importance de l'information et de la sensibilisation des populations quel que soit leur statut social, ou leur âge, devant un fléau qui fauche chaque année, des millions de personnes à travers le monde.

Farida H.

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

1^{er} mai

Une randonnée à la forêt de M'sila

D. B.

L'Office du tourisme de Misserghine organisera ce 1^{er} mai une randonnée au profit des jeunes dans la forêt de M'sila, apprend-on auprès de l'office. Une centaine d'étudiants ont déjà confirmé leur participation et la liste reste toujours ouverte. Au programme, outre la randonnée guidée, il est prévu l'identification et la présentation des plantes médicinales par un phytothérapeute, un débat et des jeux et animations en plein air. Selon les organisateurs, l'objectif principal de l'Office est de promouvoir et de valoriser l'image du tourisme à Oran, plus particulièrement à Misserghine. Il

s'agit selon les mêmes interlocuteurs d'identifier le patrimoine tangible et non tangible existant et de le valoriser. Pour ce faire, l'Office se consacre au repérage des circuits de randonnée en milieu naturel, notamment les forêts, les plages et les montagnes. L'organisation de cette randonnée a été accueillie favorablement par les jeunes de la commune qui aspirent à découvrir cette forêt devenue au fil des ans un endroit de prédilection pour les familles et les jeunes en quête de villégiature.

Les responsables de l'Office signalent que l'opération vise aussi à sensibiliser les visiteurs sur la nécessité de préserver ce qui reste de nos forêts.



Samedi, 21 Décembre 2013 09:50

Une première nationale dans la lutte contre le VIH/SIDA Inauguration de l'unité de dépistage mobile à Oran

Par : D. LOUKIL

Ce jeudi, l'Association de protection contre le sida (APCS) a inauguré la première unité de dépistage mobile du sida en Algérie. Une cérémonie a été organisée à cette occasion regroupant les responsables et bénévoles de l'APCS, les partenaires locaux (santé, Sécurité de wilaya, élus), mais également des partenaires traditionnels comme AIDES France ou encore l'Association marocaine de lutte contre le sida. Pour que ce projet devienne réalité, il aura fallu des mois de travail et le concours de la mairie de Paris qui a fait don du véhicule mais aussi l'appui financier de l'APW d'Oran. Fort déjà de l'expérience d'un centre de dépistage volontaire anonyme et gratuit géré par l'APCS, qui fonctionne depuis des années, ce véhicule va permettre aux équipes de médecins bénévoles d'aller au plus près des populations, notamment des jeunes pour leur permettre et les convaincre de se faire dépister gratuitement. Car en matière d'épidémie du VIH/Sida les chiffres réels ne peuvent qu'inquiéter avec pas moins de 6 nouveaux cas par semaine. Rien que pour cette année, quelque 6 000 nouveaux cas de sida ont été dépistés, ajoutés aux 20 000 séropositifs algériens déjà recensés selon les chiffres de l'ONU/sida. Profitant de la rencontre, les membres de l'APCS évoquent des chiffres sur la prévalence du VIH/sida, qui est officiellement d'un peu plus de 1% dans la population générale, ce chiffre passerait à plus de 8% de prévalence dans les populations à risques. Cela prouve une concentration de l'épidémie dans les groupes de personnes dites vulnérables et à risques que sont les homosexuels, les travailleuses du sexe et les usagers de drogues. En Algérie, les tabous sont encore très forts autour du sida au point où de nos jours l'accès aux soins est refusé aux personnes séropositives, l'investigation médicale également leur est interdite. Une stigmatisation qui est encore plus forte vis-à-vis des travailleuses du sexe et des homosexuels. L'enjeu aujourd'hui que ce soit pour la population, les pouvoirs publics et les associations est d'agir de concert en faveur du dépistage. "C'est lors des 6 premiers mois que ce fait la contamination, connaître son statut de séropositif est donc primordial, il est aussi important pour accéder ensuite au traitement à vie. C'est en connaissant leur statut que le comportement change et que l'on prend des précautions pour faire cesser la chaîne de contamination", dira un intervenant.

D. L



8 mars : La femme migrante à l'honneur

Par Salah C.

L'Association pour la protection contre le sida (APCS), en collaboration avec Médecins du monde et Caritas, a organisé à partir d'hier et sur deux jours à l'église de Saint-Eugène une manifestation dédiée à la femme migrante. Pour la première journée, et après la messe d'action de grâce, plusieurs activités culturelles subsahariennes, artistiques, culinaires, ainsi que vestimentaires ont été présentées au niveau du centre Pierre-Claverie, un match de football opposant une équipe de migrants à son homologue locale a eu lieu au stade de la Médina, et ce sous le signe de la fraternité et de la solidarité.

Pour aujourd'hui, la salle de conférences accueillera la projection d'un court-métrage ou une pièce théâtrale portant sur la situation des populations migrantes et de la femme en particulier et qui sera suivie d'un débat entre les participants, notamment des organismes présents, et des femmes migrantes.

Le point d'orgue de la journée sera certainement les témoignages de deux femmes migrantes sur leur situation avant d'assister à un défilé de tenues traditionnelles typiquement subsahariennes, la dégustation de plats traditionnels subsahariens et l'exposition de tenues traditionnelles. Selon le président de l'APCS, le Pr Azziz Tadjeddine, l'objectif de cette manifestation est d'interpeller les pouvoirs publics sur la nécessaire prise en charge sociale de ces populations, notamment au plan sanitaire du fait que de leur protection contre les épidémies, la population locale est également protégée. Le flux migratoire des populations ne se caractérise plus en Algérie comme par le passé en tant que pays de transit car, actuellement, vu que la rive nord de la Méditerranée devient inaccessible, ces populations, obligées de quitter leur pays pour différentes raisons, se sédentarisent notamment au niveau des pays du Maghreb. Le droit à la santé de par son caractère universel donne le libre accès aux soins et ceci parallèlement à un rapprochement des populations loin de toute approche raciste.

في انتظار انطلاق قافلة التوعية عبر ولايات الغرب الجزائري جمعية الحماية من السيدا تتعاون مع فنانيين لتنظيم حملات توعوية بوهران

في مبادرة لاقت الاستحسان والاشادة، نظمت جمعية الحماية من داء السيدا بوهران حملة توعوية الهلث منها توعية الشباب بمخاطر هذا الداء اللعين الذي سار ينتشر بشكل مقلق بين اوساط كل الفئات لعوامل عديدة اهمها النزوح الاقريضي.

بإذن من السيد احمد



وفنيل العسوي الضمالي السيد أمير بوعلام، ساحب الكرة إمام المشاهير من الفنانين سواء كانوا من أهل المغني أو التمثيل كونهم يمتلكون القدرة على التأثير في الشباب وطباقتهم تصل أسرع من أي جهة أخرى. فكانت الكرة ميسومة سمحت بجمع أكثر من 38 فنان يمثل الجهة الغربية في مقدمتهم المطربة ريم حقيقتي، الشاب ريتا وسعدا بوعلي، وغيرهم. أما بخصوص التمثيل فقد سجلت نخبة ورشوان الصغير حضورهما إلى جانب إرمادة من فنانة الثقافة حيث تساهم العشرات كونهم يساهمون لإعداد أحيوانات كبيرة بشمار موحد يقدمون الجزائريين إلى عدم الانتقال عن صحتهم و- المبادرة بإجراء الكشفت حتى يتسنى للمصاب التداوي، والتخليف من خطورة الإصابة، وقد سمعت الجمعية التي تأسست في 1998 إلى صفوفها زيادة على الأطباء والأخصائيين الثنائيين ممرضين تحذروا الداء، ومشقته، لتقلل تجاربهم للغير حتى لا يقعوا قيما وقموا فيه هم، و لتعمل أبرز ما تميزت القنود التي نشطتها أعضاء الجمعية بالمجلس الشعبي الولائي

بوهران هو التدخل الحرير لسيدة حامله لنا، الأبدن تحدثت بكل شجاعة عن ما يعالجه المرضي و رغم آلام المرضي إلا أن بظرة الناس و احكامهم المسبقة على المصابين هي من تقبل وليس هي، آخر مؤكدا أن هناك الفئات من المرضي من هم متحابا، يستل إليهم الفيروس، دعوى مرسمة مزواج، فلا يجب ان تقسو تقول السيدة علي هلال، و حسيديا أكد لنا ممثل الجمعية بأن هناك مشروعا لتنظيم قافلة متجوزت عدة ولايات تونسية و حتى الصحراوية لتفهم الفئات و الوصول إلى أقصى بقعة في الوطن لحماية شبابنا من الداء العبيث.

بوهران هو التدخل الحرير لسيدة حامله لنا، الأبدن تحدثت بكل شجاعة عن ما يعالجه المرضي و رغم آلام المرضي إلا أن بظرة الناس و احكامهم المسبقة على المصابين هي من تقبل وليس هي، آخر مؤكدا أن هناك الفئات من المرضي من هم متحابا، يستل إليهم الفيروس، دعوى

الخبر

EL KHABAR
الصدوق والمصادقية

العدد الرابع والعشرون / العدد

الطابق 102 رمضان 1435 هـ

وهران

جمعية الحماية من السيدا في حملة وقائية

من إدارة مؤسسة ترامواي وهران بأن شارك في الحملة عن طريق نشر الملصقات.

حملة للتبرع بالدم في حي البركي

تنظم جمعية القلب المفتوح لرعاية الأطفال المحاسبين بتشوهات في القلب يوم الجمعة القادم حملة للتبرع بالدم، لفائدة مرضى المستشفيات، وهذا على مستوى دار الشباب لحي البركي بواهران، بعد صلاة العشاء، وحضرت الجمعية هدايا وهزينة للمتبرعين بالدم، الذين سيحدون فريقا متخصصا تحت تصرفهم.

كما قامت الجمعية أول أمس بتوزيع مساعدات للأطفال الإهراقفة النازحين إلى وهران، في إطار النشاط التضامني لشهر رمضان.

وهران، ل. ب



المتان معشر العلاج تارتد في المدينة.

والتسي وعبد المجلس الشعبي الولائي لوههران بأن يتم نشرها في المدينة، كما تلقت الجمعية وعدا

• باشرت جمعية الحماية من السيدا حملة للتوعية من هذا الداء في أوساط سكان وهران، من خلال إشراك 35 فنانا وفنانة. وهي المبادرة التي تملها السيد عبد الحق كازي شاني رئيس المجلس الشعبي الولائي لوههران ووعدها بتقديم كل الدعم اللازم لإنجاح هذه الحملة كما يقول بوعلام أمين عضو في الجمعية. وتمثلت الحملة في إشراك الفنانين الوهرانيين في توعية نساء من ملبسات تحمل صورهم، للمواطنات نساء ورجالا شياتنا وكهولا من أجل القيام بتحليل الكشف عن السيدا، وهي عملية صارت ضرورية في كل مجتمعات العالم العصري. وقد وجدت الجمعية ترحابا كبيرا من الفنانين الذين تكفل مصور محترف بإنجاز الملصقات الـ 35.



Association de protection contre le Sida et une pléiade d'artistes Campagne de dépistage du H.I.V

L'Association de protection contre le Sida présidée par le professeur Tadj Eddine Abdelaziz, vient de lancer une campagne de dépistage du virus H.I.V.

Selon un de ses membres actifs, Entir Boualem, cette campagne vise essentiellement à inciter les jeunes Oranais à aller vers le centre de dépistage de l'association.

Cette dernière, dispose de deux unités de dépistage fixes à la rue Ho Chi Minh au centre-ville et à Case Gay. Elle a en outre une autre unité mobile de dépistage.

Toujours selon Entir Boualem qui active depuis plus de 10 ans dans cette association, l'opération de dépistage du virus H.I.V est volontaire, gratuite et anonyme. Les résultats des tests seront communiqués dans un délai relativement très court. Fait nouveau en Algérie, cette association pour faire passer son message parmi les jeunes et que l'impact soit maximum, a associé une pléiade d'artistes, comédiens, chanteurs, humoristes à sa campagne. Ces derniers ont posés sur une dizaine d'affiches qui demandent aux jeunes «Viens faire le dépistage» avec le numéro de téléphone de «Hal El-wikryak»: 041 33-34-97, l'adresse: 01, rue Ho Chi Minh centre-ville ainsi que le lien facebook : facebook.com/apcs31.

Notons que Mustapha Ghin Hak, HaKou Abdelkader de Toulal El Amyad ainsi que Bakhta, Rym Hakiki, Mis Algérie 2012, Kouder Barkane, Zitouni, Mohamed, Hamou, font partie de ceux qui ont prêté leur image pour cette louable initiative.

R.L



08 Le Quotidien d'Oran
Mercredi 09 juillet 2014

Lutte contre le sida

Les artistes s'impliquent

Une campagne de sensibilisation sur l'importance du dépistage du VIH sida est lancée depuis une semaine par l'association de protection contre le sida APCS (hak wikaya),

Mokhtarria Bensaad

Une campagne qui fait intervenir des stars de la chanson et de la comédie, connues à l'échelle nationale, pour mieux faire passer le message. Ils étaient très nombreux ces personnalités connues dans le monde du spectacle à répondre favorablement à l'appel de l'association pour ainsi contribuer à travers des spots publicitaires à mieux faire passer le message. Mustapha El Imoune de «Dila l'oudoud», la chanteuse Hym Haimi, cneb Heda, le chanteur Hady Maâzi, le musicien Kouider Bertiane, la chanteuse Souâd Bouali, le groupe rap Tix, la comédienne Dahira de «Toulati Amadjad» et bien d'autres stars se sont mobilisées dans cette lutte contre le VIH. Des affiches ont été réalisées avec ces personnalités sur lesquelles on peut lire «le sida nous concerne tous. Vens faire le dépistage au centre de dépistage volontaire situé à 1 rue Hô Chi Minh au centre-ville d'Oran».

Enfin Bassem, membre de cette association, organisateur de cette campagne, nous a expliqué que le but de ces



opérations est de toucher un large public et lui faire connaître les avantages d'un dépistage qui est anonyme, gratuit et sans aucun risque. Pour le président de l'APCS, le Dr Amir Tedjedjine, «le traitement existe actuellement et le sida n'est plus une maladie très grave. Il est considéré comme une maladie chronique comme toutes les autres pathologies. Il reste, cependant, que le sida est synonyme de stigmatisation et de discrimination dans notre société, ce qui représente un handicap pour les personnes vivant avec le VIH». Pour lutter contre ces mentalités, l'association mène des campagnes de sensibilisation loin des préjugés et des jugements avec le seul objectif de permettre une prise en charge des mala-

des dans les meilleures conditions et d'informer le grand public sur l'existence des traitements contre le sida.

Notons que 20.000 personnes ont été dépistées jusqu'à présent à l'échelle nationale, selon le Dr Tedjedjine, tandis que 6.000 personnes ont été appelées à être dépistées. Tous les efforts doivent être déployés pour convaincre la population à aller faire ces tests sans avoir peur d'être jugé ou rejeté, a souligné le président de l'APCS, qui estime que beaucoup reste à faire pour lutter contre cette maladie. En effet, le dernier rapport de l'ONU Sida, publié la semaine dernière, a considéré les pays arabes comme le mauvais élève, arguant qu'il n'y a pas une évolution favorable dans la lutte contre le sida dans ces pays.

الأصقة العربية

الإثنين 07 جويلية 2014 العدد 1700 الثمن 10 دج

مبادرة الشباب بوعلام أمتير تلقى استحسان الجميع جمعية الحماية من السيدا تطلق حملة للتحسيس والتوعية ضد الداء بمشاركة 35 فنان

أطلق الشباب الجامعي بوعلام أمتير عضو جمعية الحماية من السيدا بوهران، حملة تطلووعية بهدف التحسيس من مخاطر داء السيدا، بمشاركة عدد لا بأس به من نجوم الفن والرياضة على الصعيد الوطني.



للكشف عن الإصابة بالداء من عدمها، هو الكشف الطوعي، السري والسريع في نفس الوقت، بحيث يمكن إختراع أي شاب لعملية فحص، تضمن له المجانية والسرية التامة في الوقت نفسه، وهو المركز المنقل الوحيد عبر المستوى الوطني.

سعيد بودور

الحيث والذهنيات السائدة في المجتمع الجزائري، الذي لامتزال شريحة كبيرة ترفض الخضوع للفحوصات الخاصة بالداء... هذا وكشف عضو الجمعية القبة الإجتماعية الحماية من داء السيدا التي يرأسها البروفيسور ناج الدين عبدالعالي عن توفير الجمعية على مركز طبي منقل

حيث تمكن من الفناغ ما يزيد عن 35 فنان وعدد من الرياضيين ونجوم الفكاهة، للمشاركة في حملة دعائية مجالية، من خلال إعداد عدد من المصطفات والصور الإشهارية، ستشر وتعلق عبر القضاات الإشهارية بالشوارع الرئيسة لمدينة وهران والمطرات العمومية، وعلى واجهة محطات التراموي. الجامعي بوعلام أمتير صاحب المبادرة التي لقيت استحسان الجميع والتي ساهم فيها المجلس الشعبي الولائي ممثلا في لجنة الصحة، صرح أن المبادرة هذه تطلووعية للتحسيس والتوعية من مخاطر داء السيدا، ساهم له عدد من العتس على غرار المغنة ريم حقيقي، سعاد بوعلي، معطي الحاج، هواري صابر، الفكاهية بختة ومصطفى غير هالك، ولأعب مولودبة وهران السابق من عطلة وغيرهم، زيادة على تطوع مساهم آخر بالإستيدو وتصوير الحملة التحسيسية بالمجال، مضافا أن الهدف من هذا كذلك هو تجاوز المناسبات في توعية الناس بالمخاطر، وعدم الإقتصار على الفناغ سستمر فقط لتحديث عن تهديدات مرض السيدا، وكذا للتغلب على



RÉGIONS EST [SETIF](#)

Association des parents d'enfants infirmes moteurs d'origine cérébrale

L'accessibilité à l'ordre du jour

le 17.02.14 | 10h00

L'association des parents d'enfants infirmes moteurs d'origine cérébrale de Sétif (APIMC) a organisé mercredi dernier une journée d'étude sur «l'accessibilité des handicapés».

L'importante rencontre s'est tenue à la salle des réunions de l'APC de Sétif où de nombreux intervenants y ont pris part. La formation du corps enseignant à propos de la prise en charge de l'enfant handicapé, la sensibilisation, l'accessibilité des écoles, des crèches et des services de la wilaya par cette frange de la société sont les principaux points débattus lors de cette journée. Celle-ci a été rehaussée par la présence du directeur d'Handicap International Pinon Alexandre. Ce dernier a donné un aperçu sur les activités d'Handicap International en Algérie. Mme Chahih Rahima et Mr Hamadou Kamel ont quant à eux présenté un projet sur l'éducation inclusive de l'handicapé en Algérie. «L'accessibilité est un indice de développement de la société.

C'est une prise de conscience, on doit tous s'y mettre. Se déplacer, avoir accès aux services, à l'information, à l'école, au cinéma ou à l'hôpital au même titre que tous les citoyens est un droit fondamental», dira Kentache le président de l'APIMC, un homme qui ne baisse jamais les bras. «Nous proposons à l'occasion de cette journée un schéma d'accessibilité et pourquoi pas la création d'une commission communale et de wilaya d'accessibilité devant régler définitivement la question. Celle-ci est dans un premier temps appliquée à l'école Ketfi Smail qui été choisie comme école-pilote en accessibilité pour être suivie par cinq autres établissements». Notons par ailleurs que Sétif est pionnière en matière de formation de groupes auxiliaires de vie scolaire (AVS) sur initiation de APIMC.

Leïla Benani



El Watan - Dimanche 2 mars 2014 - 15

SANTÉ

MALADIES RARES

Pour l'accompagnement des orphelins de la santé

• Les spécialistes déplorent l'inexistence de structures adaptées pour la prise en charge des malades.



Chacune chaque année le 28 février, la Journée internationale des maladies rares sensibilise aux problèmes rencontrés par la communauté. Le thème retenu pour cette année est « Ensemble pour mieux accompagner les malades ». Les spécialistes appellent à la mise en place d'un laboratoire de référence des maladies orphelines qui puisse les dépister et les suivre, c'est l'une des recommandations de la journée de sensibilisation à Alger. Le professeur frémontoudan a exhorté les pouvoirs publics à mettre en place un laboratoire de référence, rappelant que le laboratoire de biochimie du CHU Mustapha est le seul établissement qui peenne en charge actuellement le dépistage des maladies rares en Algérie, ce qui empêche d'avoir des chiffres réels et un état des lieux de ces maladies. Le spécialiste, biochimiste au CHU Mustapha Pacha, a déclaré : « Il n'est pas une question d'argent, mais un problème de formation puisque il n'y a pas de personnel

formé pour prendre en charge ces pathologies ». Les participants à cette journée organisée par l'Association algérienne du syndrome de Williams et Beuren, ont relevé pour leur part « l'absence de structures adaptées pour la prise en charge de ces malades qui souffrent en silence. Le manque de structures spécialisées est un obstacle majeur dans la prise en charge médicale et sociale avec bien pour les services atteints que pour leurs parents et les professionnels de la santé, et ce, en dépit des efforts déployés par les autorités compétentes ». Il a été également souligné l'importance du dépistage précoce, nécessaire pour l'efficacité du traitement des malades atteints, mais aussi l'accompagnement indispensable à ces personnes. Une maladie est considérée comme rare si elle touche moins d'une personne sur 2000. A en juin près de 8000 maladies rares sont connues et cinq nouvelles autres sont identifiées chaque mois. En Algérie, seulement 200 maladies rares sont connues. *Djandou Koutra*



RÉGIONS KABYLIE [BEJAIA](#)

Chelata : le Conseil communal de jeunes installé

le 27.11.13 | 10h00

Le Conseil communal de jeunes (CCJ) de la commune de Chellata a été installé le 16 novembre dernier lors d'une cérémonie tenue à la salle de délibération du siège de l'APC, en présence des élus locaux, du chef de la daïra d'Akbou, des notables des villages et des représentants des associations culturelles et sportives. Au cours de cette réunion, les 13 membres, dont huit filles, que compte le CCJ ont élu Karima Chennit présidente de cet organisme juvénile. Participer à la gestion de la collectivité, représenter la jeunesse et apprendre les pratiques démocratiques et le débat contradictoire sont autant d'objectifs assignés à ces jeunes élus.

H. Aït El Djoudi



MERCREDI 02 JUILLET 2014

AKBOU À L'INITIATIVE DU CONSEIL COMMUNAL DES JEUNES

Des paniers à remplir au profit des familles démunies

Le conseil communal des jeunes de la commune d'Akbou a lancé, dimanche dernier, une très belle initiative au profit des familles démunies, à l'occasion de ce mois de Ramadhan. En effet, avec l'appui de l'association « Etoile Culturelle d'Akbou » et l'APC, une campagne de solidarité a été lancée depuis le premier jour du Ramadhan. Ainsi, des paniers sont déposés au niveau des superettes et points de vente de produits d'alimentation générale dans les quatre coins de la ville.

« C'est un simple geste qui peut permettre à des dizaines de familles, à faible revenu, de passer ce mois de Ramadhan dans de bonnes conditions », nous dit-on. Un appel a été, alors, lancé en direction de toutes les personnes voulant faire un geste de charité au profit de cette frange de la société. Les bénévoles peuvent, selon les initiateurs de cette action, acheter des produits alimentaires qu'ils mettront ensuite dans les paniers réservés à cet effet.

Menad. Challal



Par [Hafid Nait Slimane](#) | 13 Juillet 2014

AKBOU À L'INITIATIVE DU CONSEIL COMMUNAL DE JEUNES

Projections de films et de documentaires

Dans le cadre de leurs activités culturelles, le Conseil communal de jeunes et l'association Etoile culturelle, de la ville d'Akbou, organisent, depuis le 5 juillet et jusqu'au 23, des projections de films longs- et courts- métrages et divers documentaires et reportages, au niveau de la salle de cinéma de la ville. Les séances commencent à partir de 21h. Et durant toute cette dernière semaine, le public akbouzien s'est régalé d'un programme riche et varié. Il assista par exemple à la projection de plusieurs sketches de Kamel Abdat. Il put également découvrir ou redécouvrir "Le monde de Narnia", un film américain réalisé par Andrew Adamson, sorti le 8 décembre 2005. Il s'agit d'un monde imaginaire créé par l'auteur irlandais Clive Staples Lewis dans lequel se déroulent les histoires de sept romans fantastiques. Dans l'univers de Narnia, les animaux parlent, les bêtes mythiques abondent et la magie est chose courante. Une belle escapade donc pour les jeunes et les moins jeunes. Par ailleurs, "Adrar n'Baya" a été projeté dans la soirée d'avant-hier vendredi. C'est un film algérien d'expression kabyle réalisé par Azzedine Meddour et sorti en 1997.

Les dernières séances de ce programme ramadanesque auront donc lieu le 23 de ce mois de juillet. Le public sera convié à la projection d'un reportage sur "Timechret", réalisé par l'association étoile culturelle, trois jours avant le début du mois de Ramadhan, au village Felden dans la commune de Chellata. « Timechret » est une fête kabyle ancestrale. Un rituel qui a su perdurer dans la plupart des villages de la Kabylie. Appelé également "Louziaâ", il consiste en le sacrifice de bovins, pour permettre à tous les habitants du village de partager un même repas, quel que soit leur rang social.

Hafid Nait Slimane



Présence des femmes au parlement

“Petit à petit, les partis politiques se familiariseront avec la loi”

Par : Nadia Ait Zai

Trente pour cent de femmes à l'APN, nous ne pouvons qu'être pour, car cela a couronné 10 années de travail de plaidoyer, entrepris par le Ciddef, les militantes des partis politiques et le mouvement associatif auprès des pouvoirs publics afin d'atteindre cet objectif en 2012.

L'accès à l'exercice des pouvoirs ne peut se faire sans l'implication des femmes. Or, force est de constater la sous-représentation féminine en politique en Algérie. Malgré l'égalité en droits inscrite dans les différentes constitutions, malgré le droit de vote des femmes et leur éligibilité, le décalage entre le nombre d'élus hommes et le nombre d'élues femmes, pose problème. Les femmes sont présentes en force dans tous les secteurs, santé, éducation, fonction publique, sauf en nombre réduit en politique et dans les postes de décision. Le nombre de femmes présentes au Parlement a varié entre 3 et 7%, ce qui ne reflétait pas et ne traduisait pas l'égalité constitutionnelle. L'égalité des droits ne suffit pas, il faut s'efforcer d'atteindre une égalité de fait. En 2005, les pouvoirs publics, sensibles au plaidoyer entrepris par le Ciddef et ses partenaires, ont entrepris la ratification des conventions internationales, particulièrement celle relative aux droits politiques des femmes. Ce qui a permis au législateur en 2008 de procéder à une révision de la Constitution, introduisant l'article 31 bis affirmant les droits politiques des femmes. Le président de la République a déclaré que “la réforme de la Constitution permettra d'encourager plus de femmes à se lancer en politique”. Ce sera un pas de géant vers la fin de la discrimination, ouvrant sûrement le champ à un grand nombre de femmes qui ambitionnent d'embrasser la carrière politique.

La loi organique n°12-04 du 12 janvier 2012 relative aux partis politiques (JO du 15/01/2012) a été plus entreprenante en introduisant la référence aux femmes. Dorénavant, le rôle et les missions des partis seront de former et de préparer les élites, aptes à assumer des responsabilités publiques, à œuvrer à la consécration de l'action démocratique et de l'alternance au pouvoir et à la promotion des droits politiques de la femme (Art. 11). La loi fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues a permis l'arrivée de 147 femmes parlementaires sur 462 députés aux élections législatives du 10 mai 2012. L'arrivée de ces 147 femmes a dérangé de nombreux partis, il n'y a qu'à lire les réactions de certains d'entre eux.

Nous retiendrons que la loi et la volonté politique ont forcé les partis politiques à utiliser le mécanisme mis en place pour augmenter les chances de représentativité des femmes en politique. Néanmoins, petit à petit et sur impulsion des militantes, les partis politiques se familiariseront davantage avec la loi. Le rejet de la liste ne contenant pas les proportions exigées par la loi organique les amènera à mettre en place des mesures de type organisationnel, éducationnel ou logistique.



Samedi, 15 Mars 2014 09:50

Atelier de travail sur les femmes parlementaires

Nadia Aït Zaï : “Il faut savoir quoi dire aux journalistes”

Par : **Hafida Ameyar**

Quelles relations entre les médias et les femmes parlementaires ? Cette question était au cœur du débat, lors de l'atelier de travail organisé, hier, par le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Ciddef), à l'hôtel El- Biar (Alger), en direction des députées et quelques journalistes femmes. D'emblée, ces dernières ont défendu l'idée selon laquelle le ou la journaliste doit être “non pas un militant, mais critique et informateur”, en estimant que c'est là “la meilleure combinaison” pour permettre au Parlement et plus particulièrement aux femmes députées de bien jouer leur rôle. D'aucunes ont même fait part de l'existence de “la méfiance”, voire des “frictions”, entre les deux fonctions, invitant l'assistance à retenir “l'essentiel”, à savoir que le journaliste et la députée ont intérêt à collaborer, afin de donner “la meilleure image possible” du Parlement. D'autres, s'appuyant sur leur propre expérience, ont soutenu qu'il est possible, dans certains cas, de travailler ensemble “dans la confiance”. Concernant le travail des femmes au sein de l'APN, il a été reconnu que le rôle de ces dernières pouvait se révéler important, non seulement dans le processus d'harmonisation des textes juridiques et de contrôle de leur application, mais également dans la “prévention” contre les violences faites aux femmes et dans la

progression de “l'égalité des genres dans la législation”. Pour Nafissa Lehrèche, présidente de l'association FEC, qui a créé la radio web Voix de femmes, les femmes parlementaires, “en transcendant leurs différences politiques et idéologiques”, peuvent faire avancer le discours sur “l'égalité politique, l'emploi, les droits des femmes et les droits familiaux et conjugaux”.

Au cours du débat, des députées ont déploré “le parti pris politique” de certains médias et “l'image négative” qu'ils véhiculent de la femme parlementaire. “Nous voulons que les journalistes transmettent la vraie image de la femme députée, car nous ne sommes pas là pour faire un défilé de mode”, a souligné Saïda Bounab, députée FLN, invitant les journalistes à “accompagner des femmes députées dans leur travail”, pour mieux les connaître et apprendre d'elles.

“Il faut savoir quoi dire aux journalistes”, a résumé la directrice du Ciddef, Nadia Aït-Zaï. Selon elle, les députées doivent apprendre à dire “l'essentiel” aux médias, à se rapprocher des journalistes et à les tenir informés sur “les gros dossiers”.

H. A



Par [DDK](#) | 30 Novembre 2013 | 292 lecture(s)

LE PUBLIC DE LA
CINÉMATÈQUE D'ALGER
ÉTAIT SOUS LE CHARME,
AVANT-HIER

Première projection de documentaires de l'atelier Béjaïa Doc

Sept premières réalisations de jeunes documentaristes de l'atelier «Béjaïa Doc», ont été projetées, avant-hier, à la cinémathèque d'Alger, proposant autant de regards sur divers aspects de la société algérienne contemporaine et sur des préoccupations plus intimes de leurs auteurs. Fruits d'une année de stage avec une équipe de professionnels du documentaire et membres des associations Cinéma e

t mémoire (Algérie) et Kaina Cinéma (France), organisatrices de l'atelier, ces documentaires abordent des thèmes comme les enfants abandonnés à la naissance, la précarité chez les demandeurs d'emploi ou encore des questionnements de jeunes parents dans l'Algérie d'aujourd'hui. Ainsi, Asma Guergour a choisi de filmer dans «Yatim» (Orphelin), Mohammed-Chérif et Mounia, deux enfants nés sous x, en basant son propos sur le témoignage et les questionnements de ces derniers dans la construction de leurs personnalités d'adultes. Mené à la manière d'une interview journalistique, avec une esthétique très sobre, ce documentaire de 27 minutes met en lumière la «blessure» des protagonistes, confrontés au tabou social qui entoure les circonstances de leur naissance et de leur abandon, en insistant sur leur combat pour être reconnus en tant qu'individus à part entière. Dans un registre plus poétique, le couple Amel Blidi et Nabil Boubaker se sont mis en scène dans «Amek ara degurine wussan» (Demain sera un autre jour), un film

qui tente de cerner les interrogations de ces jeunes parents quant à leur propre avenir et à celui de leur fils. Avec un texte très littéraire et des images d'une grande beauté qui subliment des paysages d'Alger et de Kabylie, les réalisateurs ont choisi d'aborder ce sujet intime par le biais de séquences allusives et de propos suggestifs.

Razik Benallal a, pour sa part, privilégié la dérision en interrogeant dans «El hays amokrane» (La grande prison) des jeunes inscrits à l'Anem (Agence nationale de l'emploi) ou ayant bénéficié en partie d'un crédit Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes). Ces derniers évoquent avec humour, et non sans une certaine rancoeur, les obstacles bureaucratiques ou les difficultés avec des entreprises et des fournisseurs auxquels ils font face, un choix d'écriture qui a rehaussé le niveau du documentaire malgré des insuffisances techniques, ainsi que l'ont fait remarquer des spectateurs. D'autres réalisateurs à l'exemple de Nassim Aït Ahmed et Aïcha Messadia ont abordé les thèmes du deuil et de la folie à travers des histoires familiales ou des témoignages de personnes ayant séjourné dans des hôpitaux psychiatriques, successivement dans «Toujours présent» et «Menthol», projetés avec «Habit engouleuk» de Fatima Dridi et «Kouchet el djir» de Amine Boukraa. Sélectionnés sur la base d'un appel à candidature lancé en 2012 et qui a totalisé une cinquantaine de postulants, selon la responsable pédagogique de l'atelier, Habiba Djahnine, ces documentaristes débutants ont été encadrés dans les différentes étapes de réalisation (écriture, repérages, tournage et montage). Les sept documentaires seront, par ailleurs, projetés dans des cinémathèques et des ciné-clubs de différentes villes algériennes, ont indiqué les organisateurs sans donner plus de précisions. Créée en 2007, l'association Cinéma et Mémoire, présidée par la documentariste algérienne Habiba Djahnine, encadre, durant une année, six à huit stagiaires pour la réalisation d'un premier documentaire en «lien direct avec la vie et l'environnement» de l'auteur. Un coffret DVD réunissant les documentaires des précédentes éditions de l'atelier a été édité en 2012.



Projection des films de l'atelier de création documentaire "Béjaïa doc"

Questionnements et incertitudes

Par : Sara Kharfi



Le travail des sept stagiaires documentaristes a donné un aperçu sur notre société, où il ne fait pas toujours bon vivre, et surtout sur diverses interrogations, notamment sur le deuil, l'aliénation mentale, l'inquiétude parentale, l'abandon, et la difficulté d'exister. Ce qui est remarquable est cette intelligence du spectateur qui est toujours sollicitée, et ce regard inquiet, sans concession, et très tendre sur l'Algérie et les Algériens.

Sept films issus de la cinquième promotion – Béjaïa Doc – de l'Atelier de création documentaire ont été projetés, jeudi dernier, à la Cinémathèque d'Alger. Initié par les associations Cinéma et Mémoire et Kaïna Cinéma, cet atelier bénéficie du soutien de la Cinémathèque algérienne, PCPA (Programme concentré Pluri Acteurs) Joussour, CCFD-Terre solidaire, Arte (Direction des Affaires internationales/Arte France), PRA/OSIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations). Sept documentaires, réalisés par des jeunes qui s'essayaient au format pour la première fois, et qui ont bénéficié d'un encadrement d'une année dans les différentes phases de création (écriture, tournage, montage, etc.), de la part de Habiba Djahnine (responsable pédagogique, réalisatrice, formatrice et présidente de l'association Cinéma et Mémoire), d'Anne-

Marie Faux (réalisatrice), Tahar Kessi (chef opérateur, réalisateur), et Moncef Taleb (ingénieur du son), ont été présentés pour la première fois.

Outre la valeur testimoniale de ces films, on peut y voir également un réel travail d'écriture et un regard sur la société, bien que l'idée de ces films démarre toujours d'un questionnement personnel, sur différents thèmes et sujets, qui sont libres.

Le travail des sept stagiaires documentaristes a donné un aperçu sur notre société, où il ne fait pas toujours bon vivre, et surtout sur diverses interrogations, notamment sur le deuil, l'aliénation mentale, l'inquiétude parentale, la difficulté d'exister dans la ville, etc. Ce qui est remarquable est cette intelligence du spectateur qui est toujours sollicitée, et ce regard inquiet, sans concession et très tendre sur l'Algérie et les Algériens, mais tout en posant des problèmes de fond.

"Yatime" d'Asma Guergour

Être né sous x en Algérie n'est pas uniquement une blessure profonde et intime, c'est aussi un parcours du combattant pour exister en tant qu'individu à part entière, entre préjugés, difficultés administratives et rejet de la part de la société. Et puis il y a cette question qui hante, qui torture : qui suis-je ? Travaillant sur la base de deux témoignages, ceux de Mounia et de Mohamed-Chérif, Asma Guergour réussit à transmettre dans Yatime où se dessine en filigrane et dans les propos des informateurs toute l'hypocrisie d'une société qui n'a quasi aucun regard bien veillant envers les orphelins, toute leur détresse.

"El-Havs amokrane" de Razik Benallal

El-Havs amokrane (la grande prison) de Razik Benallal, et contrairement à ce que l'on pourrait le croire –et comme le titre du documentaire le suggère– ce n'est pas dans l'univers carcéral qu'il nous introduit, mais dans un atelier à Seddouk (Béjaïa), où quatre jeunes inscrits à l'Anem (Agence nationale de l'emploi) ayant entrepris des démarches pour l'Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes), racontent les déboires administratifs et les obstacles qui se dressent devant à eux. Tournant les situations en dérision et préférant en rire, ces jeunes, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, sont dans une prison à ciel ouvert, sans aucune perspective, sinon celle de vivre au jour le jour et de rêver d'une vie meilleure (ailleurs ?). Superbe idée de Razik Benallal !

“Amek ara degrine wussan” de Nabil Boubekeur et Amel Blidi

Tourné à Alger, Sidi Kada (Mascara) et Melbou (Béjaïa), le documentaire Amek ara degrine wussan (demain sera un autre jour) est construit autour du questionnement de jeunes parents quant à l’avenir de leur enfant.

Nabil Boubekeur et Amel Blidi s’adressent à leur fils, avec un film suggestif, porté par de belles images, et font part de leur inquiétude. Ils voyagent et cherchent du réconfort auprès des ancêtres, dans les lieux de leur enfance ou de leurs origines. Nabil Boubekeur et Amel Blidi racontent et se racontent, avec un texte (en voix off), qui laisse entrevoir une certaine peur de l’avenir et de l’inconnu surtout, qui devient doublement forte et féroce lorsqu’on est parent.

“Menthol” de Aïcha Messadia

Aïcha Messadia s’intéresse dans Menthol à l’aliénation mentale. Démarrant d’un questionnement personnel et d’un souvenir assez intime, Aïcha Messadia a travaillé sur la base de quatre témoignages, de personnes ayant séjourné dans un hôpital psychiatrique. Dans les propos des intervenants, on découvre l’isolement des personnes atteintes de maladies mentales et le regard de la société qui les stigmatise. Certains ont également évoqué les mauvais traitements de la part du personnel médical. Menthol crée toutefois un malaise chez le spectateur, parce qu’il semble conditionner par les témoignages et non pas le propos de la réalisatrice, mais il permet tout de même de donner la parole à des personnes qu’on a tendance à rejeter ou à oublier.

“Toujours présent” de Nassim Aït Ahmed

Nassim Aït Ahmed part à la recherche de la trace, dans Toujours présent. Il questionne sa famille (sa mère, sa sœur, son frère), mais aussi les amis de son père disparu, pour le (re) trouver, pour sculpter ses traits et dessiner son portrait. Père, époux, militant, cet homme hante le souvenir de Nassim Aït Ahmed, qui fait le portrait de son père, et qui réussit à travers ce travail-là à faire le deuil, et à mieux comprendre quel a été l’homme. L’homme qu’on réussit à entrevoir est bon, intelligent, discret, avec un grand sens de l’humour, et qui a inculqué beaucoup de valeurs à ses enfants.

“Habit n’goulek” de Fatima Dridi

Fatima Dridi s’interroge dans Habit N’goulek (je voudrais te dire) sur la difficulté d’exister dans une ville comme Alger, surtout lorsqu’on est une femme. Elle raconte son expérience personnelle au volant, puis collecte le témoignage de deux femmes qui conduisent à Alger.

Celles-ci évoquent leurs déboires au quotidien en voiture, les hommes algérois, et leur vie dans la ville.

Cheb Hasni est également sollicité pour expliquer le rapport des hommes aux femmes, puisque sa musique agrmente quelques scènes du film.

La question “qui suis-je” se décline, dans Habit n’goulek, sous différentes formes, et être une femme en est sa réponse, mais comment être une femme dans Alger ? Une femme qui cherche à être traitée d’égal à égal avec les hommes est une autre histoire...

“Kouchet El-Djir” d’Amine Boukraa

Amine Boukraa nous introduit dans son remarquable documentaire dans un quartier à Oran, Kouchet El-Djir, un bidonville habité par des gens pleins de dignité qui rêvent d’un avenir meilleur, mais qui essayent de vivre et de célébrer la vie coûte que coûte.

Les témoignages des habitants de ce quartier, des marginaux que la “ville” a oubliés mais qui participent à sa rumeur, notamment le gérant d’un café, une troupe de musique bédoui, et un jeune homme qui gagne sa vie comme il peut, révèlent une incroyable énergie, une envie d’être et d’exister, et une fierté qui laisse à la fois méditatif et admiratif. Amine Boukraa n’a porté aucun jugement (ni bon ni mauvais) sur les habitants de ce quartier, il leur a donné la parole, et s’est immergé dans “leur” monde, pour nous le montrer tel qu’il est vraiment. Un monde dur, impitoyable. Une organisation sociale à part à l’intérieur même de la société. Kouchet El-Djir est un magnifique documentaire, très lucide, qui bouscule les certitudes du spectateur.

S. K

El Watan.com

A LA UNE CULTURE

Projection de sept films documentaires à la Cinémathèque d'Alger

Des visions différentes... et des aspirations communes

le 01.12.13 | 10h00



© D. R.

La Cinémathèque d'Alger a accueilli, jeudi dernier, la projection de sept films documentaires réalisés dans le cadre de la projection de l'atelier de création de films documentaires Béjaïa DOC. Cet atelier a été initié par Kaïna Cinéma et Cinéma et Mémoire.

En dépit du temps pluvieux, le public est venu nombreux découvrir la journée de cette cinquième édition. Une édition 2013 qui a permis de lever le voile sur le travail mitigé de sept stagiaires documentaristes. Ces derniers se sont attelés, durant une année, à peaufiner leur documentaire, prenant en considération les délais en matière d'écriture, de tournage et de montage. Ils ont été encadrés par la responsable pédagogique et présidente de l'association Cinéma et Mémoire, Habiba Djehnine, du réalisateur, monteur et chef opérateur Tahar Kessi, de la réalisatrice Anne Marie Faux, et de l'ingénieur du son Moncef Taleb.

Dans un discours introductif, Habiba Djehnine a indiqué qu'une soixantaine de candidats ont postulé à cet atelier, mais seulement sept personnes ont été retenues. Les sept documentaristes ont ainsi livré des émotions plurielles à travers des tranches de vie différentes, ponctuées d'interrogations communes. Au gré des angles de tournage, la caméra a zoomé sur des situations pathétiques et parlantes à la fois. Le coup d'envoi de la séance des projections a été donné avec le documentaire Yatim (L'orphelin), signé par Asma Gergour. D'une durée de 28 minutes, Yatim pointe du doigt le problème épineux des enfants nés sous x. Tourné à Annaba, Akbou, Alger et Annaba, deux personnages, Mounia et Mohamed Cherif, livrent à cœur ouvert leur drame. Mounia a été adoptée bébé, alors que Mohamed Cherif est le fruit d'un viol collectif sur une mineure de 14 ans.

Le documentaire d'Amine Boukraâ, Kouchet El Djir, est un hymne à la joie. Dans un douar perdu à Oran, un homme s'adonne à son instrument de prédilection, «la gasba». Si les avis sont partagés concernant la qualité des documentaires en question, il n'en demeure pas moins qu'ils seront projetés à travers le réseau national des cinémathèques ainsi que les différents Centres culturels français. De même que des copies seront envoyées aux différents festivals pour une éventuelle sélection.

Dans une narration des plus poignantes, ils racontent comment ils ont découvert leur filiation, tout en n'omettant pas de mettre l'accent sur les difficultés pour obtenir une carte d'identité ou encore la nationalité algérienne. Le deuxième documentaire proposé est celui de Razik Benallal intitulé El Havs Amokrane (La grande prison).

Vingt-six minutes auront suffi à trois comparses de discuter, à l'intérieur d'un garage à bâtons rompus sur les problèmes rencontrés au quotidien. Ils évoquent dans un discours des plus hilarants leur malvie. Si l'un estime que l'ANEM est synonyme de lenteurs administratives et de tracasseries diverses se soldant par le diabète et l'anémie, le deuxième protagoniste est convaincu que l'Etat est la résultante d'un héritage.

Autre documentaire diffusé, celui d'Amel Bliidi et de Nabil Boubekour, Amek araâ degrine wussan (Demain est un autre jour). Ce couple a voulu laisser un genre de legs à leur fils Yanis, âgé tout juste de trois ans. Un voyage initiatique est proposé à travers le village natal de Nabil à Melbou, Béjaïa, et au mausolée de Sidi Kada à Mascara, d'où est originaire Amel. D'autres séquences illustratives mettent en exergue les plans de sortie en famille, notamment à la plage, à la place des Martyrs ou encore à la forêt. Bien que le petit ange Yanis apporte de la gaieté dans la vie de tous les jours, les parents ne peuvent s'empêcher de s'inquiéter sur l'avenir de leur fils.

Aïcha Messaïa a choisi, quant à elle, de proposer un documentaire de 23 minutes au titre Menthol. Elle convoque deux personnes pour parler de la dépression nerveuse. Nassim Aït Ahmed a opté pour filmer sa mère et sa sœur dans le salon familial, tout

en ne manquant pas d'aller à la rencontre des anciens compagnons de son père. Habit N'goulek (Je voudrais te dire), de Fatima Dridi, laisse entrevoir à travers l'entremise de la ville d'Alger le parcours de plusieurs personnages au destin différent : façon singulière de revenir sur la malvie de plus d'un. Le documentaire d'Amine Boukraâ, Kouchet El Djir, est un hymne à la joie. Dans un douar perdu à Oran, un homme s'adonne à son instrument de prédilection, «la gasba». Si les avis sont partagés concernant la qualité des documentaires en question, il n'en demeure pas moins qu'ils seront projetés à travers le réseau national des cinémathèques ainsi que les différents Centres culturels français. De même que des copies seront envoyées aux différents festivals pour une éventuelle sélection.

Nacima Chabani

Haizer (Bouira)

Une waâda pour la clôture du Festival de montagne

Par | Hafidh Bessaoud



Une grandiose waâda a été offerte la semaine dernière pour clore le Festival de montagne organisé par l'association Mimouna de Haizer sur le site du même nom, culminant à près de 1200 m d'altitude. Un festival thématique concentré sur le développement de la commune et de la région.

D'après M. Hocine Ferri rencontré sur place, de nombreuses activités se sont déroulées tout au long du programme. "Beaucoup d'activités ont été programmées comme les sports de montagne, mais nous avons également opté pour la réhabilitation de la waâda après une absence d'une dizaine d'années. Nous essayons d'associer tous le monde à ce moment de solidarité et de partage. Pour cette 4e édition, on a voulu suivre la thématique du développement de la commune. Pour cela, nous avons opté pour un

atelier de réflexion afin de promouvoir cette zone touristique et évaluer son potentiel pour une meilleure prise en charge du développement axée sur le développement durable et la gestion de l'eau. Vous savez que la gestion de l'eau potable est devenue un problème mondial. On essaye aussi de sensibiliser les gens à l'utilisation des énergies renouvelables comme l'énergie solaire, les éoliennes, les chauffe-eau solaires pour diminuer un peu les gaz à effet de serre. Notre réflexion porte aussi sur le réchauffement climatique et son impact sur la région. On sensibilise également les gens sur la protection du patrimoine. Le patrimoine, c'est aussi la protection de la nature et de l'environnement ainsi que la réhabilitation des pratiques ancestrales. Nous avons également organisé le concours du village le plus propre. Trois villages ont pris part à ce concours et cela montre que les gens sont encouragés à prendre de telles initiatives. Avec le concours de l'APC qui s'engage à faire le ramassage des ordures de ce village, le plus propre, et nous au niveau de l'association Mimouna, nous allons acheter des bacs à ordures pour qu'il n'y ait plus de décharges sauvages dans ce village. Étant donné que la population a massivement adhéré à cette démarche citoyenne, il faut que cette campagne s'inscrive dans la durée. Il est impératif que l'action soit pérenne". Au cours de la clôture de ce festival, il y a eu une remise des prix pour les participants aux activités sportives qui se sont déroulées durant ce programme.

"Nous avons lancé une nouvelle activité sportive avec une course de kayak au harrage de Tâesdit. C'est une première, nous l'avons fait en collaboration avec la Ligue d'Alger d'aviron et de kayak et malgré le peu de moyens financiers dont nous disposons, nous avons acheté de petits kayaks fabriqués ici en Algérie pour lancer cette activité qui a pu se concrétiser grâce à l'Agence nationale des barrages, en collaboration avec la DJE. Nous avons investi des moyens humains et matériels pour la formation d'encadreurs et une vingtaine de jeunes ont pu ainsi prendre part à cette activité".

Des jeunes prendront sûrement l'initiative de lancer la section de kayak à Bouira. Ce festival avec ses retombées économiques a réussi le pari de contribuer à l'essor de la région.

De nombreux commerçants, des transporteurs, des restaurateurs ont pu ainsi le temps de ce festival avoir l'occasion d'augmenter leur chiffre d'affaires. Une pratique qui s'inscrit, selon les organisateurs de ce festival, dans une dynamique pour aller vers un tourisme solidaire sur ce site pittoresque et féerique.

D'autant plus que l'APC de Haizer affirme vouloir miser sur l'essor du tourisme de montagne en sponsorisant ce genre d'activités bénéfiques au développement local.

H. B

Démocratie et état de droit La société civile algérienne en mouvement

le 03.07.13 | 10h00

El Watan



Que retenir de la conférence-débat intitulée «Algérie : la société civile face au pouvoir politique», alors que l'Algérie est dans l'expectative depuis la longue absence du président Bouteflika pour des soins en France et que le Monde arabe est au centre de mouvements populaires démocratiques ? La société civile algérienne est-elle en marge de cette dynamique ? La question a été au centre de la rencontre organisée en ouverture, lundi, du 4e Forum international des collectivités locales, par Cités-unies-France au Palais des congrès de Paris.

Paris.

De notre correspondante

La société civile algérienne et le mouvement associatif en tant que partenaires sociaux et acteurs de la coopération internationale décentralisée en ont-ils fini avec la figuration et la marginalisation ?

Il a été fait état d'une société civile pas encore professionnalisée mais très motivée et engagée. «La société civile est un facteur d'ouverture, une voie de changement, ce changement nous le voulons dans le calme, le dialogue, la concertation. Jusqu'où cette ouverture va-t-elle aller ?», s'est ainsi interrogé Abderrahmane Arar, président du Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant et coordinateur du programme Joussour.

L'échange, dense, entre les orateurs de la conférence-débat, en l'occurrence Abderrahmane Arar, l'historien Benjamin Stora, Georges Morin, président du groupe pays Algérie de Cités-unies-France et le directeur d'El Watan, Omar Belhouchet, et la salle, a couvert un éventail de thématiques dont nous reprenons les principales séquences.

Après avoir souligné l'émergence relativement récente du mouvement associatif algérien, Georges Morin, modérateur de la conférence-débat, donne le ton en lançant : «On va parler vrai.

L'Algérien donne l'impression, d'une part, de ne plus croire en aucune idéologie, d'autre part, qu'il se replie sur lui-même et sa famille pour avoir trop souffert, mais entre les deux positions, qu'il s'implique de plus en plus dans la vie de son quartier, de son environnement, qu'il retrouve la fibre collective grâce à un projet de proximité. On observe aussi un dégel apparent des pouvoirs publics et dans le même temps une nouvelle loi sur les associations est promulguée.»

Abderrahmane Arar rappelle que la société civile algérienne est passée par plusieurs étapes douloureuses qui ont entravé son épanouissement. Et de noter que toutefois, depuis les années 2000, il y a «une bonne dynamique entre la société civile et ses partenaires». Il précise que le démarrage du programme Joussour (80 associations algériennes et plus de 40 associations françaises) qui concerne un enjeu important (22 millions d'enfants et de jeunes) n'a pas été facile, du fait d'un doute et d'une méfiance dès qu'il s'agit de coopération internationale. «On a accepté ce programme pour le savoir-faire qu'il nous apporte, parce qu'on voulait un partenariat inclusif, notre finalité est de contribuer à l'amélioration de la situation, de notre environnement».

A partir de ce programme, d'autres réseaux s'installèrent. Georges Morin, pionnier de la coopération décentralisée algéro-française, observe que de plus en plus de walis, de responsables d'administrations publiques à l'échelon local, mais aussi national s'ouvrent à cette coopération.



CUF - Cités Unies France - 14/11/2013 09:14:29



Le typhon Haiyan a frappé les Philippines laissant dans son sillage des milliers de victimes : 10 000 personnes seraient décédées selon les premiers chiffres sur place, la zone touchée dans le centre du pays demeure difficile d'accès et les populations affectées sont dépourvues de l'essentiel. Sans eau potable, nourriture, abris ou soins, les victimes de la catastrophe ont besoin d'une aide humanitaire urgente, qui commence à arriver.

L'ampleur de la catastrophe est telle que Cites Unies France, à la demande de certains de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence pour apporter une aide dans la phase de réhabilitation des villes et des services publics détruits. Cela en collaboration avec les collectivités concernées.

Un compte pour le fonds Solidarité avec les Philippines a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel. Cela se fait doré et déjà en liaison avec le secrétariat mondial de l'organisation mondiale des collectivités (CGLU) ainsi que sa section régionale Asie-Pacifique ASPAC qui se sont mobilisées et ont lancé un appel mondial à la solidarité.

Nos partenaires présents sur place, notamment la ligue des villes des Philippines, nous font état d'une situation d'une gravité peu commune. Selon les règles fixées par le Bureau Exécutif de Cites Unies France, la gestion de ce fonds se fera par un comité conjoint des donateurs.

Pour toute information complémentaire et pour participer à cette initiative vous pouvez contacter Cites Unies France, Simone GIOVETTI, e-mail: s.giovetti@cites-unies-France.org - Tel.: 01 53 41 81 87



POLITIQUE

Amichia François échange avec une délégation de cités unies France (CUF)

Publié le mardi 10 décembre 2013 | Mairie de Treichville



© Autre presse par DR

Amichia François échange avec une délégation de cités unies France (CUF)

Lundi 09 décembre 2013. Abidjan.

Le maire de la commune de Treichville, François Albert Amichia par ailleurs président du conseil des collectivités territoriales (CCT) de l'espace UEMOA a reçu en audience, une délégation du CUF (cités unies France) de passage en Côte d'Ivoire.

La délégation était conduite par Bertrand Gallet, Directeur général de Cités Unies France chef de délégation qui était accompagné de Jérôme Notebaert, directeur de cabinet du président du (CUF) et de Christophe Peyron conseiller technique du ministre ivoirien de l'intérieur

Les échanges ont porté essentiellement sur 2 points : la coopération décentralisée entre les communes françaises et ivoiriennes et la coopération transfrontalière.

Pour le directeur général de cités unies France, il est temps de passer à un stade supérieur en redynamisant l'action des collectivités Françaises en Côte d'Ivoire.

Des communes comme Bordeaux et Nice pourrait apporter leur expertise à celle de notre pays.

Le président du CCT de l'UEMOA s'est dit heureux de la poursuite de la coopération entre la France et la Côte d'Ivoire dans le domaine de coopération décentralisée surtout sur le plan de l'appui aux faïtières en souhaitant que les contacts pris par les maires et présidents des régions se fassent dans un cadre plus structurel.

"Le CCT de l'UEMOA serait prêt à accompagner toute initiative visant à améliorer la coopération transfrontalière sous régionale et à impulser une nouvelle dynamique dans ce domaine" a conclu François Albert Amichia



AGENCE NEWS Press
diffuse l'information des institutions publiques
et des entreprises privées

Cités Unies France : Ouverture du fonds : « Urgence GAZA »

CUF - Cités Unies France - 09/08/2014 15:12:31

Une fois de plus le Proche-Orient est à feu et à sang.

Le 8 juillet 2014, l'armée israélienne a lancé l'opération «bordure protectrice ».

Depuis le 17 juillet, en plus des phases de bombardements régulières, une offensive israélienne terrestre dans la bande de Gaza est en cours. Le bilan est lourd en termes de vies humaines : plus de 800 morts Palestiniens dont une large majorité sont des civils et plus de 5200 blessés, selon le ministère de la santé à Gaza. Près de 30 soldats et deux civils israéliens ont trouvé la mort. Alors que l'opération militaire israélienne se poursuit les dégâts matériels sont déjà très lourds. Le nombre des palestiniens déplacés et sans abris dépasse les 100.000 personnes. Ces réfugiés n'ont nul part où aller puisque, depuis 2006, Gaza est assiégé et la population est enfermée. Les besoins d'urgence en termes d'accès à l'eau et aux soins sont déjà énormes.

Nous lançons un appel à la fin de toutes les hostilités. Le blocus de la bande de Gaza doit être levé et l'accès plein et entier à ce territoire garanti, en particulier pour l'accès humanitaire et médical. Parvenir jusqu'aux populations civiles et aux victimes est une obligation imposée par le droit international.

Pour ce qui les concerne, Cités Unies France et le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine ont décidé de l'ouverture d'un fonds d'urgence au titre de l'aide humanitaire et pour la réhabilitation : « Urgence Gaza ». Ce fonds permettra de mettre en place une action d'aide concertée des collectivités en direction de leurs homologues palestiniens. Un compte bancaire « urgence Gaza » a été ouvert à ce propos. Selon les règles fixées par le Bureau Exécutif de Cités Unies France, la gestion de ce fonds se fera par un comité conjoint de donateurs.

http://www.newspress.fr/Communique_FR_280992_2397.aspx



Bulletin d'information DUE

http://eeas.europa.eu/delegations/algeria/press_corner/all_news/news/2014/missionest_fr.htm

Visite du CDD dans les wilayas de batna, biskra et BBA (27/05/2014)



Monsieur Marek Skolil, Ambassadeur/Chef de la Délégation de l'Union européenne en Algérie effectue actuellement une mission de trois jours dans l'est du pays.

L'équipe de la Délégation a effectué une première escale le dimanche 25 mai à Bordj Bou Arreridj, où ils ont **rencontré l'association de Solidarité et de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion El Gaith**, qui bénéficie actuellement d'un financement européen pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités du réseau associatif de développement communautaire et rural de la wilaya. Monsieur Marek Skolil, a également été reçu par Mr Mechri Azeddine, Wali de Bordj Bou Arreridj.

Le lundi 26 mai, Monsieur Marek Skolil a visité le tombeau d'Imedghassen et le site romain de Timgad en compagnie de l'association les amis d'Imedghassen et l'équipe du nouveau programme 'Patrimoine'. Le programme 'Patrimoine' qui a démarré en Avril 2014 pour un montant de 24 millions d'EUR a pour objectif d'accompagner les autorités nationales, et en premier lieu le Ministère de la Culture, dans la prise en compte grandissante du patrimoine culturel comme outil de développement économique et humain, le programme prévoit notamment d'intervenir physiquement sur le site d'Imedghassen.

L'après-midi Monsieur Marek Skolil, a rendu une visite de courtoisie au wali de Batna M. El Hocine Mazouz. Il a également eu l'occasion de rencontrer l'association Baténienne contre les myopathies qui bénéficie de financement européen dans le cadre d'un projet de création de réseau d'associations de myopathes en Algérie.

La visite se conclue le mardi 27 mai à Biskra où Monsieur Marek Skolil, dans le cadre du programme Tempus IV sur l'enseignement supérieur a rencontré le recteur de l'Université de Biskra Prof. Selatnia Belkacem et ses étudiants. L'après-midi est consacré à la visite d'une palmeraie et une rencontre avec M. Messaoud Djari, wali de Biskra.

Le Kremlin-Bicêtre, une «petite Algérie» au cœur de Paris

Par Abdou Semmar | juillet 30, 2014



C'est une ville qui s'appelle le Kremlin-Bicêtre. Non, ce n'est pas une ville russe contrairement à ce que laisse penser, de prime abord, son nom. C'est une ville bel et bien française. En plus, une ville parisienne située juste à côté de Paris. Une petite ville de banlieue de 26 mille habitants qui entretient une relation très forte avec l'Algérie. Et pour cause ! Ici, au Kremlin-Bicêtre, les ressortissants algériens ont recréé une véritable «petite Algérie». Et à la mairie de cette petite ville française, les élus assument pleinement ce métissage culturel et cette forte présence algérienne. Voyage dans cette «petite Algérie» située au cœur de Paris.

Djmawi Africa. Jusqu'au 12 juillet dernier, presque aucun habitant du Kremlin-Bicêtre n'a entendu parler de ce jeune groupe de musique algérien qui puise dans le terroir africain du patrimoine algérien son inspiration pour chanter le quotidien de la jeunesse algérienne. Mais le 12 juillet dernier, en plein Ramadhan, Djamil, Abdou et les autres membres de ce groupe se sont invités au Parc Pinel, un joli parc situé au centre-ville du Kremlin-Bicêtre. Dans ce lieu qui incarne une précieuse bouffée d'air frais dans cette ville très fréquentée par les automobilistes parisiens mais qui manque cruellement d'espaces verts pour faire face à la pollution routinière, les jeunes musiciens algériens ont mis «une ambiance de folie». Les chansons algériennes les plus célèbres ont été entonnées face à un public endiablé qui a savouré une dose d'adrénaline venue tout droit des quartiers chauds d'Alger. Et ce public n'était guère composé que de jeunes franco-algériens ! Des «Geneviève» s'étaient également déplacées jusqu'au parc pour découvrir cette autre facette de l'Algérie. Cette musique Gnawi, sahraouie mélangée au Reggae, le Raï et le Chaâbi a charmé les esprits et elle a, surtout, réuni toutes les franges de cette ville.

Des jeunes d'origine algérienne ou français «de souche» en passant par les personnes âgées jusqu'aux familles issues des mariages mixtes, ce concert organisé par la Mairie du Kremlin-Bicêtre a finalement révélé la véritable identité plurielle de cette ville française. Organisé dans le cadre de toute une semaine algérienne prévue à l'occasion des «Estivales Kremlinoises» qui reviennent chaque année pendant les mois de juillet et août, ce concert a aussi révélé tout le poids de la communauté algérienne dans cette petite ville de la banlieue parisienne. Une communauté qui a largement bénéficié cette année de ces animations estivales programmées par les autorités de cette leur ville dans le cadre de leur politique de

loisir. Concert de musique, projection cinéma, ateliers pour les enfants animés par des animateurs venus de Bordj Bou Arreridj, à l'est d'Alger, les Algériens du Kremlin-Bicêtre ont été les premiers à bénéficier de cette ouverture vis-à-vis de leur pays d'origine. Des origines qui sont assumées partout au Kremlin-Bicêtre ou le KB comme disent affectueusement les jeunes habitants.

«Ici les bars et les cafés sont presque tous tenus par des Kabyles. Plusieurs algériens possèdent également des magasins. De nombreux algériens sont propriétaires d'appartements dans cette ville qui a l'avantage d'être très proche de Paris. Il suffit juste de prendre la ligne 7 du métro parisien pour rentrer ou sortir du KB. L'aéroport Orly n'est pas loin, la Place d'Italie est située juste à côté. Un coin vraiment stratégique et les Algériens ont compris cela», témoigne Salim, un jeune algérien de 28 ans qui vit au «KB» depuis bientôt 5 ans. Ce compatriote se plaît bien dans cette petite ville où il ne se sent jamais dépaysé. «Ici le Ramadhan, c'est presque comme au pays», ajoute notre interlocuteur. Et pour nous convaincre, Salim n'a pas hésité à nous faire découvrir Le Trésor Sucré. Cette pâtisserie orientale est très célèbre à Paris. Tous les gâteaux algériens sont préparés avec soin et délicatesse. De la Baklawa en passant par le tcharak jusqu'au Kalb Elouz et El-Mechouak, toute la pâtisserie algérienne sans sa grande diversité est exposée à la vente. Des délicieuses pâtisseries en formes si diverses mais dessinées avec élégance enchantent chaque jour des clients qui parcourent tout Paris pour les acheter. La finesse en saveur et la pâte si fine a fait la légende de ces gâteaux algériens. Et le Ramadhan, on se bouscule dès les premières heures de la journée aux portes du Trésor Sucré pour faire ses emplettes. Le rush est si important, et impressionnant, que le gérant des lieux mobilise un petit service d'ordre avant que la queue soit réellement respectée pour que personne ne viole le tour de l'autre.

«Je suis installé ici depuis 21 ans. Notre boutique est devenue référence dans tout Paris grâce à notre travail acharné. Nous avons voulu dès le début montrer le meilleur de notre culture et patrimoine avec des gâteaux délicieux et excellents. Et nous avons réussi parce que dans cette petite ville, une importante communauté algérienne nous a encouragés aussi», nous confie Ali Djellal, le gérant du Trésor Sucré. Comme beaucoup d'habitants d'origine algérienne de cette ville française, il est originaire de Mostaganem, à l'ouest du pays, tout près d'Oran. «Mostaganem et Oran sont les deux régions algériennes les plus représentées au Kremlin Bicêtre. Presque tout le monde se connaît. Nous faisons de notre mieux pour donner une bonne image de l'Algérie à nos voisins et amis français», explique encore Ali dont les gâteaux sont minutieusement préparés dans un laboratoire bien équipé et géré par toute une équipe de pâtissiers formés et connaisseurs des saveurs algériennes.

Des saveurs qu'on retrouve, par ailleurs, dans d'autres lieux comme les boucheries hallal de la ville, les restaurants kabyles ou les épiceries traditionnelles algériennes. Et pour bien mettre en relief cette présence algérienne, à la mairie du Kremlin-Bicêtre, toute une politique de coopération internationale avec l'Algérie a été développée. «Les familles franco-algériennes ou françaises d'origine algérienne ont façonné l'histoire de notre ville et ont beaucoup apporté à la culture locale du Kremlin-Bicêtre», reconnaît à ce propos Marie Phliponeau, responsable de la Mission coopération internationale de la Ville du Kremlin-Bicêtre.



«En 2010, nous avons ouvert la mission de coopération internationale. L'Algérie était un partenaire identifié au regard des relations de la population du Kremlin-Bicêtre avec ce pays», explique encore notre interlocutrice qui a été à l'origine de l'organisation de la semaine algérienne en juillet qui a coïncidé également avec le Ramadhan.

«L'enjeu pour nous est d'identifier la forme de coopération avec l'Algérie qui permettra d'établir une relation durable, constructive et innovante. Tous les pays ont des organisations administratives et politiques différentes. Même ceux où la décentralisation est effective, leur décentralisation ne ressemblent pas à notre forme de décentralisation. Il faut également identifier les enjeux territoriaux. Pourquoi coopère-t-on ? Pour l'Algérie, nous avons décidé d'adhérer au programme Joussour qui offrait une forme originale de partenariat. Nous pouvions réfléchir avec des acteurs de différentes natures à des projets orientés vers la jeunesse. Le travail avec des associations et des acteurs locaux français et algériens autour de l'enjeu de l'éducation sont des perspectives intéressantes», détaille Marie Philiponeau qui confectionne en ce moment de nombreux projets avec l'Association El Ghaith, une dynamique association établie à Bordj Bou Arreridj. « Nous avons pu rencontrer Smail Izerrouken, le président de et l'association El Gaith. Son association travaillait depuis 2008 sur des projets de nature "territoriale" : des crèches, du soutien scolaire, un centre multi-activités, bref autant de projets que nous mettons en œuvre sur notre ville. L'objectif est que notre personnel et nos structures puissent échanger avec les animateurs d'El Gaith et que les deux partenaires apprennent l'un de l'autre. Nous avons identifié un projet concret qui permettait de faire converger nos actions: le concept de plan éducatif local. C'est un premier pas pour rencontrer un "territoire" algérien et entrer en contact avec ses habitants, ses différents acteurs éducatifs, ses administrations, ses élus», Analyse Marie Philiponeau.

Une analyse que partage Fares et Abdou, deux animateurs et membres actifs de l'association El Ghaith. Invités pendant une semaine par la ville du Kremlin Bicêtre afin d'animer plusieurs ateliers dans les centres de loisirs de la répartis à travers la ville. Des ateliers de cuisine, de dessins et d'autres activités en présence des enfants scolarisés dans les différentes écoles du Kremlin-Bicêtre, les deux jeunes animateurs algériens ont pu transmettre leur expérience acquise sur le terrain algérien, mais apprendre de nombreuses notions qu'ils comptent bien mettre en pratique à Bord Bou Arreridj. «Cette ville dispose d'une véritable de loisir qui permet aux enfants de la ville de profiter réellement de leur temps libres. Leurs centres de loisir sont bien équipés et leurs animateurs sont formés et travaillent à titre de permanents ou de contractuels. Cela permet d'organiser des activités pour accompagner la scolarité des enfants et les aider encore à s'épanouir davantage dans leur vie quotidienne. C'est ce qui nous manque cruellement dans notre pays», expliquent nos deux animateurs qui ne manqueront pas d'élaborer un rapport pour tirer les conclusions de leurs expériences vécues au Kremlin-Bicêtre. «Une ville qui peut nous apprendre beaucoup en matière de gestion du temps libre et des loisirs de nos enfants», s'enthousiasment les deux animateurs. A leur retour à Bordj Bou Arreridj, ils feront tout pour convaincre les élus algériens de s'inspirer de cette petite ville française ouverte sur le monde et soucieuse du bien-être de ses habitants. Comme quoi, la «petite Algérie» peut réellement aider sa grande sœur à voir la vie en rose...



بعد نجاح التجربة في بجاية، وهران و الجزائر عنابة تحتضن المجلس الاستشاري الخامس في الجزائر...كتبت : هاجر لعروسي
بقلم : هاجر لعروسي
لنفس الكاتب



[شوهذ : 218 مرة]

ماهو المجلس الاستشاري البلدي للشباب؟ المجلس الاستشاري البلدي للشباب هو فضاء أنشأه مجموعة من الشباب قصد تعزيز الحوار الديمقراطي بين الممثلين الحكوميين "البلدية" و غير الحكوميين "الشباب المنخرط في المجلس" و ذلك قصد مشاركة الشباب في التنمية المحلية من جهة و جعل المجلس همزة وصل بين السلطات و الشباب.

و قد كان أول مجلس استشاري بلدي للشباب في بلدية أقبو بجاية ثم ولاية وهران , فبلدية الكاليتوس في ولاية الجزائر العاصمة ثم بلدية شلالة بجاية , ولاية عنابة و بلدية درارية بالعاصمة . هذا و يسعى الشباب لتكوين مجالس استشارية للشباب في 48 ولاية في الجزائر و كذلك التخطيط لمجلس استشاري وطني للشباب في المستقبل القريب صعوبة التواصل و العنف أهم دافع لإنشاء المجلس.

و عن جملة الأسباب التي دفعت الشباب المؤسس لهذا المجلس و صاحب الفكرة فقد أجملها في النقاط التالية:

- نقص الروح الوطنية للشباب و لامبالاته تجاه دوره في تنمية محيطه
- ظهور العنف في المجتمع و ذلك نتيجة لعدم تعبير الشباب عن رأيه و غياب الحوار.
- صعوبة التواصل بين الشباب والسلطات المحلية.
- التأكيد على الاعنف في التعبير عن الاحتياجات و ذلك بطرق حضارية و بأسلوب راق.

المجلس الاستشاري للشباب مشروع حضاري بمنهجية و تنظيم عملي و عن هيكله المجلس الاستشاري للشباب فهو يخضع لهيكله منظمة في مراحل كالآتي:

المرحلة الأولى: تكوين الشباب من حيث "كتابة المشاريع, الحوار, تقنيات التنشيط, الاتصال, حقوق الطفل والإنسان" المرحلة الثانية: تأسيس المجلس و يكون ذلك عن طريق الانتخاب المرحلة الثالثة : مرحلة النشاطات و المشاريع " مشروع الاستبيان لبلدية الكاليتوس الذي توجه إلى الجمهور للتعبير عن أهم المشاكل التي تواجههم في حياتهم اليومية و الحلول التي يرونها ناجعة في المقابل لاقت هذه الخطوة تجاوبا من طرف السلطات البلدية لذات البلدية, مشروع الأسبوع البيئي لبلدية أقبو و بجاية ... " المرحلة الرابعة: ما أطلق عليها أصحاب الفكرة بالمرحلة الانتقالية و هي تكامل مشروع المجلس الاستشاري للشباب مع السلطات البلدية.

عنابة تتبنى المجلس الاستشاري الخامس على مستوى الجزائر و في هذا الإطار سعت جمعية الإكرام لولاية عنابة في شخص رئيسها السيدة لعبيدي ليليا من خلال تبني للمشروع المجلس الاستشاري للشباب و ذلك قصد مشاركة الشباب العنابي لتنمية المجتمع أين استقبلت الجمعية السالفة الذكر أزيد من عشرين عضو من المجالس الاستشارية البلدية الأربعة في الجزائر الكاليتوس, درارية, أقبو , شلالة و وهران و ذلك بمركز الترفيه العلمي بولاية عنابة في حضور عدد كبير من الشباب التي تفاعلوا مع المشروع و طرحوا العديد من الأسئلة قصد التعرف على المجلس الاستشاري للشباب و دوره و تأثيره في المجتمع. حيث عبرت السيدة لعبيدي ليليا عن سعيها لإنشاء مجلس استشاري للشباب في ولاية عنابة و الذي بدوره يكون الخامس على مستوى الوطن, و قد عبرت السيدة ليليا عن إيمانها بالطاقت الكبيرة للشباب في عنابة و ذلك في الإطار الجموعي لنشاط الجمعية التي تعمل على توجيه الشباب من جهة و ربطه بالسلطات البلدية و الولاية من جهة أخرى.

نشر في الموقع بتاريخ : لثلاثاء 1 جمادى الثاني 1435 هـ الموافق لـ : 01-04-2014



**Actualités : Une première du genre
Un Salon pour équipements et matériels pour
handicapés**

Le premier Salon des équipements et matériels pour handicapés a ouvert ses portes jeudi à l'esplanade d'El Hamma, à Alger.

La manifestation, qui se tiendra jusqu'au 7 du mois en cours, est l'occasion, expliquent les organisateurs, RH Communication en l'occurrence, de mettre en relation les différentes entreprises spécialisées dans la fabrication de matériels pour les personnes handicapées.

«Les différents opérateurs intervenant dans ce secteur ne se connaissent pas, c'est l'occasion de les rapprocher en leur offrant un espace de rencontre où ils pourront, tous ensemble, débattre de leurs problèmes et échanger leurs idées et expériences», a déclaré M. Mehssas, initiateur de cet événement destiné aux professionnels, aux handicapés, aux associations ainsi qu'aux particuliers qui auront à découvrir de nombreux produits destinés à améliorer la vie et le confort des personnes handicapées.

Il s'agit des appareillages orthopédiques et autres aides techniques à la marche, tels que les fauteuils roulants, véhicules, prothèses, lits et chambres médicalisés, chaussures et chaises hygiéniques. La vice-présidente de la FAPH (Fédération algérienne des personnes handicapées), qui prend part à cette manifestation, a expliqué que le Salon est une occasion pour «défendre un appareillage de qualité et médicalisé pour les handicapés et demander

l'amélioration du matériel existant qui n'est plus adapté aux besoins». «La personne handicapée est un client et si nous payons notre appareillage, nous exigeons qu'il soit adapté et qu'il nous convienne», a déclaré la vice-présidente de la FAPH, qui dénonce l'absence de structures de prise en charge pour enfants handicapés. Selon elle, il y a 35 000 nouvelles naissances à risque annuellement en Algérie qui peuvent bénéficier d'une prise en charge correcte.

Par ailleurs, une enquête menée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en collaboration avec l'Office national des statistiques (ONS) et des agences internationales en Algérie, a révélé que le handicap moteur se situerait à 44% suivi par le handicap lié à la compréhension et à la communication avec 32%. Le handicap visuel représente 24% suivi de celui lié aux accidents et aux blessures qui est estimé à 17,5%. Les organisateurs du Salon donnent d'ores et déjà rendez-vous aux professionnels d'appareillages pour handicapés le mois de février prochain pour une nouvelle édition qui accueillera des opérateurs étrangers.

S. A.



Radars

Jeu. 15 Août 2013 08:50

Les sondes urinaires disponibles à partir d'octobre 2013

Suite au combat mené par la Fédération des handicapés moteurs

Par : Rubrique Radars

Bonne nouvelle pour les paraplégiques. Les sondes urinaires pour auto-sondage, un geste vital pour la santé des personnes à mobilité réduite, seront disponibles à l'Onaaph à partir du mois d'octobre 2013.

Les paraplégiques peuvent se les procurer gratuitement auprès de cet organisme sur présentation d'une ordonnance et de la carte de Sécurité sociale.

C'est là l'aboutissement d'un combat mené par la Fédération nationale des handicapés moteurs, qui a créé, au mois de janvier dernier, le premier réseau des paraplégiques. Elle a ainsi recensé leurs besoins et enregistré leurs préoccupations.

La fédération, présidée par Mme Atika El-Mameri, a demandé audience auprès de la ministre de la Famille et de la Solidarité nationale, qui s'est montrée sensible à son exposé.

La fédération a signé avec ce ministère une convention portant sur l'acquisition du matériel indispensable aux paraplégiques dont les sondes urinaires.

La fédération s'est attelée à fournir aux malades ce matériel pour couvrir les besoins de trois mois en attendant que l'Onaaph prenne le relais.



À LA UNE

Partenariat Ludeco-FAPH en faveur des enfants handicapés

Des jouets pour communiquer

le 02.10.13 | 10h00

Le jeu est pour l'enfant une activité naturelle, voire instinctive, par excellence. «Dès lors, quel meilleur vecteur pour les enfants 'en situation extraordinaire' afin qu'ils puissent communiquer !» affirme Hussein Aït Ouyahia, fondateur et président de l'ONG LudEco, GiocaSolida.

Cette association suisse, créée en 1994 et activant dans de nombreux pays, a ainsi présenté hier, lors d'un atelier organisé conjointement avec la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH), sa Ludothèque mobile GiocaSolida (LMG). «Ces jouets, fruits de collectes organisées auprès d'enfants scolarisés, sont ensuite traités dans des ateliers spécialisés et regroupés dans une ludothèque à destination d'enfants en difficulté, qu'ils soient traumatisés et en détresse ou qu'ils souffrent d'un handicap», explique M. Aït Ouyahia. Cette expérience s'est d'ores et déjà révélée concluante dans plusieurs centres médico-pédagogiques (CMP) algériens.

Des centaines de jouets ont été remis à la FAPH en vue de l'équipement de l'espace de socialisation dédié aux enfants en situation de handicap de ses nouveaux locaux de Dély Ibrahim. «L'espace de socialisation est un milieu protégé, artificiellement créé, dans lequel on évalue les aptitudes de l'enfant. On décrypte ainsi des habitudes de vie exprimées par

lui-même, et ce, par le biais des jouets», souligne Ahcène Boufekroune, chargé du projet «Accompagnement de la scolarisation des enfants handicapés». «Ce qui permettra aux professionnels d'établir un projet personnalisé à chaque enfant et déterminera le type d'apprentissage adéquat», poursuit-il.

Cet espace est l'une des étapes d'un vaste projet initié par le mouvement associatif afin d'aboutir à une «intégration» réelle des personnes à «besoins supplémentaires» et tout particulièrement les plus jeunes. A terme, ce programme multidisciplinaire aboutira à une amélioration de la prise en charge des différents handicaps. «Il est impératif d'instaurer un dépistage de tous les nouveau-nés, cela permettra une prise en charge précoce et réduira ainsi la lourdeur des déficiences. Et, après une scolarisation établie sur la base d'un projet pédagogique individualisé selon ses capacités et ses défaillances, l'objectif est une intégration réelle dans la 'vraie vie», explique Atika El Mamri, présidente de la FAPH.

Ghania Lassal



Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels-Fédération des personnes handicapées : Une convention pour valoriser les capacités et compétences des stagiaires

Projet d'un grand complexe national handisport et de Loisirs en Algérie : Les handicapés, des citoyens à part entière

PUBLIE LE : 04-12-2013 | 0:00



«C'est un accord qui ouvre la voie à une collaboration beaucoup plus soutenue entre les pouvoirs publics et la société civile.

Une reconnaissance du rôle de la société civile qui est une force de proposition afin de répondre réellement aux besoins des personnes handicapées», selon Mme El-Mammeri.

Une convention de partenariat a été signée hier à Alger entre le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, et la présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées.

La cérémonie s'est déroulée au centre de formation professionnelle spécialisé pour personnes handicapées physiques Bellalem- Saïd de Kouba, en présence des ministres de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Souad Bendjaballah, et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui.

L'objectif de cette convention, selon Mme Atika El-Mammeri, présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées, «est de tracer un programme

d'action avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, et la création d'une commission mixte.» Et d'ajouter : «C'est une convention qui ouvre la voie à une collaboration beaucoup plus soutenue, entre les pouvoirs publics et la société civile. Une reconnaissance du rôle de la société civile qui est une force de proposition afin de répondre réellement aux besoins des personnes handicapées. On pourra être un partenaire à part entière des pouvoirs publics, ce qui nous permettra d'être reconnus dans notre expertise.»

Mme El-Mammeri a estimé que l'accord paraphé «va permettre de travailler sur une nouvelle approche du handicap par rapport aux standards internationaux. Également, une mise à niveau de l'encadrement, ainsi que de proposer des formations qui répondent à l'environnement actuel et aux besoins du marché du travail».

De son côté, Nouredine Bedoui, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a déclaré qu'«il faut impliquer et soutenir les organisations de la société civile afin de promouvoir et d'aider cette tranche de la société». Dans ce sens, il a expliqué que «les deux départements vont travailler dans la perspective d'appliquer et de concrétiser la loi des handicapés qui oblige les sociétés à employer 1% de cette frange spécifique de la société». Il a en outre appelé les familles qui ont des enfants handicapés à faire en sorte de les insérer dans le monde de la formation professionnelle.

«À ce jour, ce sont 23.797 stagiaires handicapés qui ont été formés depuis 1999. Alors qu'en 2012, 1922 ont bénéficié de la formation professionnelle, dont 748 filles réparties sur deux types de formation, à savoir la formation résidentielle, où il y a 1.072 stagiaires formés, 443 filles et 850 formés dans la formation par apprentissage, dont 305 filles», a-t-il indiqué.

Il y a lieu de noter que «l'objectif visé par cette journée est d'informer sur les formations professionnelles dispensées par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels en direction des personnes handicapées physiques au sein des établissements de formation professionnelle, notamment des centres régionaux spécialisés en faveur des personnes handicapées physiques». Il a aussi été question de valoriser les capacités et les compétences des stagiaires handicapés formés, et sensibiliser les partenaires concernés sur leur implication dans la prise en charge des personnes handicapées en formation.

Wassila Benhamed

Revalorisation de la bourse des stagiaires et apprentis en 2014

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui, a déclaré, hier en marge de la célébration de la Journée mondiale des personnes handicapées, que «la bourse des stagiaires du secteur passera de 500 à 1.000 dinars par mois, alors que celle des apprentis de 2.700 à 3.000 dinars par mois à partir du début de l'année 2014». Cette augmentation s'inscrit dans le cadre d'un projet de décret modifiant les bourses des stagiaires et apprentis qui «entrera en application dès la signature et la publication du décret». Selon le ministre, cette mesure a eu l'accord des différentes instances concernées, notamment le ministère des Finances. «L'incidence financière de cette augmentation est évaluée à plus de 4 milliards de dinars», a précisé M. Bedoui, ajoutant que les crédits destinés à la prise en charge de cette augmentation sont prévus dans la loi de finances pour 2014.

W. B.

Projet d'un grand complexe national handisport et de Loisirs en Algérie : Les handicapés, des citoyens à part entière

Sous l'égide de la Fédération algérienne handisport (FAH), une conférence de presse intitulée «Accessibilité pour tous» a été organisée, hier à l'hôtel Les Oasis, à Hussein-Dey, à l'occasion de la Journée mondiale des personnes handicapées, célébrée le 3 décembre de chaque année.

Il était question d'un thème qui a toute son importance et qui touche à une frange de la société que nous n'avons absolument pas le droit de négliger : celle des handicapés, qui constituent environ 12% de la population algérienne.

Étaient présents, des membres de la FAH, des membres de l'association Ibtissama et son président Mouhoub Bousseksou qui font beaucoup pour la cause des handicapés, et d'autres personnalités militantes de la société civile, qui se battent pour améliorer les conditions d'accessibilité des personnes handicapées à l'environnement bâti et aux équipements ouverts au public. En la circonstance, il a été fait appel à des spécialistes en la matière. Mme Malika Messaoud Nacer, PDG du Centre nationale d'ingénierie de construction, et Mme Claude Blaho Ponce (France), docteur d'État en aménagement.

Ont aussi participé au débat, MM. Mouhoub Bousseksou, membre de la FAH et président de l'association Ibtissama, ainsi que Ghani Abdouche, président de l'association Union algéro-française de Lorraine. Le secrétaire général de la FAH, Karim Noui, a lu, lors de l'allocution d'ouverture, une lettre du président de la FAH, Rachid Haddad, où il est clairement

mentionné que les handicapés sont comme tout citoyen, parce qu'ils sont avant tout des citoyens à part entière.

«Les sportifs de cette frange de la société démontrent, à chaque compétition internationale, continentale ou régionale, qu'ils le sont bien. Il faut penser à eux en faisant en sorte d'adapter l'environnement aux handicapés pour leur faciliter le quotidien», a-t-il dit.

Ensuite, Mouhoub Bousseksou a remercié tous les présents et tous ceux qui partagent avec la FAH, les associations et les organisateurs de la conférence, le facteur déclenchant de tout un processus d'intégration utile de cette frange de la société qu'on n'a pas le droit d'exclure.

Il a tenu à rendre hommage à tous ceux qui aident les handicapés et œuvrent à leur bien-être. «Je suis handicapé, mais je suis apte», c'est un message fort qu'adressent les handicapés à la société civile et aux pouvoirs publics, qui ne doivent surtout pas les ignorer, mais prendre conscience que leur tendre la main et les aider à vivre normalement et dans la dignité, à travers certains aménagements urbains et architecturaux, ne pourront que leur faciliter l'accessibilité à l'environnement dans lequel ils vivent et aux équipements ouverts au public. Avec la solidarité et la prise de conscience de tous, à travers une réelle sensibilisation et une communication à la hauteur, les forces vives sensibles à cette frange à part entière de la société ne pourront que fédérer leurs efforts pour une application concrète sur le terrain des lois et textes qui traitent de ce sujet-là.

La législation algérienne à ce propos est aux normes internationales. C'est sur le plan de son application que les choses traînent. «On doit réaliser des projets en tenant compte des handicapés qui doivent avoir accès partout, comme toute autre personne.»

Améliorer le bien-être des personnes handicapées

Mme Messaoud Nacer (PDG du CNIC) fait une démonstration magistrale sur la question, en ne laissant rien au hasard, qu'il s'agisse des textes de loi touchant aux handicapés ou bien tout ce qui concerne l'aspect architectural en traitant des aspects facilitant leur accessibilité partout, sans entrave. «On peut fédérer le maximum de forces vives pour concrétiser un tel projet.

L'insertion des personnes handicapées est assurée dans la convention des Nations unies pour leur assurer leurs droits. Le législateur algérien n'a pas lésiné sur cet aspect de la question, on manque seulement d'informations pour leur application d'une manière effective sur le terrain.

Les lois sur les modalités de l'accessibilité aux handicapés sont insérées dans tous les cahiers des charges du bâti. Il faudra désormais en tenir compte.

Les architectes et les maîtres d'œuvres sont tenus de prendre cet aspect en considération en veillant à l'application du cadre législatif qui existe bel et bien», a-t-elle tenu à dire avec insistance.

Mme Claude Blaho Ponce a, pour sa part, fait part du grand projet de la FAH pour la construction d'un complexe sportif national handisport et de loisirs d'envergure en Algérie, avec l'exposé d'une approche globale du complexe euro-méditerranéen de MONTRODAT- Lozère en France, modèle unique en Europe, qui offre un cadre sportif exceptionnel aux sportifs handisport.

Avec images et documents explicatifs à l'appui, elle dit que cela est faisable et que du côté français, ils sont réceptifs à un partenariat avec l'Algérie pour la réalisation de ce merveilleux projet qui ne pourra que faire le bonheur de sportifs handicapés, notamment ceux de l'élite nationale. Une sorte de centre de regroupement sportif des équipes nationales pour cette frange de la société. Comme le fait savoir Ghani Abdouche, «ce projet est une nécessité imposée par nos sportifs handicapés eux-mêmes, à travers leurs excellents résultats sur le plan des compétitions internationales.

Cela est exigé donc par leurs brillantes performances et

non pas par leur handicap».

Une réplique à bien méditer. Le coup du projet sera déterminé dans le cadre de commissions d'experts, une fois ficelé dans ses moindres détails. Ce qui va représenter une exclusivité en Afrique

Les wilayas de Béjaïa (à travers les communes de Toudja et Adekkar), Tipasa et Chlef ont émis un avis favorable pour offrir une assiette de terrain dans un cadre propice pour la réalisation de ce super projet. Pour le moment, tout est à l'étude.

Les initiateurs de ce projet, à travers la FAH, avec la précieuse implication du CNIC et d'experts aux faits de ce qui se fait au complexe de Montrodat et d'autres partenaires de l'opération, avec aussi l'apport des pouvoirs publics, de partenaires et de sponsors, feront tout ce qui est du domaine du possible pour faire aboutir cette belle œuvre qui sera un gage de développement sportif, social, économique et environnemental pour la région qui l'accueillera. Que demander de plus ?

Mohamed-Amine Azzouz



Personnes handicapées : Une enquête de la FAPH sur l'inclusion sociale de cette catégorie

La Fédération algérienne des personnes handicapées a lancé, le 16 février dernier, une enquête au niveau de la wilaya d'Alger portant sur l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap et l'identification des indicateurs-clés sur le processus d'inclusion sociale dans les différents domaines tels que la santé, l'éducation et l'emploi, afin de permettre aux décideurs publics de mettre en œuvre des programmes et des projets supports pertinents, cohérents et répondant à la demande d'inclusion sociale de cette catégorie de citoyens.

PUBLIE LE : 22-02-2014 | 0:00



La Fédération algérienne des personnes handicapées a lancé, le 16 février dernier, une enquête au niveau de la wilaya d'Alger portant sur l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap et l'identification des indicateurs-clés sur le processus d'inclusion sociale dans les différents domaines tels que la santé, l'éducation et l'emploi, afin de permettre aux décideurs publics de mettre en œuvre des programmes et des projets supports pertinents, cohérents et répondant à la demande d'inclusion sociale de cette catégorie de citoyens. L'enquête ciblera quatre cents personnes

handicapées et dix enquêteurs en situation de handicap ont été recrutés pour l'exécuter. La FAPH considère que selon l'esprit de la loi algérienne sur le handicap, tous les dispositifs proposés convergeraient vers l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap. Toutefois pour jouir de ce droit, une condition nécessaire est exigée : il s'agit, pour les personnes en situation de handicap, de s'inscrire dans une démarche de reconnaissance du statut de personne handicapée validé par une commission médicale de wilaya. En effet, l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de handicap est principalement prise en compte en Algérie par la loi n° 02-09 du 8 mai 2002 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées, couvrant différents domaines tels que la santé, l'éducation et l'emploi. Selon l'article 9 de ladite loi, l'ensemble des mesures de protection et de promotion « concerne les personnes handicapées titulaires d'une carte spécifiant la nature et le degré du handicap, délivrée par les services du ministère concerné, sur décision de la commission médicale spécialisée de wilaya prévue à l'article 10 ». C'est donc par l'intermédiaire d'une commission « médicale » de wilaya que les personnes en situation de handicap peuvent avoir accès aux bénéfiques et aux allocations de compensation de revenu, dans la mesure où le degré du handicap, déployé sous l'appellation de « taux d'invalidité », sera supérieur ou égal à 50 %. D'autres bénéfiques supplémentaires s'ajoutent tels que l'accès à la santé (réadaptation et appareillage), des mesures de réduction du coût de transport terrestre, et une allocation compensatoire du revenu pour les personnes majeures en situation de handicap. « Ainsi, depuis une décennie, une question s'ouvre par rapport à l'ensemble de ces mesures de protection et de promotion en vigueur. Ces mesures ont-elles permis de faire avancer le processus d'inclusion sociale et la participation sociale des personnes en situation de handicap ? » s'interroge la présidente de la Fédération Mme Mammeri qui soutient qu'« il s'agit là d'une question importante puisque l'Algérie a ratifié la convention relative aux droits des personnes handicapées faisant de l'inclusion sociale un principe général par l'article 3, une obligation générale par l'article 4 et un droit par les articles 29 et 30. Il ne s'agit donc pas ici d'évaluer l'impact de la loi 2002, ou même de remettre en cause cette avancée, mais bien de comprendre comment les personnes en situation de handicap ont été en capacité d'avoir accès à leurs droits et services, leur permettant ainsi une inclusion sociale dans leurs lieux de vie » (...)

(...) Pour ce faire, la FAPH estime qu'une première étude sur cette question pourrait apporter un éclairage sur la nature du processus d'inclusion sociale qui se dégage dans la société algérienne, notamment à l'aide d'une enquête descriptive nous amenant à comprendre comment il est possible de sortir de l'isolement et d'exercer ses droits. Afin de recueillir des données de terrain, la wilaya d'Alger a été choisie. Le choix de cet espace social repose sur sa qualité d'espace urbain qui offre un ensemble de services tels le transport, les structures sanitaires et médico-sociales, mais constitue aussi un bassin d'emplois potentiels. Dans la perspective de travaux futurs, une deuxième phase pourrait permettre de comparer la vie sociale des personnes en situation de handicap dans l'espace rural.

400 personnes handicapées ciblées âgées entre 15 et 45 ans

Pour tenter d'aborder toutes les dimensions de l'inclusion sociale (santé, éducation et travail), la collecte de données se fera auprès de la population âgée entre 15 ans et 45 ans.

La problématique plus spécifique de l'enfance et celle se rapportant aux personnes âgées qui portent chacune des caractéristiques bien distinctes, bien que tout à fait pertinentes, ne seront pas prises en compte dans la présente étude. Par contre une attention plus particulière sera apportée à la situation des femmes de cette tranche d'âge, sachant qu'elles sont les plus sensibles au phénomène d'exclusion sociale. Ce choix repose sur le défi que pose l'entrée des jeunes des nouvelles générations dans la vie active et économique algérienne, notamment de la participation et du rôle des jeunes femmes dans la société algérienne de demain. Pour la Fédération, cette enquête de terrain auprès des personnes en situation de handicap s'avère essentielle afin de comprendre ce que signifie pour ces personnes l'inclusion sociale, et de quelle manière elle peut se concrétiser dans leur environnement. Une description détaillée de la situation des personnes handicapées apparaît ici nécessaire afin de saisir les conditions

d'existence dans lesquelles ces personnes ont à construire leur propre intégration sociale.

Il s'agit de mettre en lumière par la suite les obstacles et les barrières qui entravent l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap dans le cadre d'une enquête qualitative afin de rendre compte de ce qui apparaît ou non concrètement réalisable pour l'exercice des droits dans le contexte actuel. S'ajoute enfin à la compréhension de ces paramètres une étude portant sur la complémentarité des services dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'emploi capable d'offrir ainsi aux personnes en situation de handicap une intégration en adéquation avec leur environnement social.

Cette question pourra être abordée auprès des personnes en situation de handicap lors de l'enquête de terrain. Ce travail permettra, selon la Fédération des personnes handicapées, entre autres, de réaliser une revue de littérature sur les indicateurs de l'inclusion sociale ainsi que les mesures proposées de l'inclusion sociale, de proposer un protocole de recherche d'enquête de terrain (volet quantitatif) sur le processus de l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap de la wilaya d'Alger ainsi qu'un autre protocole de recherche d'enquête de terrain (volet qualitatif) sur les obstacles et les barrières qui entravent l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap de la wilaya d'Alger. Les résultats de l'enquête permettront, par ailleurs, d'arriver à une proposition méthodologique pour traiter de la question de la complémentarité des services de santé, d'éducation et de l'emploi pour les personnes en situation de handicap comme dispositif pro-actif de l'inclusion sociale dans la wilaya d'Alger. La Fédération des personnes handicapées attend beaucoup de cette enquête même si elle ne dispose pas de beaucoup de moyens pour la réaliser.

Farida Larbi

MAGHREB NAUTE
TOUT SUR LE MAGHREB

Sit-in à Alger : les handicapés réclament l'acquisition de véhicules aménagés

Publié le 19.03.2014, 18h52



Un groupe d'handicapés ont observé mardi un sit-in, devant la Direction générale des Douanes à Alger, pour réclamer une modification de la législation en vue de leur faciliter l'acquisition de véhicules aménagés.

Les manifestants, une cinquantaine, selon les organisateurs, demandent notamment "l'abrogation de la circulaire de 2010 limitant l'exonération des droits et taxes sur véhicules aménagés à l'handicapé ayant la jambe gauche invalide".

"Depuis la promulgation de cette circulaire par la direction des Douanes, les conducteurs handicapés rencontrent d'énormes difficultés pour l'acquisition d'un véhicule aménagé auprès des concessionnaires et c'est pour cela que nous demandons son abrogation", a précisé à l'APS, Abdelkader Bouchennine, membre de la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH), initiatrice de cette action.

Notant que cette manifestation est motivée par l'absence de réponses à leurs correspondances et appels, l'interlocuteur a souligné que la direction générale des Douanes et après avoir reçu, lors du sit-in, la présidente de la FAPH, Atika Mameri, a promis de "convoquer, dans les plus brefs délais, les parties concernées pour une réunion afin de débattre de ce problème auquel fait face cette frange de la société doublement pénalisée" selon lui.

Il s'agit notamment, selon M. Bouchenine, de la direction des Douanes, des ministères des Finances, de la Solidarité et des Transports.

La circulaire de 2010 a limité l'exonération des droits et taxes sur véhicules aménagés à l'handicapé ayant la jambe gauche invalide et donc a gelé l'arrêté interministériel du 11 juillet 2000 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à "l'exonération des droits et taxes de véhicules aménagés aux personnes atteintes d'une paraplégie ou ayant subi l'amputation des membres inférieurs".

Depuis 2010, excepté les personnes ayant une jambe gauche invalide, "tous les autres conducteurs handicapés doivent, pour bénéficier de cet avantage, importer un véhicule aménagé de l'étranger", une procédure qui a poussé les concessionnaires automobiles à "refuser les commandes de citoyens handicapés et d'importer des véhicules à boîte à vitesse automatique", a-t-il expliqué.

Outre l'annulation de cette circulaire, les handicapés conducteurs demandent, dans le même cadre, l'inscription dans le cahier de charge des concessionnaires, de l'obligation de prendre les commandes de véhicules aménagés pour les personnes en situation d'handicap, alléger le dossier exigé par les services douaniers et prendre en compte la boîte automatique comme aménagement pour personnes handicapées.



16-06-2014

LES HANDICAPÉS, UNE CATÉGORIE MARGINALISÉE Le désarroi et l'attente des personnes aux besoins spécifiques

Cela fait trois ans que Alaa Younès, handicapé, milite pour améliorer la situation des personnes handicapées. Son combat dépasse les frontières grâce à la page qu'il anime sur un réseau social depuis 3 ans, où il a réussi à obtenir plus de 400 signatures pour sa pétition. Pour Younès, l'aide attribuée par l'Etat aux handicapés reste insuffisante. Dans sa pétition, ce jeune handicapé réclame l'augmentation du montant de l'aide financière à 15 000 DA, contre les 4000 DA par mois attribués actuellement, ce qui précarise fortement les handicapés à cause de l'inflation, la création d'un secrétariat d'Etat pour les personnes présentant un handicap, le départ de la présidente de la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH), la promotion de l'accès à l'emploi pour les handicapés en imposant un quota de 1% de cette catégorie dans les entreprises.

Il cite aussi le réaménagement de l'environnement urbain (trottoirs) et des véhicules de transport public pour les rendre accessibles aux utilisateurs en fauteuils roulants, ainsi que l'application de la convention internationale des droits des handicapés.

Autant de revendications allant dans le sens d'améliorer la vie des personnes aux besoins spécifiques, pour vivre dans la dignité qui leur est due !

Ce que déplore aussi Younès, c'est le manque total de prise en charge du handicapé mineur jusqu'à sa majorité, ce qui représente une lourde tâche pour les familles aux moyens limités ou à très faibles revenus qui ne peuvent subvenir aux besoins de leur enfant handicapé.

Une grave situation qui conduit souvent à la mort des concernés faute d'une prise en charge sérieuse par les services sociaux de l'Etat, particulièrement dans les zones reculées du pays.

Mais ce qui révolte plus encore le jeune Younès, c'est que «la pension attribuée aux handicapés soit la plus faible des pensions attribuées par l'Etat !»

Par ailleurs, pour Mme Flora Boubergout, présidente de l'association Baraka handicapés, handicapée elle-même suite à un accident de la route, qui cible plus précisément les accidentés de la route, «nous souhaiterions que la pension des personnes handicapées soit augmentée afin qu'elles puissent subvenir à leurs nombreux besoins, surtout au niveau des transports urbains». Et de poursuivre que «certaines personnes restent cloîtrées chez elle et ne sortent pratiquement plus à cause des transports.

Une initiative qu'elle voudrait voir généralisée dans les 48 wilayas du pays. M. Flora a mis l'accent aussi sur l'importance des études et le droit au savoir des personnes handicapées. «Si on veut intégrer les personnes handicapées dans des écoles spécialisées, il faut ouvrir des unités spéciales au niveau des établissements scolaires, secondaires et universitaires, car beaucoup de chefs d'établissements scolaires continuent de refuser les inscriptions d'enfants présentant un handicap physique.

Or, ces derniers y ont droit au même titre que les enfants normaux, qu'ils fassent leurs cursus scolaires normalement en mettant à leur disposition les moyens nécessaires à leur handicap, pour qu'ils réussissent comme les autres et qu'ils ne soient pas une charge supplémentaire pour l'Etat plus tard».

Sara Boualem



Société : campagne pour dénoncer les violences faites aux femmes

le 23.11.13 | 10h00

L'association oranaise «Femmes Algériennes Revendiquant leurs Droits (FARD)» lance, à partir de ce samedi, une vaste campagne à Oran d'information et de sensibilisation sous le thème «Paroles de femmes» pour dénoncer les violences faites aux femmes, et ce, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale.

Cette campagne débutera dans la soirée de ce samedi par la projection, dès 18 heures, à l'Institut Français d'Oran (IFO), d'un film documentaire «SAFIA, une histoire de femmes», réalisé en 2011 par Habiba Djahnine en partenariat avec le réseau «WASSYLA». Ce film documentaire relate le combat d'une femme, mère de quatre enfants, victime durant plusieurs années de violences conjugales, physiques et morales, qui décide, pour préserver ses enfants et leur avenir, d'affronter son bourreau pour lutter afin de retrouver son honneur et sa liberté. Pour la journée du lundi 25 novembre, il est programmé une conférence à partir de 18 heures à l'IFO, intitulée «Etat des lieux sur les violences faites aux femmes», qui sera suivie d'une table ronde.

Tegguer Kaddour

The logo for El Watan.com, featuring the text 'El Watan' in a large, bold, black serif font, followed by '.com' in a smaller, red sans-serif font. The entire logo is set against a white background with a subtle drop shadow.

RÉGIONS OUEST [ORAN](#)

Violences faites aux femmes

Lancement d'une campagne de sensibilisation

le 24.02.14 | 10h00

L'Association «Femmes Algériennes Revendiquant leurs Droits» (FARD) organise une semaine d'information et de sensibilisation à Oran du 2 au 8 mars prochain à l'occasion de la célébration de la Journée Internationale des Femmes. Les festivités, qui ont été programmées avec des séances publiques, seront présidées par les membres du bureau d'Oran. Elles auront pour cadre, à partir de dimanche prochain, le siège de l'Association sis à Haï El Emir (ex-Miramar) au 13 Ter rue Boussi Djillali.

Le coup d'envoi de ce programme sera donné le 2 mars par des journées portes ouvertes avec des expositions de photos, articles de presse et des documents sur la lutte pour l'égalité et la solidarité contre les violences faites aux femmes. Des communications et rencontres sur le féminisme, le parcours de femmes pour comprendre leur réussite dans la vie sociale et économique. Une visite auprès des femmes vivant avec le VIH-SIDA est prévue pour la journée du jeudi 6 mars au sein du service infectieux du CHUO.

Tegger Kaddour



Célébration de la journée du 8 mars

La force agissante des associations féministes à Oran

L'archétype de la féminité ne cesse de donner libre cours à l'épanouissement de la biologie du social ; à cet effet, l'association FARD, Femme Algérienne revendiquant leur Droit, essaie de déboulonner cet ascétisme misogyne en organisant des événements aussi divers que variés. En effet, à l'approche de la journée internationale de la femme du 8 mars, une conférence a été tenue avec pour thème «c'est quoi le féminisme» animée par deux étudiantes Naila Kadid, Benyayou en master management public. Introduisant la conférence, la présidente de l'association, Mme Boufenik, a tenu à rappeler le caractère inéluctable du combat pour la conservation des acquis et la persévérance à maintenir pour arracher d'autres droits. Si le débat a été porté par des échanges fructueux dans la salle, les deux étudiantes ont mis en avant la difficulté d'aborder sereinement la question du féminisme. Selon elles, la thématique du droit des femmes reste une problématique «épineuse» relevant du «tabou». Pour esquisser leurs communications, les deux intervenantes ont abordé comme toile de fond l'histoire du féminisme, en mettant en évidence l'altérité comme vecteur l'émancipation sociale. Dans ce sillage, les intervenantes ont mis en exergue plusieurs courants dont la théorie marxiste sur le féminisme qui stigmatise le rapport inégalitaire de l'homme et la femme sous le régime capitaliste d'où la citation fort éclairante d'Engels qui disait : «L'homme est bourgeois et la femme est prolétaire». Pour Naila, l'éducation à l'indépendance des femmes doit être partie prenante, dans le même ordre d'idées, la fondatrice dira que le féminisme n'est pas une exclusivité des femmes seulement car il existe des hommes qui partagent cet idéal d'égalité en visant l'extension des droits. Dans cette perspective, les deux étudiantes ont fait un bref survol sur la participation des femmes dans l'entreprise qui obéit à

l'injonction du patriarcat. En dehors de la question professionnelle qui fait encore tâche huile, le reportage du journal En-nahar a été longuement discuté. Pour nos interlocutrices, cette interview «torchon» ne fait qu'attiser la haine en portant atteinte à la dignité de toute femme, avant d'ajouter qu'en raison des polémiques suscitées par l'article, des jeunes filles ont été dans l'obligation de quitter la résidence universitaire. Dans ce sens, la fondatrice dira que le renforcement de la mixité et la socialisation pourrait nourrir un lien social en luttant de manière efficace contre les préjugés. Devant le combat pour l'égalité des sexes, l'association pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté, AFEPEC, a mis, hier après-midi, en évidence ses 25 ans d'existence qui ont été émaillés de lutte contre le fanatisme islamiste qui réduit la gent féminine dans un statut inférieur et fragile. Pour madame Malika Remaoun, membre fondatrice de cette association, l'engagement de la lutte pour favoriser l'égalité des sexes, a pour fonction essentielle de tenir l'esprit en éveil ; dans le même sillage, elle a abordé l'action militante de ses camarades qui œuvrent sans relâche pour développer l'idée de l'égalité dans l'espace public. Dans son discours, notre interlocutrice a rappelé l'admiration naissante des associations qui mettent en valeur le capital culturel par une conduite des jeunes vers une perpétuelle incitation au civisme et une lutte continue contre le sexisme qui demeure continuellement un danger pour la société. Enfin devant la nappe bien lisse de la domination masculine, le lien social devient délicatesse d'où cette citation de Karl Marx : « Regardez l'état homme femme vous allez connaître l'état de la société». **Adnan Mouri**



Mercredi 2 juillet 2014

AÏN TEMOUCHENT: Des animateurs en formation à Lille

par Mohamed Bensafi

Porteuse d'un ambitieux projet dans le domaine de la jeunesse et de l'enfant, la **FASDE** (Fédération algérienne de la sauvegarde des droits de l'enfant) d'Ain Témouchent, dont le siège social est à Béni-Saf, vient de concrétiser une série d'actions visant la coopération de société civile à société civile. Inscrites dans le cadre du **Programme concerté pluri-acteurs Algérie** (PCPA) ou JOUSSOUR, et financées dans le cadre du Fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL), cette démarche a été basée sur des échanges socioculturels internationaux, plus particulièrement algéro-français.

La FASDE vient, en effet, de bénéficier d'un accompagnement à un stage en animation au profit de quatre jeunes, dans la vingtaine, 03 garçons et une fille. Ces derniers ont séjourné du 13 au 19 juin dernier à Lille (France) où ils ont reçu une formation d'animateurs culturels accélérée leur permettant d'avoir aujourd'hui les aptitudes de gérer des groupes d'enfants dans des centres de vacances ou d'éveil. Le séjour a été organisé en partenariat avec Francas, une association française à vocation éducative, sociale et culturelle, implantée à travers tout l'hexagone. Les jeunes Algériens, qui ont été reçus par les autorités de la ville de Lille, à leur tête Martine Aubry, ont effectué aussi un détour par la ville de Grenoble, où ils ont bénéficié d'un «séjour au pair» de 02 jours chez des familles grenobloises. Selon la présidente de la FASDE, Karima Ouhcine, ce programme, qui se veut un dispositif de coopération algéro-française, de société civile à société civile, a pour objectifs principaux le renforcement des associations algériennes activant dans les créneaux destinés à l'enfance et à la jeunesse et militant pour la promotion du dialogue et de la concertation entre le mouvement associatif et les pouvoirs publics.

Cet échange socioculturel a concerné aussi deux jeunes Lillois qui viennent, tout récemment, de passer 04 jours à Béni-Saf. Selon notre interlocutrice, ce projet va aussi faire profiter, en août prochain, 20 autres enfants lillois, âgés entre 8 et 12 ans, d'un séjour dans la région qui comprendra, en outre, un programme socioculturel mais aussi un séjour au pair chez des familles bénisafiennes et témouchentaises. Ces enfants seront accompagnés par 04 membres de Francas et encadrés par 04 animateurs de la FASDE. En décembre, lors des vacances d'hiver, un groupe d'enfants témouchentais fera, dans le même cadre, un séjour en France, à Lille toujours, a conclu Ouhcine. Pour note, le PCPA Algérie ou Jousour (comprendre, passerelle) vise à la fois le renforcement du mouvement associatif algérien et des impacts tangibles au bénéfice des populations, dans ses deux secteurs cibles, l'enfance et la jeunesse.



Elwatan.com du 12/09/2013

Conférence de Youcef Allioui à Ouzellaguen

«Histoire d'amour de Sheshonq 1er...»

le 10.09.13 | 10h00

L'invité de l'association des activités de jeunes Idles profitera de ce retour au bercaïl pour insister sur l'importance des contes et comptines tant pour la promotion de Tamazight que pour l'équilibre psychique des enfants.

Il était une fois Sheshonq, prince berbère, et Mira, une bergère orpheline, deux jeunes qui s'aimaient éperdument jusqu'au jour où une sorcière jalouse, trouvant la relation inadmissible, leur jeta un mauvais sort. Une ancienne légende que Youcef Allioui conte dans son dernier ouvrage intitulé «Histoire d'amour de Sheshonq 1er. Roi berbère, pharaon d'Égypte», paru aux éditions L'Harmattan.

«Je livre dans ce 13e ouvrage un conte, dédié aussi à la littérature orale berbère de Kabylie, que j'ai recueilli auprès des miens. Les conséquences fâcheuses et révoltantes ayant suivi la rencontre footballistique Égypte-Algérie ont été à l'origine de l'écriture de cette histoire mettant en avant un Berbère fondateur de la 22e dynastie pharaonique», a avoué, vendredi dernier, l'auteur lors d'une conférence qu'il a animée à la bibliothèque communale d'Ouzellaguen.

L'invité de l'association des activités de jeunes Idles profitera de ce retour au bercaïl pour insister sur l'importance des contes et comptines tant pour la promotion de Tamazight que pour l'équilibre psychique des enfants. En sa qualité de militant impénitent de l'amazighité, il citera comme exemple un érudit breton, le Comte de La Villemarqué en l'occurrence, qui, pour éviter à la langue bretonne de tomber dans l'oubli, se mit à recueillir tout ce qui constitue sa littérature orale. «Près d'un siècle après, les travaux du Comte de La Villemarqué sont réédités pour être enseignés aux élèves bretons», dira le tribun qui n'omettra pas de souligner, au passage, la richesse exceptionnelle de Tamazight en citant

ses mythes izran, ses proverbes et maximes inzan, lemtul, ses énigmes timsaâraq et ses joutes oratoires izlan. Psychologue sociolinguiste, il affirmera à l'assistance nombreuse que ces contes et comptines constituent aussi une source de sécurité psychique pour les enfants.

Né à Ibouziden, sur les hauteurs de la commune d'Ouzellaguen (Béjaïa), Youcef Allioui quitte le pays après son service militaire pour poursuivre ses études en France où il a fini par devenir professeur d'économie et cadre financier. Fonctions qu'il occupera pendant près de vingt ans.

Docteur en sociologie et en psychologie du travail, il consacrera par la suite une partie de son temps aux enfants en difficulté d'insertion scolaire et socioprofessionnelle au sein de la Ligue française de l'enseignement.

Youcef Allioui a été également enseignant de langue amazighe à l'Université Paris 8 Vincennes et a travaillé au sein des groupes d'étude et de recherches berbères à l'Université Paris V Sorbonne.

Il a notamment participé à la création de Radio Tamazight sur les ondes desquelles il animera de 1982 à 1986 une émission intitulée La langue berbère. Sociolinguiste, écrivain et poète bilingue, il vouera un culte pour la langue et littérature berbères sur lesquelles il publiera plusieurs ouvrages dans les deux langues française et amazighe chez L'Harmattan.

Nous citerons, entre autres, Timsal, Contes kabyles, Enigmes et joutes oratoires de Kabylie, Les Archs, l'ogresse et l'abeille, La sagesse des oiseaux, Les chasseurs de lumière et Un grain sur le toit. À paraître, Slimane Azem ou le combat d'un juste, le Congrès de la Soummam et Mythes et pensée chez les Imazighen de Kabylie.

Pour Arezki Bakhouché, président de l'association Idles, cette rencontre avec l'auteur Youcef Allioui était un objectif, longtemps espéré, aujourd'hui atteint. «Les recherches entreprises par le conférencier en faveur de la culture amazighe méritent d'être portées à la connaissance du large public car elles constituent un complément au travail entrepris par Mouloud Mammeri», estime, pour sa part, Samir Aït Braham, Directeur de la Bibliothèque communale

H. Aït el Djoudi



Par [Hafid Nait Slimane](#) | 14 Avril 2014

BÉJAÏA ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION IKHOULAF

Campagne de sensibilisation contre l'exploitation des enfants

C'est sous le slogan « Pour une amélioration de l'accès à l'information et une meilleure prise en charge de l'enfant en difficulté », que l'association « Ikhoulaf », qui aide les enfants de parents séparés, avec le concours de ses différents partenaires du secteur privé et étatique, a lancé mardi dernier, et ce jusqu'à demain, une campagne d'information et de sensibilisation contre l'exploitation économique des enfants.



Au programme, une série de conférences, une exposition de la convention internationale des droits de l'enfant, en image et sur des supports 70/50, la convention C 138, concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, C 182, sur les pires formes de travail des enfants ; il y a eu aussi des activités d'animation réalisées par des jeunes de ladite association.

« Le décrochage scolaire, la pauvreté, la dislocation familiale, sont les causes les plus avérées, celles qui acculent les enfants, dont l'âge est inférieur à 18 ans, à travailler dans le secteur de l'économie informelle et parfois dans des conditions difficiles, inadmissibles », nous dira Djerrah Zaidi, président de l'association Ikhoulaf. En effet, les organisateurs ont ciblé les différents centres de formation de la région de Bejaïa, à savoir : le CFPA de Seddouk, les deux CFPA d'Akbou, garçons et filles, respectivement dénommé Abdelhak Benhamouda et Lala Fadma N'soummeur, le CFPA d'Adekar et enfin le nouveau INSFP de Sidi Aïche qui a abrité la même activité dimanche. Par ailleurs, les conférenciers ont tenu à informer les présents que « la mendicité est aussi un moyen, pour certains, de s'enrichir sur le dos des innocents. Si parfois on ne voit pas de dangers, alors qu'un enfant exerce des petites tâches pour aider sa famille, il se trouve que beaucoup d'enfants, issus des milieux défavorisés, sont exploités par les adultes qui leur fixent des consignes à suivre pour qu'ils leur rapportent des gains, ce qui échappent à tout contrôle et nuit par conséquent à la santé de l'enfant dont les droits sont par ailleurs bafoués. » Cependant, les lois et les moyens ne manquent pas pour la mise en place de mécanismes adaptés pour la protection et la réinsertion de ces couches vulnérables de la population.

Une animation musicale a eu lieu durant toute la semaine qu'a duré l'activité, en plus des chants de la chorale Ikhoulaf, des numéros de clowns, et des déclamations poétiques du petit Mahrez.

On a pu sensibiliser et informer les gens sur le travail des enfants, on a pu dire que la participation des personnes mineures à des activités à finalité économique et s'apparentant plus ou moins fortement à l'exercice d'une profession pour adultes est absolument inadmissible.

C'est la vision qui prédomine au niveau de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui considère l'âge de l'enfant en rapport avec la tâche à accomplir, du moins pour les enfants de plus de douze ans.

En pratique, parmi les enfants travailleurs, on distingue le travail « acceptable » (léger, s'intégrant dans l'éducation de l'enfant et dans la vie familiale et permettant la scolarisation), et le travail « inacceptable » (trop longtemps, trop dur, trop dangereux, etc.).

Ce dernier recouvre généralement la notion du « travail des enfants ». On estime que, depuis l'an 2000, plus de 210 millions d'enfants de 5 à 14 ans et de 140 millions d'adolescents de 15 à 17 ans, exerçant une activité économique, sont concernés dans le monde. Plus de 8 millions d'enfants subissent une exploitation des pires qui soient : ils sont soldats, prostitués sur le marché du sexe, livrés à la pornographie, soumis au travail forcé, livrés aux trafics et aux activités illicites.

Hafid Nait Slimane



Par [Hafid Nait Slimane](#) | 22 Mai 2014

AKBOU : PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ

Journée d'étude samedi prochain

L'association Ikhoulaf, qui œuvre en faveur des enfants victimes de séparation conjugale, organise une journée d'étude au sujet de « la prise en charge des enfants en difficultés », avec le soutien du **Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie (PCPA)**, et ce, samedi prochain, au niveau du Centre islamique de Guendouza, sis à la ville d'Akbou.

En effet, malgré l'existence des dispositifs et l'abondance des efforts émis par les autorités, en matière de promotion des droits de l'homme, « l'accès des enfants et des femmes à leurs droits reste insuffisant », nous dira Zaidi Djerrah, président de l'association Ikhoulaf.

Selon notre interlocuteur, « cette journée d'étude aura comme objectif de sensibiliser les individus autour des droits de l'enfant en Algérie et faire un travail d'information sur la situation des enfants dans notre pays ».

Les lois protègent-elles suffisamment les couches sociales défavorisées ? Existe-t-il un encadrement spécialisé ? Comment créer un mouvement et mobiliser les diverses volontés, individus et organisations, ainsi que les organismes étatiques, afin de créer ensemble une dynamique de groupe autour de la protection des droits de l'enfant et de la famille ? Et tant d'autres questions, encore, seront débattues, nous dit-on, lors de cette rencontre, où les intervenants seront appelés à ouvrir un débat, « en vue de mieux cerner ce sujet sensible et contribuer à mettre à l'ordre du jour une véritable politique de prise en charge globale de l'enfant et de la famille ».

En outre, il est à signaler que des textes de loi restent, malheureusement, peu appliqués dans de nombreux pays, comme l'Algérie. L'instruction primaire reste au niveau de 98 % et certains enfants algériens n'ont toujours pas accès aux écoles. Dans plusieurs pays, la protection des enfants dans les conflits armés n'est pas assurée, en citant le cas des enfants-soldats, qui se propage dans certains pays en guerre. L'abus sexuel contre les enfants est l'autre calamité majeure qui frappe la société, notamment en Algérie.

Hafid Nait Sliman



AKBOU : JOURNEE D'ETUDE A L'OCCASION DE LA FETE MONDIALE DE L'ENFANT

La prise en charge de l'enfant en difficulté en débat



à l'occasion de la journée internationale de l'enfant, qui coïncide avec le 1er juin de chaque année, l'association Ikhoulaf qui œuvre en faveur des enfants victimes de séparations conjugales avec le soutien du Programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA), a organisé, hier, une journée d'étude au sujet de « la prise en charge des enfants en difficultés ».

La manifestation a eu lieu au niveau du centre islamique de Guendouza, dans la ville d'Akbou. Cette journée d'étude intervient en marge de la 8ème édition du Festival de l'enfant qui s'étale du 30 mai jusqu'au 2 juin, organisé par la dite association en collaboration avec la maison de jeunes Abderrahmane Farés de la ville du Piton et avec la participation d'une dizaine d'associations venant des quatre coins du pays.

En effet, l'ouverture de la séance a eu lieu au niveau de la salle des conférences du centre islamique de Guendouza, avec la diffusion d'un documentaire traitant des droits de l'enfant nord africain, suivie de la lecture de la charte africaine des droits et du bien être de l'enfant. « Cette journée d'étude a pour objectif de sensibiliser les individus autour des droits de l'enfant et faire un travail d'information sur la situation des enfants en Algérie », a déclaré Zaidi Djerrah, président de l'association Ikhoulaf. « L'évolution et la construction de la base de l'enfant revient à la famille », dira M. Sofiane Aoudjit, sociologue.

Cet intervenant a relaté les principales difficultés que rencontre l'enfant, tel que le non accès à l'école, le non suivi des problèmes psychologiques, et la situation socio-économique de sa famille. « L'enfant doit avoir un climat de joie et de bonheur », dira-t-il. Et d'ajouter : « L'évolution de l'enfant dans la société est reliée à la situation socio-économique de la famille. Cependant, la séparation conjugale fut l'une des principales causes de l'écueil chez l'enfant ».

Le droit à la vie, à la survie et au développement de l'enfant et la place qu'a consacré l'Islam à cette frange de la société par rapport au mariage, à la famille, à l'allaitement, sont les principales questions qu'a traité M. Merroudj, directeur du centre islamique de Guendouza. La conscience de soi chez l'enfant en difficulté a été le thème de l'intervention de M. Sofiane Chellat, psychologue au centre des enfants inadaptés mentaux d'Akbou, lors de cette rencontre « en vue de mieux cerner ce sujet sensible et contribuer à faire de l'ordre du jour une véritable politique de prise en charge globale de l'enfant et de la famille ». Par ailleurs, les dangers chez l'enfant en difficulté, tel que les différents fléaux sociaux comme la drogue et le suicide ont été présentés par des éléments de la sûreté de la wilaya de Béjaïa. Est-ce que les lois protègent-elles suffisamment les couches sociales défavorisées ? Existe-t-il un encadrement spécialisé ? Comment créer un mouvement et mobiliser les diverses volontés, (individuelle, organisationnelle ainsi qu'Etatique), afin de créer ensemble une dynamique de groupe autour de la protection des droits de l'enfant et de la famille ? Et tant d'autres questions encore ont été débattues lors de cette rencontre.

Hafid Nait Sliman



Une journée d'étude à Akbou

Pour une meilleure prise en charge de l'enfant en difficulté

le 08.06.14 | 10h00

L'association Ikhoulaf des enfants victimes de séparation conjugale a organisé une journée d'étude pour une meilleure prise en charge de l'enfant en difficulté au Centre islamique d'Akbou à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'enfant.

Des communications traitant des difficultés qui peuvent entraver l'épanouissement de l'enfant ont été animées par des psychologues, sociologues et un représentant de la Sûreté de wilaya.

Le sociologue Sofiane Aoudjit fera remarquer que «l'enfant doit évoluer dans un environnement favorable pour s'épanouir pleinement. Si les parents sont démissionnaires, pauvres ou divorcés, l'enfant peut se retrouver en difficulté et faire face à la malnutrition, à la maltraitance et à l'échec scolaire».

Dr. Aït Belkacem, psychologue clinicien, abonde dans le même sens en affirmant que «l'enfant peut rencontrer des difficultés comportementales, relationnelles, psychosomatiques et scolaires à l'origine de problèmes physiologiques (diarrhées, troubles abdominaux, constipation, gêne respiratoire...) difficiles à diagnostiquer. Aussi, la prise en charge d'un enfant en difficulté doit être précoce». L'orateur ajoutera que l'agitation d'un enfant de moins de cinq ans est, somme toute, normale et ne doit pas prêter à inquiétude. Le représentant de la sûreté de wilaya a indiqué, pour sa part, que «l'enfant peut faire les frais d'une séquestration, d'un enlèvement, d'une exploitation ou s'adonner à la consommation de la drogue. Un mineur peut être aussi poursuivi pénalement et condamné. Sa peine est généralement égale à la moitié de celle qu'écope un adulte pour les mêmes griefs».

Les difficultés socioéconomiques peuvent être à l'origine d'un grand nombre de conflits qui, mal gérés, peuvent entraîner la violence. Pour prévenir ces comportements visant à faire mal à autrui ou à soi, Mme Agha, formatrice en gestion des conflits, estime que «l'éducation à la non violence est indiquée. Elle consiste à développer les capacités psychosociales de l'enfant aux niveaux cognitif, corporel et affectif grâce à des outils pédagogiques visant à affirmer ses compétences personnelles et sociales en vue de renforcer sa confiance en soi, d'exprimer ses émotions et lui inculquer la coopération avec autrui».

Pour ce faire, des ateliers interactifs comportant des jeux, du théâtre, les arts plastiques et les contes sont, selon l'intervenante, bénéfiques dans la communication et la gestion des conflits chez l'enfant. «Porter un regard positif sur l'enfant, lui éviter toute accusation publique, l'écouter, l'inciter à parler, le valoriser et le responsabiliser en fonction de son âge constituent des attitudes susceptibles de développer la confiance de l'enfant dans sa capacité à évoluer», ajoutera-t-elle.

H. Aït El Djoudi



le 03.07.14

Vie associative : Ikhoulaf organise une formation à Hellouane

L'association Ikhoulaf des enfants victimes de séparation conjugale a organisé du 24 au 26 juin dernier, en collaboration avec l'association culturelle Timegdal, une formation au profit de cadres associatifs et de spécialistes de l'enfance au foyer de jeunes de Hellouane sous le thème «initiation à la gestion des conflits et à la médiation».

Des représentants de l'Agence de développement social, des adhérents d'une dizaine d'associations activant à Alger, Chelghoum Laid et Béjaïa, des psychologues et des sociologues ont répondu présents. Samia Agha, formatrice en gestion des conflits et médiation, y a animé des ateliers interactifs pour aider les participants à mieux gérer les conflits qu'ils rencontrent dans leur milieu professionnel. «Comprendre un conflit, cerner ses causes et empêcher l'escalade nécessitent une communication appropriée pour le régler ou recourir à la médiation le cas échéant. Trouver des solutions nécessite réflexion. En cas de divorce, à titre d'exemple, une séparation à l'amiable est indiquée pour éviter aux enfants une souffrance supplémentaire et mieux gérer par la suite la relation de ces derniers avec leurs parents», nous dit-elle. Notons que cette formation s'est concrétisée grâce au soutien du Programme concerté pluri-acteurs Joussour dans le cadre d'un projet dédié au respect des droits de l'enfant.

H. Aït El Djoudi

15 - 07 - 2014



54 مسنا سيستفيدون من مشروع كسوة العيد بدار العجزة

رئيس جمعية اخولف ضحايا الانفصال الزوجي - ل السياسي :

تسعى العديد من الجمعيات الخيرية، سواء الوطنية او الولائية منها، تحسين وضعية الأسرة خاصة في ظل إنتشار الظواهر التي تهدد الاستقرار العائلي والذي يكون الطفل هو الضحية الأولى الذي يدفع به للانحراف والتشرد في ظل غياب أحضان دافئة تحمي من الأخطار التي تترصد من كل جانب، إلا أن نشأة العديد من الجمعيات الخيرية التي تهتم بهذه الشرائح الاجتماعية، ساهم في الحد من هذه المشاكل، ومن أبرز الجمعيات التي تسعى لتحسين الواقع الاجتماعي، جمعية اخولف المتواجدة على مستوى ولاية بجاية، وللتعرف أكثر على نشاطاتها خلال هذا الشهر، حاورت السياسي يزيد جراح، رئيس الجمعية، الذي أكد على أهمية تفعيل العمل التضامني في المجتمع، خاصة في هذا الشهر الفضيل.

* بداية، هلأ ذكرتنا بتأسيس جمعية اخولف ؟ - جمعية اخولف وتعني براعم ضحايا الانفصال الزوجي، هي جمعية ذات طابع إنساني اجتماعي، تأسست في أوت 2006 من طرف 15 شابا يعانون من تبعات الانفصال الزوجي، وتحصلت على الاعتماد في ذات السنة تحت رقم 2006.12/0206، مقرها في بلدية أقبو بولاية بجاية، تهتم بحقوق الطفل عامة وخاصة الذين يواجهون مشاكل عائلية كالطلاق وذلك من خلال جملة النشاطات والحملات التحسيسية والتوعوية التي تقوم بها الجمعية.

* وماذا عن برنامجكم الرمضاني لهذه السنة؟ - قمنا، ككل سنة، بتسطير برنامج مليء بالنشاطات المخصصة لشهر رمضان الكريم كما هو حال كل الجمعيات الناشطة في إطار العمل التطوعي، حيث استهلنا برنامجنا بالحملات التحسيسية، فقمنا بحملة تحسيسية في أحياء شعبية معروفة بأقبو كحي سيدي علي، حي قندوزة وكذا بلدية خارج بوجليل والتي كانت حول موضوع التحرش بالأطفال في المدرسة والشارع وحتى في البيت وقد لفت نظرنا التحرش بالأطفال عبر الأنترنت حيث أصبح الأطفال يقضون معظم أوقاتهم أمام الشبكة العنكبوتية دون رقابة ما يشكل خطرا كبيرا وهو الأمر الذي جعلنا نسلط الضوء على هذه الظاهرة لحماية أطفالنا، وسنقوم خلال سهرة رمضان بتوزيع منشورات وتضامن مع جمعيات أخرى، كما سنقوم ايضا بتنظيم سهرة سينمائية (بداتاشو) نجمع فيها الأطفال ضحايا الطلاق لتخفيف من مشاكلهم والترفيه عنهم، وأهم نشاط مخالف لجمعيات الجمعيات سعيا منها لتوفير كسوة العيد للأطفال اليتامى والمحتاجين، فنحن سنقوم بتوفير حوالي 54 كسوة خاصة بدور العجزة بولاية بجاية، لنخرج بهذا عن المألوف في العيد من الجمعيات التي تحرص على كسوة اطفال العائلات المعوزة حيث سنقوم بشراء حوالي 14 بذلة نسوية و 40 خاصة بفتة الرجال، لنشر الوعي الحسي بأمهات وآباء تركوا في دار العجزة من طرف عديمي الضمير وكذا لتوفير الجو العائلي لهم رغم الألام التي تغمر قلوبهم، وآخر نشاط لجمعيتنا المخصص لشهر رمضان تنظيم حملة ضد إنتشار المخدرات بساحة الشهيد بري أحسن ببلدية أقبو، علما ان هناك عدة أطفال عايشوا الظاهرة بسبب المشاكل العائلية وانفصال الوالدين، ليصبح الطفل الضحية الوحيدة لهذه الأخطاء.

* ما تقيمكم لهذه النشاطات مقارنة بالسنة الماضية؟ - كل سنة نبرمج برنامجا من أجل إحترام حقوق الطفل، كل برامجنا متطابقة لكن ليست متشابهة، نعمل للتكامل فيما بينهم وتحسين نشاطاتنا الى الأفضل باجتهاد أعضاء الجمعية التي تسعى، قدر الإمكان، لتوعية أولياء الأمور بمخاطر أخطائهم وانعكاسها على أطفالهم، وبخصوص نشاطاتنا، فهي تسيير نحو الأفضل. * إلى ما تهدفون من وراء جل هذه النشاطات؟ - نهدف الى تقديم المساعدة للأطفال من الآباء والأمهات أو الصعوبات التي يواجهها الطفل في فصله الدراسي والأمراض النفسية والحالات القانونية وكذا تعزيز النصوص الجديدة والقوانين التي تضمن حقوق الطفل وحماية الطفل من جميع أشكال العنف والاستغلال. وتهدف جمعيتنا الى زيادة الوعي لدى عامة الناس عن أسباب وعواقب النزاعات الزوجية، لتحسين نوعية الرعاية المقدمة للأطفال وتحسين الوضع الاجتماعي وإعادة الإدماج المهني وتوفير الرعاية الاجتماعية للمحرومين خاصة المتواجدين بالمناطق النائية. * كلمة أخيرة نختم بها حوارنا؟ - نشكركم على هذه الالتفاتة الطيبة، وآتمنى لكم ولنا المزيد من النجاح من أجل تحسين وضعية الطفل والأسرة بصفة عامة وأشكر كل من ساهم من قريب او بعيد لإنجاح نشاطاتنا وبرنامجنا السنوية



[GUELMA: Le sida, au-delà des tabous](#)

par Menani Mohamed

L'Association 'INFO-COM jeunes' de Guelma a organisé, dernièrement, en collaboration avec l'association 'Aids-Algerie', une journée d'information anti-sida et la vulgarisation des moyens préventifs à travers un atelier de formation des médiateurs associatifs auprès des groupes vulnérables, en matière de santé reproductive et la prévention des IST/VIH.

La manifestation était organisée sous l'égide du ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière et appuyée par le FNUPA, ainsi que le programme commun des Nations unies, sur le VIH/SIDA. Cette première formation de médiateurs à l'Institut de la formation paramédicale de Guelma a regroupé 15 associations locales, en vue de renforcer les capacités du réseau des éducateurs pairs en santé de la reproduction «Youth-Peer».

Ce réseau actif est engagé dans la riposte expansive contre le virus du sida et constitue un plaidoyer essentiel pour les droits à la santé de la reproduction ou encore un espace de concertation et d'écoute, en soutien aux jeunes vivant avec le VIH.

Nous relevons, dans une communication, qu'en Algérie et malgré sa faible prévalence (0,1%), l'on enregistre une augmentation des nouveaux cas d'infection par le VIH. Sur les 8.046 cas cumulés depuis 1985 au 30 septembre 2013, 1.500 sont des jeunes, âgés entre 15 à 29 ans. Le contexte socioculturel et environnemental avait fait, de ce sujet, un obscur tabou et c'est en prenant les passerelles de la communication, à outrance, que les jeunes ont décidé de se prendre en charge en s'organisant pour casser la gêne et l'ignorance, à travers la formation adaptée pour assimiler et vulgariser les précieuses connaissances sur le thème et les schémas directeurs de la réponse nationale, en matière de prévention des IST/VIH/Sida, à l'adresse des jeunes et des groupes vulnérables.



RÉGIONS EST

Guelma : le monde associatif se mobilise contre le sida

le 28.10.13 | 10h00

Un atelier de formation en direction des médiateurs associatifs auprès des groupes vulnérables en matière de santé reproductive et prévention des infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH, a débuté, hier, et durant trois jours, au niveau de l'institut de formation paramédicale de la ville de Guelma.

Cette initiative revient aux associations INFO-COM-Jeunes de Guelma et AIDS Algérie. Une quinzaine de représentants d'associations de la même wilaya sont ciblés par cette formation dont le but est de renforcer leurs connaissances en matière de santé sexuelle et de consolider leurs aptitudes à l'information et à la communication avec les jeunes et les groupes vulnérables. Ces connaissances une fois assimilées, nous dit-on, seront intégrées dans la stratégie des activités des associations ciblées. Plus encore, cette formation permettra aux médiateurs d'intégrer des activités en direction des jeunes.

Au regard des cas d'infections dans notre pays, il y a lieu de tirer la sonnette d'alarme. En effet, «du 1^{er} au 30 septembre de l'année en cours, 6 nouveaux cas de sida ont été enregistrés en Algérie par l'institut Pasteur, en plus de 56 séropositifs durant la même période», annoncent les formateurs à l'assistance. Les chiffres effrayants de 1443 cas de sida et 6603 de séropositifs cumulatif de 1985 au 30 septembre 2013, sont également avancés.

A ce sujet, Othmane Bourouba, président de AIDS Algérie, nous déclare en marge de cette première journée, qu'il existe à travers l'Algérie «17 maisons closes encore en activité». Selon lui, celles-ci ne représentent, a priori, aucun danger puisqu'elles sont sous surveillance. Et d'ajouter : «Ce que nous craignons le plus c'est la prostitution clandestine, laquelle est incontrôlable, mais aussi les comportements sexuels en milieu étudiantin.» D'autre part, Charafa Bouderya, médecin légiste de formation et membre fondateur d'Aids Algérie, nous fait part de son inquiétude par rapport «à certain comportement irresponsable comme l'utilisation de la popinelle pour la stérilisation des instruments médicaux». En clair un matériel banni par le ministère de la Santé, mais qui est toujours utilisé aussi bien dans le secteur privé que celui public.

Karim Dadci

Une maison du conte voit le jour à Oran

Algérie presse service

Mercredi, 19 Mars 2014

Publié dans: **CULTURE**



Contes populaires

ORAN - Une maison du conte a été créée à Oran pour promouvoir le conte populaire en Algérie et ce à l'occasion du festival dédié à cet art qui se poursuit mercredi dans la capitale de l'ouest du pays.

Initié par l'association "Le Petit Lecteur" pour la promotion de la lecture chez les enfants, cet espace vise à valoriser le conte populaire, un art à part entière, et à préserver ce patrimoine culturel ancestral, indique la présidente de l'association, Kouti Zoubida.

La maison du conte regroupera toutes les parties concernées par l'art de la narration, entre conteurs professionnels et amateurs des différentes wilayas du pays. Elle constituera également un centre de recherche, de collecte et d'archivage des contes populaires menacés de disparition.

Disposant d'un riche répertoire documentaire, d'ouvrages et de supports audiovisuels et multimédias, la maison du conte sera exploitée par des conteurs algériens, mais aussi étrangers pour l'écriture et la production de spectacles en programmant des ateliers de formation, précise, de son côté, la conteuse Djamilia Hamitou, initiatrice du projet.

Par ailleurs, les spectacles programmés dans le cadre du festival du conte, qui se poursuit, mercredi, pour la troisième journée consécutive, ont drainé un public nombreux qui a apprécié des contes narrés par des conteurs étrangers.

Cette manifestation, organisée en collaboration avec l'APC d'Oran, a vu la participation d'une pléiade de narrateurs venus de divers pays dont la France, le Liban et le Congo, en plus de conteurs algériens de diverses régions du pays.

Le rôle essentiel des associations de Mistral

by [MICHEL DESTOT](#) • 12 DÉCEMBRE 2013 •



A l'invitation de Hassen Bouzeghoub, je me suis rendu samedi dernier au Plateau au 1^{er} Forum des associations de Mistral. L'occasion pour moi de dire une nouvelle fois combien ici, plus que partout ailleurs peut-être, elles restent un maillon essentiel entre les habitants et les institutions. En fédérant les initiatives, elles œuvrent au quotidien à créer ou à retisser du lien social et contribuent à l'ouverture du quartier sur le monde. Dès les premières semaines de mon premier mandat de Maire de Grenoble, j'ai placé en tête de nos priorités municipales la réduction des inégalités entre les gens, entre les quartiers. Et Mistral fait partie de ces quartiers sur lesquels nous nous sommes le plus engagés en termes de renouvellement urbain et social.

Des équipements publics de grande qualité sont venus mailler le territoire : le Plateau bien entendu, mais aussi la Maison des Habitants, l'Ecole d'infirmières, le Centre de formation permanent du

bâtiment, la Maison des Aidants récemment inaugurée par Michèle Delaunay, ministre chargée des Personnes âgées et de l'autonomie.



Le contexte est difficile, nous le savons. C'est pourquoi les associations ont un rôle majeur à jouer. Ensemble.

Le week-end dernier, rassemblés au Plateau, le FC Mistral, le Prunier sauvage, la Maison de l'Enfance Bachelard, mais aussi le Judo, le Taekwondo, les anciens, les jeunes... ont donné une belle image de leur quartier. L'image du Mistral qui m'est si cher, depuis longtemps.

ISERE SUD

Le Grenoblois Hassen Bouzeghoub: "Je suis un produit de la Marche des beurs"



Photo le DL / Christophe AGOSTINIS

Hassen Bouzeghoub est un enfant du quartier Mistral, à Grenoble. En 1983, il avait 18 ans lorsque les émeutes ont éclaté aux Minguettes. Quelques mois après, il rejoignait la Marche des beurs à Paris. Un cri de colère, un élan de solidarité qui a traversé la France. Aujourd'hui directeur de la structure associative le Plateau, il revient sur cette marche et les années 80. Et dit notamment ceci: « Il y a eu un vrai engouement dans les quartiers. Nous, on avait 18 ans, on ne faisait pas de la politique. On portait tous des keffiehs sans savoir ce qu'il symbolisait. On portait un keffieh parce que c'était la mode et que tous les jeunes du quartier en avaient un. Renaud avait raison, on le portait pour s'inventer des frangins. La Villeneuve a organisé un bus, Mistral aussi. Et on a fait un aller-retour Grenoble-Paris dans la journée. C'était la première fois que je montais à Paris, la première fois que je voyais autant de monde marcher ensemble. C'était un combat pour l'égalité. Je suis un produit de cette marche. »



MASTER MANAGEMENT DE PROJETS HUMANITAIRES ET CULTURELS

Université d'Aix-Marseille

Outre une solide formation en langues (anglais + une seconde langue au choix parmi huit - chinois, espagnol, italien, russe...) et des cours en droit ou en économie, ce programme valorise l'approche de terrain, essentielle pour donner à ces futurs chefs de projet des compétences en planification, logistique, etc. Preuve de dynamisme : en 2011, l'association des étudiants a même remporté le premier prix d'un concours organisé par la Fondation Espoir et l'ONG Santé Sud. 90% des diplômés sont recrutés dans les six mois. Parmi les anciens : une chargée de programmation artistique au château de Lacoste, un responsable d'une Alliance française, une salariée dans une agence de tourisme équitable, deux personnes à l'Unesco...

ATOUPS : module d'insertion, annuaire d'anciens, partenariats avec la Ligue contre le cancer, des organismes culturels...

FORMATION CONTINUE POSSIBLE

RESPONSABLE : Alice Fabre - alice.fabre@univ-amu.fr



Indre-et-Loire

L'action éducative comme éducation partagée

06/06/2014 05:35



Échanges entre les différents acteurs à un des ateliers.

La Fédération départementale de la Ligue de l'Enseignement (FOL37), accompagnée de mouvements complémentaires comme les Francas (1) et les CEMEA (2), mettait en place ce mercredi un forum sur le thème de l'éducation partagée et de la refondation de l'école. « *L'éducation partagée, c'est*

l'articulation entre enseignements et animations socio-éducatives », résume Bernard Pascaud, président de la FOL37.

Au programme, quatre ateliers animés ainsi qu'une conférence. Au cours des ateliers, les participants ont pu échanger sur des thématiques variées, avec à l'appui des témoignages d'intervenants. Des intervenants universitaires et institutionnels, ou encore issus des milieux de l'animation et de l'éducation. Les relations entre animateurs et enseignants ou encore la place des associations dans la construction de Projet Éducatif de Territoire (PEDT) sont les différents sujets qui ont pu animer les débats. « *Le but est de réunir les parents, les associations éducatives et les représentants de l'Éducation nationale afin de mettre en place un PEDT* », explique Hélène Hagel, chargée de mission aux Francas. « *Les débats et les concertations nous permettront de trouver des solutions* », ajoute-t-elle.

Malgré la controverse engendrée par la réforme des écoles, la Ligue de l'Enseignement reste persuadée par son bien-fondé. Elle approuve la nouvelle loi, et notamment l'élargissement du champ des éducateurs et la plus grande place faites aux activités périscolaires. Ce forum résolument positif a permis d'en discuter, de trouver des réponses et surtout de créer une continuité éducative entre les différents acteurs du milieu scolaire.

1) Francas : Fédération Nationale Laïque de structures et d'activités éducatives sociales et culturelles.

2) CEMEA : Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (mouvement national d'éducation nouvelle).



Mouvement associatif : Lancement d'une formation des «guides de la nature»

par Bouhassoune Lahouari

L'Association «Office de Tourisme de Misserghine», avec le soutien financier de l'Ambassade de France et en partenariat avec l'Association «les Nomades Algériens», lance la 1ère session des Guides de la Nature de la Wilaya d'Oran. Ce programme de formation pour lequel une invitation est lancée à tous les jeunes (18 à 35 ans) pour participer au processus de sélection, entre dans le cadre du projet «Les Guides de la Nature». Il est à noter que «l'attestation «Guide de la Nature» a pour but d'offrir à une trentaine de jeunes (filles et garçons) des occasions de rencontres, de formation, de réflexion et de débats sur des thématiques en lien avec la nature et la protection de l'environnement», tiennent à préciser les initiateurs. En effet, «sur une période d'une année, les participants auront à suivre un programme de formation et à concevoir des visites guidées en pleine nature afin de valider leur attestation». Une première présélection se fera sur dossier uniquement selon les critères préétablis. Dans un délai de cinq jours après la date limite de candidature fixée au 15 octobre 2013, un courrier sera envoyé aux candidats dont le dossier a été retenu pour participer à un entretien oral pour une sélection finale. Les candidats retenus devront s'engager, pour valider l'attestation, à suivre la totalité du programme qui s'étalera, rappelle-t-on, de décembre 2013 à juillet 2014 à raison d'un week-end sur deux. L'objectif de la formation est d'acquérir les connaissances techniques, pédagogiques et comportementales nécessaires pour être capable de concevoir, organiser et mener une visite guidée de sensibilisation à la nature et l'environnement. L'objectif final est de former une trentaine de jeunes, sans restriction d'âge ou de genre, qui pourront proposer des visites guidées bénévoles pour les associations de protection de la nature et de l'environnement de la wilaya d'Oran.

Cette formation privilégie les sorties de terrain et un apprentissage pratique des connaissances naturalistes et environnementales nécessaires. Une approche des grands concepts de l'écologie scientifique a été préférée à l'acquisition d'un savoir encyclopédique.

Un week-end sur deux pendant un an (sauf Août) est consacré à la formation. Les week-ends Guides de la Nature se dérouleront le samedi de 09 h à 17 h. Ils s'effectuent sur l'ensemble du territoire de la wilaya d'Oran, en fonction de la thématique du week-end. Les 20 week-ends de la formation couvrent la majorité des milieux naturels de la wilaya d'Oran et des thématiques naturalistes, de manière à donner une vision la plus large possible aux stagiaires. A eux, par la suite, de se spécialiser dans les thématiques pour lesquelles ils ont le plus d'affinité. L'attestation de réussite délivrée par l'Office de Tourisme de Misserghine n'est pas un diplôme professionnel. Il est la reconnaissance d'une compétence qui peut s'exercer dans un cadre bénévole associatif. Enfin, les cours sont assurés par des scientifiques, des enseignants, des naturalistes confirmés, des professionnels.



23 avril 2014

«LES NOMADES» PUBLIE UN GUIDE TOURISTIQUE

L'Association culturelle Les Nomades vient de publier un guide touristique sous le label «visitez Oran à l'aide d'un circuit à la fois simple et fabuleux». Le guide propose, notamment, de parcourir les différents sites, endroits et vestiges du vieux quartier de Sidi El Houari. Elaboré et enrichi par une carte touristique destinée au grand public, il leur permettra ainsi de découvrir plus d'un siècle d'histoire de ce quartier historique qu'est Sidi El Houari. Il constitue à lui seul un musée à ciel ouvert en cristallisant la diversité culturelle, architecturale et ethnologique. Il permettra ainsi, grâce au groupe de jeunes de cette

association, valoriser et promouvoir l'image touristique par excellence de la ville d'Oran qui recèle plusieurs sites et monuments anciens datant de plusieurs époques. C'est ainsi, par exemple, qu'au titre du mois du patrimoine, le programme élaboré par la Direction de wilaya de la Culture prévoit, pour le 24 avril, à partir de 14 heures à la galerie d'art «El Bahis», une conférence ayant pour thème «Sites et monuments historiques de la ville d'Oran», qui sera animée par l'enseignant en architecture à l'université d'Oran, M. MABRUK, suivie par des visites guidées à travers ces sites et vestiges.

Tegguer Kaddour



Mouvement associatif : Lancement d'une formation des «guides de la nature»

par Bouhassoune Lahouari

L'Association «Office de Tourisme de Misserghine», avec le soutien financier de l'Ambassade de France et en partenariat avec l'Association «les Nomades Algériens», lance la 1ère session des Guides de la Nature de la Wilaya d'Oran. Ce programme de formation pour lequel une invitation est lancée à tous les jeunes (18 à 35 ans) pour participer au processus de sélection, entre dans le cadre du projet «Les Guides de la Nature». Il est à noter que «l'attestation «Guide de la Nature» a pour but d'offrir à une trentaine de jeunes (filles et garçons) des occasions de rencontres, de formation, de réflexion et de débats sur des thématiques en lien avec la nature et la protection de l'environnement», tiennent à préciser les initiateurs. En effet, «sur une période d'une année, les participants auront à suivre un programme de formation et à concevoir des visites guidées en pleine nature afin de valider leur attestation». Une première présélection se fera sur dossier uniquement selon les critères préétablis. Dans un délai de cinq jours après la date limite de candidature fixée au 15 octobre 2013, un courrier sera envoyé aux candidats dont le dossier a été retenu pour participer à un entretien oral pour une sélection finale. Les candidats retenus devront s'engager, pour valider l'attestation, à suivre la totalité du programme qui s'étalera, rappelle-t-on, de

décembre 2013 à juillet 2014 à raison d'un week-end sur deux. L'objectif de la formation est d'acquérir les connaissances techniques, pédagogiques et comportementales nécessaires pour être capable de concevoir, organiser et mener une visite guidée de sensibilisation à la nature et l'environnement. L'objectif final est de former une trentaine de jeunes, sans restriction d'âge ou de genre, qui pourront proposer des visites guidées bénévoles pour les associations de protection de la nature et de l'environnement de la wilaya d'Oran.

Cette formation privilégie les sorties de terrain et un apprentissage pratique des connaissances naturalistes et environnementales nécessaires. Une approche des grands concepts de l'écologie scientifique a été préférée à l'acquisition d'un savoir encyclopédique.

Un week-end sur deux pendant un an (sauf Août) est consacré à la formation. Les week-ends Guides de la Nature se dérouleront le samedi de 09 h à 17 h. Ils s'effectuent sur l'ensemble du territoire de la wilaya d'Oran, en fonction de la thématique du week-end. Les 20 week-ends de la formation couvrent la majorité des milieux naturels de la wilaya d'Oran et des thématiques naturalistes, de manière à donner une vision la plus large possible aux stagiaires. A eux, par la suite, de se spécialiser dans les thématiques pour lesquelles ils ont le plus d'affinité. L'attestation de réussite délivrée par l'Office de Tourisme de Misserghine n'est pas un diplôme professionnel. Il est la reconnaissance d'une compétence qui peut s'exercer dans un cadre bénévole associatif. Enfin, les cours sont assurés par des scientifiques, des enseignants, des naturalistes confirmés, des professionnels.

Nation

« Mémoire »

Une revue pour l'écriture de l'Histoire

Publié le 24 août 2013



L'Association Med-Action d'Akbou vient de lancer un mensuel, intitulé **Mémoire**, dédié exclusivement à la glorieuse Révolution algérienne.

La revue tente d'apporter des éclairages sur des zones d'ombre de cette étape décisive de l'Histoire du pays, à travers les témoignages des acteurs encore en vie et

autres contributions d'éminents spécialistes. « Guerre d'Algérie, des Français qui ont dit non ! » est le titre du dossier d'ouverture choisi par la revue dans son numéro zéro paru ce mois d'août. Le directeur du département d'histoire de l'Université d'Aix-en-Provence, Jean-Charles Jauffret, évoque dans sa contribution intitulée « Un témoin du rejet de la guerre d'Algérie », les manifestations des rappelés français, qui ont éclaté dans différentes régions de France, et les premières années du déclenchement de la lutte armée en Algérie. La rédaction de ce nouveau mensuel propose, pour les besoins du sujet, le regard d'Henri Alleg sur Jacques Tourtaux, un des soldats français rappelés, qui, écrit-on, ont compris que le motif du maintien de l'ordre en Algérie, avancé par les autorités coloniales, n'était autre qu'« un fallacieux prétexte pour livrer une guerre à un peuple en lutte pour sa liberté ». Le témoignage de ce soldat, originaire des Ardennes, incorporé en Algérie en 1961, auteur du livre Souvenir d'un appelé anticolonialiste, est illustré dans un entretien accordé à la revue. « Quelle connerie la guerre et comment qualifier ceux qui la font », s'est indigné l'auteur, invité à conclure l'interview. Un chapitre de la revue est consacré au combat « héroïque » des mineurs algériens des Cévennes (France), dans l'indépendance du pays, présenté par Bernard Deschamps, député PCF du Gard, auteur de Les Gardois contre la guerre d'Algérie. Des biographies de quelques « mineurs héroïques » sont présentées, à l'image de Mohamed Krim, Aïssa Mokrane, Dahmouchi Yahia et Fatima Krim. Des récits d'accrochages avec l'ennemi durant la Révolution sont également cités, à l'exemple de la bataille de la localité d'Ighram, dans la Wilaya III historique, en juin 1958. En somme, Mémoire se veut, peut-on lire dans l'édito de son directeur de publication, Hocine Smaïli, « une contribution à l'écriture de l'Histoire, une entreprise éminemment délicate lorsqu'il s'agit, surtout, de la guerre d'Algérie avec, au demeurant, une Révolution en majuscule ».

M. Kechad

57^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Akbou se prépare !



À l'occasion de la célébration de 57^e anniversaire de la tenue du congrès de la Soummam 20 août 1956, un riche programme a été concocté par l'association Med Action.

Cet événement commémoratif se déroulera du 18 au 21 août au niveau de la salle de délibération de l'APC d'Akbou. Au programme, des conférences qui seront animées par des

historiens et des acteurs associatifs venus de pays d'outre mer, notamment de France. Ainsi, le public assistera, le premier jour des ces « journées de l'histoire », à une conférence-débat, intitulée « Congrès de la Soummam, des vérités à redire », qui sera animée M. Amar Mohand Amer, docteur en histoire et maître de recherche au centre national de recherche en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran. Une autre conférence, intitulée « Mineurs algériens des Cévennes (France) dans le combat historique pour l'indépendance, 1954-1962 », est prévue au troisième jour de la manifestation. Elle sera animée par M. Bernard Deschamps, président de l'association « France El Djazaïr » et auteur de nombreux livres dont « les Gardois contre la guerre d'Algérie ». Aussi, deux films documentaires seront à l'affiche. « Ils ont rejoint le front pour la libération de l'Algérie », tel est le titre d'un long métrage qui sera projeté le lundi, deuxième jour de cet événement. Le film est produit, en 2012, par l'Agence Nationale pour le rayonnement culturel, et ce, en présence du réalisateur Jean Ascolmeyer. Un autre film documentaire, traitant également de la cause nationale, sera projeté mardi 20 août. Le film, intitulé « Francis Jeanson, itinéraire d'un intellectuel engagé », traitera du parcours d'un français engagé pour la cause algérienne. La projection sera suivie des témoignages de Jacques Tourtaux, auteur du livre « Souvenirs d'un appelé anticolonialiste », ex-membre également de l'association FSC (Front Syndical de Classe) en présence des deux réalisateurs, Bernard Vignon et Catherine De Grissac.

Menad Chalal

Développement durable Projet « Jeunes écocitoyens » entre la MJC, l'Algérie et l'Allemagne

Deux Elbeuviens à Akbou avant l'accueil de deux Algériens à la MJC



Une vue panoramique sur Akbou.



Les animateurs de la MJC avec les jeunes habitants de la ville d'Elbeuf.

Les animateurs de la MJC se sont rendus à Akbou (Algérie) et à Elbeuf (Allemagne) pour participer au projet « Jeunes écocitoyens ». Ils ont rencontré les responsables locaux et les jeunes habitants de la ville d'Elbeuf.

Jumelage avec la Région

Le jumelage avec la Région de Rhénanie-Palatinat a été officialisé par un accord signé le 14 août 2013. Ce partenariat vise à favoriser les échanges culturels et éducatifs entre les jeunes de la région allemande et ceux de la MJC d'Elbeuf.

Problématiques locales

Les jeunes de la MJC ont discuté des problèmes environnementaux locaux et régionaux.

Visite écocitoyenne

Les jeunes ont visité des sites écocitoyens à Elbeuf, tels que le jardin scolaire et le composteur. Ils ont également participé à des ateliers de sensibilisation à l'environnement.

Deux Algériens à Elbeuf

Deux jeunes Algériens ont été accueillis à la MJC d'Elbeuf. Ils ont participé à des ateliers de découverte de la culture allemande et ont rencontré les animateurs de la MJC.



Les jeunes de la MJC lors d'une activité.



Un dépôt de déchets dans la région.

Enfants algériens en danger : le gouvernement peut-il réellement les protéger ?

Par [Amina Boumazza](#) F | septembre 30, 2013 12:06



Le Conseil des ministres qui s'est déroulé hier, dimanche 30 septembre, s'est penché sur le projet de loi de protection de l'enfance. Le gouvernement et Abdelaziz Bouteflika ont examiné et validé l'avant-projet de loi. Il aura fallu du temps à l'Etat pour réagir, en dépit des supplications des associations luttant pour la protection des enfants. Que peut-on espérer de ce projet de loi ?

Rien n'est acquis pour le moment, la loi visant à lutter contre la criminalité qui affecte les enfants n'a pas été votée et doit être soumise au Parlement, mais cela reste une première avancée. Les chantiers entamés par le gouvernement paralysés par différents événements dont l'absence d'Abdelaziz Bouteflika, reprennent enfin vie. Le Conseil des Ministres qui s'est déroulé hier a remis sur les rails un important projet celui de la protection des enfants algériens. Ce public fragile et influençable a été quelque peu délaissé. Mendicité, délinquance, violences et autres abus, l'enfance en Algérie est la première victime et devient parfois actrice malgré elle de la criminalité. Que va changer l'avant-projet de loi portant protection de l'enfance ?

Ce texte qui sera soumis à la session actuelle du parlement, propose "la création d'un poste de délégué national chargé de la protection des enfants, notamment ceux exposés à des dangers ou se trouvant dans des situations sociales critiques", précise le communiqué de la Présidence. Il prévoit également "la création d'une instance nationale

présidée par un délégué national chargé de la protection des enfants, lequel défendra les droits des enfants en danger dans le cadre de la protection sociale ou de l'accompagnement judiciaire de cette frange de la société." Ce délégué national sera également chargé de mener des actions de sensibilisation, en matière de protection de l'enfance, d'encourager la recherche dans ce domaine et d'élaborer des rapports sur la situation des droits de l'enfant.

La protection de l'enfance enfin prise en compte

La modification du Code Pénal a été maintes et maintes fois demandées par les acteurs de protection de l'enfance en Algérie. "C'est une bonne avancée pour améliorer la protection de l'enfance. Ce projet de loi devrait lutter de manière efficace contre la criminalité, puisqu'il prévoit un volet de protection et de prévention. Cela permettra de lutter contre la mendicité, les violences sexuelles ou physiques", estime Adrar Abderrahmane, le président du Réseau Nada, pour la protection de l'enfance. "C'est une bonne rentrée sociale, surtout pour la protection de l'enfance qui n'a jamais réellement été une priorité en Algérie. Mais il n'est jamais trop tard, et désormais le gouvernement semble vouloir réagir. Ce qui est sûr c'est que nous allons participer à ce processus", assure M. Abderrahmane. Il est vrai que l'accumulation d'affaires sordides cette année a mené à faire réagir l'Etat sur la situation de ses enfants. Enlèvements, meurtres, réseau de mendicité, l'enfance algérienne a trop souffert.

Toutefois le président du réseau Nada préfère modérer l'impact de cet avant-projet qui ne va pas changer radicalement la situation des enfants. "Il est vrai qu'on avait demandé la révision de ce code pénal pour travailler au maximum sur la prévention en amont et punir correctement les criminels. Toutefois il faut souligner que la modification du Code pénal est une mesure parmi tant, mais il s'agit seulement d'une partie de notre lutte. Il faut un changement général de mentalité, c'est toute la société civile qui doit en prendre conscience."

El Watan.com

A LA UNE ACTUALITÉ

Amendements au code pénal et protection de l'enfance

Les objections du réseau Nada

le 02.12.13 | 10h00

Le réseau Nada est contre l'amendement de loi portant la responsabilité pénale à 10 ans au lieu de 13, actuellement.

Le projet de loi amendant et complétant la loi 156-66 portant code pénal sera débattu à l'APN à la fin de la semaine. Parmi les amendements proposés, plusieurs ont trait aux mineurs, et ce, dans le cadre d'un vaste projet de loi relatif à la protection de l'enfance. Ces textes avaient vu le jour sous la pression de la société civile, révoltée par le rapt, l'agression sexuelle et le meurtre de Haroun et Ibrahim, à Constantine, en mars 2013. Pourtant, ces amendements sont loin de répondre aux préoccupations des associations œuvrant pour la protection de l'enfance.

Le réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant Nada rend compte de quelques objections émises à l'encontre de ce texte.

Et l'un des points soulevés par Nada a trait à l'âge de la responsabilité pénale, qui est actuellement de 13 ans, mais que le projet de loi propose, dans son article 49, de réduire à 10 ans. «L'âge de responsabilité a été fixé à ce seuil car il est considéré, selon le code civil, que c'est l'âge du discernement, et ce, en se basant sur la maturité de l'enfant et son développement spirituel, mental et émotionnel, et sur sa capacité à discerner les actes qui sont punis par la loi», entame, dans un communiqué, le réseau, qui plaide pour un maintien de l'âge de 13 ans.

D'autant plus que les chiffres étayent cette opposition à cette modification. «En parcourant les statistiques avancées par les autorités compétentes, on constate que les crimes perpétrés par des enfants de 10 à 13 ans sont insignifiants comparativement à ceux perpétrés par des mineurs de plus de 13 ans», avance Nada. «Dix ans est un âge très précoce, que ce soit mentalement, caractériellement et même physiquement ; il est inconcevable de présenter une personne aussi fragile devant un juge ou encore la police judiciaire, qui ne pourraient qu'avoir une trop grande influence sur lui», prévient-on dans le document.

Vente d'enfants, agressions sexuelles et mendicité

Le réseau Nada exhorte aussi le législateur à être plus précis dans ses textes, et ce, afin d'éviter les flous juridiques ou une quelconque ambiguïté. Par exemple, en ce qui concerne la vente d'enfants, «le texte en question n'a pas donné la définition de ce qu'est la vente d'enfants, ce qui peut induire une confusion. A savoir a-t-il le sens que lui a donné l'usage ou le sens que lui confère le code civil et le code du commerce ?», s'interroge l'ONG, tout comme elle propose de supprimer les circonstances atténuantes pour ce crime.

Pour ce qui est des agressions sexuelles, le réseau Nada suggère l'ajout d'une peine complémentaire en ce qui concerne tous les crimes et agressions à caractère sexuel, avec une ordonnance restrictive, afin d'interdire à l'agresseur de contacter sa victime ou de l'approcher, et ce, selon des conditions fixées par le juge. Par ailleurs, concernant la mendicité, le réseau Nada estime que la mère qui mendie en compagnie de son enfant devrait tomber sous le coup de la loi.

Ghania Lassal



AVANT-PROJET DE LOI AMENDANT LE CODE PÉNAL

Ce que propose Nada pour les enfants

Par Ilhem TERKI - Mercredi 04 Décembre 2013 -



La mendicité, un fléau qui touche frontalement les enfants

«Le réseau Nada appelle à la révision de l'article 195 de ce projet de la loi sur l'interdiction de la mendicité des enfants.»

Aujourd'hui le projet de loi amendement le Code pénal, sera présenté en débat à l'APN. Ce projet qui a tant suscité la réaction du mouvement associatif en Algérie, particulièrement le réseau Nada pour la défense des droits de l'enfant, pour la mise en place d'un mécanisme de protection des enfants contre la violence, le mauvais traitement, les sévices et la négligence, sera probablement adopté. Contacté par nos soins, le président du réseau Nada pour la protection de l'enfance, Abderrahmane Arar a mis l'accent sur l'importance de l'élaboration de l'avant-projet de loi amendement le Code pénal à travers son renforcement par des articles répressifs pour sanctionner tout auteur d'enlèvement, d'agression ou d'exploitation des enfants à des fins de mendicité,

d'emploi illégal ou d'ordre sexuel. «Le réseau a proposé également la création d'un observatoire national de protection des droits de l'enfant et de tribunaux spécialisés dans les questions relatives à l'enfance, la mise en place d'un système d'alerte et de dénonciation dans des affaires d'enlèvement avec la collaboration des pouvoirs publics et la société civile, outre le renforcement des mécanismes de protection contre le crime et la délinquance juvénile», souligne M.Arar en précisant que «l'article 49 du nouveau projet fixe l'âge de la responsabilité pénale de l'enfant à 10 ans, au lieu de 13 ans dans l'actuelle loi, ce qu'il considère comme «illogique». Nada justifie sa prise de position en ces termes: «Cette loi n'est pas en conformité avec la Convention internationale sur les droits de l'enfant, ratifiée par l'Algérie.»

La loi actuelle est plus claire sur le sujet, car c'est à l'âge de 13 ans que l'enfant peut avoir une certaine maturité qui lui permettra de distinguer entre les faits prohibés par la loi. Et d'expliquer que les crimes commis par cette frange sont insignifiants par rapport à ceux dont pourraient se rendre responsables des enfants de 13 ans et au-delà. De plus, un enfant de 10 ans devant les juges n'est pas, au vu de sa situation physique et morale, en mesure d'y faire face. Poursuivant son travail d'analyse de l'avant-projet de loi, le réseau Nada pointe du doigt également l'article 319 portant sur le trafic d'enfants, lui reprochant de ne pas donner une définition au mot «trafic» et de ne pas insérer la question du harcèlement sexuel que peuvent subir les enfants.

A ce titre, Nada exige «l'adoption de sanctions sévères contre le trafiquant d'enfants, l'excluant de toute possibilité de grâce». Quant aux harcèlements sexuels, le réseau Nada propose l'adoption d'un article de loi visant à éloigner le «bourreau de sa victime pour une période et une distance qui devront être précisées par un juge». Enfin, le réseau Nada a appelé à la révision de l'article 195 de ce projet de loi sur l'interdiction de la mendicité des enfants.



LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES ENFANTS

Plus de 13 000 SOS recensés par le réseau Nada

«La cellule d'écoute du réseau Nada a enregistré 13 000 appels SOS, dénonçant des actes de violence à l'égard des enfants depuis le lancement du numéro vert "30 33" du programme (Je t'écoute), dont 7000 cas sont en état de suivi», a déclaré hier le président de ce réseau, Abderrahmane Arar, lors d'une cérémonie de présentation et de lancement de l'initiative «Lutte contre la violence envers les enfants», organisé à l'hôtel Hilton à Alger. Le numéro vert «30 33» a été lancé en 2008 par Nada pour une durée de trois années, dont la première année de mise en service concerne la wilaya d'Alger considérée comme zone pilote.

Le programme «Je t'écoute» a permis de «maîtriser le mécanisme d'accompagnement et de gestion des situations difficiles et d'urgence ainsi que la désignation de professionnels au niveau de différentes associations», a-t-il ajouté.

Le personnel en charge de ce programme a par ailleurs été formé aux techniques d'écoute et de conseils, ainsi qu'à l'élaboration d'un plan de communication-sensibilisation sur les droits de l'enfant à travers des campagnes publicitaires, des expositions de photographies et des concours de dessins. S'agissant des travaux de la rencontre, M. Arar a indiqué que «l'objectif est d'approfondir la réflexion sur les priorités en termes de renforcement

des capacités dans le domaine de la violence sexuelle à l'encontre des enfants.

Cette rencontre organisée avec la participation d'une ONG internationale, Acting For Life, permet d'échanger les expériences et de sensibiliser les acteurs concernés, notamment sur les moyens et les mécanismes pour l'élaboration d'un cadre de protection de l'enfance particulièrement en matière de violences sexuelle».

Le président a rappelé des statistiques de l'année dernière qui ont enregistré plus de «5495 enfants victimes de violence au niveau national», précisant que ces chiffres ne cessent d'augmenter. Selon lui, «la violence physique vient en première position avec 3222 enfants dont 2469 garçons et 753 filles.

Vient ensuite la violence sexuelle avec 1608 victimes dont 924 filles et 684 garçons». A ces cas, «s'ajoutent les mauvais traitements avec 433 cas et enfin les enlèvements avec 186 kidnappings et détournements de mineurs. Toutes ces violences ont causé la mort de 28 enfants, 18 enfants victimes d'homicides volontaires dont des infanticides, par des parents parce qu'ils ne trouvent pas de quoi les nourrir», a-t-il affirmé. Ces chiffres effarants qui ne sont que des statistiques de l'année dernière, dénotent la situation alarmante à laquelle sont exposés nos enfants et le degré de «décomposition» de notre société.

H. T.



ENTRE LA TOXICOMANIE ET LA DÉLINQUANCE

Nos enfants en danger

Par Ilhem TERKI - Mercredi 12 Mars 2014



La drogue détruit leur vie, elle les conduit vers le chemin de la délinquance et la perte.

Les conséquences de l'ampleur du trafic de stupéfiants sont inquiétantes. Si l'alerte est donnée à travers les chiffres publiés chaque fois par les services de sécurité, il n'en demeure pas moins que la consommation de la drogue est réelle dans notre société qui est devenue celle de jeunes consommateurs.

Les enfants, jusque-là éloignés de ce fléau, sont davantage concernés et plus impliqués. Le pire est que les enfants de moins de 15 ans s'accoutument à la poudre blanche. Les enfants ne consomment pas seulement des joints, mais ils s'adonnent beaucoup plus aux psychotropes.

«Ce type de comprimés contient généralement de l'opium qui existe aussi sous forme de poudre et de liquide», nous explique un observateur averti en ajoutant, qu'au regard des saisies considérables de

quantités de drogue annoncées par les services de sécurité «on constate que le problème des stupéfiants en Algérie a pris, au cours de la dernière décennie, une ampleur jamais égalée. Chaque jour, de nouveaux adeptes, des jeunes des deux sexes pour la plupart, entrent dans la dépendance de la toxicomanie qui est aujourd'hui un véritable fléau social», précise-t-il.

«312 patients ont été suivis en consultation médicale pour toxicomanie en 2013 au niveau du centre de proximité de prévention et de psychothérapie d'Alger, dont 29 pour consommation d'héroïne et de cocaïne», indique le président de l'Organisation nationale des associations pour la sauvegarde de la jeunesse, Abdelkrim Abidat.

Le même responsable tire la sonnette d'alarme en indiquant que la tranche d'âge de ces toxicomanes varie entre 13 et 35 ans. Il explique que les toxicomanes, considérés comme des patients, consultent une fois par semaine pendant une période allant de six à huit semaines. M. Abidat a, en outre, mis en garde contre l'ampleur de la propagation de la drogue en milieu scolaire, précisant que les dealers utilisent tous les moyens pour commercialiser toutes sortes de stupéfiants en ciblant notamment les enfants scolarisés.

Dans le même contexte, il a appelé les parents d'élèves à plus de vigilance pour prémunir leurs enfants de ce phénomène. Il a rappelé en outre que le centre de prévention et de psychothérapie a effectué, durant l'année 2013, plus de 225 sorties sur le terrain avec le Samu scolaire, 300 sorties avec le psychobus et 175 sorties avec le centre mobile de lutte contre la drogue.

«Le centre de proximité de prévention et de psychothérapie est animé par une équipe médico-psychologique détachée de la direction de la santé de la wilaya d'Alger», a-t-il souligné, en indiquant entre autres que depuis sa création, en 1992, son objectif est d'écouter les jeunes toxicomanes en difficulté et de les aider pour une prise en charge thérapeutique. Concernant la violence contre les enfants, le président du réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, Nada Abdarahmane Araâr a affirmé que «près de 32.000 enfants ont été victimes de violence dans les écoles et la périphérie de ces établissements durant l'année 2013, en sus de la maltraitance parentale et les fléaux de société», en qualifiant ce chiffre d'alarmant. En revanche, la délinquance des enfants mineurs est un autre problème qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Sous l'effet des stupéfiants et l'inconscience, les enfants peuvent faire l'inimaginable. Un observateur averti explique que l'absence de prise en charge et de protection expose une intégration sociale dont les enfants risquent de devenir des

délinquants chroniques, condamnés par la société qui les a abandonnés, et se retrouvent face à la justice en l'absence d'échappatoire.

«Plus de 1 050 cas liés à la consommation de stupéfiants ont été recensés dont 600 ont été transférés vers des structures hospitalières spécialisées», selon une source sécuritaire en mettant l'accent sur la nécessité de coordonner les efforts des pouvoirs publics, de la société civile et des médias pour lutter contre la consommation de stupéfiants qui prend une dimension dangereuse dans la société, notamment en milieu scolaire.



Actualité

Samedi, 15 Mars 2014 09:50

Renforcement des capacités institutionnelles des organisations de la société civile

Le réseau Nada scelle un partenariat avec CRS-Liban

Par : Nabila SAIDOUN



Il s'agit d'un programme baptisé Mentor, valable pour 120 organisations activant en Algérie, en Tunisie et au Liban.

Environ 99 000 associations existent en Algérie dont à peine 14% qui ont un statut national. Mais là où le bât blesse, c'est que "seulement 400 associations ont une véritable présence sur le terrain", comme en témoigne Abderrahmane Arar, président du réseau Nada (réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant), lors de son intervention au séminaire de lancement du programme Mentor, tenu jeudi à la salle de conférences de l'esplanade d'El-Hamma. Une halte pour les différents représentants du mouvement associatif, des organisations de la société civile et des pouvoirs publics, à l'image de Mme Taya, représentante de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme, à travers laquelle sera transmis un message d'optimisme pour l'exercice des libertés par le biais de l'action associative et

humanitaire, et ce, sans verser dans une euphorie utopique compte tenu de la réalité algérienne.

Le partenariat scellé entre le réseau Nada et Catholic Relief Services (CRS) apparaît comme un second souffle pour les associations algériennes, qui ont grandement besoin d'une véritable organisation professionnelle dans leur mode de gestion. C'est d'ailleurs ce que propose le programme Mentor qui concerne dans sa globalité 120 organisations, dont 30 en Algérie, 60 en Tunisie et 30 au Liban.

"Ce sont les associations membres du réseau Nada qui vont bénéficier, en priorité, de ce programme de renforcement de capacités de soutien et d'accompagnement. Cela se fera grâce à un guide pratique qui montre tous les détails et toutes les modalités, règles et procédures que l'association doit mettre en place pendant sa gestion quotidienne ou bien dans sa gouvernance", nous a expliqué M. Arar, qui soutient que "le constat établi aujourd'hui sur le mouvement associatif démontre qu'il présente une grande faiblesse en matière de gouvernance par rapport à la prise de décision, la concertation et la crédibilité". Et d'ajouter que "la gestion quotidienne suppose aussi de répondre à la préoccupation suivante : comment répondre au citoyen ? Cela passera par plusieurs étapes de formation". Arar, qui croit dur comme fer que "le cadre juridique sur les associations doit être revu", plaide pour "renforcer les politiques et les stratégies dans lesquelles la société civile doit jouer son rôle pleinement et ne plus se confiner dans la peau de simple observateur". David Bernocchi, représentant du CRS-Liban, a insisté, pour sa part, sur le fait qu'"une ONG internationale ne peut remplacer une organisation nationale", pour expliquer que "CRS n'ouvrira pas de bureau en Algérie et n'existera qu'à travers Nada et le Mepi".

Pour présenter Mentor, la parole est cédée à Ramzi El-Hage, responsable du programme, qui expliquera à une assistance composée de nombreuses associations activant dans différents domaines que “le programme comprendra 3 pays, à savoir l’Algérie (30 associations), la Tunisie (60 associations) et le Liban (30 associations)”. Il s’agit, en fait, d’adopter les meilleures pratiques qui se déclinent en ce qui suit : une approche qui renforce la confiance des partenaires, une approche systémique qui répond aux lacunes organisationnelles et aux besoins compétitifs du personnel, et une série de formations et d’encadrement sur le lieu de travail de shadowing (observation), ou autres méthodes d’apprentissage qui aident les partenaires à intégrer de nouveaux outils ou de compétences dans leurs systèmes existants. “L’équipe CRS travaille avec ses partenaires et les bénéficiaires dans leurs bureaux sur des sujets de gestion institutionnelle et financière, y compris principalement les politiques et procédures, le renforcement des systèmes de RH, le logiciel de comptabilité, les descriptions d’emplois, la rédaction des narratifs et financiers, etc.”, a détaillé Ramzi El-Hage, soulignant la pertinence de l’élaboration du guide de renforcement institutionnel, premier du genre traduit dans sept langues, dont l’arabe. Hamida Goufi, pour la partie algérienne, soulignera de son côté que “l’objectif global est de renforcer les capacités institutionnelles, l’efficacité et la crédibilité des organisations naissantes de la société civile, et ce, de manière durable”.

À ce titre, elle relèvera que le projet durera 2 ans et concernera plusieurs villes (Alger, Tipasa, Médéa, Biskra, Batna, Laghouat, Tiaret, Mostaganem, Mascara, Saïda, Tamanrasset, Adrar, Illizi, Tindouf,

Béchar, Ouargla, Mila, Béjaïa, Sétif, Khenchela, Ghardaïa et Constantine). Il s’agira de faire ressortir “la mise en réseau entre les associations, les ONG, les bailleurs de fonds et les pouvoirs publics”. Il est question, aussi, de mettre sur pied des mini-projets et jauger des connaissances acquises.



Mardi, 06 Mai 2014

L'enfance à Tamanrasset



Le réseau Nada tire la sonnette d'alarme

Par : RABAH KARECHE

Beaucoup reste à faire à l'endroit de cette frange qui demeure le parent faible de la société Tamanrassetie.

Le constat arrêté par le président du réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, Nada, sur la maltraitance des enfants, la violence juvénile, le déficit en parcs de loisirs et les enfants abandonnés dans la wilaya de Tamanrasset donne froid dans le dos et donne matière à réflexion.

Accompagné d'une délégation de sept membres, le président de Nada, Arar Abderrahmane, estime que beaucoup reste à faire à l'endroit de cette frange, demeurant le parent faible de la société tamanrassetie. "Je ne peux pas m'avancer dans les chiffres pour le moment. Mais le premier constat est déjà alarmant. Il y a énormément de besoins à satisfaire et de choses à réaliser. A commencer par le tissu associatif qui est très fragile et qui évolue dans une logique occasionnelle en l'absence d'un ancrage visible dans la société. A première vue, nous avons remarqué que les associations ne s'intéressent pas aux véritables problèmes dans lesquels se débat cette collectivité, à l'exemple des enfants de la rue, les enfants violentés sexuellement, les enfants abandonnés ou encore les maux liés aux réfugiés", souligne Arar en marge des journées de rencontre, organisées dernièrement, avec la société civile de l'Ahaggar et de Tidékelt. "On ne badine pas avec les droits des enfants", ajoute-t-il, en expliquant que le premier objectif de ces rencontres est l'identification de la réalité des associations locales, leurs attentes, leurs difficultés et les perspectives de développer des partenariats avec elles.

Pour ce faire, Nada compte renforcer les capacités des acteurs de la société civile en matière de gouvernance, de gestion administrative et financière et de la conception des projets. "On a eu à rencontrer des représentants d'associations d'In Salah, d'In Guezzam et des régions éloignées de Tamanrasset et plus de 40 organisations qui se sont constituées en collectif afin de débattre des sujets sensibles et des dossiers tabous qui guettent cette société conservatrice. Ce qu'on a constaté, c'est que les associations sont moins impliquées dans la prise en charge des problèmes de fond, du fait qu'elles ne sont pas formées et motivées. Notre rôle consiste donc en leur accompagnement à même de mettre en place des projets en partenariat avec les institutions de l'exécutif", renchérit notre interlocuteur. Et de poursuivre : "Le manque d'espaces de divertissement pour les enfants figure parmi les priorités dans la mise en place des projets à piloter dans la wilaya de Tamanrasset. A cela s'ajoute l'aménagement des quartiers et des espaces verts ainsi que les équipements de loisirs et de sport pour les chérubins."

Dans le but de renforcer les échanges associatifs Nord-Sud, le président du réseau Nada a fait savoir qu'une équipe d'experts va se déplacer prochainement pour dispenser des formations et encadrer des représentants locaux d'association qui bénéficieront également des stages de longue durée à Alger.

R. K

14/5/2014

Le Temps d'Algérie - Le Centre de ressources pour les organisations de la société civile entre en action



13/05/2014

FRUIT DE LA COOPÉRATION ENTRE L'ALGÉRIE ET L'UNION EUROPÉENNE

Le Centre de ressources pour les organisations de la société civile entre en action

Plus de trois mois après sa création au siège du réseau Nada à Alger, le Centre de ressources pour les organisations de la société civile sera officialisé lors d'une cérémonie qui se déroulera ce jeudi à 9h00 au Centre commercial d'El Hammam à la salle Hassiba Ben Bouali.

L'objectif de ce centre est le renforcement de l'action associative en Algérie par la mise en place d'outils d'appui et d'accompagnement destinés à tous les acteurs de la sphère associative.

Sa stratégie est fondée sur trois volets essentiels, à savoir l'information pour répondre aux besoins des associations en termes d'informations et de visibilité, la formation et l'échange de pratiques pour renforcer leurs capacités de mise en œuvre, ainsi que l'appui et le conseil pour soutenir les associations dans l'élaboration de projets et la recherche de financement.

Le centre ne cible pas que les associations, il ambitionne d'offrir des services à tous les acteurs qui gravitent dans l'environnement associatif, pouvoirs publics, ONG internationales, chercheurs, bailleurs de fonds en leur offrant une visibilité et cartographie des acteurs associatifs en Algérie.

Lors de cette journée de jeudi, un débat sur les valeurs, la gouvernance et le fonctionnement a également été engagé, en soulignant la nécessité pour le Centre de se doter d'une charte et d'un règlement intérieur rapidement.

La première assemblée plénière du CROSC se fera en présence des représentants des pouvoirs publics, notamment du ministère de la Jeunesse et de la Solidarité nationale, de Marek Skold, ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie et de Abderahmane Arar, président du réseau Nada.

Khaled Drareni



Arar Abderrahmane. président du réseau Nada pour la défense et la protection des enfants en Algérie

«Réactualiser l'arsenal juridique pour réduire les enlèvements d'enfants»

le 29.05.14



En 2013, les services de sécurité ont enregistré un pic de plus de 200 cas de kidnapping d'enfants en Algérie. Le 9 janvier 2014, le code pénal a été amendé par le Parlement. Il prévoit un durcissement des peines à l'encontre des kidnappeurs, pouvant aller jusqu'à la peine capitale. Dans cet entretien, M. Arar, président du réseau Nada, décortique le phénomène de la violence contre les enfants et apporte sa propre lecture de la nouvelle loi.

-Comment expliquer le nombre important d'enlèvements en 2013 ?

La recrudescence des cas d'enlèvement en Algérie était prévisible. Il y a cinq ans, nous avons tiré la sonnette d'alarme sur un phénomène qui, aujourd'hui, touche toutes les classes sociales, avec une nette prédominance en zones rurales. Les mutations profondes qu'a connues la société, résultat direct de près de 15 années de violence terroriste, ont accru les atteintes aux droits des enfants.

Il n'y a pas que les enlèvements, d'autres formes de violence ont pris des proportions inquiétantes à la suite de ces mutations : le travail forcé, la mendicité, les agressions sexuelles contre les enfants...

-Pourquoi les zones rurales sont-elles plus exposées à ce phénomène ?

En zone rurale, l'enfant est une proie facile en raison de la faiblesse de la couverture sécuritaire et d'un manque de vigilance de la part des parents. Aghilès Hadjou, un écolier de 8 ans, séquestré, violé, puis assassiné le 20 novembre 2013 dans la localité d'El Kouif, dans la wilaya de Tébessa, en est l'exemple parfait. Il a été enlevé deux jours avant, devant son domicile, au moment où se déroulait la rencontre de football qualificative à la Coupe du monde entre l'Algérie et le Burkina Faso. Aghilès est sorti du domicile familial pour se retrouver seul dans la rue, sans surveillance, avec le risque de faire de mauvaises rencontres....

-Quelle est la motivation principale des auteurs d'enlèvement ?

Il s'agit, dans la plupart des cas, de règlements de comptes entre membres d'une même famille. Rares sont les cas de vengeance extrafamiliale ou de demande de rançon en 2013, où une moyenne de 15 enlèvements et tentatives d'enlèvement par mois a été enregistrée. Les agressions sexuelles commises contre des enfants kidnappés visent, en général, à faire diversion et à brouiller les enquêtes judiciaires. Souvent, le mobile du crime n'est pas sexuel. La véritable motivation relève d'un règlement de comptes familial.

-Existe-t-il en Algérie une véritable politique de lutte contre les enlèvements ?

Pas vraiment. Les pouvoirs publics adoptent plutôt une approche sécuritaire face à ce phénomène. Celle-ci demeure inefficace. Le réseau Nada, en collaboration avec une centaine d'associations réparties à travers 35 wilayas du pays, s'efforce d'apporter une alternative en consolidant le mouvement associatif pour la défense des droits des enfants. C'est une urgence. Chaque année, entre 8000 et 11 000 enfants comparaissent devant les tribunaux pour divers délits. Qu'en est-il alors du nombre d'enfants victimes de violence ? Plus inquiétant, quelque 13 millions d'enfants sont potentiellement exposés aux violences du fait d'un système éducatif reproduisant sans cesse l'échec et l'éclatement de la cellule familiale.

-Les nouvelles dispositions du code pénal feront-elles reculer le nombre d'enlèvements ?

Pas tout à fait. La nouvelle loi prévoit la peine capitale seulement s'il y a un acte d'enlèvement, suivi de viol et d'assassinat, tout en sachant que la peine de mort n'est plus appliquée depuis 1994 en Algérie. Pour réduire le nombre d'enlèvements, il est nécessaire de réactualiser l'arsenal juridique relatif à la protection de l'enfance. L'adoption du projet de loi sur l'enfance et celui sur les mécanismes de signalement et d'alerte en cas d'enlèvement constituera un pas important en ce sens. Ceci dit, l'accentuation de la violence contre les enfants n'est que le reflet d'une société qui a du mal à retrouver ses repères.

Mammeri Ryad



Des associations se concertent autour de l'amendement de la constitution

le 03.06.14 | 13h24 | mis à jour le 03.06.14 | 15h39 **1 réaction**



[Imprimer](#) [Envoyer à un ami](#) [Flux RSS](#) [Partager](#)

Un atelier de travail et de concertation sur la préparation des propositions de l'amendement de l'actuel projet de la constitution a eu lieu au siège du réseau Nada, organisateur de l'événement ce mardi, et ce en présence de six associations que le chef de cabinet du président de la République a contacté pour des consultations.

Le système algérien est-il présidentiel, parlementaire ou semi parlementaire? C'est une question qu'a posée Benhenni ,expert en droit constitutionnel à l'assistance. Saïd Salhi ,vice-président de la LADDH répond : "on ne sait pas tant que dans la constitution actuelle y compris dans le projet qui nous a été proposé ,nous avons constaté qu'il y a d'innombrables contradictions". L'intervenant plaide pour "une refondation de la constitution". L'expert en droit constitutionnel a quant lui insisté pour dire que "le système algérien est semi présidentiel, à la française".

Pour lui ,il est nécessaire d'introduire une loi organique afin d'instaurer une haute Cour d'Etat, c'est là l'une des propositions qui vont être communiquées au chef de cabinet du président de la République.

Un des intervenants au débat qui fait partie du mouvement associatif n'a pas caché sa crainte d'assister à une révision "conjoncturelle de la constitution qui n'aura qu'une durée de vie limitée" surtout qu'il y a " un chevauchement entre parlement et sénat. Le sénat a plus de prérogatives que le parlement". Maître Benhenni a évoqué en outre ce qu'il qualifie de "trou noir" de la constitution, à savoir "la responsabilité du président de la République".

Dans une réunion très prochaine, les intervenants à cette rencontre vont rédiger des propositions à l'adresse du chef de cabinet du président de la République vont le lui transmettre à la fin du mois en cours.

Hamida Mechaï



L'état impuissant face à l'ampleur du phénomène des enfants exploités par des réseaux de mendicité

Par : Nabila SAIDOUN



Lors de la sortie, hier, des responsables du réseau Nada au stade de Ben Aknoun, les témoignages convergent pour raconter une profonde méconnaissance des lois et des droits.

Une halte, et non des moindres, a été marquée hier par le réseau Nada qui a offert à de nombreux enfants un moment de détente au stade de Ben Aknoun, transformé, à l'occasion, en aire de jeux et de pique-nique. Au milieu des rires des chérubins, qui s'en sont donnés

à cœur joie, se laissant aller à leur innocence, se mêlait, cependant, l'inquiétude des parents qui n'ont pas manqué d'exposer leurs préoccupations.

Il en ressort, en substance, une réelle méconnaissance des lois de la République concernant les enfants et les droits inhérents à cette catégorie sociale et le rôle de chacun, à commencer par la responsabilité des parents. Mon enfant est victime d'agression sexuelle, morale ou corporelle. Quelle est la démarche à suivre et à qui m'adresser ? Autant de questions que se posent les parents souvent confrontés à des situations pour ce qui est, également, des violences subies en milieu scolaire. Le premier et seul interlocuteur :

La police.

Ne pas hésiter à s'adresser au poste de police et ne jamais... se taire.

Yasmine Khouas, chef de brigade des mineurs, division-ouest : "La mendicité est devenue un métier plus qu'un besoin"

S'il est vrai que la paupérisation est la cause principale qui amène les parents à s'adonner à la mendicité, il n'en demeure pas moins que beaucoup d'autres ont flairé le bon filon pour se faire un pactole (jusqu'à 10 000 DA/jour). Le plus dramatique dans l'histoire, c'est que les parents ne se gênent aucunement pour "user" de leur propre progéniture afin de susciter la pitié des âmes charitables.

Cela fonctionne en réseau organisé jusqu'à s'apparenter à un véritable métier que les tenants pratiquent avec beaucoup de "sérieux". "Ils arrivent le matin à 8h par bus et parfois même en taxi pour occuper l'endroit habituel, qui n'est pas choisi au hasard", raconte Yasmine Khouas, chef de brigade des mineurs, division-ouest, qui nous a fait part d'une étude menée récemment (étalée sur trois mois). "Tout dépend du secteur dans lequel ils activent (dans la plupart des cas ce sont des femmes). Ils choisissent en général des quartiers huppés ou des rues passantes comme les marchés, les agences de bus, ou encore les mosquées et les abords des hôtels", a-t-elle indiqué, précisant que "cela se passe toujours en dehors de leur quartier de résidence". Des cas avérés ont démontré qu'il existe même des gens qui viennent d'autres wilayas, louent des appartements à Alger, pratiquent la mendicité et rentrent le week-end rendre visite à leurs familles.

Ces lois difficiles à appliquer en l'absence de solutions efficaces

Au niveau des brigades, les éléments de police spécialisés dans la protection de l'enfance et la lutte contre la délinquance s'organisent davantage et accordent beaucoup d'attention à ces phénomènes naissants. Les pouvoirs publics demeurent, contre toute attente, impuissants face à l'ampleur de ces fléaux en l'absence des solutions à même de déjouer les arguments des parents qui usent de leurs enfants pour gagner de l'argent. "Même lorsqu'on procède à des arrestations après des avertissements signifiés, il reste difficile de séparer les parents de leurs enfants, et vice-versa, pour de multiples raisons. L'on cite, notamment, l'absence de prise en charge efficace pour manque de centres spécialisés à même d'accueillir les enfants et changer le cours de leur vie pour un avenir meilleur. Les lois existent, mais encore faut-il que leur application soit réellement possible", reconnaît-elle, plaidant pour l'implication de tout un chacun. "C'est toute la société qui peut être en péril, et chacun de nous, à tous les niveaux, a une part de responsabilité", insistera-t-elle, prévenant contre une montée en puissance de ce phénomène aggravé par l'arrivée des réfugiés syriens et africains.



ADRAR : Des aides pour 1000 enfants

Mercredi 23 Juillet 2014

En collaboration avec les Scouts musulmans algériens (SMA), l'Association du centre rural de Ksar Taârabet (Reggane) et l'entreprise LG, le réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant Nada a pris en charge 1.000 enfants de la commune de Reggane. A cet effet, une soirée artistique a été animée au cours de cette semaine, à la salle de la commune de Reggane où des aides ont été fournies lors de la cérémonie. Ce geste au profit des catégories défavorisées de la société, est pour apporter de la joie dans les cœurs des petites gens. A rappeler que le réseau Nada, qui lutte pour le bien-être de l'enfant, mène une lutte implacable contre tous les dangers qui guettent cette frange de la société.

D. H



Samedi 9 août 2014

Rassemblement samedi à Alger : plusieurs associations s'unissent pour dire stop aux crimes israéliens contre les enfants de Gaza



Le Réseau Algérien pour la défense des droits de l'enfant NADA ne va pas rester insensible face aux crimes israéliens contre la population de Gaza. Des crimes dont les principales victimes sont des enfants. Le réseau Nada lance donc un appel de solidarité à toutes les associations algériennes pour venir en aide aux victimes de l'agression israélienne. Un grand rassemblement sera organisé aujourd'hui samedi à la salle Ibn Khaldoun à Alger.

S'unir, se mobiliser, ne pas se taire face aux crimes commis par les Israéliens contre la population de Gaza, victime de bombardements depuis le 8 juillet dernier. Voilà le souhait du Réseau Algérien pour la défense des droits de l'enfant NADA, qui a lancé un appel à toutes les associations algériennes. Le Réseau NADA; qui mène depuis sa création plusieurs activités sur le terrain pour défendre l'enfance, a exprimé sa détermination à mener une action de mobilisation et de solidarité avec les enfants de Gaza.

Dans ce sens, les responsables du Réseau ont appelé toutes les associations algériennes et la société civile à agir concrètement en se mobilisant à travers des activités de solidarité.

Rassemblement solidaire avec les enfants de Gaza

Le Réseau NADA invite ainsi toutes les associations à participer aujourd'hui samedi à Alger entre 16 H 00 et 18 H 00 à un rassemblement de solidarité avec la population de Gaza. Le rassemblement aura lieu à la salle Ibn Khaldoun à Alger. Plusieurs personnalités du monde associatif prendront part à cet événement : M. Arar Abderrahmane, président du réseau NADA, Mr Noureddine Ben Braham, président des Scouts musulmans algériens, Mr Mouloud Salhi, chef de fil de la fondation ANNA LINDH et président de l'association l'Étoile d'Akbou, Salima Souakri, ambassadrice de bonne volonté de l'Unicef, Lyes Felali, président de l'association NESS EL KHIR ALGER, Salhi Said, représentant de la ligue des droits de l'homme, Nafissa Ahrech, présidente de l'association Femme en communication, Aicha Barki, sénatrice, et présidente de l'association IKRA. Ce rassemblement de solidarité sera animé également par le groupe Vi Proud et le chanteur Kamel Bouras.

Nourhane S.



Projet de loi relatif à la protection de l'enfant : Réseau Nada : « Une première en Algérie »

Mohamed Chérif Zerguine, militant des droits de l'enfant : "Une grande victoire pour l'enfance algérienne"

PUBLIE LE : 28-08-2014



C'est historique. Un acquis précieux. Une avancée considérable. Il faut dire que les superlatifs explosaient du côté du mouvement associatif, au lendemain de l'adoption par le Conseil des ministres de l'avant-projet de loi relatif à la protection de l'enfant. « Dieu merci, nous avons attendu ce jour depuis 9 ans et je peux vous dire aujourd'hui que ce texte représente une grande victoire pour les enfants algériens », s'enthousiasme le président du Réseau Nada pour la protection de l'enfance, joint hier par téléphone.

Abderrahmane Arar qualifie en effet cette loi d'« importante » et se dit à cette occasion globalement « satisfait » de cette nouvelle qui constitue, selon lui, une « première » en Algérie. Il affirme que les besoins en matière de protection et de promotion de l'enfance en Algérie sont énormes et considère que ce texte vient justement combler toutes ces lacunes. « Sur les grands axes stratégiques, je crois que la loi est à même de répondre à nos attentes et à celles des enfants. Elle permettra par exemple de renforcer les prérogatives des juges des mineurs ou d'assurer la médiation sociale. Reste maintenant à mettre en place les mécanismes d'application de ces différentes dispositions sur le terrain, et là, j'estime qu'un débat libre et englobant toutes les parties concernées s'avère indispensable », dira le président du Réseau Nada qui rappelle que les instances internationales chargées de la protection de l'enfance n'ont eu de cesse de revendiquer une telle loi qui préserve les intérêts de l'enfant. « En tous cas, c'est tout à l'honneur de notre pays que de se voir doter d'une loi aussi importante que celle-ci », s'est-il encore une fois réjoui. Il est à noter que le projet de loi relatif à la protection de l'enfant, examiné et adopté avant-hier par le Conseil des ministres, contient de nombreuses nouveautés, allant dans le sens de la préservation de l'intégrité physique et morale de l'enfant et le respect de sa dignité humaine. Il devra normalement assurer un cadre idéal pour son épanouissement et consolider le cadre institutionnel de protection de l'enfant au plan socioéconomique, notamment au niveau local. **SAM**

Mohamed Chérif Zerguine, militant des droits de l'enfant :

"Une grande victoire pour l'enfance algérienne"

Le projet de loi relatif à la protection de l'enfant, adopté mardi par le Conseil des ministres, représente une "grande victoire" pour l'enfance algérienne et un "pas historique" pour la promotion et la défense des droits de l'enfant, se félicite Mohamed Chérif Zerguine, militant des droits de l'enfant et auteur de plusieurs livres sur l'enfance abandonnée. "L'adoption d'un projet de loi sur la protection de l'enfant est une grande victoire pour l'enfance algérienne. Il s'agit d'un pas historique pour la promotion et la défense des droits de l'enfant en Algérie. En tant que militant des droits de l'enfant, je ne peux que me féliciter d'une telle décision", a indiqué M. Zerguine à l'APS. Le Conseil des ministres, réuni mardi sous la présidence du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adopté un projet de loi relatif à la protection de l'enfant qui précise notamment la notion de l'enfant en danger et énonce son droit à une protection judiciaire.

Le projet de loi prévoit aussi la création d'un organe national pour la protection et la promotion de l'enfance, ainsi que l'institution d'une journée de l'Enfant qui correspondra à la date de promulgation du texte de loi en l'objet. Pour M. Zerguine, ce projet de loi, après promulgation et publication dans le Journal Officiel, "comblera le vide juridique qui existe dans la législation algérienne en terme de protection de l'enfant d'une manière générale", estimant qu'il représente un "bon début" pour l'élaboration d'un code de la protection de l'enfant. Il a toutefois souligné le rôle que devront jouer les membres de la société civile et les appareils judiciaires de l'Etat pour la vulgarisation, d'une part, et l'application, d'autre part, des dispositions du projet de loi, une fois adopté.



Débat

Le rôle de la société civile au Mali, en Tunisie et à Madagascar

Santé Sud profite de la présence de ses directeurs nationaux du Mali, de Madagascar et de la Tunisie afin de partager ses réflexions sur le rôle et la place de la société civile dans le développement de ces pays et plus particulièrement dans le secteur sanitaire et social. Cet échange aura lieu aujourd'hui à 18h aux Archives départementales avec la participation des docteurs Mansour Sy, directeur de Santé Sud Mali, et Clément Razakarison, directeur de Santé Sud Madagascar ainsi que Karim Siala, directeur de Santé Sud Tunisie. 18-20 rue Mirès (3e). Métro Désirée-Clary ou National. Tramway (2) arrêt : Euroméditerranée-Arenc

LA DÉPÊCHE

29 FEV 14

Quintzen
E.D. : 17143

Surfactopix (99%) 96

Cressensac

Claude Laubin et la Mongolie

Claude Laubin est allée en Mongolie pour son travail. Cette infirmière formatrice est intervenue au sein d'un groupe de médecins et de cadre infirmiers pour l'association Santé Sud. Elle a ramené des photos qu'elle expose du 1er au 21 mars dans la salle de conférences de la médiathèque Roger Sol. Elle animera une conférence sur le même thème le vendredi 7 mars à 20 heures. Cette exposition est faite avec le soutien de la BDP.

Qu'est-ce qui vous a amenée à exposer ?



Je fais cette exposition à la demande de la médiathèque et c'est la première fois que mes photos seront affichées. Pendant la durée de mon voyage (quinze jours), je suis allée à Carthangai et au désert de Gobi. J'ai logé dans des yourtes et j'ai été accueillie par les éleveurs nomades ce qui m'a permis de vivre au plus près de la population.

Quel est le but ?

Le but est de faire connaître aux personnes les coutumes de ce pays et leurs conditions de vie. Elle se déroulera en plusieurs étapes : une exposition photos qui sera visible pour les personnes aux heures d'ouverture de la médiathèque et des ateliers seront organisés pour les écoliers de Cressensac le 17, 20 et 21 mars dans le cadre périscolaire. Il y a aura des contes mongols, des photos et objets artisanaux présentées aux enfants, ainsi qu'une conférence avec diaporama ouverte à tous.

Propos recueillis par notre correspondante S. Branty

Claude Laubin et son album photos de la Mongolie.

A L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION « SDH » Une soixantaine de jeunes au «Chantier culturel international de Sidi El Houari»

Quelques 60 jeunes de différentes wilayas du pays et de l'étranger prennent part au «Chantier culturel international de Sidi El Houari», lancé hier après-midi à Oran. Organisée sur le thème «A la redécouverte des bains turcs d'Oran», cette rencontre se distingue par la participation de 14 jeunes du Cameroun, de la France, du Mali et de la Norvège et de 15 autres de l'association Santé Sidi Houari (SDH), a souligné le président de l'association, M. Kamel-oddine Brix. Le programme du chantier, qui s'étale jusqu'au 24 août au siège de l'association «SDH» au vieux quartier populaire de Sidi El Houari, comporte des travaux de formation en maçonnerie, la taille de pierre, la forge, la menuiserie et la confection de maquettes, selon la



même source. L'association a également programmé des travaux de désherbage, de nettoyage, de reboisement, de peinture et de jardinage, en plus de la tenue d'une exposition sur les «Bains turcs» et les modes de pratiques traditionnelles suivies autrefois dans ce site

archéologique. Les participants sont encadrés dans ce chantier international par des animateurs formés au club Marpen (France), dont la plupart avaient participé à des chantiers internationaux en France, a-t-on indiqué. D'autre part, cette

rencontre d'échanges constitue également une occasion de formation en musique arabe et andalouse, danses populaires algériennes et orientales, art calligraphique et calligraphie arabe; en plus de cours d'initiation en techniques de l'audiovisuel. En outre, les organisateurs ont programmé, au profit des participants, des promenades à l'intérieur de la ville d'Oran, des virées aux sites historiques de la wilaya, des soirées artistiques, des conférences sur l'histoire d'Oran et d'Algérie et des discussions et débats autour de la vie sociale et culturelle des jeunes. A noter que le chantier international est organisé en partenariat avec l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux (ACAQB) de France.

El Bahia accueillera prochainement un forum interculturel des jeunes

L'association Santé Sidi El Houari (SDH) accueille, le 23 août prochain, la première édition du forum interculturel des jeunes, organisé en partenariat avec l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux, approuvé hier auprès des organisateurs. Ce forum, organisé sous le thème «La parole du jeune citoyen», est destiné à des jeunes représentants de la société civile, âgés entre 16 et 25 ans, précise le président de SDH, le Dr Kamel Brix, ajoutant qu'il s'agit d'une rencontre

pour dialoguer sur la perception de l'exercice de citoyenneté entre des jeunes de différentes cultures et différents horizons. Une soixantaine de jeunes d'Afrique (Algérie et Cameroun) et d'Europe (France et Norvège) prendront part à ce forum qui vise à promouvoir des actions de citoyenneté à travers des témoignages de jeunes bénévoles, actifs dans le mouvement associatif.

Ce forum vise par ailleurs à promouvoir les échanges d'expériences associatives entre les jeunes des deux rives de la médi-

terranée, à enrichir les initiatives d'actions interculturelles et humaines, et renforcer les liens de partenariat et les projets communs.

«Le forum se base sur les échanges interhumains et aura pour objectif de mettre en exergue les forces diverses que peut prendre l'exercice de la citoyenneté par des jeunes bénévoles à travers les expériences vécues dans un cadre associatif par chacun et chacun des participants», lit-on dans la présentation de l'événement.


El Watan

VIE ASSOCIATIVE

SDH ORGANISE LA 13^{ÈME} ÉDITION DU CHANTIER D'ÉTÉ

Une soixantaine de jeunes en provenance d'Oran, Sétif, Biskra et Alger ainsi que de Bordeaux (France) et de Norvège sont les invités à Oran par l'Association «Santé - Sidi El-Houari» pour prendre part à la 13^e édition du Chantier international d'été dont le coup d'envoi officiel a été donné samedi dernier. Selon le chef du projet, M. Miloud Béchâmes Ahmed, chargé de gérer ce regroupement international traditionnel qui s'étalera jusqu'au 24 août prochain, son objectif se traduit dans trois grands axes. Il porte sur le renforcement du mouvement associatif qui milite pour la promotion de la jeunesse, la protection et la valorisation du patrimoine culturel et les vestiges historiques et enfin les échanges d'expériences grâce à l'ouverture d'ateliers de travaux sur des sites répertoriés pour la restauration ou la rénovation. Pour cette treizième édition de ce Chantier international, les organisateurs, en plus des visites des sites et vestiges historiques à Oran et dans les régions de Tlemcen et Mascara, ont ciblé trois anciens sites implantés dans le vieux quartier de Sidi-El-Houari, soit, entre autres, une ancienne maison où avait séjourné l'Emir Abdelkader lors de son passage à Oran, la Zaouïa de la Scalera et les jardins ainsi que l'esplanade de l'École chantier de l'Association.

Au programme de ce séjour d'une quinzaine de jours, en plus des quartiers libres et des sorties pour permettre aux invités de découvrir la ville, figurent également, à chaque après-midi et soirée, des activités sportives ainsi que des animations culturelles et cinématographiques animées par les participants. Ces activités sont suivies de conférences-débats après la projection de films documentaires réalisés par l'Association «Santé - Sidi El-Houari» et sur la Guerre de Libération nationale avec, notamment, le film «La bataille d'Alger».

Il est à signaler que ce 13^e Chantier international d'été est organisé avec le concours de l'Association d'Animation des Quartiers de la ville de Bordeaux dont une délégation forte de 14 jeunes est présente à Oran dans le cadre de ce regroupement international.

Tegguer Kaddour



CHANTIER CULTUREL INTERNATIONAL DE SIDI EL HOUARI Formations, promenades et conférences

Lundi 12 Aout 2013 - Lu 331 fois

Taille du texte - +

Quelque 60 jeunes de différentes wilayas du pays et de l'étranger prennent part au «Chantier culturel international de Sidi El Houari», lancé samedi après-midi, à Oran.

Organisée sous le thème «A la redécouverte des Bains turcs d'Oran», cette rencontre se distingue par la participation de 14 jeunes du Cameroun, de la France, du Mali et de la Norvège et de 15 autres de l'association Santé Sidi Houari (SDH), a souligné le président d'association, M.Kamel-Eddine Brixl.

Le programme du chantier, qui s'étale jusqu'au 24 août au siège de l'association SDH au vieux quartier populaire de Sidi El Houari, comporte des travaux de formation en maçonnerie, la taille de pierre, la forge, la menuiserie et la confection de maquettes, selon la même source.

L'association a également programmé des travaux de désherbage, de nettoyage, de reboisement, de peinture et de jardinage, en plus de la tenue d'une exposition sur les Bains turcs et les modes de pratiques traditionnelles suivies autrefois dans ce site archéologique.

Les participants sont encadrés dans ce chantier international par des animateurs formés au club Marpen (France), dont la plupart avaient participé à des chantiers internationaux en France, a-t-on indiqué. D'autre part, cette rencontre d'échanges d'idées et d'expériences constitue également une occasion de formation en musique arabe et andalouse, danses populaires algériennes et orientales, art culinaire et calligraphie arabe, en plus de cours d'initiation en techniques de l'audiovisuel.

En outre, les organisateurs ont programmé, au profit des participants, des promenades à l'intérieur de la ville d'Oran, des virées aux sites historiques de la wilaya, des soirées artistiques, des conférences sur l'histoire d'Oran et d'Algérie et des discussions et débats autour de la vie sociale et culturelle des jeunes.

A noter que le chantier international est organisé en partenariat avec l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux (Acaqb) de France.



MÉTIERS

Colloque international sur les métiers traditionnels du bâti, le 17 novembre à Oran

Un colloque international sur "les métiers traditionnels du bâti et la valorisation du patrimoine" se tiendra les 17 et 18 novembre prochains à Oran, ont annoncé mardi les organisateurs.

Cet événement a pour objectif de "centrer l'attention de tous les acteurs concernés sur la réalité du patrimoine et des métiers traditionnels en péril", a précisé lors d'une conférence de presse Kamel Bereksi, président de l'association "Santé Sidi El-Houari" (SDH).

Près de 200 participants sont attendus à cette rencontre, dont une majorité de chercheurs algériens de différentes universités du pays aux côtés de leurs homologues étrangers invités d'Espagne, de France, d'Italie, du Maroc et du Portugal, a-t-il indiqué.

Les travaux de cette rencontre se dérouleront à l'auditorium de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (USTO-MB), a signalé le président de l'association "SDH", artisan majeur de cette initiative, en collaboration avec la faculté d'architecture et de génie civil de l'USTO-MB et l'Institut français d'Oran.

Trois ateliers thématiques sont prévus en marge des conférences plénières, dédiés à l'importance de la réhabilitation, de la formation théorique et pratique

ainsi qu'aux matériaux et techniques de construction.

De son côté, le président du comité scientifique de ce colloque, Abdelkrim Benamar, a mis l'accent sur le volet de la formation, en rappelant que deux nouveaux parcours ont été ouverts cette année à l'USTO, et ce, dans les domaines du "Patrimoine architectural" et des "Nouvelles technologies de la construction".

Le directeur de l'Institut français d'Oran, Gaëtan Pellan, a mis en relief, quant à lui, l'intérêt accordé au titre de la coopération algéro-française au plan de l'accompagnement des associations porteuses de projets d'impact socio-économique.

Il a rappelé, dans ce contexte, que ce partenariat s'est traduit par plusieurs actions, dont l'organisation de la première édition de la Foire aux métiers traditionnels de la construction, tenue en juin dernier à Oran à l'initiative de "SDH".

Plus de 400 jeunes artisans ont été formés durant la dernière décennie au sein de l'école-chantier de l'association "SDH", dont près de la moitié ont été recrutés par les entreprises chargées de la réhabilitation du vieux bâti à Oran.



A LA UNE ACTUALITÉ

Oran : une association pour la restauration du patrimoine

le 23.11.13 | 10h00

Dans l'auditorium de l'USTO à Oran, qui a abrité, du 17 et 18 novembre, le premier colloque international sur les métiers traditionnels du bâti et la valorisation du patrimoine architectural, trois rangées de fauteuils étaient occupés par des adolescents habillés de combinaisons grises et portant le sigle SDH, celui de l'association Santé Sidi El Houari.

Ces jeunes étaient là parce que leur présence se rapportait à l'événement et ils suivaient les communications avec intérêt.

Ils sont les stagiaires d'une école d'apprentissage des métiers du bâti traditionnel, c'est-à-dire maçon, forgeron, menuisier et autres. Dans un premier temps, on les a vus à l'œuvre dans des démonstrations de leur savoir-faire, à l'entrée de l'auditorium. Mais, ce qui est important de savoir, c'est que ces jeunes sont des exclus du système scolaire et que SDH leur a ouvert les portes d'une insertion dans la vie active.

C'est la mission que s'est assignée l'association SDH, située au cœur du quartier mythique de Sid El Houari. Elle regroupe des centaines de bénévoles au sein d'un ancien hôpital français. «Nous avons découvert ce lieu en 1991 et c'est lui qui a motivé la création de l'association», nous dira le président de l'association, le docteur Kamel-Eddine Bereski Reguig.

Ainsi, dans la perspective de la préservation du quartier et la revalorisation du patrimoine, on a offert à des jeunes en échec scolaire une formation gratuite leur permettant d'apprendre les métiers de l'artisanat qui ont tendance à disparaître. Il faut souligner également que cette action a été soutenue par les pouvoirs publics et que côté formation, des écoles françaises et espagnoles ont transmis leur expérience dans le domaine. Il y a même eu des échanges et des stages pratiques dans ces deux pays. A ce jour, des centaines de jeunes se sont professionnalisés dans cette école chantier entrant dans un programme qui a permis la restauration du centre-ville d'Oran menée par des entreprises étrangères. Un bel exemple à suivre.

S. R. O.

(APS) mardi 12 novembre 2013 16 : 19

Colloque international sur les métiers traditionnels du bâti à Oran



ORAN - Un colloque international sur "les métiers traditionnels du bâti et la valorisation du patrimoine" se tiendra les 17 et 18 novembre prochains à Oran, ont annoncé mardi les organisateurs.

Cet événement a pour objectif de "centrer l'attention de tous les acteurs concernés sur la réalité du patrimoine et des métiers traditionnels en péril", a précisé lors d'une conférence de presse Kamel Bereksi, président de l'association "Santé Sidi El-Houari" (SDH).

Près de 200 participants sont attendus à cette rencontre, dont une majorité de chercheurs algériens de différentes universités du pays aux côtés de leurs homologues étrangers invités d'Espagne, de France, d'Italie, du Maroc et du Portugal, a-t-il indiqué.

Les travaux de cette rencontre se dérouleront à l'auditorium de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (USTO-MB), a signalé le

président de l'association "SDH", artisan majeur de cette initiative, en collaboration avec la faculté d'architecture et de génie civil de l'USTO-MB et l'Institut français d'Oran.

Trois ateliers thématiques sont prévus en marge des conférences plénières, dédiés à l'importance de la réhabilitation, de la formation théorique et pratique ainsi qu'aux matériaux et techniques de construction.

De son côté, le président du comité scientifique de ce colloque, Abdelkrim Benamar, a mis l'accent sur le volet de la formation, en rappelant que deux nouveaux parcours ont été ouverts cette année à l'USTO, et ce, dans les domaines du "Patrimoine architectural" et des "Nouvelles technologies de la construction".

Le directeur de l'Institut français d'Oran, Gaëtan Pellan, a mis en relief, quant à lui, l'intérêt accordé au titre de la coopération algéro-française au plan de l'accompagnement des associations porteuses de projets d'impact socio-économique.

Il a rappelé, dans ce contexte, que ce partenariat s'est traduit par plusieurs actions, dont l'organisation de la première édition de la Foire aux métiers traditionnels de la construction, tenue en juin dernier à Oran à l'initiative de "SDH".

Plus de 400 jeunes artisans ont été formés durant la dernière décennie au sein de l'école-chantier de l'association "SDH", dont près de la moitié ont été recrutés par les entreprises chargées de la réhabilitation du vieux bâti à Oran.

j'ai découvert des choses incroyables, notamment lorsque je me suis mis dans la peau d'un SDF». Les quatre jeunes cinéastes ont poussé le bouchon un peu plus loin en apprivoisant de près les SDF durant le tournage de leur reportage, une façon d'arracher des aveux. Plusieurs de ces derniers (SDF) se sont relâchés et laissé libre cours à leurs mouvements en faisant des confessions stupéfiantes, notamment, sur leur rejet catégorique des maisons d'accueil, appelées dans le jargon local Diar Rahma aux services tant vantés par les pouvoirs publics, en premier lieu par les services de l'action sociale.

Le consensus est commun, les personnes élisant la belle étoile pour passer leurs longues nuits, ont été unanimes à dire que Diar Rahma ne répondent plus à leurs ambitions. «Je veux jouir de ma liberté, sortir et rentrer quand je veux», a affirmé un SDF qui a indiqué: «Je suis tétanisé dès que je vois la voiture de la Protection civile arriver pour me chercher afin de me déposer dans la maison des vieux.» Un tel aveu a été suivi par un bloc de véhémences lancées vis-à-vis de ces maisons censées prendre en charge ces personnes.

«Les SDF sont des humains normaux qui quêtent et vivent entièrement leur liberté, ils se rebellent contre la société», a expliqué le président de l'Association SDH, le Dr Brikssi Kamel ajoutant que «le film réalisé à l'honneur des ces personnes pose une sérieuse problématique, c'est déjà un début de solution». Et d'ajouter en déclarant que «le sujet du film est courageux».

Le Dr Brikssi, très connu dans la cité pour son franc-parler, a sévèrement critiqué la politique entérinée par l'Etat vis-à-vis de cette catégorie de la société qui est en droit de jouir de tous ses droits.

Il s'interroge en déclarant: «Comment se fait-il que l'opération de prise en charge de ces gens soit baptisée au nom de «ramassage des SDF»? N'y a-t-il pas une appellation meilleure autre que celle-là qui est dégradante des valeurs humaines?» Dans sa pléiade de ses questionnements, le président de l'Association Santé Sidi El Houari n'a pas mâché ses mots en lançant des appels directs et sans aucune gêne à l'égard des responsables de l'action sociale. A-t-on cherché les raisons principales qui poussent ces SDF à fuir les maisons d'accueil, Diar Rahma? Il dira en une phrase qui a tout résumé le mal de ces personnes vulnérables. «Outre leur vouloir quant à jouir pleinement de leur liberté, ils sont victimes d'exploitation sexuelle et de tant d'autres faits.» Le réalisateur Zakaria Kaddour Brahim a, pour sa part, été aux anges en félicitant les quatre jeunes réalisateurs pour avoir cassé l'un des tabous qui entourent la société algérienne, parler sans aucune censure des SDF. Zakaria Kaddour Brahim, emprisonné et suspendu en 1974 pour son film intitulé Soleil, met à l'index les censeurs des années de chape de plomb.

«Dans notre jeunesse, nous avons constaté ce phénomène, mais nous n'avons rien pu faire vu la censure d'alors», a-t-il déploré. Et d'ajouter en déclarant que «Sans Adresse peut prendre part aux festivals du cinéma organisés un peu partout dans le monde». En définitive, les quatre débutants ont-ils réussi à marquer plusieurs points là où les grands professionnels du cinéma ont échoué? Est-ce parce que le sujet n'est pas rentable sur le plan financier que les professionnels évitent de tels sujets?



Association-Unicef : Oran : projets de laboratoires d'innovation au profit des jeunes

PUBLIE LE : 29-01-2014 | 1:08

Des laboratoires d'innovation au profit des jeunes seront créés prochainement par l'association Santé Sidi El Houari (SDH) en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance "Unicef", a-t-on appris lundi dernier du président de SDH. Ce projet, qui s'intitule "Innovation labs", consiste à mettre en place des laboratoires d'innovation destinés aux jeunes afin de leur donner la possibilité de transformer leurs idées innovantes en projets, a indiqué à l'APS M. Kamel Brikci.

Pour la concrétisation de ce projet, une réunion a été organisée avec l'université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran, dans l'espoir de mettre en place un partenariat tripartite SDH-Unicef-université. Ce projet, qui concernera en premier lieu les jeunes universitaires, s'étendra ensuite pour inclure les jeunes innovants non universitaires qui ont le pouvoir de créativité, a-t-il ajouté. "L'université n'a pas le monopole de la créativité. Les jeunes de la formation professionnelle et même les autodidactes ont énormément de talent pour la créativité", a-t-il souligné à ce propos. "Dans un premier temps, nous mettrons en place quatre projets qui auront pour objectif de créer un produit utile pour la société qui pourra être versé dans la réalité et en même temps validé par l'université comme sujet de mémoire pour des licences ou masters", a indiqué M. Brikci.

APS

Le Quotidien

Éditions Hebdomadaires d'Information

Le Quotidien d'Oran
Lundi 06 janvier 2014

Les SDF par le son et l'image

Mokhtarîa Bensaâd

Parler des SDF par l'image et le son. C'est ce qu'ont choisi quatre étudiants en communication pour thème de leur mémoire de fin d'étude. Ils ont réalisé un film documentaire de 26 minutes, intitulé «Les sans adresse» qui met le projecteur sur une frange de la société livrée à elle-même. Jour et nuit, des sans domicile fixe d'Oran ont été filmés par ces jeunes réalisateurs. L'un d'eux s'est même mis dans la peau d'un SDF en se déguisant en jeune vivant dans la rue pour mieux incarner le personnage et voir le comportement des gens envers une personne qui a tout perdu dans la vie et n'a que la rue comme toit et les trottoirs comme lit. Le film a été projeté samedi à l'occasion du lancement du ciné-club

de l'association «Santé Sidi El Houari» (SDH) au siège de cette association. Le public a vécu durant 26 minutes le quotidien des SDF, leurs problèmes et leurs souffrances. Des femmes, des hommes et des jeunes, pieds nus pour certains, trébuchant des vieux sacs pour d'autres ont fait des témoignages poignants sur leur situation. L'image et la parole ont été le vecteur fort pour décrire la misère de toutes ces personnes et aussi le regard des autres. Les jeunes cinéastes, Mansourah Nazim, Benfeda Amina, Redjoui Houada et Djaidi Amine ont voulu attirer l'attention sur la problématique de la prise en charge des SDF et aussi le rôle des Diar Errahma que la majorité des SDF filmés dans ce documentaire rejettent. La raison, nous a expliqué le président de l'association

SDH, Kamel Briki, se résume en deux points. Le problème de la liberté de ces personnes et la promiscuité. Les SDF ont témoigné dans le film qu'ils ne se retrouvent pas dans ces résidences, car ils se sentent prisonniers et ne supportent pas la discipline imposée. Ils ont également posé le problème de la promiscuité. Selon leurs témoignages, Diar Errahma regroupe des personnes de tous genres dans les mêmes conditions. Le président de SDH souligne que cela pose un problème pour cette frange de la société en l'absence de traitement individualisé. Ne se sentant pas à l'aise dans ces établissements, les SDF préfèrent la rue et la liberté pour ne pas subir la promiscuité même s'ils mettent leur vie en danger à cause de l'insécurité de la rue. Un choix qu'ils ont fait et qu'ils assument.

Le Carrefour d'Algérie

L'écrivain Yasmina Khadra rencontre le monde associatif Le candidat déjà en campagne à Oran



L'écrivain Yasmina Khadra, de son vrai nom Mohamed Mouleshouk, écrit, ce jeudi 17ème du mois de Sidi El Houari. Le candidat à la présidence, en campagne, a multiplié les rencontres à Oran avec le mouvement associatif et la société civile, héritier de Sidi le pool. C'est dans une ambiance chaleureuse que le président de l'association SDH, Kamel Brikci, avait balisé les grandes lignes de son association en faisant état de la réhabilitation du patrimoine sera continuellement cédée aux jeunes. Pour cette interlocuteur la création de l'école d'été a permis l'intégration des jeunes exclus de l'école. En effet, avec une équipe de bénévoles volontaires, l'école a profité de sa visite dans l'ancien hôpital colonial et qui actuellement attire l'attention, pour organiser le lancement de sa candidature. En guise de préambule, l'écrivain Yasmina Khadra, qualifie la rencontre avec les associations

comme étant une découverte d'un être. Il souligne que la culture est le moteur de la ville algérienne pour permettre l'adhésion de toute société, et toute rencontre saisi lui s'évite comme une richesse. Pour l'écrivain, la situation conflictuelle de l'Algérie a pour fonction «de stoppé» le progrès, car elle ne veut pas admettre la réussite d'autrui. Dans le même ordre, il cite le nom d'un philosophe, Mohamed Arkoun en le comparant à une cérémonie qui demeure largement méconnue dans la société algérienne. Pour Yasmina Khadra, une éducation moderne doit se focaliser sur la future socialisation de l'enfant pour qu'il puisse devenir un acteur social. Quant à sa candidature, il dit: ce n'est venu pour servir le pays en ayant le courage d'affronter l'adversité. Par rapport au programme, il avouera qu'il faudrait réviser toutes les données pour pouvoir mettre en œuvre une stratégie. Selon le candidat, il dit que le contrôle actuel, c'est vraiment faire de l'Algérien un citoyen actif, car le délabrement physique a entraîné un manque vital psychique. Sur la question de la femme, l'écrivain se revendique comme étant «féministe» et appuie de ses vœux une réorganisation des croyances sur le code de la famille qui révisera la femme algérienne à son Dignité. Faisons visiblement de l'intégration et le sortit de ce pays. Yasmina Khadra dit que le renforcement du tissu associatif permettra de valoriser le potentiel de chaque individu, en faisant d'une société civile en constante évolution. Enfin, devant les faibles résultats de la question politique, la prise en compte des problèmes critiques et autre réformes vont permettre de remettre des modes de régulation alternatifs.

Adnan Moorfi

الحرية

في صحة سيدي الهواري

في الخميس الماضي، وجهت لي جمعية «صحة سيدي الهواري» بحي سيدي الهواري ببغدية وهران بولاية وهران بالجمهورية الجزائرية دعوة لإلقاء محاضرة حول كتاب «معجم العامية الجزائرية» هذه الجمعية هي جمعية مواطنة تهتم بالمحافظة على التراث اللغوي والغير اللغوي، من خلال إعطاء الإشعاع الثقافي لحي سيدي الهواري العريق وتكوين وإتجاه الشباب المهتمين في عالم الشغل عن طريق المدرسة الورشة.

بروي لي أعضائه الجمعية أن الفكر قد بدأت من حملة تحسيس طبية، أدت إلى اكتشاف الموقع الذي كان تحت قناديل من القمامة أخفته عن أعين الناس، وجعلت الكثير من الوهرانيين لا يعرف هذا الموقع الذي هو في الأصل حمام تركي يعود تاريخه حسب التقدير إلى القرنين 17، وحوله الاستعمار الفرنسي إلى مستشفى عسكري.

وترى الجمعية أن صحة سيدي الهواري تتعدى الصحة البدنية إلى الصحة الاجتماعية، بل وإلى صحة تراث سيدي الهواري السيد بالإنشاز، لذلك نجد فيها الأخطاء كما نجد الميادين بالحقل الاجتماعي والنفسى والتراث اللغوي واللامادي وهي تضم أعضاء من مختلف الأعمار، أساتذة وجامعيين وثانويين وكثيرا من الشباب المهتمين.

حين للفت هؤلاء ورأيت اهتمامهم وإيمانهم بما يقومون به، شعرت بخجسي للضعف أمامهم وأنا الذي جئت كي أقول ليسمعون ولكن بقدر إحساسي بالضعف بالقدر الذي تشيبت فرحا وأنا أرى نموئا يؤكد أن الجزائر ليست فقط شكيب خيول وصار سعداني وصار حول وصار بن يونس وبين صالح ومن هذا جنودهم وتساءلت كيف استطاع وتجرد الوزيين الأول عند الملك سلال أن يقول، ومن وهران... إلا يوجد من يمكنه قيادة الجزائر الإيو تليقة.

مهدي براكند

الأمة

ر صاحب معجم العامية «الجزيرية» مصطفى براكند يعنى التحليل السياسي والإيديولوجية لتولته ويشرح
 " القول أن فرنسا هي «فرنسا» أكلوبية وبحر تكبر بلغا، بديس بلغا، وكلوبه لغا أخرى

أشك القسطنطيني والكتاب الجزائري مصطفى براكند حياء القسيس بقدر صياغة «صحة سيدي الهواري» معاصرة تحفزت لتوقيع القسطنطيني والقروبي الجزائري بأن اللغة الإنجليزية بعد الإحتلال بطنانية البيع بالترويج لمصحة اللساني الجند المعجم العامية الجزائرية شمال جزائري من حيث إنتاج الكتب من مطلق الإحصائيات والإنشاز لهذه العائنة أو المعروف بـ «الجزيرة» والتي استغرق منه 7 سنوات كمناعة لجميع الأقطاب «الجزيرية» بون جرحا من البعثات الجزائرية في معجم من 400 صفحة بطرق التوزيع اللغوي والشكلي والزماني للسطح بطريقة تساهل في التعرف عن تاريخ الفلسفة وتاريخ الفلسفة وتاريخها الفلسفة.

الكتاب من المعدول يتعد كثيرا عن السياسية والثقافية الإيديولوجية لتسيير اللغة والكثير. وهذا قال رئيس تحرير جريدة الحرية مصطفى براكند " أنا لا أرى من السبب الترويجي وليس في كل كتابات كاتبة التي أطلق منها عثمان سبي سباحت كتاب الأمازيغ عرب البهارة ونوعية التعمق مع اللغة كسلسلي لحرية كاتبي وتماضي المشاركة الإندفلي مع اللغة وإنما أن هذا لاكتشف لظهور إرثت في أدهان الجزائريين وهي أن فرنسا هي التي فرنسا " وأرجحتا عرب بالتعمق لغة «بولس» " ولا يستطيعون تكوين جملة مفيدة عن اللغة لحرية.

هذا أطلق الكتاب، لأن كاتبة محاضراتها مهمة تكثير رندا من الإطراح لثقافة المعجم بول الأستماع لتاريخ لثقافة من مطلق أن العرب والبريون وندا حرية القرن من الإنشاز. حظه غير لرائهم العربي والساني والسعوي كثيرا يتكلمون مع بسعيد الحنن باللغة الأصلية المعروفة من الحرية بفرانز اللغة الجزائرية في الكتب، والتوازي، وأثقلت فرنسا هي «الجزيرية» وبعد الإحتلال استجد كمناعة أدلة وأدب لا تتعداه ليد حننه بالغة لجزيرية من بول كالعراق، سوريا، مصر والسنتون، وقالوا بطرون حنن كالتحليل أنه لا يعرفون شيء، هذا بعد أن الكلام وأهنا يمسى مائة هذا الشيء في اللغة. فربما لورا غير لثقافة وعندما نقن الفرح الأول من «الجزيرية» براسميو دعوا لثقل مع الإمارة والتي كانت حننا مستبارة من «الجزيرية» التي يتكلمون اللغة الفرنسي فقط وكانوا يفرزون لأداء الشعب أنه لا يعرفون شيء، من المصارة ومن اللغة لا يتكلمون لفرانز لسنواتا وهذا يقول مصطفى براكند سأ التفتين في المجتمع الجزائري التي برتبه لغة وتعلموا عن مع اللغة لحرية في العمل، هذا التفتت عرب ولا هو لفرانز، وبخلف مشغل الأدبية أن حنن معززي السنتون في السنتونيات أفلا مع الفرانسيين مذهب في السنتونيات حول أن الماسسة مدينة لفرانزوية وأما لفرانز، والأول قالوا من حننا بدهن حننينا وأشا معززين وكاتبي كثيرا هذا تليل على أن فرنسا هي التي فرنسا.

SCIENCES-TECHNOLOGIE

ORAN : PROJETS DE LABORATOIRES D'INNOVATION POUR LES JEUNES



ORAN - Des laboratoires d'innovation au profit des jeunes seront créés prochainement par l'association Santé Sidi El Houari (SDH) en partenariat avec Le Fonds des Nations unies pour l'enfance "Unicef", a-t-on appris du président de SDH.

Ce projet, qui s'intitule "Innovation Lab", consiste à mettre en place des laboratoires d'innovation destinés aux jeunes afin de leur donner la possibilité de transformer leurs idées innovantes en projets, à l'instar de l'IPS H. Kamel Bekki.

Pour la concrétisation de ce projet, une réunion a été organisée avec l'université des sciences et de la technologie "Mouhamed El Bacha" d'Oran,

sans l'espoir de mettre en place un partenariat tripartite SDH-Unicef-université. Ce projet, qui concernera en premier lieu les jeunes universitaires, s'étendra ensuite pour inclure les jeunes innovants non universitaires qui ont le goût de créativité, a-t-il ajouté.

L'université n'a pas le monopole de la créativité. Les jeunes de la formation professionnelle et même les autodidactes ont énormément de talent pour la créativité", a-t-il souligné à ce propos.

"Dans un premier temps, nous mettrons en place quatre projets qui visent pour objectif de créer un produit utile pour la société qui pourra être versé dans la cité et en même temps valorisé par l'université comme sujet de mémoire pour des licences ou masters", a indiqué M. Bekki.

Oran : «Innovation Lab», une initiative pour l'inclusion sociale des jeunes

financier

ALGERIE 14-10-2013

LE FINANCIER

Une initiative visant à promouvoir l'inclusion sociale des jeunes, intitulée «Innovation Lab», sera prochainement mise en œuvre à Oran, a-t-on appris mercredi à l'occasion d'une visite de travail du représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en Algérie, Thomas Davin.

Caden matérialise une convention signée en novembre dernier entre l'Unicef et l'association à caractère socio-culturel «Santé Sidi El Houari» (SDH), dans le but d'accompagner les jeunes. Réalisé par l'Unicef dans plusieurs pays, le concept «Innovation Lab» (laboratoire de l'innovation) a pour objectif de «donner une opportunité supplémentaire aux jeunes de réaliser des projets novateurs et porteurs d'intérêt pour la collectivité», a expliqué le président de SDH, Kamel Bekki: «Cette opération qui s'étend sur une durée d'une année et demi est ouverte à tous les jeunes et à toutes les thématiques, qu'elles soient scientifiques ou artistiques», a indiqué M. Bekki. L'identification des groupes de jeunes intéressés constitue la première étape de la convention Unicef-SDH pour le soutien en matière de formation et de financement, a-t-il fait savoir. Le lancement de cette première phase a été au cours de la visite du représentant de l'Unicef en Algérie qui s'est entretenu dans ce cadre avec les représentants des institutions partenaires à l'instar de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran, de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Bouattaf (USTO) et du secteur de la jeunesse et des sports implanté au quartier populaire dont elle porte le nom. L'association SDH a déjà mené plusieurs initiatives au profit des jeunes, dont celle intitulée «Jeunes acteurs pour le développement et l'inclusion sociale» (Jadis), réalisée dans le cadre d'un accord de coopération avec l'Unicef en 2012.

La principale action menée au titre de ce partenariat consiste en une étude visant l'identification des causes de vulnérabilité des jeunes dans les quartiers de Sidi El Houari, Ras El Ain et Partouret. L'association SDH se distingue également par son atelier-club qui forme chaque année des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien, comme la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la sculpture et la ferronnerie.

Hamel H.

L'Echo d'Oran

Quotidien national d'information

L'Echo d'Oran

Dimanche 16 Février 2014

Des architectes en stage

Les métiers traditionnels revisités

Une vingtaine d'étudiants en architecture ont été reçus en stage par l'association « Santé Sidi El Houari » (SDH) dans le cadre de la concrétisation des recommandations du colloque sur les métiers traditionnels du patrimoine tenu à Oran en novembre 2013. Il s'agit d'étudiants en master du Patrimoine qui ont été accompagnés par leurs enseignants, le Pr Kassab Nacereddine et Mme Ayrouche Wahiba. Ces étudiants ont été reçus tout au long de leur séjour, du 7 au 11 février, par les bénévoles de SDH qui ne sont autres que des architectes étudiants en master patrimoine à l'USTO et fondateurs de l'école-chaîtier de SDH.

Ce stage est la première activité de concrétisation des recommandations du colloque sur les métiers traditionnels du patrimoine tenu à Oran en novembre 2013, a-t-on indiqué. Le programme concocté par SDH a été axé sur la « manipulation des matériaux et outils de la réhabilitation dans les ateliers de forge et de menuiserie traditionnelle et taille de pierre, menuiserie et charpenterie de l'école de SDH ».

Il est à noter que les architectes d'Alger ont découvert la joie et le plaisir de toucher et d'intervenir en temps réel sous l'œil avisé des artisans formateurs. Le programme s'est poursuivi par « la visite du chantier à l'intérieur en voie de réhabilitation par la société REFTT-Algérie ». Les architectes et conducteurs de chantier n'ont ménagé aucun effort pour répondre aux questions et montrer des techniques de diagnostic et d'intervention sur le patrimoine bâti.

Le programme a été élaboré pour permettre la « découverte du cadre historique d'Oran, le quartier de Sidi El Houari, avec ses joyaux architecturaux et son histoire interculturelle de l'antiquité à nos jours ». Des conférences et des débats scientifiques à la faculté d'architecture de l'USTO ont été organisés. Il s'agit de deux études présentées, l'une par les étudiants d'Alger sur les Abattoirs d'Alger, l'autre sur Sidi El Houari par les étudiants d'Oran en présence des professeurs des deux établissements. L'enrichissement et l'apprentissage mutuels ont permis aux 50



participants d'apprendre et d'avancer en matière de réhabilitation et de restauration. Des projections de reportages et de films sur les monuments ont fait le bonheur des participants. Enfin, le séjour, très riche et prometteur a été clôturé par la remise des attesta-

tions de participation aux étudiants et de remerciements aux encadreurs. A l'issue de cette formation, le premier protocole d'accord de l'EPAU avec une association a été signé entre son directeur et le président de SDH.

Farah Hamri

الديزية بلسان عربي مبين



أشار المؤلف مهدي براشد خلال ندوة فكرية تم عقدها بمنار جمعية صححة سيدي الهواري إلى ضرورة البحث السوسيوثقافي في العامية الجزائرية الديرية التي من شأنها أن تمكن القارئ على الشأن الثقافي والفني من الاستفادة منها في كثير من الأعمال اللغوية والسيماوية، حيث تطرق المؤلف إلى الحديث عن إصداره الأخير المتمثل في «قاموس الجزائرية الديرية بلسان عربي مبين» الذي استغرق إخراجه إلى النور مدة 3 سنوات، حيث حاول المؤلف جمع أكبر قدر من الكلمات الديرية العامية، فالعاصمة شهدت عدة هجرات عبر التاريخ، بما في ذلك الأندلس الذين استقر جزء كبير منهم بـ «دزير» (العاصمة) التي كانت مقرا للحكم التركي

هذا ناهيك عن هجرات متتالية للجزائريين الوافدين من مختلف المناطق الذين أتوا كثيرا عامية هذه المدينة بما يتوافق وأهلها، فالعامية الديرية حسب المؤلف عميقة صرفة بنسبة كبيرة، فهي عميقة مؤجلة في القدم قلنا يستغلها أهل المشرق، تصادف إليها ألفاظ من أصول أمازيغية تركية فارسية إضافة إلى بعض الألفاظ اليونانية، الإيطالية والإسبانية. وحسب المؤلف فإن الامتداد لم يتركس الديرية، كما كرسه الخطاب الرسمي بعد الاستقلال رغم أن الجزائر كانت عاصمة للمستعمرة الفرنسية، فالديرين عمدوا إلى حالة من الانغلاق على الذات فيما يشبه حالة المقاومة الطبيعية من أجل الحفاظ على الشخصية. وأشار إلى أن الديرين يميلون أكثر إلى تصغير الألفاظ على هاتك الندوة قام المؤلف بعملية البيع بالتوقيع وإهداء في أمينة



Hôte de l'association SDH : Yasmina Khadra parle de présidentielle

par Ziad Salah, le 18 - 01 - 2014

C'est un Mohamed Mouleshoul, Yasmina Khadra, détendu, séduisant, presque séducteur, qui a visité les différents ateliers du local de l'association Santé Sid El Houari. Avec humilité, il a prêté son ouïe et son attention au guide qui s'est chargé de lui faire découvrir cette association et surtout ses réalisations et ses projets. A la fin de sa visite, qui a duré plus d'une heure et demie, le directeur du Centre culturel algérien à Paris a pris la parole, en tant que candidat à la future présidentielle, devant des journalistes et des membres de SDH. Dès le départ, il s'est montré élogieux par rapport aux jeunes, ses hôtes, en annonçant : « Ça me fait découvrir un rêve ». Et de risquer une comparaison : « Alors que les milliardaires d'Oran ignorent ce qu'est le mécénat ». Pis encore : « Ils n'ont rien apporté à la culture ». Leur ingéniosité se limite « à investir dans l'immobilier », a ajouté l'auteur de « Qu'attendent les singes », son prochain roman devant sortir en avril prochain. Sur les motivations qui l'ont amené à vouloir s'engager dans l'aventure des présidentielles, question revenue sur la bouche de plus d'un de son auditoire, Yasmina Khadra avancera au moins trois raisons. L'une, presque sibylline, a un rapport avec son dernier ouvrage actuellement sous presse, « c'est mon personnage qui m'a interpellé en me disant : tu me fais faire des choses impossibles, alors que toi t'es assis à ton bureau ». Il faudra donc attendre la sortie de ce roman pour élucider la question. Une autre explication, laissant la voix davantage militaire qu'à l'homme de lettres, se résume dans cette phrase : « Pour légitimer ma survie, je sens le besoin de servir mon pays ». Là l'ex-officier de l'ANP se remémore ses « frères d'armes » tombés au champ d'honneur lors de la lutte antiterroriste. Auparavant, il signalera que la plupart des personnalités étrangères qu'il a rencontrées lors de ses périples à travers le monde lui ont presque suggéré de « faire quelque chose » pour le pays. Sans s'y étaler, il écartera d'un revers de la main les « racontars » faisant du candidat Yasmina Khadra un lièvre, chargé de mission par le DRS ou l'armée. En tous les cas, il ne semble pas considérer la présidence comme une sinécure. « Je suis en train de tourner le dos à mon bonheur en m'engageant dans les présidentielles », dira celui dont le prochain roman est déjà sollicité par les libraires dans quarante pays, signe

de sa notoriété universelle. Son programme politique, il se ramasse en ceci : « Participer à transformer l'Algérien en citoyen ». Pour le candidat Mouleshoul, l'Algérien est de plus en plus démissionnaire. C'est ce qui explique « l'encanaillement », vieux de cinquante ans, dans lequel se débat la société algérienne. Certes, il estime que le pouvoir, qu'il ne citera à aucun moment, est responsable et porteur du désordre ambiant « puisqu'il n'a même pas un agenda pour fonctionner à partir d'elle ». En plus « il a chaptalisé les masses ». Ce qui ne dédouane aucunement les citoyens, de plus en plus frileux et démissionnaires. « Il n'y a pas de tyran en fin de compte, il est le produit de nos lâchetés », soulignera-t-il. Ou encore : « La démission du peuple est plus grave et plus coûteuse que les affres du terrorisme que nous avons enduré ». Remarquons que le discours de Mohamed Mouleshoul n'utilise pas des catégories politiques standards. Le plus souvent, il se réfère à une phrase écrite dans un de ses romans. Toujours concernant son programme politique, il révélera que les initiateurs de la démarche dite « Nebni » avancent une série de propositions sur le plan économique et social à reprendre en cas de nécessité. « C'est un signe de la générosité typiquement algérienne », lance-t-il. Répondant à une question concernant le rôle qu'il attribuera à l'armée, institution d'où il est issu, il aura cette réponse : « Elle n'aura pas à être la garante de la Constitution, mais s'occupera de la sécurité des frontières ». Autrement dit, aucun rôle politique. A ce propos, et cette fois-ci c'est le militaire ayant enrichi son expérience par la rencontre des décideurs au niveau de ce monde qui s'exprime, il affirmera que l'Algérie est menacée dans son existence même. Sans reprendre à son compte l'idée du complot ourdi, il expliquera cette menace de la manière la plus simple : « Actuellement, l'Europe, dans le cadre du nouveau monde qui se met en place, se construit. Si elle considère que l'Algérie doit faire partie de son espace vital, on risque d'être recolonisés ». Par ailleurs, il soulèvera un autre risque qu'encourt le pays : l'institutionnalisation de la violence. « Eu égard à la décomposition morale et sociale que nous vivons, l'Algérie risque de s'acheminer vers des expériences semblables à certains pays de l'Amérique Latine ». Il comparera cette violence au Brésil, une puissance économique émergente, à une tumeur difficile ou impossible à extirper. En parlant de l'Algérie et des Algériens, Mohamed Mouleshoul comparera feu Mohamed Arkoun, mort et enterré au Maroc, à une comète. « Peut-être dans cinquante ans ou un siècle que l'Algérie produira un autre Arkoun », dira-t-il. Peut-être une invitation à revisiter cet islamologue de génie.

UN FILM DOCUMENTAIRE LEUR A ÉTÉ CONSACRÉ

Les SDF d'Oran s'expriment

Par Wahib AïT OUKLI - Lundi 06 Janvier 2014



Les SDF à l'écran

«La société n'est pas clémente vis-à-vis de cette couche de citoyens, ces SDF sont rejetés de partout», a affirmé le réalisateur de Sans Adresse, Amine Djaïder.

Qui a dit que les jeunes débutants dans la production cinématographique ne réussissent pas dans leurs missions en dépit du peu de moyens dont ils disposent? Sans Adresse est le titre du film documentaire de 26 minutes qui a été coréalisé par Mansourah Nazim, Benfeda Amina, Redjough Houda et Djaïder Amine.

L'oeuvre a été projetée samedi dernier à l'occasion du lancement du ciné-club de l'Association Santé Sidi El Houari, SDH. L'oeuvre est un film documentaire qui traite, dans tous ses angles, la lancinante et insoluble question des personnes sans domicile fixe, les SDF qui n'ont rien d'autre que la rue, de jour comme de nuit.

Le film, aux images et témoignages émouvants, est un appel violent destiné à l'attention des pouvoirs publics devant passer en urgence à la prise en charge des personnes sans domicile fixe, les SDF. Ces derniers souffrent, d'autant que la période du froid glacial est à son comble.

Les producteurs, qui sont tout aussi les réalisateurs, de l'oeuvre ont jugé utile de consacrer un film de 26

minutes à ces hommes, femmes et adolescents admonestés là où ils sont de passage alors qu'ils sont réellement dans l'extrême besoin d'un regard clément et indulgent devant émaner, aussi bien des pouvoirs publics que de la société. «Ces SDF vivent dans la douleur permanente et le rejet fréquent affiché tant par leurs familles que par la société», a affirmé Amine Djaïder.

Les quatre réalisateurs du film ont, dans leur approche, réussi à accrocher plusieurs hommes et femmes vivant sous la belle étoile et pu leur arracher autant de confessions. A chacun de ces SDF, sa vision des choses, mais ils convergent tous vers une seule idée, ils sont tous victimes de l'incompréhension et des paradoxes qui caractérisent une société bâtie sur des pensées, souvent sur des regards liés à des idées archaïques condamnant toute personne qui leur est différente. Amine Djaïder est allé loin dans la réalisation de son oeuvre en incarnant un des rôles difficiles à interpréter. Il s'agit d'incarner le personnage d'un SDF désemparé, la finalité recherchée étant de bien comprendre et cerner la problématique de ces gens mal vus et ce, aux fins de mieux transmettre le message à qui de droit, notamment les populations locales appelées à aider ces personnes vulnérables. Dans son enquête, il sera stupéfait de ses découvertes, le mal découlant du vécu des sans domicile fixe est plus profond. Djaïder déduira donc que «la société est très dure vis-à-vis de cette couche de citoyens, ces SDF sont rejetés de partout». Une telle confession a été faite lors du débat qui suivit la projection de son film. «Ce n'était pas facile», a-t-il ajouté avant d'enchaîner en déclarant que «durant les quatre mois de travail, j'ai découvert des choses incroyables, notamment lorsque je me suis mis dans la peau d'un SDF». Les quatre jeunes cinéastes ont poussé le bouchon un peu plus loin en apprivoisant de près les SDF durant le tournage de leur reportage, une façon d'arracher des aveux (...)

(...) Plusieurs de ces derniers (SDF) se sont relâchés et laissé libre cours à leurs mouvements en faisant des confessions stupéfiantes, notamment, sur leur rejet catégorique des maisons d'accueil, appelées dans le jargon local Diar Rahma aux services tant vantés par les pouvoirs publics, en premier lieu par les services de l'action sociale. Le consensus est commun, les personnes élisant la belle étoile pour passer leurs longues nuits, ont été unanimes à dire que Diar Rahma ne répondent plus à leurs ambitions. «Je veux jouir de ma liberté, sortir et rentrer quand je veux», a affirmé un SDF qui a indiqué: «Je suis tétanisé dès que je vois la voiture de la Protection civile arriver pour me chercher afin de me déposer dans la maison des vieux.» Un tel aveu a été suivi par un bloc de véhémences lancées vis-à-vis de ces maisons censées prendre en charge ces personnes.

«Les SDF sont des humains normaux qui quêtent et vivent entièrement leur liberté, ils se rebellent contre la société», a expliqué le président de l'Association SDH, le Dr Brikssi Kamel ajoutant que «le film réalisé à l'honneur des ces personnes pose une sérieuse problématique, c'est déjà un début de solution». Et d'ajouter en déclarant que «le sujet du film est courageux».

quatre jeunes réalisateurs pour avoir cassé l'un des tabous qui entourent la société algérienne, parler sans Le Dr Brikssi, très connu dans la cité pour son franc-parler, a sévèrement critiqué la politique entérinée par l'Etat vis-à-vis de cette catégorie de la société qui est en droit de jouir de tous ses droits.

Il s'interroge en déclarant: «Comment se fait-il que l'opération de prise en charge de ces gens soit baptisée au nom de «ramassage des SDF»? N'y a-t-il pas une appellation meilleure autre que celle-là qui

est dégradante des valeurs humaines?» Dans sa pléiade de ses questionnements, le président de l'Association Santé Sidi El Houari n'a pas mâché ses mots en lançant des appels directs et sans aucune gêne à l'égard des responsables de l'action sociale. A-t-on cherché les raisons principales qui poussent ces SDF à fuir les maisons d'accueil, Diar Rahma? Il dira en une phrase qui a tout résumé le mal de ces personnes vulnérables. «Outre leur vouloir quant à jouir pleinement de leur liberté, ils sont victimes d'exploitation sexuelle et de tant d'autres faits.» Le réalisateur Zakaria Kaddour Brahim a, pour sa part, été aux anges en félicitant les aucune censure des SDF. Zakaria Kaddour Brahim, emprisonné et suspendu en 1974 pour son film intitulé Soleil, met à l'index les censeurs des années de chape de plomb.

«Dans notre jeunesse, nous avons constaté ce phénomène, mais nous n'avons rien pu faire vu la censure d'alors», a-t-il déploré. Et d'ajouter en déclarant que «Sans Adresse peut prendre part aux festivals du cinéma organisés un peu partout dans le monde». En définitive, les quatre débutants ont-ils réussi à marquer plusieurs points là ou les grands professionnels du cinéma ont échoué? Est-ce parce que le sujet n'est pas rentable sur le plan financier que les professionnels évitent de tels sujets?

18/05/2014

التعليمية

فيلم وثائقي حول تاريخ سيدي الهواري بوهران طالبات حولن الحلم إلى واقع

عالية بوخاري



أكد رئيس جمعية «صحة سيدي الهواري» بوهران السيد «بريكسي» كماله في تصريح خاص للجمهوريّة أنّ الفيلم الوثائقي الذي عرض الخميس الماضي بالمعهد الثقافي الفرنسي حول تاريخ منطقة «سيدي الهواري» بعد عائدة قديمة من طرف طالبات جامعات يدرسن بمعهد علوم الإعلام والاتصال وباشمولته أيضا بالجمعية «اللائي ترون أن يحولن منكرة تخرجهن إلى فيلم وثائقي قصير مدته 30 دقيقة وستعرض فيه بعض المياني والأحياء الهندسية العريقة التي تخص حكاية من حكايات بوهران وذلك تحت المصنف «صوت الشوارع والأرض التي أهدت الكثير من الشعراء والمطربين المزارعين» وكذا الفنانين التشكيليين الأجداد الذين يهروا لسحرها وتراتها، والتعدوا منها عادة حاتم في إيداعاتهم الفنية تنكر منها حي «سكالبرا» «بسنزه ليكون» «بغاسانتون» ومسجد الإمام الهواري... إضافة إلى «محسن سالتا كروز»... الخ. وعن فكرة إنجاز الترويض راجد كد محذفتا أنها جاءت بعد الزواج الكبير

الذي حفلته «مذكرة الشرح و العلامة الممنونة» التي انتكها الطالبات عن عملهن الميداني التي منقذ كأحسن رويوتاج جاسوسي منصور من حيث النوعية وبالتالي لم تجعل شهادة تقدر خاصة لم يسبق أن منعت من قبل في جاسوسة بهران الأمر الذي يطع بانبورفيسور المظفر لافتراحه كفيلم وثائقي من شأنه إبراز الإرث التاريخي لهذا الحي العتيق وتقديم جولة من النظريات الأيمولوجية المتباينة عن هذه المنطقة - وهو ما وافقت عليه جمعية «صحة سيدي الهواري» التي شجعت

الطالبات على إنجاز هذا الفيلم - من خلال توجيه عضوات الكاميرا نحو أهم المعالم الأثرية والحضارات التي تعاقبت على المنطقة، كما أشروا إلى الوضعية المعزولة التي يعيشها هذا الحي العتيق في ظل الإهمال واللامبالاة من طرف السلطات المعنية في الوقت الذي يعيش فيه بوهران على وقع الحداثة العمرانية والاستثمارات الاقتصادية الهامة وكذا البناءات الكبرى، وهو ما جعل مخرجات العمل الوثائقي يطالبن بضرورة ترميمه وتهيئته حتى يكون مركزا سياحيا أثريا من الطراز الرفيع - مع العلم أن الطالبات

الأربع تجعن في إبراز مواهبهن في عالم الإخراج وتحكمهن في الكاميرا، الصورة، الصوت، التعليق والمونتاج، وغيرها من التقنيات المتعلقة بهذا المجال الصعب الذي يستوجب الكثير من الاحتوائية - وفي هذا الصدد الشكر الممنوع رئيس جمعية «صحة سيدي الهواري» السيد «بريكسي» - فرصة هذا اللقاء ابتوجه بنائه إلى المهبات المعنية لفسد ترميم حي «سيدي الهواري» وانتكته من مستقع الأعمال مطلقا بضرورة بث الحياة الثقافية فيه من خلال إنجاز فلمت للسياح حركتو الثقافية دور لتعليم ومكتبات.

السبت 31 ماي 2014

احتضنت 20 ألف لاجئ خلال الحرب الأهلية سنة 1936

وهران تحيي ذكرى اللاجئين الإسبان بنصب تذكاري لـ 'ستان بروك' بهدية سيدي أمحمد

الجزائرية خاصة ميناء وهران لغرب المدينة من سواحل قرطاجنة، الكونت وفالانس الإسبانية، وظروف تاريخية وبشرية بحكم أن أكثر من نصف سكان المدينة الأوربيين هم من أصل إسباني. فوصلوا إلى الجزائر في ظروف صعبة بسبب عدم رحمة السلطات الفرنسية في استقبالهم، وهي تحتل بانتصارات الجنرال فرانكو كما حدثت مع ريس بلدية وهران (غانزيال لامار). كما أن نفس تلك السلطات تركت الآلاف من اللاجئين على متن السفن لعشرات الأيام في ظروف غير لائقة.

كما أن تلك السلطات لم تحضر لاستقبالهم أي منشآت، واكتفت بإرسالهم إلى مخيمات أقيمت على عجالة في محافظة وهران في الغرب ومحافظة الجزائر في الوسط التي كانت مدينة الشلف حاليا جزءا منها، وامتد احتجازهم إلى المدينة والحلقة وحتى إلى بنسار وعين أمقل بالصحراء بالنسبة لأخطر العناصر. سعيد بودور

بمختلف السلع طيلة فترة الحرب - رغم الطوق الحري الذي كانت تفرقه الدول الكمبري على إسبانيا - كما التقسم المعدون من الأصل الإسباني في وهران في جمعهم للممرات ولحميد المتطوعين بين طرفي النزاع. وانتهت الحرب الأهلية الإسبانية سنة 1939 إلا أن الجزائر وجدت نفسها من جديد طرفا في مأساة أخرى للإسبان تلت نهاية تلك الحرب بحيث باتت الوجهة المفضلة لعدة آلاف من اللاجئين، بعد أن خسروا في مواجهتهم العسكرية ضد الجنرال فرانكو المدعم بعشرات الآلاف من الجنود المغاربة والإيطاليين والألمان.

وفضل هؤلاء اللاجئين السواسي الجزائرية بعد أن أصبحت السواحل المغربية الشمالية ممنوعة عليهم، بحكم سيطرة الوطنيين الإسبان عليها منذ جوان 1936 كما أن السواحل التونسية بعيدة المسافة فإن اللاجئين الإسبان وهم بين 12 ألف و 20 ألف لاجئ اختاروا السواحل

أحيى جمعية صحبة سيدي الهواري بوهران أمس ذكرى الإسبان المفقين إلى الجزائر في أعقاب الحرب الأهلية التي عاشتها إسبانية تحت شعار 'ستان بروك' وهي المأساة التي أنقذت عشرات الآلاف من العائلات الإسبانية من حجم الموت والبطش بعد رفض السلطات الفرنسية إستقبالهم وإبرائهم. حيث تم تنشيط لدرية صحفية بفسدق 'روايال' محصور وسائل الإعلام المحلية والأجنبية حسب البرنامج المسطر، وتم في الفترة المسائية تنشيط حفل موسيقي معهد أحمد وهي، على أن يتم وضع نصب تذكاري اليوم بمدينة سيدي أمحمد بوهران. في حين نقل الوفد إلى مدينة طبرزان لزيارة المقبرة السحيبة هناك وزيارة المعتقل الإسباني خلال تلك الفترة.

هذا وتعود إن المأساة إلى سنة 1936 وتأثرت أيضا نثار بالجزائر، من خلال الدور الذي لعبه ميناء وهران بتسوين إسبانيا

La Voix de l'Oranie

N° 4489 - MARDI 19 AOÛT 2014

Le programme sera lancé à partir du 24 août

Formation au profit d'une centaine d'animateurs socioculturels

Un nouveau programme de formation sera lancé à partir du 24 août courant à Oran au profit d'une centaine d'animateurs socioculturels, a-t-on appris samedi auprès du président de l'association locale Santé Sidi El-Houari (SDH).

Cette action est initiée en partenariat avec l'association des centres d'habitants de quartiers de Bordeaux (France) dans le cadre du programme intitulé «Aladin pour le partage interculturel citoyens Ouan-Bordeaux», à l'initiative M. Kamel Berkki.

L'action se déroule sur deux étapes, la première portant sur le perfectionnement de 14 cadres supérieurs du mouvement associatif qui bénéficient de deux stages à Oran puis à Bordeaux avant d'assurer, dans une seconde phase, la formation d'une centaine d'animateurs de proximité, a-t-il expliqué.

Cette opération permettra, a-t-il souligné, le renforcement des capacités et la mise en relation des animateurs des différents établissements de jeunes de la région et ce, à l'effet de valoriser le travail en commun et de donner davantage d'efficacité aux actions de proximité.

Le programme intervient dans le sillage de plusieurs activités menées au profit des jeunes par l'association (SDH), dont la dernière en date est le «Clavier d'histoire internationale Via 2014», clôturé vendredi soir au terme de deux semaines d'activités dédiées à la valorisation du patrimoine historique.

Implantée au quartier historique dont elle porte le nom, l'association «Santé Sidi El-Houari» compte une bibliothèque qui ferme chaque soirée des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien, comme la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la charpente et la ferronnerie.

Dimanche 17 Août 2014

EL MOUDJAHID

ORAN

Formation au profit d'une centaine d'animateurs socioculturels

Un nouveau programme de formation sera lancé à partir du 24 août prochain à Oran au profit d'une centaine d'animateurs socioculturels, a-t-on appris hier auprès du président de l'association locale Santé Sidi El-Houari (SDH). Cette action est initiée en partenariat avec l'association des centres d'habitants de quartiers de Bordeaux (France) dans le cadre du programme intitulé «Aladin pour le partage interculturel citoyens Oran-Bordeaux», à l'initiative M. Kamel Berkki. L'action se déroule sur deux étapes, la première portant sur le perfectionnement de 14 cadres algériens du mouvement associatif qui bénéficieront de deux stages à Oran puis à Bordeaux avant d'assurer, dans une seconde phase, la formation d'une centaine d'animateurs de proximité, a-t-il expliqué. Cette opération permettra, a-t-il souligné, le renfor-

cement des capacités et la mise en relation des animateurs des différents établissements de jeunes de la région et ce, à l'effet de valoriser le travail en commun et de donner davantage d'efficacité aux actions de proximité. Le programme intervient dans le sillage de plusieurs activités menées au profit des jeunes par l'association «SDH», dont la dernière en date est le «Clavier d'histoire internationale Via 2014», clôturé vendredi soir au terme de deux semaines d'activités dédiées à la valorisation du patrimoine historique dont elle porte le nom. L'association «Santé Sidi El-Houari» compte une bibliothèque qui ferme chaque soirée des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien, comme la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la charpente et la ferronnerie.



13 - 07 - 2014

Projet «ALADIN» : Formation d'animateurs socioculturels à Oran et Bordeaux

par Bouhassoune Lahouari

Une session de formation des animateurs socioculturels sera organisée du 24 août au 14 septembre prochains. Une partie de cette formation se déroulera à Oran et l'autre à Bordeaux (France).

A cet effet, un appel à candidature a été lancé conjointement par l'association Santé Sidi El Houari (SDH) et son partenaire l'association des Centres d'Animation de Quartiers de Bordeaux (ACAQB), en collaboration avec l'Université d'Oran, l'Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3. Cette formation, tiennent à rappeler ses initiateurs dans un communiqué, est organisée «dans le cadre du projet «ALADIN -Partage interculturel citoyen Oran-Bordeaux» de l'association SDH d'Oran». Il est à noter que le projet ALADIN, poursuit le communiqué, «se propose d'encourager le bénévolat des jeunes et l'exercice de la citoyenneté par la participation de la société civile au développement socioculturel local, avec le soutien de l'APC d'Oran et de la mairie de Bordeaux, de la Direction de la jeunesse et des sports d'Oran, des universités d'Oran et de Bordeaux, pour le renforcement des capacités des acteurs de l'animation socioculturelle de la cité ».

Ce projet est cofinancé par le fonds d'appui aux projets FAP du Programme Jousour et est réalisé en partenariat avec l'association ACAQB de Bordeaux.

Il a été mis en oeuvre par l'association «Santé Sidi El Houari» Près de 5.200 jeunes ont bénéficié du programme «Jadis-2»

Alger, 7^e Août 2014

Près de 5.200 jeunes ont déjà bénéficié du programme «Jeunes acteurs du développement et de l'inclusion sociale» (Jadis-2) depuis son lancement en 2013 à Oran, a indiqué lundi le président de l'association locale «Santé Sidi El-Houari» (SDH).

Elaboré pour la période 2013-2015, Jadis-2 constitue la deuxième phase d'un accord de partenariat signé en 2012 entre l'Unicef et SDH pour promouvoir les actions de développement des adolescents et jeunes du quartier de Sidi El-Houari et de la ville d'Oran, a précisé M. Kamel Berkouk dans un communiqué sur l'avancement du projet.

«Au total, 5.182 jeunes ont été mobilisés par les activités de Jadis-2, soit près de tri-

plé du nombre initialement prévu, a-t-il souligné, faisant savoir que les bénéficiaires sont 302 enfants de moins de 18 ans, 1.652 adolescents de moins de 19 ans, et 3.228 jeunes de plus de 19 ans.

Le programme Jadis-2 a été mis au service au travers plusieurs ateliers éducatifs qui ont permis de promouvoir la participation des jeunes, filles et garçons, à la vie socioculturelle et communautaire, a expliqué le président de SDH. Ces activités formatives ont donné lieu à l'acquisition pratique de connaissances, compétences, attitudes et valeurs et ont contribué à l'inclusion socio-économique des jeunes, a fait valoir M. Berkouk.

Les ateliers d'animation socioculturels et éducatifs se sont étendus au sport, à la musique, au théâtre, aux loisirs, à la citoyenneté (environnement, patrimoine, santé), à la formation professionnelle (artisanat) et au soutien scolaire.

Jadis-2 a été également marqué par le lancement de l'initiative «Innovations Lab» dont la vocation est de donner la possi-

bilité aux jeunes de concrétiser un projet éducatif ou scientifique en partenariat avec les universités et le secteur économique.

L'accord de partenariat entre SDH et la représentation de l'Unicef en Algérie a aussi permis la mise en place d'un espace de documentation destiné à appuyer des bénévoles de «SDH» et d'autres associations pour mener leurs activités et les réaliser.

Jadis-2 constitue le prolongement de Jadis-1 qui s'est traduit en 2012 par l'élaboration d'une étude sur les vulnérabilités des jeunes dans trois quartiers populaires à Oran (Sidi El-Houari, Ras El-Ain et Plaines), réalisée par le sociologue Lakhsa Abdelhader.

Implantée au quartier historique dont elle porte le nom, l'association «Santé Sidi El-Houari» compte une école-club qui forme chaque année des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien, comme la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la charpente et la ferronnerie.

L'Echo d'Oran

08 *Le Quotidien d'Oran*
Mardi 1er juillet 2014

Sidi El Houari Réhabilitation annoncée d'immeubles et de places publiques

R. L.

Onze immeubles et six places publiques, ainsi que plusieurs rues, seront réhabilités dans le quartier de Sidi El Houari, apprend-on. Cela fait partie de l'opération de réhabilitation de l'antique quartier, opération à laquelle une enveloppe de 1,4 milliard de dinars a été consacrée par les pouvoirs publics dernièrement.

En effet, le wali d'Oran avait annoncé, en avril dernier, l'intention des pouvoirs publics de réhabiliter les vieux immeubles d'Oran et à leur tête les vieux quartiers de Sidi El Houari et Derb, entre autres. Ces vieux immeubles sont éparpillés sur tous les anciens quartiers de la ville. Le cas le plus alarmant reste celui de Sidi El Houari qui recense, à lui seul, une bonne centaine d'immeubles (105) qui nécessitent une intervention urgente en terme de rénovation.

«La sauvegarde de ce quartier historique, cœur de la capitale de l'ouest du pays, doit être une priorité et une préoccupation continue

des pouvoirs publics», avait estimé le responsable de l'association Santé Sidi El Houari (SDH), le Dr Briki. La sauvegarde du centre historique, culturel d'Oran et de toute la région doit être une priorité et une nécessité, car ce quartier renferme la mémoire de l'ouest du pays et de l'Algérie en général, «nous retrouvons des vestiges de l'époque préhistorique jusqu'à aujourd'hui en passant par toutes les civilisations», avait expliqué le Dr Kamel Briki, dans un entretien accordé à l'APS.

Noyau principal de la ville d'Oran, ce site abrite plusieurs sites archéologiques attirant des touristes dont 70 monuments non classés, 14 autres classés monuments nationaux témoignant de plusieurs époques historiques qu'a connues la capitale de l'ouest algérien. Toutefois, l'état des lieux est lamentable: des bijoux architecturaux du 19^{ème} siècle s'effritent et risquent de s'effondrer à tout moment, des écoles, l'hôpital Baudens complètement abandonné et pillé, la place de la Perle (ex-place la Blanca) à partir

de laquelle Sidi El Houari a été construit, se trouve dans une situation déplorable. Du site «Scalera», premier quartier d'Oran construit en 1509, seules quelques maisons ont «survécu» à la vague des démolitions entreprise dans les années 70-80. «Derb», site édifié sous le règne du Bey Mohamed El Kobir, a failli, lui aussi, être complètement rasé. «Ce sont des pans entiers de l'histoire qui partent dans l'indifférence la plus totale», déplore le même interlocuteur.

Dans cette optique, une école-chaîtier, dédiée à la formation dans les métiers du patrimoine, a été créée en 2003 par l'association SDH, au cœur du quartier historique de Sidi El-Houari. Elle a été agréée en 2011. Les métiers enseignés ont trait à la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la forge et la ferronnerie, la menuiserie et la charpente. Près de 500 jeunes artisans ont été formés au sein de cette école. Près de la moitié ont été recrutés par les entreprises chargées de la réhabilitation du vieux bâti à Oran.

08 Le Quotidien d'Oran
Mardi-Ter juillet 2014

Inclusion sociale

Près de 5.200 jeunes ont bénéficié du programme «Jadis-2»

Près de 5200 jeunes ont déjà bénéficié du programme «Jeunes acteurs du développement et de l'inclusion sociale» (Jadis-2) depuis son lancement en 2013 à Oran, a indiqué lundi le président de l'association locale «Santé Sidi El-Houari» (SDH). Elaboré pour la période 2013-2015, Jadis-2 constitue la deuxième phase d'un accord de partenariat signé en 2012 entre l'Unicef et SDH pour «soutenir les actions de développement des adolescents et jeunes du quartier de Sidi El Houari et de la ville d'Oran», a précisé M. Kamel Berekci dans un communiqué sur l'avancement du projet. «Au total, 5182 jeunes ont été mobilisés par les activités de Jadis-2, soit près du triple du nombre initialement prévu», a-t-il souligné, faisant savoir que les bénéficiaires sont 302 enfants de moins de 10 ans, 1652 adolescents de moins de 19 ans, et 3228 jeunes de plus de 19 ans. Le programme Jadis-2 a été mis en œuvre au travers de plusieurs ateliers éducatifs qui ont permis de promouvoir la participation des jeunes -filles ou garçons- à la vie socio-culturelle et économique, a expliqué le président de SDH. Ces activités formatives ont donné lieu à l'acquisition pratique de connaissances, compétences, attitudes et valeurs à même de contribuer à l'inclusion socio-économique des jeunes, a fait

valoir M. Berekci. Les ateliers d'animation socioculturels et éducatifs se sont étendus au sport, à la musique, au théâtre, aux loisirs, à la citoyenneté (environnement, patrimoine, santé), à la formation professionnelle (artisanat) et au soutien scolaire. Jadis-2 a été également marqué par le lancement de l'initiative «Innovation Lab» dont la vocation est de donner la possibilité aux jeunes de concrétiser un projet éducatif ou scientifique en partenariat avec les universités et le secteur économique. L'accord de partenariat entre SDH et la représentation de l'Unicef en Algérie a aussi permis la mise en place d'un espace de documentation destiné à appuyer les bénévoles de «SDH» et d'autres associations pour mieux gérer et réussir leurs activités. Jadis-2 constitue le prolongement de Jadis-1 qui s'est traduit en 2012 par l'élaboration d'une étude sur les vulnérabilités des jeunes dans trois quartiers populaires à Oran (Sidi El-Houari, Ras El-Ain et Les Planteurs), réalisée par le sociologue Lalijsa Abdellkader. Implantée au quartier historique dont elle porte le nom, l'association «Santé Sidi El Houari» compte une école-chantier qui forme chaque année des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien, comme la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la charpente et la ferronnerie.

**ORAN****Participation de 70 jeunes à l'atelier culturel international d'été Sidi El Houari**

Dimanche 03 Aout 2014

La 14e édition de l'Atelier culturel international d'été Sidi El Houari a été lancée, hier à Oran, avec la participation de 70 jeunes de plusieurs wilayas du pays et de France. Initiée par l'association de réhabilitation du vieux bâti Santé Sidi El Houari» (SDH), cette manifestation s'étalera jusqu'au 15 août, a indiqué la coordinatrice adjointe du chantier. Cet atelier permet un échange d'idées sur divers sujets ayant trait à la vie quotidienne, aux coutumes et traditions des régions algériennes et au patrimoine, a souligné Melle Nadine Seddiki, faisant remarquer que les Français présents sont d'origines algérienne, malienne, marocaine et mauritanienne. Organisé au siège de l'association, cet atelier permet aux jeunes de mettre en valeur leur savoir-faire en participant à la restauration de la zaouia Sidi Abdelbaki au site Scalera qui remonte à 1826 et de l'hôpital édifié à l'époque de la colonisation française, le premier à Oran, a indiqué le responsable des ateliers prévus lors de cette manifestation.

Algérie Presse Service (APS) 01/08/2014.http://www.unicef.org/algeria/media_9004.html**"Innovation Lab", une initiative pour l'inclusion sociale des jeunes à Oran****Une initiative visant à promouvoir l'inclusion sociale des jeunes, intitulée "Innovation Lab", sera prochainement mise en oeuvre à Oran.**

A-t-on appris mercredi à l'occasion d'une visite de travail du représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, Thomas Davin.

L'action matérialise une convention signée en novembre dernier entre l'Unicef et l'association à caractère socio-culturel "Santé Sidi El-Houari" (SDH), dans le but d'accompagner les jeunes.

Réalisé par l'Unicef dans plusieurs pays, le concept "Innovation Lab" (laboratoire de l'innovation) a pour objectif de "donner une opportunité supplémentaire aux jeunes de réaliser des projets novateurs et porteurs d'intérêt pour la collectivité", a expliqué le président de SDH, Kamel Bereksi.

"Cette opération qui s'étend sur une durée d'une année et demie est ouverte à tous les jeunes et à toutes les thématiques, qu'elles soient scientifiques ou artistiques", a indiqué M. Bereksi.

L'identification des groupes de jeunes intéressés constitue la première étape de la convention Unicef-SDH pour le soutien en matière de formation et de financement, a-t-il fait savoir.

Le lancement de cette première phase a été au coeur de la visite du représentant de l'Unicef en Algérie qui s'est entretenu dans ce cadre avec les représentants des institutions partenaires à l'instar de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oran, de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf (USTO) et du secteur de la jeunesse et des sports.

Implantée au quartier populaire dont elle porte le nom, l'association SDH a déjà mené plusieurs initiatives au profit des jeunes, dont celle intitulée "Jeunes acteurs pour le développement et l'inclusion sociale" (Jadis), réalisée dans le cadre d'un accord de coopération avec l'Unicef en 2012.

La principale action menée au titre de ce partenariat consiste en une étude visant l'identification des causes de vulnérabilité des jeunes dans les quartiers de Sidi El-Houari, Ras El-Aïn et Planteurs.

L'association SDH se distingue également par son école-chantier qui forme chaque année des dizaines de jeunes aux divers segments du bâti ancien, comme la maçonnerie traditionnelle, la taille de pierre, la charpente et la ferronnerie.

Pour en savoir plus : [Innovation Lab UNICEF Algérie](#)



Le 27.09.2014

Artisanat : Une foire pour valoriser les métiers traditionnels

À l'initiative de SDH (Santé Sidi El Houari), la foire aux métiers traditionnels a pour objectif de valoriser les petits métiers d'artisanat, tombés en désuétude depuis bien longtemps.

La foire aux métiers traditionnels du bâti est à sa deuxième édition. Jeudi dernier, à l'ouverture de cette manifestation, à la place de la République Sidi El Houari, beaucoup d'associations venues de tout le territoire national étaient au rendez-vous. De l'initiative de SDH (Santé Sidi El Houari), la foire aux métiers traditionnels a pour objectif de valoriser les petits métiers d'artisanat tombés en désuétude depuis bien longtemps.



Pourtant, ce sont bel et bien ces petits métiers qui concourent à entretenir le patrimoine d'Oran et à le conserver.

Le président de l'APW, Kasi Tani, avouera, lors de son intervention, que le «vrai problème actuellement à Oran est la réhabilitation du vieux bâti. Comme nous n'avons pas les qualifications nécessaires, nous nous retrouvons obligés de faire appel à des sociétés étrangères pour réhabiliter nos immeubles. Aussi, ce genre de manifestations est un bon présage pour l'avenir».

Au programme de cette manifestation, qui s'étalera jusqu'à l'après-midi de demain, une série d'expositions et de démonstrations des métiers d'art, comme la taille de pierre, la taille de marbre, la maçonnerie traditionnelle, la ferronnerie d'art, la forge, l'enduit traditionnel, ainsi que bien d'autres encore. Des associations spécialisées dans ce domaine sont venues d'un peu partout en Algérie, notamment de Mostaganem, de Timimoune, de Béni Abbas, ainsi que de Blida et d'Alger. A noter que l'association Santé Sidi El Houari organise, tout le long de cette foire, un concours de photographies au profit des amateurs, sous le thème «L'artisan».

Akram El Kébir



SOS BAB EL OUED L'INVITÉ DE LA VILLE DE NIÈVRE (FRANCE) **Rivières de sables pour consolider les échanges**

Par O. HIND - Mardi 03 Decembre 2013



Fusion et partage

«**Nous avons été l'interface entre les deux autorités pour qu'elles travaillent ensemble et au-delà de la musique, nous comptons bien continuer à collaborer...**», a confié Nacer le président de l'association algérienne.

Après avoir croisé leur corde avec les musiciens et chanteurs de l'association SOS Bab El Oued, en Algérie, plus exactement à la salle Algéria, grâce à la précieuse collaboration de l'APC d'Alger-Centre, l'ensemble de Musiques traditionnelles de Nevers a, comme promis, accueilli le mois dernier, à son tour dans le cadre des échanges, un événement particulier placé sous le signe de la rencontre avec l'Algérie. Cette même association s'est donc déplacée à la Nièvre pour une nouvelle aventure artistique commune. Rivières de sables est cette coproduction à laquelle se sont associées, aussi, outre les Musiques traditionnelles du Nivernais, la musique chaâbi sous la houlette du mandole de l'artiste interprète Hassan Kerbiche (sur proposition du Centre culturel algérien). Une direction assurée par le maestro Dominique Forges qui s'était déjà déplacé cet été à Alger avec son ensemble.

«Deux paysages, deux cultures, 100 artistes pour une création exceptionnelle, inventive et généreuse, à l'image des musiques traditionnelles du monde» peut-on lire sur le petit livret de présentation de l'événement et d'apprendre: «L'envie de réaliser une création musicale avec l'Algérie était partagée depuis longtemps entre l'association L'enfant de sable et l'Association Musiques traditionnelles du conservatoire de Nevers. Le succès d'une première opération, «Babylone-sur-Loire», a conforté l'idée de partage des cultures au travers d'un projet artistique lequel pouvait être source de liens forts et de découvertes. «La rencontre entre Hassan Kerbiche et Dominique Forges a provoqué un enthousiasme fort pour une nouvelle aventure musicale», cette fois en passant par l'Algérie, via une autre association locale.

«Dès les premières notes partagées avec Hassen, j'ai tout de suite eu l'envie de rassembler (d'assembler) la beauté d'un chant chaâbi à un chant de marinier de Loire, la couleur chaude d'un mode arabo-andalou à la tonicité d'un rythme de bourrée. La richesse de nos répertoires bien inscrits dans les musiques actuelles, nos histoires communes, un seul et même paysage, un espace unique d'échanges, nous parlions bien de la diversité et non de différences» souligne Dominique Forges.

A propos de son voyage à la Nièvre, le président de l'association SOS Bab El Oued, Nacer, en garde un très bon souvenir. La délégation algérienne a, en outre, été bien reçue et accueillie lors de différentes réceptions organisées en son honneur, notamment par Farid Ladjab, le président du Conseil général de la Nièvre. «Nos douze jeunes qui sont partis à Nièvre ont été bien chouchoutés... C'est bien qu'ils partent voir de leurs propres yeux comment les gens travaillent, car dans leur tête, c'est l'eldorado. (...)

(...) La Nièvre est une petite ville, certes, mais la culture y est très présente et les infrastructures aussi. Au-delà du concert qui est un événement ponctuel, nous réfléchissons à pérenniser les échanges et d'ailleurs, on remercie beaucoup M.Bettache, le maire de l'APC d'Alger-Centre qui nous a soutenus au mois d'août et a mis à notre disposition le bus, la salle Algéria, durant toute une semaine. M.Bettache, d'ailleurs, sera invité à monter à Nièvre cette semaine pour établir d'autres projets dans les domaines de l'éducation et l'économie. Nous avons été l'interface entre les deux autorités pour qu'elles travaillent ensemble. Je le dis et le répète, nos élus de Bab El Oued sont à côté de la plaque, c'est pourquoi on a fait appel à B. Bettache qui lui, on sent qu'il veut faire des choses. La culture n'est pas la priorité pour nos autorités locales à Bab El Oued, mais pour Bettache, oui. C'est quelqu'un qui prend des initiatives, il est ouvert et preneur. A condition seulement que le projet soit consistant.

En tant que société civile, on veut ouvrir des portes. On se veut juste une petite clé pour parler de l'Algérie, ses jeunes et de sa culture...» nous a confié Nacer de SOS Bab El Oued dans son joli siège. En

seconde partie, du concert événement, une création baptisée Rivières de sables, qui a marqué les échanges avec l'Algérie, on signalera le passage du groupe El Gafla qui fait dans le rock/chaâbi. Très riche, le programme de cette semaine qui s'est étalé du 15 au 24 novembre, comprenait aussi du cinéma, avec la projection des documentaires El Gusto de Safinez Bousbia, La traversée de Elisabeth Leuvey et Ce que le jour doit à la nuit d'Alexandre Arcady (d'après le roman éponyme de Yasmina Khadra), mais aussi de la littérature et des rencontres avec des auteurs algériens dont l'auteur de L'écrivain et Les hirondelles de Kaboul donc, Timothé Laine, Raoul Follereau, Arezki Metref, ainsi que plusieurs expositions autour, notamment de François Mitterrand et l'Algérie, les peintures de Pierre Bellon, et de l'animation enfin partant des contes de Kabylie et du Nivernais de Jean Dollet, par l'atelier théâtre de Pierre Bastide. En somme, de belles rencontres et encore des projets en perspective.



Par [Hafid Naït Slimane](#) | 19 Juin 2014

Chellata : Des formations ont été initiées par l'association Tudert de Fethoune Du théâtre pour tous

L'association Tudert du village Fethoune, relevant de la commune de Chellata, organise du 20 au 28 juin prochains des sessions de formation aux différents métiers du théâtre, sous le slogan « théâtre pour tous, un espace d'expression pour les enfants et les jeunes, un vecteur artistique de transformation sociale et un atelier de formation ».

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « Théâtre pour tous », qui s'étale du 15 mai 2014 au 31 juillet 2015. C'est une occasion, nous dit-on, pour former des éléments devant contribuer à la sauvegarde, à la réhabilitation et à la promotion du théâtre amateur dans la commune de Chellata et de son voisinage, notamment avec « l'intervention du mouvement associatif dans l'animation artistique théâtrale des jeunes et enfants de la commune de Chellata, d'Akbou et de celle de Bouhamza. C'est une formation destinée aux membres des troupes théâtrales de la région de Béjaïa et à tous les amoureux du quatrième art ».

En effet, cette formation, selon ses initiateurs, est lancée dans le but de mettre en place des conditions favorables au développement de la culture, d'encourager les jeunes à la pratique culturelle et artistique et aussi pour contribuer à l'émergence de nouveaux talents dans les différents arts du théâtre. « Le projet est axé sur la formation des enfants et des jeunes dans les différentes techniques du théâtre, à savoir le jeu d'acteur, la dramaturgie, l'écriture dramatique, la mise en scène, la scénographie, la chorégraphie et diction. D'autre part, les éléments qui seront formés vont encadrer des élèves dans les établissements scolaires de la zone d'intervention, à travers des ateliers d'initiation au quatrième art et le théâtre-forum. Les formations déboucheront aussi sur la création de 06 troupes théâtrales. Et chaque troupe montera son spectacle qu'elle présentera au moins 10 fois aux différentes localités de la région, chose qui aboutira à la création d'une dynamique culturelle et artistique », apprend-on des membres de l'association Tudert.

Par ailleurs, les membres de ladite association nous ont fait savoir que « l'éloignement des enfants et des jeunes des quinze villages de la commune de Chellata des structures culturelles et de loisirs de la wilaya de Béjaïa et même de celle de la ville d'Akbou, le manque de la culture artistique chez les parents qui rechignent à accepter à leurs enfants les déplacements, les ont exhortés à investir le terrain en mettant sur pied ledit projet.

Hafid Naït Slimane



Le 08.07.14

Akbou : Formation aux métiers du théâtre

L'association socioculturelle Tudert a organisé du 20 au 28 juin dernier, en collaboration avec l'APC de Chellata, le TRB, la DJS et l'APW de Béjaïa, une formation aux différents métiers du théâtre au profit d'une soixantaine de jeunes garçons et filles à la maison de jeunes de Guendouza, dans la commune d'Akbou.

«Cette activité entre dans le cadre d'un projet intitulé «théâtre pour tous» cofinancé par le PCPA Joussour et qui s'étale du 5 mai 2014 au 31 juillet 2015. Les associations Tudert (Chellata), Etoile culturelle (Akbou), Ikhoulaf (Akbou), Etoile culturelle de Bouhamza, Tudert (Ighram) et l'Université de Béjaïa ont participé avec dix éléments chacune parmi lesquels les meilleurs seront sélectionnés en vue de monter six spectacles. Une caravane théâtrale de proximité fera, par la suite, une tournée à travers les communes de la région», nous dit Karim Slimani, président de l'association organisatrice.

Cette formation aux différents métiers du théâtre est encadrée par des professionnels du 4e art. Bouchelkia Chafik, scénographe, affirme que l'un des objectifs de cette formation est d'inculquer aux apprenants l'esprit d'analyse des spectacles pour leur permettre d'assimiler le message véhiculé par une pièce théâtrale.

Chemirou Djamel, animateur de l'atelier dramaturgie, estime pour sa part que «nous voulons pérenniser la pratique théâtrale en créant un projet intégral basé sur la formation des jeunes à l'écriture, la mise en scène, le jeu d'acteurs et la scénographie. Nous les incitons à écrire avec conscience pour ne pas tomber dans l'analogie et l'extrapolation. Les formateurs accompagneront les jeunes dans le montage des spectacles en espérant faire aimer le théâtre aux spectateurs qui y assisteront».

H. Ait El Djoudi

RÉGIONS EST Constantine

Des professionnels de France aux côtés
enfants autistes

Des programmes éducatifs individuels

le 06.10.13 | 10h00



© D. R.

La wilaya compte plus de 3000 enfants autistes, sans les cas non déclarés.

Il s'agit d'éléments de réponses aux divers problèmes des parents d'enfants autistes et des professionnels des centres spécialisés de la wilaya.

Deux professionnels de l'autisme chez l'enfant, Fatma Mamouni, psychologue formatrice au Relais Ile de France, et Daoud Tatou, directeur-fondateur de l'association du même nom, ont poursuivi, jeudi, à la maison de jeunes Ahmed Saâdi, l'exposé sur les outils de diagnostics et les méthodes de prise en charge de l'enfant autiste à l'attention des parents et des professionnels des centres spécialisés de la wilaya de Constantine, et de l'association sétifienne «Les oiseaux du paradis».

Cette approche préliminaire et théorique de ces différentes méthodes de travail sur les enfants autistes sera suivie, dans deux mois, d'une formation pratique. Ces formations, initiées dans le cadre du projet «Renforcement des capacités pédagogiques des intervenants dans la prise en charge des enfants autistes», chapeautées par l'association Wafa des parents d'enfants en difficulté mentale, et financées par l'Union européenne, apporteront des éléments de réponse aux parents d'enfants autistes - totalement désemparés pour la plupart face à la maladie-, et aux professionnels des centres spécialisés de la wilaya de Constantine dont le

désarroi n'est pas moins intense, eu égard au déficit patent en matière de structures spécialisées dans la prise en charge de cette maladie.

Le travail de fourmi effectué depuis plus de deux décennies par le Relais Ile de France sur la base de diverses méthodes : BECS (batterie d'évaluation cognitive et sociale), ADI (autism diagnostic interview, outil d'entretien avec les parents) et PEI (programme éducatif individuel), a démontré que le recours systématique à la médication n'est pas toujours une solution. «Les médicaments ne doivent être prescrits que dans les cas très lourds, et il faut savoir que chaque cas est unique ; nous proposons des thérapies basées sur une relation humaine très forte, avec l'implication effective des parents et des éducateurs, des activités diverses axées sur l'apprentissage de la vie quotidienne et le sport de thérapie, comme l'équithérapie, ou la natation dont l'efficacité n'est plus à démontrer», indique le directeur-fondateur de Relais Ile de France, Daoud Tatou.

Selon lui, la pléthore de traitements, analyses du sang et autres régimes sans gluten proposés ces dernières années par des firmes commerciales, ont largement prouvé leur défaillance compte tenu de leur expérimentation menée sur une période assez conséquente. En matière d'approche thérapeutique de l'autisme, la solution demeure donc, selon lui, dans une grande proportion, tributaire du facteur humain. Et de ce fait, l'espoir d'une amélioration, -sans parler de guérison mais de différence-, reste très fort, comme le démontre l'émouvant film qui a été projeté par les hôtes du Relais, relatant le parcours et la réussite d'une autiste américaine de haut niveau, Temple Gamdin, dont l'intelligence brillante lui a permis de sortir de son autisme et de concevoir des abattoirs pour les animaux.

Pour en revenir au centre de Constantine de l'association Wafa, sa directrice, Mme Badia Boufama, nous dira qu'il accueille pour l'heure une quarantaine d'enfants en difficulté mentale, dont la plupart n'ont pas de carte de handicapé leur ouvrant droit à un pécule, tel que stipulé par le ministère de la Solidarité. Elle tient, toutefois, à relever que la direction de l'action sociale a beaucoup fait pour ces enfants, et qu'à ce propos, ces mêmes services ont projeté de lui affecter des éducateurs spécialisés pour renforcer et éventuellement former son équipe sur terrain. Pour conclure, il faut garder à l'esprit que l'autisme est en augmentation «spectaculaire» dans le monde, selon des spécialistes. Dans la wilaya de Constantine, le nombre d'enfants autistes dépasse les 3000, sans compter les nombreux cas non connus.

Farida Hamadou

Autres Articles

Publié le 18/09/2013 à 11h20 | Mise à jour : 18/09/2013 à 12h06

Bordeaux : 300 associations attendues dimanche au Hangar 14



La dixième édition de Cap Associations se tient dimanche 22 septembre de 11h à 18h. Programme



Cap Associations : des milliers de visiteurs chaque année au Hangar 14

C'est, dans l'agglomération bordelaise, le rendez-vous annuel des associations et des bénévoles: Cap Associations se tient ce dimanche au **Hangar 14**. C'est la dixième édition. Environ **300 associations sont inscrites et présenteront leurs activités; elles seront réparties en une dizaine de pôles : solidarité, sport, danse, culture, humanitaire, emploi, santé, éducation-formation...**Des ateliers et des initiations sont prévus : tango, zumba, salsa, taï chi chuan, danse sportive, concert de ukulélé...**Le Prix de l'innovation associative sera par ailleurs remis, comme chaque année, à une jeune association (moins de cinq ans d'existence), domiciliée dans la ville de Bordeaux.** L'entrée est gratuite, la manifestation est ouverte au public de 11h à 18h. Entre 3000 et 5000 visiteurs sont attendus.

Plus d'infos sur la page Cap Asso du site de la mairie de Bordeaux.



Dimanche 10 aout 2014

Page 10

1er Festival d'Oran du film court incitant au bénévolat : 17 courts métrages en compétition

par Houari Barti

Sur les 17 films courts en compétition dans le 1er Festival d'Oran du film court incitant au bénévolat, 07 se disputaient, hier, les 3 prix consacrés par les organisateurs : prix du public, prix du jury et le Grand prix. Les résultats ne devaient être connus qu'en fin d'après-midi, lors d'une cérémonie officielle tenue à l'hôtel Eden Phoenix. Organisé par le groupe «Algériens Optimistes», le premier Festival d'Oran du film court «Incitant au bénévolat» a débuté, avant-hier, au niveau de la maison de jeunes d'El Barki. Ayant pour thème principal l'incitation au bénévolat et au comportement de bonne citoyenneté, ce nouveau festival a réuni des productions autour du bénévolat et de l'entraide. 17 courts métrages incitant le public à des comportements exemplaires et à du civisme ont été présélectionnés par les organisateurs, parmi lesquels 07 étaient en lice pour les trois prix du festival. Le prix du public récompense le travail qui a été vu par le plus de gens sur Youtube. Le prix du jury est évidemment celui qui reçoit les faveurs du jury, lequel se base essentiellement sur les aspects techniques du film. Quant au Grand prix, il est décerné sur la base de plusieurs critères, l'idée, la qualité du travail et l'audience sur internet, explique-t-on.



Violences faites aux femmes et projet d'amendement du code pénal

Des associations réclament l'élaboration d'une loi-cadre

le 09.07.14

Sept associations féministes demandent la mise en place d'une loi-cadre pour lutter contre les violences dont font l'objet les femmes en Algérie.

Saluant le projet d'amendement du code pénal en débat actuellement au sein du gouvernement, les organisations en question exhortent le législateur à faire preuve de plus d'audace pour réduire l'ampleur de ce fléau social endémique.

Dans un communiqué rendu public hier, les sept associations – Amusnaw, Avife, Djazairouna, FARD, FEC, Ivif et Rachda – présentent leurs propositions pour renforcer la législation nationale. Cette loi-cadre demandée devra, selon le même document, en plus de la pénalisation des actes de violence, placer en son centre les victimes elles-mêmes.

«Dans le cadre de l'élaboration du texte de loi, les associations de femmes recommandent au législateur algérien de prendre en compte les points suivants : reconnaître un statut de femmes victimes de violence, définir consciencieusement les différents types de violence perpétrée à l'encontre des femmes et prévoir la révision du code de procédure pénale où les procédures d'application de ces textes seront définies», proposent ces associations dans leur communiqué.

Les sept organisations suggèrent de décharger la victime de la charge de la preuve, d'imposer que l'auteur des violences soit retiré de la cellule familiale avec interdiction d'approcher du domicile jusqu'à la fin de la procédure, de prévoir le paiement d'une réparation à la victime et de prendre en compte le préjudice moral. «L'adoption de la loi-cadre demeure un objectif fondamental que le gouvernement se doit d'atteindre. Toutefois, nous sommes conscientes du fait qu'il faut en prioriser certains aspects à court terme. Enfin, dans le cadre du présent communiqué, nous tenons à dénoncer le rôle de certains médias qui tentent de 'diaboliser' le projet de réforme auprès de l'opinion publique où certaines des informations véhiculées ont créé un affolement. Par notre action de lutte contre les violences faites aux femmes, nous visons la protection de la société, femmes, hommes et enfants», lit-on dans le même document.

266 victimes de violences sexuelles en 2013

Les associations en question saluent, par ailleurs, l'initiative du gouvernement en procédant à l'amendement du code pénal en vue de protéger les femmes. «Nous saluons cette initiative dans la mesure où, pour la première fois, le législateur algérien introduit la notion de violences faites aux femmes, en particulier la violence conjugale dans ses chapitres (crimes et délits contre les particuliers), dont les sections 2 (violences volontaires), 5 (abandon de famille) et la section 6 (attentats aux mœurs)», ajoute-t-on dans le même document.

Ce faisant, les signataires de ce communiqué attirent également l'attention sur l'ampleur des violences contre les femmes, en citant des chiffres officiels. Des chiffres fournis par l'INSP et la Gendarmerie nationale qui font ressortir notamment une hausse du nombre de victimes de viols. «Durant la période allant de janvier à octobre 2012, 190 Algériennes ont été victimes d'un viol individuel ou collectif, soit 24 viols chaque mois. La plupart des victimes sont âgées entre 18 et 30 ans. Pas moins de 504 femmes ont été victimes d'attentat à la pudeur, un chiffre en hausse et cela pour les huit premiers mois de l'année 2012.

Durant les neuf premiers mois de 2013, 7010 femmes ont déposé plainte pour violence, dont 5034 victimes de violences physiques et 1673 victimes de mauvais traitements. Les homicides volontaires ont concerné 27 femmes ; 266 femmes ont été victimes de violence sexuelle (viol, harcèlement sexuel et inceste) aboutissant parfois à des grossesses», rappelle-t-on dans le même communiqué.

Madjid Makedhi



A l'initiative du programme Joussour Algérie

Des associations de Béjaïa en formation

Près d'une trentaine de cadres associatifs de la wilaya sont depuis vendredi, en formation en gestion de cycle de projet (GCP), organisé par le programme Joussour en collaboration de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Béjaïa. Une formation assurée par M. Nait Hamoud expert en la matière, qui se déroule à l'auberge de jeunes des frères Soumari et qui s'étale sur trois journées. Lors de cette cérémonie d'ouverture à laquelle ont assisté les représentants de la DJS, de l'APW et de l'APC de Béjaïa il a rappelé l'objectif global assigné à ce fonds, qui vise à favoriser les dynamiques associatives au niveau local pour permettre à des petites organisations de passer à l'action, de développer leurs capacités d'intervention, faciliter la mise en relation des acteurs (associatifs, privés et institutionnels) d'un même territoire, actifs dans les deux domaines d'intérêt du programme (enfance, jeunesse et enfin encourager les synergies entre mouvement associatif et collectivités territoriales. Les représentants de l'Assemblée Populaire de la Wilaya se sont montrés très intéressés par l'expérience de Joussour en souhaitant un partenariat pour appliquer cette démarche projet au sein de l'APW et ne financer à l'avenir que les projets. Dans ce sens les élus de l'APW affirment qu'un forum associatif de formation sera organisé prochainement en associant d'autres partenaires et bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Les associations se disent très intéressées par cette formation qui est une seconde après celle organisée il y a deux années de cela. «Le Fail est un apport certain pour les associations locales en voie d'émergence et une bouée de sauvetage pour

la concrétisation de leurs projets, nous dira M. Abour M'barek, président de l'association des diabétiques participant à cette formation. Un avis que partagent beaucoup d'autres associations à l'image de Mme Boukhit Dalila, dont la Ligue de wilaya des Sports Mécaniques a déjà bénéficié d'un projet Fail. Selon les représentants de ce programme franco-algérien, cette formation est «organisée en amont de l'élaboration des documents de projet un Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL), lancé spécialement pour la wilaya de Béjaïa, destiné à financer des initiatives portées par des jeunes constitués en associations formelles, ou pas, ou associations locales en vue de faciliter leur insertion dans des dynamiques territoriales. Cette formation sera d'un apport certain aux associations pour leur permettre d'acquérir et de maîtriser les outils nécessaires à l'analyse des problématiques, à l'identification et au montage de projets. Les associations concernées devront désigner un ou deux responsables qui bénéficieront de ces formations et qui seront responsables de l'élaboration de la proposition à soumettre au FAIL. Après cette session de formation les associations seront aussi appuyées pour la rédaction du document final du projet dans le cadre d'un accompagnement individuel. Ils devront s'engager à finaliser la proposition de projet au plus tard le 30 novembre 2013, ajoute encore notre source. Un appui se mettra aussi en place tout au long de la réalisation des projets, avec la désignation d'un chargé du suivi qui supervisera la réalisation, assister les associations lors de la mise en œuvre de leurs projets et s'assurer du respect des procédures et des règles de gestion. Et comme cerise sur le gâteau, les associations dont les projets seront retenus bénéficieront aussi d'une formation en gestion administrative et financière sera organisée dès le démarrage des projets retenus.

Signalons que le budget global du FAIL, pour la phase III, est de 139.200 euros et pour cet appel, l'enveloppe budgétaire est de 46.400 • pour la wilaya de Béjaïa. Le Fail qui cofinance des projets d'un montant global n'excédant pas 659.520 DA soit 6.000 euros, dont les subventions accordées sont plafonnées à 560.592 DA soit 5.100 euros.

Il (le Fail NDLR) soutient de manière générale la concrétisation de projets en faveur de la jeunesse et de l'enfance, qui œuvrent pour la prise en charge de l'enfance et la petite enfance, (pré et périscolaires, exclus du système scolaire et des enfants les plus vulnérables), la prise en charge des jeunes structurés, ou non dans divers domaines (culture, sport, citoyenneté, santé, emploi...) et la lutte contre l'exclusion sociale des jeunes en difficulté et l'insertion des jeunes en favorisant leurs pratiques citoyennes. Il convient de rappeler que Le programme concerté pluri acteurs Algérie (PCPA) Joussour est un dispositif de coopération algéro-français, qui se propose de renforcer les capacités des associations algériennes qui œuvrent au bénéfice de l'enfance et de la jeunesse et de soutenir le dialogue entre elles, ainsi qu'avec les pouvoirs publics. Le Programme implique des organisations algériennes et françaises et des institutions algériennes et françaises, Il bénéficie du soutien du ministère français des Affaires Etrangères et de l'Agence Française de Développement AFD. Le comité de pilotage, composé de membres élus, issus des organisations de la société civile Algériens et Français et de membres de droit, assure l'orientation et le pilotage du Programme et construit, avec une équipe de coordination, les cadres de mise en œuvre des outils du Programme. Le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), une association française, assure, en sa qualité d'ONG garante, le portage administratif et financier du Programme vis-à-vis des bailleurs de fonds. Le Réseau NADA,

association nationale algérienne, assure le portage juridique

et administratif du programme sur la base d'un accord cadre entre le CFSI et NADA. Ce programme est lancé en avril 2007, il est passé par une phase pilote de 18 mois, puis une première phase a été développée durant 04 ans (2008-2012) et actuellement le programme Joussour, qui compte 126 organisations de la société civile et des collectivités algériennes et françaises, entame sa seconde phase 2013-2015. Pour la réalisation de ses objectifs, le Programme s'est doté d'outils financiers matérialisés, en plus du Fail, par un fonds d'Appui aux Projets (FAP), destiné à financer des projets conduits par des associations expérimentées dans l'objectif d'accompagner leur professionnalisation, en partenariat algéro-français ou pas et un Fonds d'Appui aux Initiatives Jeunesse (FAIJ), destiné à valoriser les actions citoyennes et l'engagement des jeunes. Il soutient des actions à la fois pédagogique et/ou technique, permettant d'accompagner les jeunes à l'émergence et à la réalisation effective de leur projet (ateliers d'expression, mobilisation de jeunes acteurs d'initiatives citoyennes ...). «Ces fonds sont complétés par des activités transversales qui entendent contribuer au renforcement des capacités collectives des associations, favoriser les échanges et les synergies entre elles et encourager leurs mises en réseaux et le dialogue avec les pouvoirs publics», conclut nos différents interlocuteurs qui représentent ce programme ambitieux en Algérie.

Hocine Smaïli



Akbou :

Rencontre régionale sur la jeunesse et la citoyenneté 80 participants au rendez-vous

Dans le cadre du programme concerté pluri acteur - Algérie (PCPA) « Joussour », les associations de Béjaïa, Sétif et Bordj Bou Arréridj, partenaires du programme, ont organisé, hier et avant-hier, une rencontre régionale inter associations, portant sur le thème « jeunesse et citoyenneté », et ce, au niveau de la salle de délibérations de l'APC d'Akbou. L'introduction du thème et la raison d'être de la rencontre a été présentée par M. Sofiane Khaldi, président de l'association « Tichy la Verte » et membre du comité d'organisation de la rencontre. « La participation citoyenne des jeunes : dispositifs et mécanismes des pouvoirs publics », « La place des jeunes dans le développement local », « La place des jeunes dans le développement et le dialogue local », sont les principales présentations qui ont eu lieu durant le premier jour de cette rencontre. Elles ont été animées, respectivement, par M. Menaouar, chef de service à la DJS de Béjaïa, M. Brahim Salhi, enseignant à l'université de Tizi-Ouzou et M. Mouloud Salhi, président de l'association «Etoile Culturelle d'Akbou».

Cette rencontre rassemble plus de 80 participants, issus du tissu associatif des trois wilayas, ainsi que des représentants des pouvoirs publics locaux. Ces deux journées ont pour objectif d'amener les acteurs locaux du mouvement associatif et les pouvoirs publics à débattre et à se concerter autour des questions de la jeunesse et de la citoyenneté », indique un communiqué rendu public par ledit organisme. Par ailleurs, des travaux en atelier auront lieu au cours de la seconde journée, hier, et tourneront autour de « l'articulation entre travail associatif et les programmes des pouvoirs publics dans la prise en charge de la participation des jeunes, la place des jeunes dans le développement local et leur engagement avec différentes associations, médias alternatifs et nouvelles formes de mobilisation des jeunes », et ce avec l'intervention de plusieurs acteurs de la société civile. « La clôture du projet devait avoir lieu avec l'élaboration d'une proposition d'actions communes ou d'un projet commun, entre les associations et les pouvoirs publics », indique-t-on encore.

En outre, il est à informer que « Joussour » est un programme de coopération décentralisée algéro-français, dont l'objectif est le renforcement des capacités des organismes de la société civile algérienne, par la formation, l'appui technique et financier, la mise en réseau et l'appui au dialogue et à la concertation avec les pouvoirs publics.

Hafid Nait Slimane

**AKBOU / SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA « JEUNESSE ET CITOYENNETÉ »
UNE INITIATIVE À RENOUVELER**



Le rencontre régionale sur le thème « Jeunesse et Citoyenneté », organisée par les associations de Béjaia, Sétif et Evry/ Bou Azeizj, partenaires du programme, s'est déroulée à Akbou, avec une série de recommandations qui serviront de base de travail en effet, organisée par les associations partenaires du programme concerté (ANCA) Algérie « Jeunesse »; la rencontre régionale qui s'est tenue les 17 et 18 juin, à la salle de délibération de l'APC d'Akbou, a rassemblé plus

de 80 participants, issus du tissu associatif des trois wilayas, ainsi que des représentants des pouvoirs publics locaux. « Ces deux journées ont pour objectif d'arrêter les acteurs locaux associatifs et les pouvoirs publics à débattre et à se concerter autour des questions de jeunesse et citoyenneté », nous ont fait savoir les organisateurs de cette manifestation qui vise aussi à « établir des bases de confiance et impulser un dialogue constructif entre organisations de la société civile d'une part et entre CSC (noté) organisa-

tions de la société civile et pouvoirs publics ». La réussite sur tout les plans de la rencontre de Béjaia fait dire à beaucoup de participants qu'il y'a lieu de renouveler l'initiative et la perpétuer en vue de renforcer d'avantage les capacités des associations à agir ensemble sur leurs territoires et la reconnaissance des organisations de la société civile en tant qu'acteurs du développement territorial et local. Il convient de signaler que le président de l'APW de Béjaia, M. Mohamed Damache, le président de l'APC d'Akbou, M. Abderrahmane Hemaha, le secrétaire de la région M. Brahim Méziou et de nombreux élus et responsables d'institutions publiques ont assisté à la cérémonie d'ouverture de la rencontre. Il est tenu à assure de leur disponibilité à être aux côtés des organisations de la société civile en vue de leur renforcement et pour l'instauration d'une coopération durable. La rencontre régionale de Béjaia s'est achevée par

une commission concernant la citoyenneté effective des jeunes (thème phare de ce regroupement). Celle-ci pourra par une reconnaissance pleine et entière de leur rôle de citoyenneté, par la prise en charge de leurs droits de manière spécifique, la participation des jeunes qui doit être consacrée dans les textes et dans les programmes qui devront être effectifs ainsi que par la complémentarité des approches et la synergie des efforts entre les pouvoirs publics et la société civile au niveau local. La clôture de la rencontre a été réalisée par la présence de M. Abderrahmane Arraz, président du Réseau national Nada et de Mme Mokhtaroui qui au chef de file institutionnel de la Fondation Euro-méditerranéenne pour le dialogue, Anna Lind, qui ont exhorté les organisations de la société civile à plus d'implication dans le développement local et aux autres partenaires avec les pouvoirs publics.

Hocine Smaili

16 Actualités

E-CAHIER D'ORIENTATION - 28 MAI 2013 - 22 886 000 000

www.dz.com

RENCONTRE REGIONALE SUR LE THEME « JEUNESSE ET CITOYENNETE » A BEJAIA

Les associations, les élus et les pouvoirs publics se concertent

La rencontre régionale sur le thème « Jeunesse et Citoyenneté » organisée par les associations de Bejaia, Béni el Ouedj, Bou Arroudj, paritaris de programme, à Béni el Ouedj, à Abou, avec une série de communications, qui ont été...

En effet, organisée par les associations partenaires du programme régional de jeunesse (PJR) Béni el Ouedj, à Béni el Ouedj, le 17 et 18 derniers à la salle de conférence de l'INP d'Abou, a réuni plus de 60 participants, dont les représentants des associations de jeunesse, des élus locaux, des représentants des pouvoirs publics et des associations de jeunesse. Les participants ont discuté de la situation de la jeunesse en Algérie et de la nécessité de renforcer le rôle de la jeunesse dans le développement national et social. Ils ont également discuté de la nécessité de renforcer le rôle de la jeunesse dans le développement national et social. Ils ont également discuté de la nécessité de renforcer le rôle de la jeunesse dans le développement national et social.



Mohamed SAÏDI, président de l'Union Algérienne de la Jeunesse (UJA) a souligné le rôle de la jeunesse dans le développement national et social. Il a également souligné la nécessité de renforcer le rôle de la jeunesse dans le développement national et social. Il a également souligné la nécessité de renforcer le rôle de la jeunesse dans le développement national et social.

Une affiche des jeunes, thème « Jeunesse et Citoyenneté », a été présentée lors de la rencontre. Elle a été présentée par les participants de la rencontre. Elle a été présentée par les participants de la rencontre.

La rencontre régionale sur le thème « Jeunesse et Citoyenneté » a été organisée par les associations de jeunesse de Bejaia, Béni el Ouedj, Bou Arroudj, paritaris de programme, à Béni el Ouedj, à Abou, avec une série de communications, qui ont été...





Dimanche 10 aout 2014
Page 10

BENI-SAF: Séjour d'été pour des enfants lillois

par Mohamed Bensafi

Ils sont exactement 6 jeunes enfants lillois (nord de la France), âgés entre 6 et 12 ans, à séjourner depuis une semaine à Béni-Saf, et ce jusqu'au 13 du mois en cours. C'est à la faveur du programme pluri-acteurs Algérie (PCPA), plus connu sous Joussour -un projet de coopération de société civile à société civile- que cette initiative a été rendue possible. Une action portée par une amitié tissée entre l'association FASDE de Béni-Saf et Francas Pas-de-Calais (nord de la France).

Cette dernière est une association à vocation indiscutablement éducative, sociale et culturelle. Accueillis chez des familles bénisafiennes, ces jeunes enfants, issus de la région de Lille profiteront durant 12 jours des bienfaits de la grande bleue avec, en plus, des crochets du côté des coins et recoins de la région. Jeudi passé, ils étaient sur l'île de Rachgoun, illustre lieu de l'histoire punique, où ces mêmes ont été émerveillés par la beauté de l'endroit, appelé aussi «Laïla». Selon Miriem, la déléguée de Francas Nord-Pas-de-Calais qui accompagne ce groupe d'enfants, c'est tout un programme qui a été concocté de concert avec la FASDE et sa présidente Karima pour les hôtes. Ces derniers auront droit à un circuit à la fois touristique et culturel. Des visites guidées sont prévues en plus de virées sur le plateau de Lalla Setti (Tlemcen) ou encore les lieux de l'ancienne capitale du royaume numide de Syphax (Siga) et son mausolée de «Aguelid». Tout au long de leur séjour, les jeunes lillois sont hébergés chez des familles bénisafiennes, une manière, selon notre interlocutrice, de leur permettre de s'imprégner au mieux du mode de vie des habitants de la région. A noter qu'un groupe de 4 jeunes membres de l'association FASDE, 3 garçons et une fille, ont séjourné en juin dernier une semaine à Lille comme à Grenoble où ils ont suivi une formation accélérée d'animateurs culturels leur permettant d'avoir aujourd'hui les compétences pour encadrer des groupes d'enfants dans des centres de vacances. Cet échange socioculturel a concerné aussi deux jeunes Lillois qui ont passé tout récemment 4 jours à Béni-Saf. En décembre, lors des prochaines vacances d'hiver, un groupe d'enfants de la FASDE devrait faire, dans le même cadre, un séjour à Lille, a conclu Miriem. Pour note, le programme «Pluri-Acteurs Algérie (PCPA) ou Joussour (comprendre, passerelle) vise à la fois le renforcement du mouvement associatif algérien et des impacts tangibles au bénéfice des populations, dans ses deux secteurs cibles, l'enfance et la jeunesse.

Le PCPA est un programme financé dans le cadre du Fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL), une démarche basée sur des échanges socioculturels internationaux, plus particulièrement algéro-français.

Source : <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5201628>

REPORTERS.dz

Accueil Théma Actualité Economie Régions Grand Angle Monde Culture Environnement

FLASH INFO LADDH : Des militants appellent à la refondation de la ligue - Lundi, 02 Septembre 2013 06:19

« Souvenirs d'un appelé anticolonialiste » : Jacques Tourtaux ou le refus de la guerre d'Algérie

Écrit par Mohamed Bouhemal

[Share](#)
[Twitter](#)
[Facebook](#)
[Like](#)
[5](#)
[Send](#)

Des acteurs encore en vie de la guerre et des chercheurs et écrivains invités par l'association Med-Action pour la jeunesse et la citoyenneté pour commémorer, du 18 au 21 août 2013, à Akbou, le 57e anniversaire du congrès de la Soummam, apporteront leurs témoignage ou leurs éclairages. Parmi les témoins, un ancien appelé anticolonialiste, Jacques Tourtaux, témoignera à partir d'un vécu à l'intérieur de l'armée française. Simple ouvrier, simple « bidasse » qui a su résister à toutes les pressions, Tourtaux a écrit un livre étonnant, instructif, humain et sans concession dans son contenu anti-guerre et anti-colonialiste. Son livre, Souvenirs d'un appelé anticolonialiste (non distribué en Algérie) mérite une note de lecture.

Originaire des Ardennes et issu d'un milieu très pauvre, ouvrier testé d'un certificat d'études primaires, Jacques Tourtaux sort de l'adolescence en pleine guerre d'Algérie. Fait d'époque, son milieu ouvrier baigne dans l'identité communiste, devenue culture plus qu'appartenance organique, mélange de mémoire des luttes, d'identification sociale et d'humanisation de la misère par l'utopie d'un autre destin humain. Dans ce milieu, on adhère au parti communiste comme on accomplit sa condition sociale et comme on porte l'indigénisme.

Le témoignage de Tourtaux en est une nouvelle confirmation : il a adhéré au parti, comme on le disait, dans une sorte d'évidence qu'il ne pouvait s'agir que du parti communiste après cette seconde et terrible accoucheuse guerre mondiale. Il a adhéré comme on monte en première ligne, comme on se prend en charge, comme on devient adulte, comme on prend sa part du fardeau, comme on s'apprête au don de soi. Il écrit : « C'est tout naturellement que j'ai adhéré au Parti communiste français. » Tout naturellement et la suite vient tout naturellement aussi : « Avec des camarades de mon âge, en 1959, nous avons créé un cercle de l'Union des Jeunesses communistes de France dont je fus le coordinateur. » D'où le lien direct avec la réaction spontanée à son ordre de mobilisation : « A deux reprises, j'ai refusé de me présenter aux conseils de révision les 14 mars et 30 juin 1960. » Mais, justement, il baigne dans le milieu social du communisme, cela fait une sacrée différence avec l'organisation, avec l'appareil, avec le « parti ». Il écrit à un proche, pas à la direction de la cellule ou de la « fédé » : « Ma lettre était prête pour De Gaulle. Je lui écrivais mon refus de participer à cette guerre. Je ne voulais pas combattre le peuple algérien. J'ai écrit à un de mes oncles pour lui en faire part. Mon oncle, qui était cheminot, militait au PCF. Il m'a de suite répondu et déconseillé d'écrire à De Gaulle.

Il disait que les sanctions étaient très fortes, que le travail des jeunes communistes était de militer au sein de leur unité contre la guerre. « C'est donc son oncle, pas le parti, qui le guide, et ce fait à lui seul présente un intérêt extraordinaire : les principes léninistes avaient largement débordé les frontières du parti, pour devenir une culture de masse. L'oncle ouvrier cheminot discute avec son neveu ouvrier de la ligne politique, comme s'ils portaient « naturellement », comme le dit Tourtaux, la légitimité de l'appareil. Cela comique sensiblement les approches académiques, tout en indiquant quel potentiel ce même parti s'est évertué à perdre, puisqu'il va perdre en cours de route ce même Tourtaux qui lui disputera la légitimité de l'identité communiste. Quelle perception de la guerre développaient le milieu ouvrier, le milieu communiste et enfin le parti ? La question doit déjà beaucoup à ce témoignage.

Briser la volonté, briser les hommes

Il viendra donc en Algérie, en février 1961, suivi par sa fiche qui indique ses engagements et ses choix. Première destination, la compagnie d'instruction, sorte de bataillon disciplinaire, mais plus proche de la prison et du bagne que de la mise au pas. Le récit est surprenant de ce monde clos qui livre des appelés aux punitons perverses des « sous-offs » tortionnaires qui bastonnent les jeunes recrues à coups de manches de pioches, oblige des détenus à faire des réveils sportifs avec des chants nazis, leur font subir des sévices, tous plus vicieux les uns que les autres, sous la haute autorité d'un commandant qui les appelle à rejeter la propagande du PCF et du PCA. Briser la volonté, briser les hommes, bien au-delà de la nécessité du redressement disciplinaire, ne pouvait se faire sans l'existence de ces malades de la torture et de la brutalité pathologique et de leurs fortes racines. La question reste posée de savoir comment l'armée française a pu livrer des conscrits français à des fascistes. Le lecteur a l'impression d'un monde illégal, fonctionnant en dehors des lois ou même de la simple humanité, et d'une sorte de « regard tourné ailleurs » de la hiérarchie militaire et civile. Un monde de l'enfer qu'aucune bonne âme parmi ces responsables ne peut regarder sans y découvrir son côté sombre, ses propres ressorts soigneusement maquillés. Du coup, s'éclairent pour un lecteur algérien quelques sources de la torture, des convées de bois, du napalm sur les villages, des camps d'internement ou des camps de regroupement; bref, de l'extermination de masse de notre peuple.

Aussarococ et Macou étaient tout entiers dans les personnages décrits par Tourtaux, l'adjudant Birr et le commandant qui venait

« habiller » le sale boulot en mettant en garde les conscrits contre la propagande anticomuniste. Pourtant, Tourtaux et les communistes n'étaient pas seuls. Au passage, il nous signale la présence de deux séminaristes qui refusaient comme lui de faire cette guerre absurde à notre peuple. Comment et pourquoi tout ce potentiel anti-guerre a mis si longtemps à se manifester sans jamais vraiment se cristalliser et pourquoi une minorité fasciste a pu garder la haute main sur l'armée ? Car, c'était une minorité. La résistance au putsch, perpétré dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 avril, le prouve amplement. La mémoire de Tourtaux nous permet d'avoir un panorama exceptionnel de la résistance multiforme qui s'organise au cœur de composantes techniques comme l'aviation ou parmi les bidasses avant même l'appel de De Gaulle. « Témoignage passionnant par sa précision, par lequel on découvre qu'en fait, les régiments et détachements parachutistes et les légionnaires sont les plus infectés par les mercenaires et par l'idéologie fasciste ou nazie. C'est peut-être les chapitres à lire avec le plus grand soin dans ce livre. On mesure alors pleinement les contradictions qui traversent l'armée française et que seule la méthode du « bagne » d'Oued Smar pouvait contenir au profit du pôle fasciste. On mesure tout aussi pleinement que les luttes politiques anti-guerre ont manqué de la profondeur anticoloniale de principe qui aurait aidé à isoler les factions fascistes et les factieux et empêché l'impulsion socialiste de la guerre, puis sa prolongation gaulliste. On mesure enfin combien l'engagement colonialiste des socialistes et notamment celui de Mitterrand et de Guy Mollet ont pesé du côté des futurs putschistes, mais surtout combien ils ont retardé la cristallisation ou la coalescence d'une conscience française que la guerre d'Algérie était une guerre coloniale. On voit d'un autre œil le procès Jeanson, la lettre des 121 et celle de Sartre.

Réflexion

C'est absolument fascinant de découvrir comment l'armée française, délivrée par le putsch du contexte politique qui pesait sur ses contradictions, les laisse s'exprimer jusqu'au bout, jusqu'à la confrontation et parfois l'affrontement. Il est significatif de noter que les parachutistes et les légionnaires ont exercé un maximum de pressions et d'intimidations pour garder sous contrôle la masse des soldats de carrière, autant que les conscrits. Notons, en outre, ce que le livre de Tourtaux nous pousse à réfléchir. Le manque de détermination de l'appareil du PCF à peser sur les contradictions de l'armée, en vue de les résoudre en faveur de ses courants non fascistes. La révolution léniniste, le communisme comme la Troisième internationale et cette culture léniniste qui baignaient Tourtaux étaient nés en rupture avec la gauche. Ce vote des pouvoirs spéciaux inaugurerait la longue et souterraine rupture du PCF avec le léninisme et son retour dans cette gauche qui le ramènera dans le giron de la social-démocratie.

Ne serait-ce que pour l'échec de ce putsch, le travail de Tourtaux et des autres mérite une immense considération. Ils nous auront évité encore plus de souffrances et plus de difficultés. Ils auront en tout cas fait évoluer les contradictions au sein de l'armée française en défaveur des courants fascistes et en les poussant dehors vers leur sinistre OAS.

Sur cette fin de guerre, Tourtaux nous livrera des témoignages précieux sur le fonctionnement interne d'une armée surpuissante qui a enchaîné le travail de destruction sans vaincre notre peuple. Les images qu'il ramène de Mouzaïa sont sans appel. Cette armée française victorieuse des maquis est obligée d'organiser le gardiennage de chaque ferme de colon. Au bout des destructrices opérations Challes, Jumelles, Pierres précieuses, aucun colon n'avait la paix ni l'arrogante assurance du maître. Le maquis n'était pas que dans la montagne. Lisez attentivement. Vous découvrirez sous le simple énoncé des faits cette confirmation d'une fusion du peuple et de l'ALN, qui gardait à ces maquis exsangues et démunis la force d'agir étroite et d'inquiéter en cette transition du printemps 1961 vers l'hiver 1962. En tout cas, le combat n'aura pas cessé dans cette zone de la Wilaya IV. Atrocités inutiles, politique systématique de terreur, massacres, razzias, expéditions punitives continueront de marquer la fin de cette guerre, qui s'éternise dans sa pourriture.

Telaghma, le camp de regroupement

Tourtaux sera muté dans une base aérienne de sinistre réputation pour les Algériens, Telaghma. Il y sera soumis à toutes sortes de privations, de brimades inutiles, de menaces hors de saison, exposé à des risques sans les moyens pour se défendre. La défaite des putschistes a isolé le courant le plus fasciste, mais a laissé de beaux restes. Tout cela va en « eau de boudin » derrière les barbelés de la base, des barbelés emprisonnant un peuple en haillons qu'on a regroupé dans un camp, loin de ses terres, de son agriculture, de ses maisons, un peuple que l'armée nourrit au compte-gouttes pour affamer le maquis. Un peuple qui dans cet au-delà de la douleur, qui dans son regard vitrifié sur la mort et le dénuement, partagera la moitié de sa faim avec ses enfants qui courent encore les montagnes. Bien sûr, des êtres cèdent sous ce poids insupportable. Des petits garçons et des fillettes viendront se prostituer pour un sou et Tourtaux entendra la hâblerie graveleuse de ceux qui se sont offerts, parfois sans payer, le petit ou la petite. Tourtaux le répète. Il est un simple ouvrier autodidacte. Il est communiste, et pour le rester, quitte le Parti communiste français. Il a écrit dans son langage d'ouvrier et de fils du peuple. Impossible de faire de son écriture une coquetterie esthétique pour « salonnards » et donc de le récupérer en en faisant une expérience littéraire dans le style : « Tiens, une bête qui parle ou un ouvrier qui écrit. » Cette écriture ramassée sur les faits en dit beaucoup sur la France et sur l'armée. Tourtaux est fier de la préface que lui a écrit-Henn Aliag. Très fier. C'est la reconnaissance de sa lutte par un lutteur. C'est surtout la reconnaissance d'une ligne de conduite. Il la perpétue en se battant pour faire reconnaître et réparer les traumatismes produits par la guerre et par les traitements inhumains que l'armée lui a fait subir et fait subir à bien d'autres. Il la perpétue en tenant un blog - le blog de Jacques Tourtaux - dédié à l'anticolonialisme.



Rubrique *Débats*

Parier sur les associations pour faire progresser la socialisation de la jeunesse

Par Meraihi Hocine

Enseignant universitaire et ancien cadre [à l'ex-]
Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS)

La liberté d'association fait partie des principes constitutionnels en Algérie. C'est une avancée fondamentale- car on sait que la liberté d'association est le support de la plupart des libertés collectives tant elle favorise la participation des citoyens à la vie publique - même si elle a été redoutée, considérée par certains comme une potentielle menace pour la légalité démocratique.

1ère partie parue dans l'édition du 03/09-2014

La nouvelle loi sur les associations lèvera-t-elle ces équivoques? En Algérie tous les ministères sont en relation avec des associations, sports et jeunesse, Solidarité nationale, Famille, culture, environnement... Cependant, les possibilités et contraintes d'accès des associations à la prise de décision ne relèvent pas d'une simple question de représentativité (comme déjà indiqué).

Les associations sont confrontées à l'autonomie du système décisionnel. Elles bénéficient par contre d'une reconnaissance sociale. Mais de cette reconnaissance officielle à sa concrétisation à l'échelle locale, il convient de s'interroger sur les effets et la portée de cette participation légalisée (réelle flexibilité de la décision, objet et moment de la participation, et sa condition essentielle : l'accès à l'information).

Les associations en matière d'environnement rassemblent des citoyens soucieux de la protection de la nature et plus généralement de l'environnement et du respect des écosystèmes. Elles sont souvent associées à la recherche de méthodes et de moyens pour le développement durable ainsi qu'à la protection des sites et du patrimoine naturel. Les associations portent des projets, expérimentent. Non seulement elles révèlent des besoins sociaux mais quelquefois aussi proposent des réponses. Elles contestent également : elles ont été les premières à s'indigner du tracé de l'autoroute dans la région d'El Kala pour la sauvegarde de l'écosystème à titre d'exemple d'intervention citoyenne.

Ces associations répondent à des problèmes actuels et de proximité. Elles ont pour rôle la sensibilisation de la population, la construction de représentations sociales et le développement des interventions publiques ou privées. Elles ont des moyens propres insuffisants pour leur permettre d'exercer un partenariat actif. Dans le domaine de la jeunesse le ministère accorde une place prépondérante aux associations d'animation de la jeunesse au niveau des établissements, par leur intégration dans les différents dispositifs et leur participation dans les conseils d'administration de l'Odej [Office des Etablissements de Jeunesse]. Cela a été favorisé indéniablement par la promulgation de la loi 90-31 du 4 Décembre 1990. Le développement du mouvement associatif, grâce à la simplification et à l'allégement des procédures de constitution des associations, soumises désormais au régime de la déclaration, par substitution au système de l'agrément qui était en vigueur. Parallèlement à cette innovation, la même loi a institué la notion de convention qui désormais régit les relations entre les pouvoirs publics et les associations dans le cadre du partenariat. Par cette démarche, l'Etat délègue ses missions(ou du moins une partie) de service publique aux associations. Par référence aux dispositions de l'article 30 de la loi 90-31 du 4 décembre 1990, relative aux associations, les relations entre l'administration ou ses annexes , d'une part et les Associations d'activités de Jeunes, d'autre part, sont établies sur la base d'une convention destinée à préciser les droits et les obligations de chaque partenaire . Cette convention peut porter, par exemple, sur l'utilisation des locaux ou des équipements et matériels pédagogiques de l'office ou de ses annexes ou concerner un autre domaine, en rapport avec les activités, besoins et préoccupations de la jeunesse.

LA TRANSFORMATION DU MONDE ASSOCIATIF EN MONDE DU TRAVAIL

Le monde associatif est souvent appréhendé à travers l'angle de l'engagement et du bénévolat, en valorisant l'idée de don de soi et de générosité. Jamais ne prévaut sur cet univers une approche centrée sur la notion du travail. Or le monde associatif se constitue comme un monde du travail et les catégories qui prévalent pour l'aborder sont de plus en plus décalées par rapport à sa réalité. L'évolution du salariat dans les associations, observée en parallèle de l'évolution de l'emploi public, montre que l'emploi associatif croît à un rythme deux fois supérieur à celui de l'emploi public dans les pays développés. Ceci soulève la question de la substitution possible de l'emploi associatif à l'emploi public. On peut s'interroger sur le statut du travailleur associatif dans le cadre des réformes de la fonction publique et se demander si le travail associatif n'est pas en train de se substituer au travail d'intérêt général qu'était celui des fonctionnaires. L'emploi dans un secteur associatif qui est porteur de transformations sociales commence à se professionnaliser.

L'engagement bénévole n'est plus suffisant, car on arrive dans une crise sociale, institutionnelle et économique qui fait que l'on n'est plus dans la réparation sociale mais dans l'accompagnement d'une jeunesse qui a perdu des repères, notamment en lui facilitant une intégration sociale par le travail élément intégrateur par excellence. Cette professionnalisation donne par conséquent au mouvement associatif plus de force pour essayer de résister à la tentative permanente d'instrumentalisation de la vie associative par la puissance publique. À travers toutes ces démarches, il s'agit de construire des ressorts de citoyenneté active. Quand la puissance publique regarde la société civile organisée elle doit se rappeler qu'elle peut faire agir deux fonctions : la concertation et la consultation au lieu de l'instrumentation et du contrôle (l'exemple des syndicats dits autonomes en Algérie est édifiant sur la conduite à suivre). Concernant le salarié, le problème pour les associations n'est pas de recruter les compétences utiles au développement du projet seulement, mais de faire en sorte que dans le temps qu'il consacre à l'association sur ses compétences il puisse aussi investir le projet pour comprendre ses valeurs. Quand les associations travaillent à la question du bénévolat et du salariat, c'est une nouvelle phase historique. Ce dont les associations font la promotion, c'est la valorisation de l'engagement et derrière cela il y a un réel enjeu, y compris pour les démocraties avancées : la question de la complémentarité des associations et du service public, et, en corollaire, la participation des associations à l'intérêt général et notamment la création de l'emploi. On considère actuellement le monde associatif comme un important pourvoyeur de poste d'emploi.

L'ASSOCIATION: UN ESPACE DE DEMOCRATIE

Le fonctionnement des associations implique la définition de tâches, l'exercice organisé de responsabilités au service d'un collectif : élection des dirigeants, vote des décisions, transparence de la gestion. Les associations sont bien des lieux d'apprentissage du vivre ensemble et d'exercice du jeu démocratique. Autre évidence, l'association est un groupement dont le but est désintéressé. Si une association peut proposer des prestations payantes, elle n'est pas en recherche de bénéficiaires; les mouvements d'argent (salariat, sources de financement, ressources propres) y sont asservis à la poursuite de son objectif, ils sont contingents et non raison première.

L'association se place, sur ce plan, en opposition au monde de l'entreprise et à ce qu'il suppose : sacrifices sur l'autel de la rentabilité, normalisation et hiérarchisation et même exploitation ! Les associations existent en dehors du marché et des institutions. Elles tirent leur force de cette distinction. D'une autre part, elles produisent et valorisent des échanges non marchands. Entre les bénévoles et le public de l'association s'établit une relation de parité qui n'a pas d'équivalent, qui suppose qu'il n'y a pas un professionnel et un "client", qu'il y a interaction et bénéfice mutuel, que les positions pourraient, au moins idéalement, être interchangées.

On peut recevoir un service d'une association et, plus tard, y devenir bénévole à son tour, reproduire ce service mais aussi intervenir dans le fonctionnement ; on peut tout aussi simplement choisir de s'en écarter. Cette liberté de mouvement, entre extérieur et intérieur, participe de la force des associations, contribue à ne pas les éloigner de leur objet, leur évite de se concentrer sur le seul développement de la structure (comme serait le cas pour l'entreprise économique.) Être membre d'une association, c'est aussi jouir de ce surcroît d'existence sociale et de représentation, de cette "permission d'agir" à l'échelle de la collectivité.

Lieux d'apprentissage d'une démocratie participative, vecteurs de relations non marchandes, facteurs de reconnaissance et de dignité: les associations méritent d'être reconnues pleinement pour leur contribution aux processus de socialisation. Sans pour autant cautionner le désinvestissement de l'État ou l'absence de remise en cause de l'action publique. À juste titre, l'association, considérée comme un lieu spécifique où s'exerce la citoyenneté a acquis une place importante dans les sociétés développées du fait de ses fonctions sociales en tant que moyen d'intégration essentiel et acteur du mouvement social.

Cependant, l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine associatif peut remettre en cause le principe de liberté des associations car les relations entre les associations et l'Etat révèlent une certaine domination des pouvoirs publics.

Si la liberté d'association est un acquis consacré par la Constitution en tant que liberté fondamentale, elle est dans la pratique "contrôlée" et "surveillée". Des réserves s'imposent quant à la portée pratique de l'énoncé liberté d'association, même déclamé de manière solennelle par la norme", estime EssaidTaïb [il s'agirait probablement du Professeur d'université et consultant auprès de l'Ecole Nationale d'Administration d'Alger – BY]

Selon cet auteur, les pouvoirs publics, et plus exactement les régimes politiques qui se sont succédé, ont adopté une attitude de restriction législative et de surveillance administrative quant à l'exercice effectif de la liberté d'association, attitude qui se perpétue jusqu'à aujourd'hui malgré l'avènement de la Constitution de 1989.

Il considère que lorsqu'on touche au mouvement associatif, c'est un signe de régression sociale qui s'opère. Se référant à l'histoire, il estime que c'est grâce à la loi de 1901 très libérale puisque permettant sur la seule base de la déclaration de créer une association que les Algériens colonisés ont pu s'organiser en associations et acquérir de ce fait une expérience qui a permis de nourrir en militants aguerris le mouvement révolutionnaire. "Malgré la reconduction de la loi française de 1901 à l'indépendance, très rapidement, en 1964, les pouvoirs publics ont, par voie de circulaire, imposé des restrictions draconiennes à la liberté d'association. Du régime de la liberté d'association on est passé à celui de l'autorisation administrative", indique M. EssaidTaïb, en relevant que c'est en 1987 qu'un peu de lest a été lâché comme résultat des luttes sociales et politiques ayant émaillé les années 1980. (Événements de Kabylie et, d'octobre 88) Tout en notant que la Constitution de 1989 a apporté un plus en considérant l'association comme une liberté fondamentale, la loi de 1996 est allée plus loin en obligeant l'Etat à aider le mouvement associatif, notamment sur le plan matériel.

L'expert du monde associatif souligne que l'Algérie a malheureusement opté pour un régime préventif dans la création d'association. "Le régime préventif est nettement moins favorable que le répressif puisque est exigée une autorisation délivrée par l'autorité publique qui a ainsi toute latitude pour autoriser ou non la création d'association.

C'est la dimension la plus attentatoire à l'exercice des libertés publiques. De plus, durant la vie associative, l'autorité publique continue de garder un droit de surveillance sur les activités de l'association, en ayant la possibilité d'intervenir à tout moment." M. Taïb précise que "le rôle de l'administration n'est pas de contrôler mais d'examiner la conformité aux lois. Et contrairement à ce qui se dit, on n'exige pas d'agrément pour une association mais une déclaration comme le stipule la loi. C'est là un élément de blocage de même que l'objet de l'association qui selon la loi ne doit pas être contraire au système institutionnel établi, quel sens donner au système établi si ce n'est donner une marge de manœuvre assez large à l'administration de rejeter un dossier de création d'association." L'association ne dispose pas souvent d'une indépendance financière, précisément parce que l'administration est le principal pourvoyeur en ressources".

Dans certains cas, l'administration s'autorise à être présente dans les organes de l'association lorsqu'une mission d'intérêt général lui est confiée, telles les fédérations sportives (comme déjà rapporté). Cependant, il faut noter que les pouvoirs publics entretiennent avec les associations des relations contractuelles à travers des contrats-programmes dans la perspective des performances à réaliser et de l'argent public (subventions) alloué.

Il n'en demeure pas moins que les responsables élus des associations sont comptables devant l'assemblée générale et que les mesures extrêmes qui peuvent être prises à l'égard de l'association relèvent de l'action judiciaire plutôt que de l'action administrative. La loi de 1901 ou loi Waldeck Rousseau, est universelle, elle est aujourd'hui un patrimoine juridique quasiment universel.

Elle installe une rupture avec la méfiance séculaire de l'Etat à l'égard de l'initiative bénévole. Elle a permis la constitution d'organismes, d'institutions et de mouvements, dont les associations, qui ont joué un rôle essentiel dans l'évolution de l'organisation sociale.

Il est désormais possible de défendre son propre intérêt, une cause ou même un idéal. (Les formations politiques de l'Algérie coloniale ont certainement activées dans ce cadre du fait de la validité des lois françaises sur les territoires relevant à l'époque de sa souveraineté) Les associations donnent donc une capacité des citoyens à agir et s'organiser selon leur volonté, hors du contrôle des pouvoirs publics.

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF EN ALGERIE : ÉTAT DES LIEUX

On en recense plus de 81.000 actuellement en Algérie. La plupart d'entre elles œuvrent en faveur du développement social ou dans le domaine de l'enfance ou de la jeunesse. Selon une étude sur le mouvement associatif en Algérie, financée par l'Union Européenne, près de la moitié des associations interviennent dans le secteur social, un tiers dans le domaine culturel et environ un quart s'occupent de problèmes environnementaux.

Près de la moitié des présidents d'associations ont moins de 40 ans. L'influence des associations reste cependant, modeste en raison de la modicité des ressources financières et matérielles, mais aussi en raison du manque de formation des acteurs concernés et de l'isolement des activités associatives. (B. Salhi 2006). L'engagement des responsables d'associations travaillant dans le secteur jeunesse est important. La majorité d'entre eux ont fait des études supérieures ; ils parlent l'arabe aussi couramment que le français. Les femmes sont minoritaires.

Les responsables d'associations, qui organisent des activités journalières avec les jeunes, arrivent à mieux cerner la problématique de la jeunesse algérienne. Leurs perceptions et leurs opinions sont donc basées sur des exemples concrets et réels.

2^{ème} partie parue dans l'édition du 04/09-2014 (Suite et fin)

Depuis 1989, une nouvelle loi, plus libérale, régule les associations. Les événements des années 90 n'ont pas été favorables au développement des associations. C'est donc seulement sur une petite décennie que le mouvement associatif a pu s'étendre et se structurer. Aujourd'hui, il s'efforce de créer de nouveaux liens avec l'État. De nouvelles ressources seront nécessaires : la formation du personnel d'encadrement des associations et des bénévoles et davantage de moyens financiers. Tous les responsables d'associations observent que la toxicomanie est un des plus gros problèmes auxquels la jeunesse algérienne est confrontée, même si les chiffres ne sont que des estimations. Beaucoup parlent de ce problème, qui touche particulièrement les jeunes dans les villes. Des campagnes de prévention se mettent en place. Des éducateurs de rue sont formés en vue de faire obstacle à ce "fléau social". A travers ce boom associatif, il est légitime de s'interroger sur une éventuelle corrélation entre l'effritement des institutions et ce phénomène en plein essor. Les associations apparaissent-elles de prime abord comme palliatif à ces carences ? Le Ministère de la Jeunesse et des Sports a créé en 2008 un programme de financement axé sur le développement d'un partenariat entre les associations locales et les structures publiques proposant des activités socioculturelles, comme les centres de loisirs pour jeunes. Le thème pour 2008 était "Des Associations et des centres de loisirs pour ensoleiller l'environnement des jeunes". Ainsi de plus en plus de réseaux d'associations de jeunes s'organisent au niveau local et régional et s'intéressent à des projets très concrets. Nous constaterons que cette pratique est intégrée dans les plans d'actions sectoriels depuis quelques années déjà. C'est ainsi que le plan d'action du Ministère de la jeunesse pour l'année 2000 dont le thème était (l'année de la culture de la paix et de la non-violence), réserve une place importante aux associations, en ce sens qu'il les considère comme des partenaires à part entière dans l'action de socialisation de la jeunesse.

Les associations non-gouvernementales les plus importantes ont ouvert des centres locaux dans plusieurs wilayas d'Algérie, comme par exemple la fondation FOREM (environ 15 centres) ou encore l'association de prévention et de protection de l'enfance et de la jeunesse de Tizi-Ouzou, qui gère un centre de réception et de prévention. Ainsi que l'association de lutte contre l'analphabétisme IKRA qui est implantée à travers tout le territoire cependant il est à noter que la totalité des associations algériennes ne bénéficient pas, après 20 ans d'existence de la reconnaissance d'utilité publique. Cette situation de non reconnaissance les prive des subventions de l'Etat (seules deux ou trois associations proches des centres de décision bénéficiant de ces privilèges et par conséquent des largesses y afférentes). La création d'un portail inter-associatif sur Internet par l'ACDC (Association pour la culture et le développement communautaire) est un exemple d'initiative positive. Son principal objectif est de faire connaître ses associations et ses initiatives au grand public et de développer des relations internationales entre les associations. Les associations constituent un corps intermédiaire à part entière, essentiel à l'exercice de la démocratie et au développement des solidarités. Partenaires des pouvoirs publics, elles contribuent à la prise en compte de l'intérêt général par leurs fonctions de veille, d'innovation et d'animation des territoires. Les associations ont un rôle prépondérant dans la création ou le maintien du lien social entre les individus, et par là, elles participent d'une manière notable à la cohésion sociale.

L'ASSOCIATION DE JEUNESSE : UN MOYEN DE SOCIALISATION ?

L'association est le reflet de la société à un temps donné ! Par cette maxime, nous pensons que le fait associatif est devenu incontournable. On ne doute plus aujourd'hui de sa légitimité en tant que force vive d'action collective. Mais quel rôle peuvent jouer les associations à l'échelle de la société,

elles qui ne sont apparemment que le support d'intérêts personnels ou de projets ponctuels ? Devant ce qui semble être un lent et irrémédiable désinvestissement des jeunes vis à vis des établissements de jeunesse, de comportements individualistes, parfois chargés de violence, et la dilution parallèle de formes de sociabilité traditionnelles, on ne peut que se questionner : qu'est-ce qui, aujourd'hui, est de nature à rendre l'établissement de jeunesse plus attractif et par la même lui permettrait de jouer un rôle efficient dans la socialisation ? Les associations à la rescousse ? Pourquoi pas, d'autant que plusieurs éléments plaident en faveur d'un plus grand investissement des associations dans la prise en charge de la jeunesse. Nous dirons même qu'elles font partie du paysage. Dans ce cadre, le plan d'action du MJS, en partenariat avec le mouvement associatif de jeunesse, fixe un programme d'activités et d'animation des jeunes qui s'articule autour des principaux axes suivants : le développement d'une politique de gestion du temps libre des jeunes par l'amélioration de la qualité des activités dispensées et l'amélioration des conditions d'accueil dans les maisons de jeunes; le développement de programmes d'animation de proximité en offrant aux jeunes de multiples espaces et occasions d'expression de leurs besoins, opinions et talents; la multiplication et le développement de programmes d'échanges, de mobilité et de tourisme de jeunes par la mise en place de divers canaux de découverte de la culture et de l'opinion d'autrui, facteurs de connaissance et de tolérance. Les associations ont une tradition probante dans le secteur de la jeunesse et des sports. Partons d'un constat : la création de la majorité des associations se fait toujours au sein des établissements de jeunes (les associations d'animation de la jeunesse car c'est d'elles qu'il s'agit, permettent d'établir facilement des règles de trésorerie, d'offrir une structure de représentation lisible etc.... à un moment où les établissements, faute de statut juridico-administratif sont incapables de se gérer sans l'intervention de l'administration de tutelle. A ce niveau de notre propos, deux constats s'imposent cependant: Le premier est inhérent à la double tutelle organique qui pose toujours problème.

Les établissements de jeunesse ou annexes de l'Odejaou terme de la réglementation, fonctionnent avec un encadrement et des personnels qui relèvent statutairement de la direction de la jeunesse! Le transfert de tutelle sur ces catégories de personnels de la direction vers l'Odeja, du reste prévu par les statuts ne s'est jamais fait. Le fonctionnement des établissements de jeunesse continue à en pâtir à ce jour sans qu'aucun responsable au niveau central ou local n'ait jamais réussi à trancher la question à tel point que au sein du même ministère l'on se reconnaît selon le cas, faisant partie du secteur de la jeunesse ou au contraire de celui des sports. Cet état de fait a eu, depuis toujours une incidence fâcheuse sur l'efficacité des établissements à cause notamment de l'iniquité dans les répartitions budgétaires, les subventions allouées dans le cadre du fonds de wilaya de promotion des pratiques sportives et des initiatives de jeunesse et même de leadership entre les tenants des deux secteurs ! le secteur jeunesse étant toujours le parent pauvre dans cette équation. Le second constat est quant à lui en rapport avec le sentiment de répulsion qu'éprouve l'encadrement des établissements de jeunesse envers les membres bénévoles et donc externes, des associations de jeunes à telle enseigne que les choses s'arrangent toujours pour que les bureaux des associations partenaires soient systématiquement composés de fonctionnaires de la jeunesse et des sports! L'association devenant alors un appendice de l'administration.

De intersectorialité en question: Dans le cadre de intersectorialité, prônée lors des différentes rencontres sur la jeunesse, éducation nationale, enseignement supérieur, formation professionnelle... et mettant à profit les textes existants, des initiatives ponctuelles et réfléchies peuvent aider à l'amélioration de la situation de prise en charge de la jeunesse.

A/ SUR LE PLAN DE L'INFORMATION EN MILIEU DE JEUNES

Les P.I.J (Point d'information jeunesse) en tant que structures existantes n'ont pas ou peu joué leur rôle dans l'information et l'orientation de la jeunesse. Au niveau des établissements de la jeunesse, à l'université ou au sein des lycées, ils sont quasi inexistantes, malgré les recommandations de la tutelle (circulaire 178 du 2 juin 1998, relative à la généralisation des P.I.J) A ce propos, il faut noter cette initiative positive du secteur de la formation professionnelle, qui a doté les établissements qui relèvent de sa compétence, de cellules d'accueil et d'information. Ces cellules, animées par des psychologues que le ministère recrute, forme et installe au niveau de ces structures, sont d'un apport certain pour l'intégration des jeunes stagiaires, non seulement sur le plan de la formation, mais aussi sur le plan de leur socialisation. Par cette initiative, les établissements de formation professionnelle, ont réussi à concevoir une forme élaborée de P.I.J Cet exemple est à méditer notamment dans les plus grands regroupements de jeunes que nous ayons aujourd'hui, à l'exemple des résidences et des campus universitaires.

B/SUR LE PLAN DE L'ANIMATION:

Le dispositif alternatif que nous comptons proposer consiste à introduire les activités d'animation au sein de l'école en confiant cette tâche à des équipes pédagogiques mixtes (éducateurs,

conseillers, inspecteurs, psychologues enseignants-chercheurs). Cette manière de faire peut être expérimentée dans un premier temps, évaluée par la suite et enfin généralisée si les résultats sont probants. Pour cela l'O.D.E.J, semble être le cadre approprié dans la mesure où les études, sondages etc. font partie intégrante de ses missions. Les créneaux horaires seront déterminés en dehors de l'organisation scolaire (Mardi - samedi- vendredi en général). La couverture géographique est à déterminer selon la proximité des établissements scolaires de manière à faire de la maison de jeunes un pivot. Les programmes d'animation seront déterminés d'une manière rigoureuse et souple afin qu'ils soient attractifs et ne pas être perçus par l'élève comme une charge pédagogique supplémentaire. Un dispositif d'évaluation périodique sera établi à l'effet de mesurer grâce à des tests de type statistique et psychologique, l'impact de l'introduction de l'activité d'animation sur des aspects liés au rendement scolaire et au comportement selon les besoins de la recherche. Des techniques d'évaluation seront mises en place grâce à des tests de personnalité mesurant l'évolution du comportement ou des tests de connaissances concernant les acquisitions de l'élève. Nous ne nous étaleront pas sur certains aspects techniques nécessaires, liés à la recherche tels que la maîtrise de la population expérimentale ou l'élaboration des tests ou encore la maîtrise des variables d'étude à ce niveau de la réflexion.

Nous estimons qu'une telle démarche pourrait suggérer une nouvelle conception de la gestion du temps libre chez le jeune dans les limites qui lui sont assignés (population scolarisée). Elle pourrait aussi montrer le chemin à d'autres actions en direction d'autres catégories de jeunes (Les sans-emploi et les jeunes travailleurs) en collaboration avec d'autres acteurs (animation de quartier avec le mouvement associatif et les collectivités locales par exemple). Les résultats escomptés à l'aboutissement de cette conception peuvent se résumer à :

- Toucher un plus grand nombre de jeunes, le nombre actuel étant statistiquement insignifiant au regard des efforts consentis par l'Etat et la place de la population juvénile dans la société. - Contribuer à juguler le phénomène de violence juvénile et les autres fléaux sociaux.
- Susciter la faculté d'éveil et d'intérêt à l'école chez le jeune enfant.
- Créer une situation de besoin social en cadres formés et assurer ainsi une relance de l'activité de formation du secteur de la jeunesse et des sports d'une part et d'une autre part assurer au produit de la formation une prise en charge sur le plan budgétaire par la collectivité nationale dans le cadre de la solidarité gouvernementale en direction de la jeunesse éducation - justice - Santé - collectivités locales...).

C/ SUR LE PLAN DE L'ENCADREMENT ET DE L'ORGANISATION

Création de nouveaux profils professionnels. En effet, la création de nouveaux profils de formations spécialisées permet de sortir des sentiers battus de l'éducateur des établissements de jeunesse – fonctionnaire qui se suffit de réunir un groupe de jeunes à animer et se contenter des prescriptions de charges et d'horaires définis par les statuts. - En collaboration avec l'enseignement supérieur, ces formations peuvent être pensées à partir des diplômes de licences en sciences humaines et sociales. Des Masters professionnels spécialisés fournissant un encadrement qui peut être d'un apport appréciable à la politique jeunesse. (L'université Paris 10 a créé un Master-Cadre d'intervention en terrains sensibles-au sein du département des sciences de l'éducation, selon une approche globale, engagée et sensible dont l'objectif est d'impliquer les acteurs de terrain et être utile à l'amélioration de l'activité éducative et sociale, selon ses concepteurs.) Il faut noter à ce propos que les statuts des personnels de la jeunesse et des sports de 1991(décret 91/187 du 01/06/1991) prévoient le profil de conseiller pédagogique de la jeunesse qui est recruté parmi les titulaires de diplômes universitaires en sciences sociales et humaines. Cependant, la méfiance séculaire, une des règles établies dans le secteur de la jeunesse, à tout ce qui sort des techniques d'animation traditionnelles, a fait que ce profil a tardé à être formé.

REORGANISER L'ACTIVITE DE LA MAISON DE JEUNES

La prise en charge des jeunes devra être une vocation avant d'être un métier. Nous pensons être conséquents en considérant l'intérêt d'impliquer plus d'associations dans la prise en charge des jeunes, car le travail associatif prend son essence justement dans celle-ci. Les membres du mouvement associatif, bénévoles ou salariés, dans des domaines aussi variés que la protection de la nature, l'assistance aux personnes malades, la vulgarisation scientifique et l'alphabétisation, apportent chaque jour les preuves de leur dévouement. - La conception de l'éducateur de jeunesse doit être redéfinie dans la dimension de l'éducateur-socialisateur et non plus dans celle actuelle de l'éducateur-animateur. L'occasion est offerte à la tutelle d'apporter les clarifications nécessaires dans le cadre de la refonte des statuts en cours.

REDEFINIR LA CONCEPTION DE L'ETABLISSEMENT

Elle devra quant à elle évoluer jusqu'à sa dénomination, pour céder la place à un véritable forum où le jeune scolarisé ne se sente pas dans une école-bis, et où le jeune désœuvré retrouve en y allant, des groupes d'appartenance. Les techniques d'animation en vigueur aujourd'hui, (musique, théâtre, arts plastiques..), ne doivent plus être une fin en soi, (et constituer un facteur d'exclusion de certaines catégories de jeunes dont le niveau culturel et l'intérêt n'est pas conforme aux exigences de l'apprentissage de ces activités). Si nous voulons les définir, nous dirons qu'elles constituent en réalité une panoplie d'outils didactiques mise à la disposition de l'éducateur dans le but d'intégrer le jeune dans un groupe. Donc de le socialiser dans l'acception de la sociologie durkheimienne. Force est de constater, cependant que cette notion de techniques d'animation (notion appropriée si l'on est), a subi un dérapage ancestral, dirions-nous. En effet, l'accès à la formation des éducateurs a toujours été conditionné par la maîtrise, par le candidat, d'une activité artistique (musique, dessin,...) Les éducateurs sont quant à eux classés, dans leurs établissements d'affectation, selon une spécialité artistique (éducateur en arts lyriques, arts plastiques...) Les activités dites scientifiques, d'adoption récente, ont eu beaucoup de mal à s'intégrer dans le monde de la maison de jeunes, et avant cela, dans les programmes de formation des éducateurs. Parler de conseillers pédagogiques formés parmi les diplômés de l'enseignement supérieur en sciences sociales et humaines (prévu du reste par les statuts, comme dit précédemment), a dans ce contexte, toujours soulevé l'ire des tenants de l'orthodoxie de l'animation traditionnelle. Dans les programmes de formation, les matières artistiques ont toujours pris le pas sur les autres matières et notamment les sciences humaines, considérées comme accessoires. Ainsi, l'on a toujours considéré l'éducateur, comme un animateur artistique. C'est d'ailleurs la représentation qu'il a de son rôle et que nous avons mesurée dans une étude récente. - Pour cela, et afin d'accréditer la conception de l'éducateur socialisateur d'autres activités, devront être identifiées par des sondages à effectuer (par et pour l'O.D.E.J.) auprès des jeunes selon leurs intérêts actuels, et intégrées dans la panoplie de l'établissement de jeunesse. Les activités liées à l'internet, à l'informatique, aux jeux vidéo, à la téléphonie mobile, ... sont les activités les plus en vogue dans le monde de la jeunesse de nos jours.

Meraihi Hocine

**Enseignant universitaire et ancien cadre [à l'ex-]
Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS)**

Stéphane LE FOLL : « La coopération bilatérale est bien engagée »

le 26.11.13 | 10h26



A la faveur de la visite de travail qu'il effectue aujourd'hui en Algérie dans le cadre des « 5 + 5 », le ministre de l'agriculture français, Stéphane Le Foll, fait le point pour El Watan sur la coopération franco-algérienne et sur son évolution.

Pourriez-vous, M. Le ministre, nous faire un bilan succinct un an après la signature d'une convention bilatérale sur le partenariat et la coopération entre l'Algérie et la France dans le domaine agricole ?

Le voyage du Président de la République en Algérie a créé un souffle nouveau entre nos deux pays et entre nos deux présidents, François Hollande et Abdelaziz Bouteflika. Cette coopération, nous l'avons souhaitée lors du voyage du Président de la République, elle est désormais en cours de mise en œuvre avec des objectifs bien engagés, sur l'enseignement en particulier et dans le domaine économique. Restent des points sur lesquels nous devons encore peser pour faire avancer les choses, en particulier dans le domaine de la viande bovine.

Chaque année la facture alimentaire de l'Algérie augmente. Elle avoisine les 40 milliards de dollars pour 2013. Que peut faire concrètement la France pour aider l'Algérie à baisser cette facture ? Et quels sont les axes prioritaires de coopération mis en place pour atteindre cet objectif ?

L'objectif que nous poursuivons, c'est ce que nous appelons un partenariat doublement bénéfique : en développant à la fois les échanges, certes, mais aussi la

production algérienne. Des accords ont été passés avec certaines entreprises françaises dans le domaine des céréales, des oléo-protéagineux, du lait, pour développer la production en Algérie. Concrètement, la France souhaite être dans une action de partenariat d'égal à égal.

Où en est le projet de formation de vétérinaires algériens dans les écoles françaises ?

On a un accord sur ce sujet qui est en cours de mise en œuvre, et il nous faut surmonter encore quelques difficultés car la question sanitaire, pour l'Algérie comme pour la France, est un enjeu majeur. La France a là aussi une expérience qu'elle souhaite partager avec l'Algérie.

Comment la France contribue-t-elle au développement d'une agriculture écologique plus respectueuse de l'environnement en Algérie ? y a-t-il des projets pilotes dans ce domaine ?

La France et l'Algérie ont présenté ensemble le 17 octobre dernier dans le cadre de la FAO à Rome, un projet sur l'agro-écologie. A ma demande, deux anciens Présidents de l'INRA sont venus en Algérie pour travailler sur la dimension agronomique et technique, et il y a dans ce domaine de beaux progrès à faire, sur la protection de la ressource, la limitation du recours aux phytos, et sur une autre manière de produire qui garantisse la durabilité de l'agriculture et un haut niveau de production.

Un vent de racisme et de xénophobie souffle à nouveau sur la France. Comment le gouvernement français prévoit-il de lutter efficacement contre ces atteintes aux principes républicains ?

Le combat contre le racisme et toutes les formes de discrimination est un combat de tous les jours et de toujours. On ne doit rien laisser passer dans ce domaine, même si certains cherchent aujourd'hui à instrumentaliser la peur de l'autre. Nous sommes vigilants et déterminés à lutter contre toutes les formes de racisme.

Propos recueillis par Yacine Farah

Jeudi 23 juillet 2014

Assises nationales de l'Éducation: L'école a bon dos



Par S.SLAMA

L'épineux dossier de l'école algérienne est remis sur la table par Mme la ministre de l'éducation nationale qui appelle tous les intervenants à dire leur mots et leurs griefs. Ces assises d'étapes ne sont pas une nouveauté en soi puisqu'elles étaient déjà programmées par le prédécesseur de Mme Benghebrit et, donc, ont été longuement préparées par les professionnels de l'éducation.

Pour une fois syndicats et administration semble à peu près d'accord sur la « sinistrose » qui caractérise **l'éducation nationale**. Tout le monde s'accorde à dire que l'école va mal, mais il y a toutefois des résultats pour affirmer qu'elle ne va pas si mal que cela en finalité et qu'il faut peu être juste la «**dépolluer**» un peu plus des faux débats et replacer l'apprenant au « **centre** » des débats. Peut être aussi que « si l'école va mal », c'est parce que l'on se débarrasse un peu trop vite de nos responsabilités sociétales sur le dos de l'école.

Les salles de cours de sont pas le seul lieu d'apprentissage et d'éducation des enfants. **Qui y a-t-il après l'école** ? La question mérite d'être posée et le ministère de la jeunesse nous promet d'ores et déjà un débat sur la question dans les mois à venir. Si l'on rejette tout sur **l'école**, les responsabilités de la société c'est parce que l'école est pour l'instant le seul et unique cadre approprié pour développer ce que les pédagogues nomme le **parascolaire**. C'est là aussi une question qui devrait peut être requérir l'attention des spécialistes lors de ces **assises de l'éducation**.

Combien donc d'établissements scolaires se donnent la peine d'organiser des sorties pédagogiques?

Il est à peu près incontestable que les chiffres seront bien maigres. Il se dit que c'est « *une grosse prise de risque* » et certains n'hésitent pas à ajouter que c'est... »inutiles». Soit ! Supposons donc que les risques, du moins administratifs, soient réels. **Combien de directeurs d'établissements scolaires, invitent des spécialistes de**

l'environnement, de juristes, d'archéologues, de biologistes, d'écrivains, de policiers ou d'agriculteurs pour débattre avec leurs apprenants ? La aussi les résultats des courses risquent d'être de l'ordre de l'infinitésimale.

L'association Bel –Horizon, qui se préoccupe du patrimoine oranais, a bien lancé des cycles de vulgarisation et d'information sur le patrimoine local depuis quelques années déjà dans plusieurs lycées de la ville. L'engouement, que ces activités ont généré auprès des lycéens, est du à la nouveauté ou même à l'ennui qui sévit dans les établissements scolaire tout niveaux confondus. Mais surtout parce que l'on apprend quand c'est fait autrement.

Discourir sur les dynasties « **Mérinides** » est une chose et découvrir leurs vestiges dans **SA** ville en est une autre. Faute d'outils et même d'intérêts pour la chose, il n'est pas possible aujourd'hui de dire quelle a été l'impact de ces cycles d'informations de quelques heures sur l'enseignement de l'histoire. Faute de moyens humains et matériels, biens des responsables d'établissements scolaires se refusent, aujourd'hui, à lancer des activités parascolaires qui ont pourtant un impact éducatif certain, selon les experts.

Que dire de l'enjouement des séances de lectures organisées par des associations dans les **jardins** de la ville et qui attirent de plus en plus des lycéens, des collégiens et même de petits écoliers. A notre connaissance il n'est pas encore interdit de lire ou de faire de la poésie en groupe dans les cours d'écoles.

Combien d'écoles de la ville d'Oran participent au **festival du conte** organisé par l'association le **Petit lecteur** ? C'est pourtant là une belle occasion pour ouvrir les yeux des enfants sur le **Patrimoine** et la transmission orale de notre histoire.

Pourquoi nos pédagogues ne se donnent pas la peine de venir écouter et découvrir avec leurs apprenants les similitudes qu'il y a entre les contes **libanais, africains, espagnols** et ceux de nos grands parents ? Il est certainement plus intéressant de découvrir **Albert Camus** et de lire la «**Peste**», à travers le décor de la ville qui a servi de trame au roman que derrière un pupitre. Pourquoi donc des associations avec bien peu de moyens organisent pour leurs petits adhérents des sorties dans les jardins mais pas les écoles ?

Dans une déclaration récente, la ministre de l'environnement prévoit l'introduction du **développement durable** dans le programme éducatif et ce dès l'année prochaine. Cette éducation se fera probablement à travers les fameux **clubs verts** qui sont pourtant bien loin d'être généralisés à tout les établissements scolaires. **Cette manière de faire de l'éducation «citoyenneté» une matière facultative dépendant du bon vouloir d'un directeur d'établissement à quelque chose d'inique voir même d'illégale puisqu'en dernier ressort elle aboutit à une éducation à deux vitesses.**

Il n'est, peut être, pas possible de créer un **jardin pédagogique** dans chaque école mais il reste possible d'en créer au moins un dans chaque commune. C'est d'ailleurs là une régression par rapport au système coloniale puisqu'il existait dans les années **50**, dut moins dans le département d'**Oran** au moins une **pépinière scolaire** par commune. Ces pépinières permettaient aux **écoles** d'avoir au moins des jardinets entretenus par les apprenants.

Comment promouvoir la recherche et l'effort, lorsque les apprenants sont dirigés pour leurs recherches vers les cybercafés au lieu et place des bibliothèques. Encore faut-il que les catalogues de ces bibliothèques soient dotés des livres et documents adaptés à leurs âges et à leurs besoins.

C'est tout dire et Mme la ministre a bien du pain sur la planche....



14 Juin 2014

A L'UGTA ET AUX PATRONS SE JOIGNENT TROIS MINISTÈRES : Une digue pour protéger les enfants

Par Amar CHEKAR



«L'Algérie enregistre un taux très faible en termes de travail des enfants»

«L'Ugta a signé un accord jeudi dernier avec des représentants du patronat, afin d'interdire le travail des enfants», a révélé Abdelmadjid Sidi Saïd.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, plaide le renforcement des mécanismes juridique et du contrôle, afin de lutter contre le travail des enfants de moins de 16 ans. «L'Algérie enregistre un taux très faible en termes de travail des enfants qui activent dans le marché du travail formel. Le ministère a enregistré un taux de 0.5%, mais, ce chiffre ne reflète pas toute la réalité dans laquelle se trouve la situation des enfants dans le pays», a déclaré, jeudi dernier, le ministre du Travail, lors d'une conférence de presse au siège du ministère, à Alger.

Invitant trois ministres, à savoir la ministre de l'Education nationale, la Formation et la Solidarité, la Centrale syndicale Ugta, l'organisation patronale la CAP, le BIT (Bureau international du travail), afin de coordonner les efforts, renforcer le contrôle, ainsi que la mise en place des mécanismes juridiques qui permettent d'y remédier à ce fléau.

Considéré comme une première dans les annales du syndicalisme dans le monde, «l'Ugta a signé un accord jeudi dernier avec des représentants du patronat, afin d'interdire le travail des enfants dans les entreprises privées», a révélé Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de l'Ugta, lors de son intervention à l'ouverture de la cérémonie de la célébration de la Journée mondiale des enfants au siège du ministère du Travail. Découlant souvent de la dégradation du pouvoir d'achat des parents et autres criminels qui s'enrichissent dans des mouvements de mendicité et la drogue au détriment de ces innocents qui ne cessent de pleurer leur faiblesse, le message de Mohamed El Ghazi était perceptible, du moins, pour la mesure de la prise de conscience de l'ensemble des acteurs de la société civile et pouvoirs publics concernés à tous les niveaux. «La

protection des enfants y va de la responsabilité de tout un chacun», dira le ministre du Travail.

Répondant à la question de la distribution des quelque 3000 logements du Fnpos (Fonds national de péréquation des oeuvres sociales) qui sont achevés, le ministre a révélé qu'il se déplacera le 19 juin prochain à Boussaâda et M'sila afin de procéder à la remise des clés aux bénéficiaires, tout en avançant, qu'aucun logements du Fnpos, ne sera vide dans les tout prochains mois. Au sujet du retard accumulé, le ministre a souligné que «des gens ont déjà bénéficié de terrains et de logements dans d'autres dispositifs et ils veulent encore en bénéficier avec le Fnpos, d'où «la nécessité de vérifier les dossiers au cas par cas», dira-t-il. Des dizaines de citoyens vivent dans la précarité, mais «leur honnêteté», les a laissés à un âge très avancé disposer d'un minimum de toit, à cause du logement. Le nouveau ministre du Travail et son équipe, verront-ils du bon oeil et du bon côté, tous ces citoyens honnêtes qui gardent encore espoir? «SOS! A mon âge, j'ai longtemps patienté. C'est ma dernière chance et ultime espoir avant d'avoir un logement social au Fnpos», souligne M. A. un des postulants au logement.

Au sujet du nouveau Code du travail qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, Mohamed El Ghazi a souligné que le projet de Code du travail, sera soumis aux deux chambres, APN et Sénat, pour sa mise en oeuvre, tout en affirmant que des articles concernant la protection des enfants, seront introduits. Interrogé sur l'environnement des libertés syndicales qui reste mitigé à travers les déclarations des syndicats autonomes et l'Ugta laquelle constitue actuellement la force majeure en la matière, le ministre du Travail a fait part de l'existence de 64 syndicats en tout. «Le nombre de 64 syndicats prouve l'existence de la liberté syndicale, le droit à la grève», souligne Mohamed El Ghazi.



.11.06.14

Etudiants et activités extra universitaires

Quand associations et groupes bénévoles deviennent l'école de la vie



Aider les personnes nécessiteuses, sensibiliser les gens, mener des campagnes de nettoyage de plages, de quartiers ou de cimetières, prendre en charge des malades sont autant de bonnes actions qui ont captivé Thili, Raouf, Imène, Kousseyla, Noor et Farouk. Pour ce faire, ces six étudiants de différentes universités algériennes ont choisi d'investir leur temps libre et leur énergie en adhérant à des associations ou à des groupes de bénévoles. Leurs histoires sont toutes simples, et pourtant si émouvantes. Portraits.

Thili Malha Sider. La petite fille timide qui donne le meilleur d'elle-même aux autres :

Agée de 22 ans, cette étudiante en 3e année Pharmacie à l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, a toujours rêvé d'avoir cette faculté qu'ont certains d'aller vers les autres, de faire de nouvelles connaissances et de nouer de nouvelles amitiés. Sauf que voilà, à chaque fois, sa timidité prenait le dessus. Mais jusqu'à quand, à la fin ? s'est-elle un jour posé la question. Eh bien, c'était jusqu'au jour où elle a obtenu son baccalauréat. La suite est venue d'elle-même, grâce à l'association des étudiants en pharmacie de Tizi Ouzou, «PharmAvenir», créée en 2009. «Chaque début d'année universitaire, ses membres organisaient des journées portes ouvertes pour faire connaître leur association. Je commençais à m'y intéresser, mais j'étais encore trop timide pour pouvoir y nouer des relations, d'autant plus que je ne connaissais personne» explique-t-elle. Il a fallu donc attendre une année entière pour que Thili prenne le taureau par les cornes et adhère à cette association.

Aujourd'hui, elle participe à des conférences, des journées de sensibilisation, des sorties dans des villages pour dépister certaines maladies et sensibiliser les villageois. Tout cela, avec énormément de bonheur et... d'humilité. «Pourquoi faire des études si c'est uniquement pour mon bien ? Activer au sein de cette association m'a permis de partager mes connaissances, mais aussi d'en recevoir. Je ne me limite pas à ce que me donne l'université. Je suis au sein d'un groupe formidable avec lequel j'ai beaucoup appris. Désormais, je me sens utile. Quelle meilleure récompense que le sourire d'une vieille femme, ou les yeux remplis de gratitude d'un vieux villageois !» La petite fille timide est ainsi devenue une brave étudiante qui place haut la barre des valeurs humaines. Encouragée par ses parents, elle s'épanouit au sein de «PharmAvenir». Elle avoue que le bien qu'elle tente de faire autour d'elle lui est rendu au centuple, et par tout ce que ses activités ont d'enrichissant, et par un simple merci chuchoté du bout des lèvres tremblantes d'un petit orphelin ou d'une vieille handicapée. Bon vent, Thili !

Raouf Walid Smaïli. «Avec ces associations, j'ai fait ce que je n'aurais pas pu faire ailleurs» :

Il a 27 ans, est docteur en médecine et prépare une spécialité en psychiatrie à l'université d'Alger. Depuis presque quatre ans, il active au sein de deux associations qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Il s'agit d'AIDS Algérie et de l'association «El Hayat» des personnes vivant avec le VIH. Tout a commencé il y a presque quatre ans, par une simple curiosité suscitée par un ami à lui. «C'était un vendredi. Mon ami m'avait demandé de l'accompagner à une réunion ordinaire des deux associations, afin de préparer la journée mondiale de lutte contre le sida. J'ai tout de suite accepté, vu le caractère médical de l'action», se remémore Raouf. Et une semaine plus tard, il est en plein dans l'ambiance à la salle El Mouggar, avec l'organisation d'un concert et de stands de sensibilisation.

Mais comment Raouf arrive-t-il à concilier études et actions associatives ? «Je m'organise, c'est tout. Et ça en vaut la peine. J'en tire une satisfaction toute personnelle», indique-t-il, ajoutant que depuis qu'il est au sein de ces associations, il a en effet évolué sur tous les plans. «Avec ces associations, j'ai fait ce que je n'aurais pas pu faire ailleurs. En plus, j'ai beaucoup appris.» Raouf, aujourd'hui, continue à activer et son créneau favori est l'animation de stands de sensibilisation, surtout la sensibilisation contre la stigmatisation des personnes atteintes du VIH. «On est plus exposés à la tuberculose qu'au VIH. Il faut donc cesser de stigmatiser l'autre, et d'associer tout le temps le sida au péché» souhaite-t-il. Mais pas seulement. Après ces quatre années si enrichissantes au sein du mouvement associatif, notre futur psychiatre souhaiterait voir plus d'étudiants sur le terrain. «Je suis convaincu que les étudiants peuvent consacrer au moins une heure par semaine pour faire le bien autour d'eux. Ce qu'ils peuvent recevoir peut dépasser ce qu'ils peuvent donner» conclut celui pour qui l'action associative est devenue une partie intégrante de sa vie.

Imène Aoufla. La main qui restera toujours tendue aux autres :

Elle n'a que 21 ans et est étudiante en 3e année Génie organique à l'université Saâd Dahleb de Blida. Depuis une année, elle vit une belle aventure au sein du groupe bénévole «Les Volontaires» de Saâd Dahleb, qui a bouleversé sa vie. «C'était au début de

l'année 2013. Une copine à moi n'arrêtait pas de me parler de ce groupe. Une fois, elle m'a carrément invitée à prendre part à l'une de leurs actions. Il s'agissait d'une fête organisée au Centre médico-pédagogique de Mouzaïa au profit des enfants trisomiques. C'est l'événement qui a bouleversé ma vie», raconte cette étudiante aux yeux rieurs remplis de bonté, pour qui le sourire d'un enfant est la plus belle des récompenses.

Ses camarades et elle organisent toutes sortes de bonnes actions, rendant visite aux malades hospitalisés chaque samedi, offrant des repas complets aux SDF chaque vendredi soir, organisant les couffins du Ramadhan, restaurant des centres pour handicapés et même des maisons appartenant à des familles nécessiteuses. Le temps pour tout ça ? Il faut en trouver, c'est tout ! «On a suffisamment de temps pour faire du shopping, nous balader, nous amuser, pourquoi ne pas donc ne pas en prendre pour faire du bien ?» souligne-t-elle. Généreuse, altruiste et discrète, Imène avoue que depuis qu'elle s'implique avec les «Volontaires», elle se sent utile. «Je sens désormais ce que le vrai humanisme veut dire, et ça me fait énormément de bien», ajoute-t-elle, non sans rendre hommage à sa mère qui l'a toujours incitée à donner un sens à sa vie en faisant le bien autour d'elle.

Son message aux étudiants est tout simple : «Il faut être actif et aider les autres, quels que soient les moyens. C'est une façon de nous aider nous-mêmes. Il faut apprendre à donner aux valeurs humaines l'importance qu'elles requièrent, et connaître le vrai sens de la vie. Bref, il faut apprendre à faire la différence entre être homme, et... être humain.» Sacrée volontaire avec un grand V !

Kousseyla Kadri. Ou quand le cœur bat pour le bonheur des autres :

Etudiant en 3e année Génie électrique à l'université Abderrahmane Mira de Béjaïa, Kousseyla a 23 ans. Très sociable, généreux et débordant de vie, il a choisi de se donner à fond dans le mouvement associatif. Pas au sein d'une seule association mais plutôt de... trois. Il est, en effet, le secrétaire général d'une association socioculturelle qui s'appelle «Parole et Action», adhérent d'«ACT», une association pour la promotion de la culture et du tourisme, et aussi adhérent à «Awes», une association d'aide humanitaire. «Awes», qui veut dire aide en kabyle, captive énormément de son attention et de son énergie. Une énergie qui, d'ailleurs, ne semble jamais s'épuiser. «Cette association a été lancée, il y a presque cinq mois, par un ami révolté par le destin réservé à son fils atteint d'une maladie orpheline dans un pays où la santé est malade et où, malheureusement, un grand nombre de malades sont livrés à eux-mêmes» explique-t-il.

Encouragé par ses parents, dès son jeune âge, à s'impliquer dans les actions de bienfaisance, Kousseyla n'a eu aucun mal à se consacrer à autrui. Le bien-être de son prochain est son souci majeur et il passe le plus clair de son temps à aider les autres. Élément actif au sein de la commission «maladies rares» de l'association «Awes», il a participé, il y a une dizaine de jours, à la «caravane de la santé», menée par cette même association, qui a sillonné quelque 20 villages et communes aux alentours d'Akbou. Une caravane qui a duré dix jours et qui a permis au «jeunot aux lunettes cerclées de noir» de se rendre compte à quel point un mot gentil, une oreille attentive ou un sourire chaleureux peuvent faire chaud au cœur. «C'était tout simplement émouvant de voir tous ces villageois constater qu'ils ne sont pas seuls, et qu'il y a toujours quelqu'un pour se soucier d'eux. Aujourd'hui, j'éprouve un sentiment de plénitude, presque de la volupté» avoue Kousseyla pour qui un petit sourire de gratitude ou un câlin valent mille récompenses. Brave Kousseyla !

Noor Chalabi. L'amour du patrimoine vers un «Bel Horizon»

«Rien n'est plus beau, rien n'est plus significatif pour celui qui aime du même amour l'Afrique et la Méditerranée, que de contempler leur union du haut de Santa Cruz». Et au-delà de son amour pour l'Afrique et la Méditerranée, elle aime aussi Oran d'un amour passionné, fusionnel. Elle, c'est Noor Chalabi. Elle a 22 ans et prépare un master en Architecture et Patrimoine, à l'université des Sciences et de la Technologie Mohamed Boudiaf d'Oran (USTO). Amoureuse de sa ville natale et passionnée de son patrimoine, elle a fait de la sauvegarde et de la réhabilitation de ce dernier l'un des principaux objectifs autour desquels tourne sa vie. Et cela fait déjà un bon bout de temps qu'elle s'active au sein de «Bel Horizon». Bel Horizon, un nom si poétique, que porte une

association créée, en octobre 2001, par un groupe de mordus de l'histoire et du patrimoine oranais.

Au sein de cette association, Noor a commencé en tant que bénévole, il y a quatre ans. «C'était un certain 1er mai, j'avais participé à une randonnée pédestre allant de la place 1er Novembre (ex-place d'Armes, Ndlr) au plateau Moulay Abdelkader El Djilali et, depuis, j'ai commencé à assister régulièrement aux réunions et à prendre goût aux activités de Bel Horizon» raconte, enthousiaste, la future architecte. Toutefois, si elle a toujours été soutenue et encouragée par ses parents, ce n'est, hélas, pas le cas du côté d'un certain nombre d'amis. Pour ces derniers, elle fait n'importe quoi et perd son temps pour rien, puisque ses activités ne lui rapportent aucune rémunération. «Si on fait attention à ce que pensent les autres, on n'avancera jamais» plaide-t-elle, convaincue du bien qu'elle tire de ses activités au sein de «Bel Horizon» mais, aussi, de tout ce qu'elle peut donner. «Depuis quatre ans, ma vision des choses a changé. Je ne pense plus de la même façon qu'avant et j'ai une autre conception de ce qui m'entoure. Une conception beaucoup plus profonde. C'est pourquoi, je pense que les étudiants ont grandement à gagner en intégrant des associations qui activent dans différents domaines» conclut l'Oranaise pour qui la vie, c'est aussi le beau.

Farouk Benarous. Le bénévole toujours au service de son prochain :

Vingt-trois ans, étudiant en 3ème année Génie civil à l'université Amar Telidji de Laghouat, Farouk Benarous consacre une grande partie de son temps aux actions de bienfaisance et de charité. Etre à l'écoute des besoins des plus nécessiteux, qu'ils soient orphelins, malades, personnes seules, personnes âgées, chômeurs ou simplement les oubliés de la société, leur tendre la main et les soulager un tantinet de leur misère, fait partie intégrante de son monde. Animé d'une volonté inébranlable, il a donc trouvé, dans le groupe «Ness El Khir» (Les gens du bien, Ndlr) de Laghouat, un terrain propice pour assouvir cette soif d'aider les autres. «Vous savez, la vie est comme une roue qui tourne.

Aujourd'hui, on tend la main à quelqu'un qui en a besoin, demain, ça sera quelqu'un d'autre qui nous tendra la main parce que nous en aurons besoin. En plus, faire le bien n'est nullement une question de moyens, ni de temps. Mais tout simplement de volonté» soutient-il. Et pour ce qui est de «Ness El Khir» ? «C'était justement pour moi l'occasion rêvée. Il me fallait un cadre bien défini pour mieux me rendre utile. Et puis, quand on est nombreux, on peut soulever des montagnes. C'est l'union qui fait la force. Au sein de «Ness El Khir», on se sent fort pour mener à bien nos actions» explique Farouk pour qui les étudiants doivent s'impliquer d'avantage dans la vie de la société.

«Les étudiants perdent leur temps d'une manière insensée. Pourquoi ne pas adhérer à des associations ou à des groupes de bénévoles pour apprendre, se rendre utile et être réellement cette locomotive qui permette à la société d'avancer ? En aidant autrui, on remet en question sa propre façon de voir les choses, de vivre...» estime celui qui a rendu visite aux malades, a tapoté affectueusement sur les épaules d'enfants orphelins et de vieilles personnes, a pris part au nettoyage de cimetières, de mosquées et de cités, à la distribution de cartables et de couffins du Ramadhan... Et tout cela avec, à chaque fois, autant de volonté, de générosité, de bonheur, et toujours le sourire aux lèvres. Noble Farouk au cœur vaillant.

Mariam Sadat

Mercredi, 09 Juillet 2014

LIBERTE

Révision du code pénal en matière de violences faites aux femmes

Des associations saluent les amendements apportés

Par : Hafida Ameyar

Plusieurs associations de défense des droits des femmes, dont l'Observatoire des violences faites aux femmes (Ovif), et les associations Avife, Djazaïrouna, Fard et Rachda, accueillent favorablement les amendements du code pénal relatifs aux violences à l'égard des femmes.

Les représentantes de ces organisations, réagissant aux informations rapportées par la presse nationale sur les amendements du code pénal en matière de violences faites aux femmes, saluent cette "initiative" où, "pour la première fois", le législateur algérien a introduit "la notion des violences faites aux femmes, et en particulier la violence conjugale", dans ses chapitres consacrés aux crimes et délits contre les particuliers, "dont les sections 2 (Violences volontaires), 5 (Abandon de famille) et 6 (Attentats aux mœurs)". Dans un communiqué, parvenu hier à la rédaction, elles rappellent que la violence à l'égard des femmes algériennes englobent aussi bien les "violences physiques" que les "homicides volontaires" et la "violence sexuelle (viols, harcèlement sexuel et inceste)", qui provoque parfois des "grossesses criminelles". Selon elles, l'État algérien témoigne aujourd'hui d'une "réelle volonté politique" à renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de telles violences, et ce, à travers l'adoption d'une législation "exhaustive" plus adaptée à la réalité, visant à la fois la prévention des formes de violences, l'intervention lorsque de tels actes se produisent et la sanction des coupables. Plus encore, elles considèrent qu'avec l'entrée des amendements du code pénal, l'Algérie s'inscrit "dans une tendance protectrice mondiale" qui, en réalité, n'est que le reflet de ses "obligations internationales" et des "préoccupations" du comité de la Convention internationale pour l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (Cedaw).

À ce propos, le communiqué rappelle, à juste titre, 5 recommandations dudit comité (recommandations 16, 17, 18, 19 et 20) de février 2012, invitant notre pays à prendre "des mesures spécifiques pour la pénalisation des violences faites aux femmes". Aussi, les modifications qui seront apportées au code pénal représentent "un signal fort et clair tant attendu, aussi bien par les victimes, qui voient leur statut officiellement reconnu par les autorités, que par toutes les associations qui les soutiennent". Ces dernières, toujours soucieuses de "la protection de la société, femmes, hommes et enfants", comptent poursuivre leur plaidoyer en faveur de "l'adoption d'une loi-cadre laquelle, en sus de pénaliser les actes de violence, placerait en son centre les victimes elles-mêmes".

La promulgation de cette loi-cadre demeure "un objectif fondamental que le gouvernement se doit d'atteindre", signalent-elles. Un objectif qui, d'après elles, ne contredit pas la "priorisation" de certains aspects à court terme concernant "une meilleure prise en charge" des femmes victimes de violences. Dans ce cadre, elles recommandent au législateur de prendre en compte un certain nombre de points, notamment la définition "consciencieuse" des différents types de violence commis contre les femmes, la nécessité de revoir le code de procédure pénale (où les procédures d'application des textes seront définies), celle de dispenser la victime de la charge de la preuve et le paiement d'une réparation à la victime.

H A

El Watan.com

PAGES HEBDO [FRANCE-ACTU](#)

Festival Algérie En Mouvement 2013

La créativité de la jeunesse algérienne en exergue à Paris



| © D. R.

Le Festival Algérie en mouvement (FAEM) s'est tenu entre le 12 et le 16 novembre à Paris, Nanterre, Montreuil et Aubervilliers, à l'initiative du Forum France-Algérie (FFA), avec l'objectif principal «la mise en valeur du dynamisme de la société civile algérienne» et contribuer ainsi à «une meilleure connaissance de l'Algérie au sein du public français et franco-algérien».

Paris

De notre correspondant

Les organisateurs de cet événement, destiné notamment à la communauté algérienne et à la société civile française de la région parisienne, se sont attelés à défendre et à encourager une Algérie, celle «en mouvement, dynamisée par une jeunesse créative».

Lors de l'ouverture officielle, le président du FFA, Farid Yaker, a indiqué que ce festival vise à «révéler les talents

de la jeunesse algérienne à la société civile française dans le but de renforcer les relations algéro-françaises», sous les yeux ravis de Souad Massi, marraine du FAEM 2013. Il faut dire aussi que ce genre d'événements sert à améliorer l'image de notre pays à l'étranger, très particulièrement en France où «26% seulement des Français ont une bonne image de l'Algérie», selon M. Yaker.

En tout, six rencontres-débats ont été tenues dans le cadre de ce rendez-vous qui a attiré un public important : plus de 400 participants. Une vingtaine de conférenciers, issus d'associations et d'entreprises algériennes innovantes, se sont succédé pour débattre autour de thèmes à la fois sensibles et d'actualité : «Médias en mouvement en Algérie», «Cinéma, audio-visuel et réseaux sociaux, vers de nouvelles compétences et de nouveaux métiers», «Monde associatif et économie sociale et solidaire : réponses et actions d'une jeunesse qui s'engage» ; «Jeunesse actrice de transformations, nouvelles formes d'expression et de prises de parole», «Sensibilisation et engagement citoyen pour un développement durable : nouveau regard et initiatives autour d'une économie verte», et enfin «Environnement et économie sociale et solidaire».


Samedi, la clôture de ce Festival s'est faite en musique, avec un concert au studio de l'Ermitage à Paris qui a fait salle comble.

FAEM continue en Toile

Le Festival Algérie en mouvement continue. La Galerie Talmart à Paris accueille depuis le 12 novembre et jusqu'au 30 novembre, dans le cadre du FAEM 2013, une exposition d'art contemporain de cinq artistes plasticiens et peintres algériens : Walid Bouchouchi, Sadek Lamri, Nawal Louerrad, Sadek Rahim et Amina Zoubir. (S.G.)

REPORTERS.dz

Accueil Théma Actualité Economie Régions Grand Angle Monde Culture Environnement

FLASH INFO   Affaire du gel des activités de l'association ARC d'Oran : La justice suspend l'arrêt de wilaya - Lundi, 02 Septembre 2013 10h

Amar Mohand-Amer, historien, maître de recherche au CRASC d'Oran : « Les détracteurs de Abane sont des critiques d'arrière-garde »

Fait par notre envoyé spécial à Alger (septembre 2013)

 Share  Tweeter    Like   Send

Reporters : On commémore aujourd'hui le 57e anniversaire du congrès de la Soummam, le 20 août 1956. En dépit de l'importance de cet événement historique, il est encore des voix et des points de vue qui considèrent que tous les grands acteurs de la Révolution n'y étaient pas et cela posait au moins un problème de représentativité...

Amar Mohand-Amer : La quasi-totalité des responsables du FLN en Algérie était présente au congrès. Cela lui donnait toute sa crédibilité et sa légitimité. Les cadres qui n'ont pas pu venir sont les représentants des Aurès et du Cairn comme Aït Ahmed, Ben Bella, Khidher et Doudief. Leur absence au rendez-vous n'était pas du fait des organisateurs du congrès. Pour les Aurès, c'est la crise qui couvait dans la zone après l'emprisonnement puis la mort de Ben Boulaid qui a été l'une des grandes causes de l'absence de ses représentants. L'élimination de Chibani Rache en est une autre. Pour ceux du Cairn, ils étaient informés plusieurs mois avant de la tenue du congrès. Ils n'ont pas voulu venir afin de ne pas reconnaître l'autorité de la direction d'Alger telle qu'incarnée par Abane Ramdane, Krim Belkacem et Den Mhidi.

La personnalité de Abane Ramdane et le rôle qu'il a joué durant la guerre de Libération, avant et après le congrès de la Soummam, continuent de susciter les réactions. Certaines ont eu tendance à minimiser de sa stature comme de son apport dans l'effort de guerre pour la libération du pays...

C'est un combat d'arrière garde qui n'apporte rien. L'essentiel est que l'histoire reconnait au congrès de la Soummam et ses hommes un rôle majeur dans la maturation de la Révolution et la consolidation de ses institutions, ainsi que de ses structures politiques et militaires. L'histoire retient que Abane a joué un rôle clé dans l'affirmation des grands principes directeurs du FLN et dans l'affirmation de la primauté du politique sur le militaire et de celle de l'intérieur sur l'extérieur.

Le Congrès, pour certains historiens, n'a pourtant pas atteint tous ses objectifs...

Les facteurs qui ont été à l'origine de sa réussite, à savoir l'implantation de la direction de la Révolution à l'intérieur du pays, la reconnaissance de cette autorité par les maquis, ont disparu sous le rouleau compresseur de la guerre. La dynamique créée en 1956 par Abane s'est, elle aussi, estompée sous le coup de la répression coloniale et le départ à l'étranger du Comité de coordination et d'exécution (CCE). Tous ces éléments ont conduit à l'affaiblissement des grands principes retenus lors du congrès d'août 1956 dans la Soummam et des cadres qui les incarnaient : Abane est assassiné par ses frères le 27 décembre 1957 au Maroc, Ben Kheddou et Saïd Dalziel sont marginalisés. La Révolution allait suivre un autre cours en gardant l'objectif essentiel de l'autodétermination et de l'indépendance six ans après.

مركز الموارد لفائدة منظمات المجتمع المدني يعقد لقاء بيوسعادة

سياسة شفافة للتصوير عن طرفه المتساوية العمومية وتتعهد التكوين - مع تأكيد على جعلت مجالات التعاون أو العمل المشترك والاستفادة من برامج التكوين أسئلة المتصور ركزت اللقاء على برامج التكوين وضرورة إشراك الجمعيات للتكوين في مجالات التسيير الإداري والمالي والإعلامي والتسويق لتجديد صورة الجمعيات، اختتم اللقاء مساءً وقد كُتبت للقاء تقريرا ويقرأها بالتفصيل.

أحمد حسن السبيح

جديد كمال بعد عرضها بالتفصيل حول التعريف بالتركة ووضع الجمعيات بالجزائر، والعمل الجليل التي ساهمت في الحد من التمييز عن الشباب ولقراء المجتمع للجمعيات و التي خلقها ما كانت صعبة، وهذا الطريق السيد باياد صودة التي تساهل في التكوين، وهناك سياسة التصريح للقاتل التثري... ثم قدمه الثالث من أجل أخذ صورة واضحة من وضع الجمعيات بالولاية والتي لا تختلف في كثير من النقاط عن باقي جمعيات الوطن، المتضررين من جهته لتذكروا مهام الإعلام و القيام

اللقاء اليوم بالر جمعية البهجة بيوسعادة لقاء من تنظيم مركز الموارد لفائدة منظمات المجتمع المدني بالجزائر حضرته 25 جمعية من ولايات مسيلة وبلقنة والحد الجنوبي الثالث و الذي التلاد بيوسعادة كان حضوره التعريف بالخدمات التي يقدمها المركز من أجل الارتقاء بالتمثل الجمعوي وإعطاء ديناميكية للعمل الجمعوي اللقاء كان من الأخير كلى من حضوره تابت جيم مشاريع و مجال عمرة مستشار بالبرامج للشركاء الشفاعة الأخرى... عقد بتسيير كلى من الشاربي بن شارف و

